



**REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA**

*Fitiavana – Tanindrazana - Fandrosoana*

---

**Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage**

---

**Projet de Croissance Agricole et de Sécurisation Foncière  
(P-CASEF/P151469) et Financement additionnel (AF-CASEF/P166133)**

---

**Cadre de Gestion Environnementale et Sociale  
(CGES)**

---

**Mise à jour Novembre 2018**

## TABLE DES MATIERES

ACRONYMES.....	7
EXECUTIVE SUMMARY.....	9
RESUME EXECUTIF.....	14
1. INTRODUCTION.....	20
1.1. CONTEXTE.....	20
1.2. OBJECTIFS DU CGES.....	21
1.3. METHODOLOGIE.....	21
2. DESCRIPTION DU PROJET.....	23
2.1. OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DES PROJETS P-CASEF ET AF-CASEF.....	23
2.2. BENEFICIAIRES DU PROJET.....	23
2.3. LES COMPOSANTES DES PROJETS P-CASEF ET AF-CASEF.....	24
2.4. STRUCTURE DE COORDINATION ET DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS P-CASEF ET AF-CASEF.....	28
3. CADRE BIOPHYSIQUE ET SOCIOECONOMIQUE DES ZONES D'INTERVENTION.....	30
3.1. LOCALISATION GEOGRAPHIQUE DU PAYS.....	30
3.2. ZONES D'INTERVENTION DES PROJETS P-CASEF ET AF-CASEF.....	30
3.3. ZONE AGRO ECOLOGIQUE DES « HAUTES TERRES CENTRALES ».....	32
3.4. REGION ANDROY.....	44
3.5. REGION ANOSY.....	45
3.6. REGION ALAOTRA MANGORO.....	45
3.7. REGION AMORON'I MANIA.....	46
3.8. REGION BETSIBOKA.....	46
3.9. REGION BOENY.....	47
3.10. REGION BONGOLAVA.....	49
3.11. REGION DIANA.....	50
3.12. REGION HAUTE MATSIATRA.....	51
3.13. REGION SAVA.....	51
3.14. REGION SOFIA.....	52
5. IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DES PROJETS P-CASEF ET AF-CASEF.....	55
5.1. IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX POSITIFS GLOBAUX DES PROJETS P-CASEF ET AF-CASEF.....	55
5.2. IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX SPECIFIQUES.....	56
5.3. IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX NEGATIFS GLOBAUX.....	60
5.4. IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX NEGATIFS SPECIFIQUES.....	61
5.5. <i>IMPACTS NEGATIFS CUMULATIFS DES ACTIVITES DU PROJET</i> .....	65
5.6. <i>IMPACTS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES</i> .....	65
5.7. MESURES D'ATTENUATION DES IMPACTS NEGATIFS DU CASEF.....	66
5.8. MESURES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES POUR LES ACTIVITES DU CASEF.....	70
6. CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DE GESTION ENVIRONNEMENTALE	70
6.1. POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE NATIONALE.....	70
6.2. CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE DE LA GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE.....	73
6.3. POLITIQUES DE SAUVEGARDE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DE LA BANQUE MONDIALE.....	77
6.4. ARRANGEMENT INSTITUTIONNEL POUR LA GESTION ENVIRONNEMENTAL DES PROJETS P-CASEF ET AF-CASEF	82
7. LE PROCESSUS DE SELECTION ENVIRONNEMENTALE.....	85
7.1. LES ETAPES DE LA SELECTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (SCREENING).....	85
7.2. RESPONSABILITES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA SELECTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE.....	93

7.3.	DIAGRAMME DE FLUX POUR LA PREPARATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DES PROJETS P-CASEF ET AF-CASEF .....	95
	.....	95
	.....	95
7.4.	PROCESSUS DE SELECTION DES PROJETS DE L'AGROBUSINESS .....	96
7.5.	PROCEDURES D'ACCES AUX TERRES DES ZONES D'INVESTISSEMENTS AGRICOLES (ZIA).....	97
8.	RENFORCEMENT DE LA GESTION ENVIRONNEMENTALE DES PROJETS P-CASEF ET AF-CASEF .....	99
8.1.	MESURES STRATEGIQUES D'ORDRE ENVIRONNEMENTALE .....	99
8.2.	MESURES DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL.....	101
8.3.	MESURES DE RENFORCEMENT DES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES .....	103
8.4.	FORMATION DES ACTEURS IMPLIQUES DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET.....	103
8.5.	INFORMATION ET SENSIBILISATION DES POPULATIONS ET DES ACTEURS CONCERNES .....	104
9.	PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL .....	108
9.1.	PROGRAMME DE SUIVI-ÉVALUATION .....	108
9.2.	COMPOSANTES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES A SUIVRE .....	108
9.4.	INDICATEURS DE SUIVI.....	109
9.5.	SUIVI DES IMPACTS CUMULATIFS .....	110
9.6.	CANEVAS DU PROGRAMME DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL .....	110
9.7.	DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES DE MISE EN ŒUVRE DU PGES .....	113
9.8.	PLAN DE CONSULTATION POUR LA PREPARATION ET LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET .....	115
9.9.	CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DES MESURES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES .....	116
9.10.	COUTS DES MESURES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES .....	117
10.	CONSULTATIONS DU PUBLIC ET PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE .....	120
10.1.	OBJECTIFS DE LA CONSULTATION .....	120
10.2.	STRATEGIE ET DEMARCHE DE LA CONSULTATION .....	120
10.3.	SYNTHESE DES RESULTATS DES RENCONTRES ET CONSULTATIONS AVEC LES DIVERS ACTEURS.....	120
10.4.	<u>CONCLUSION SUR LES RENCONTRES ET CONSULTATIONS AVEC LES DIVERS ACTEURS</u> .....	126
11.	MECANISME DE GESTION DES PLAINTES .....	127
11.1	CONTEXTE ET OBJECTIFS DU MECANISME DE GESTION DES PLAINTES .....	127
11.2	PRINCIPES POUR LE TRAITEMENT DES PLAINTES.....	127
11.3	PORTE D'ENTREE DES PLAINTES .....	127
11.4	TRAITEMENT DES PLAINTES .....	128
11.5	ROLE ET RESPONSABILITE DANS LA MISE EN ŒUVRE DU MECANISME DE GESTION DE PLAINTES DU PROJET.....	131
11.6	SURVEILLANCE, SUIVI ET CONSOLIDATION DES DONNEES SUR LES PLAINTES ET LES LITIGES.....	137
	CONCLUSION GENERALE .....	138
12.	ANNEXES .....	139
	ANNEXE 1 : FORMULAIRE DE SELECTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE .....	140
	ANNEXE 2 : LISTE DE CONTROLE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL .....	143
	ANNEXE 3 : LISTE DES MESURES D'ATTENUATION .....	144
	ANNEXE 4 : DIRECTIVES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES POUR LES CONTRACTANTS .....	147
	ANNEXE 5 : DIRECTIVES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES PAR TYPE DE FILIERE ET D'INFRASTRUCTURE .....	148
	ANNEXE 6 : FICHE DE FILTRATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE .....	154
	ANNEXE 7 : FICHE ENVIRONNEMENTALE ET PGES .....	158
	ANNEXE 8 : TDR TYPE POUR LE RECRUTEMENT D'UN EXPERT EN SAUVEGARDE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DES PROJETS P-CASEF ET AF-CASEF.....	163
	ANNEXE 10 : REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	165
	WEBOGRAPHIE .....	165

ANNEXE 11 : COMPTE RENDU DES CONSULTATIONS.....	166
ANNEXE 11 : PROCES VERBAUX DE CONSULTATION .....	185
ANNEXE 12 : GALERIE PHOTOS DES RENCONTRES ET CONSULTATIONS PUBLIQUES .....	197
ANNEXE 13 : LISTE DES PERSONNES RENCONTREES .....	199
ANNEXE 14 : TDR TYPES POUR UNE EIE POUR LES INFRASTRUCTURES AGRICOLES .....	207
ANNEXE 15 : PLAN D'AMENAGEMENT PARTICIPATIF D'UN SITE DE REBOISEMENT .....	209
ANNEXE 16 : TDR DE L'ONG CHARGEE DE LA SENSIBILISATION .....	211
ANNEXE 17 : TERME DE REFERENCE DE L'ETUDE.....	212

## TABLEAUX

Tableau 1 : Synthèse des sous composantes et activités de la composante 1 .....	24
Tableau 2 : Synthèse des sous composantes et activités de la composante 2 .....	25
Tableau 3 : synthèse des sous composantes et activités de la composante 3 .....	27
Tableau 4 : Synthèse des sous composantes et activités de la composante 4 .....	28
Tableau 5 : Synthèse des sous composantes et activités de la composante 5 .....	28
Tableau 6 : Données agricoles de la région d'Itasy .....	34
Tableau 7 : Données agricoles de la région Analamanga .....	34
Tableau 8 : Données agricoles de la région de Vakinankaratra .....	34
Tableau 9 : Données sur l'élevage des Régions Analamanga, Vakinankaratra, Itasy .....	34
Tableau 10 : Données des activités secondaires de la région Vakinankaratra .....	35
Tableau 11 : Données sur les infrastructures de santé des régions d'Analamanga, Itasy, Vakinankaratra .....	35
Tableau 12 : Données sur les infrastructures d'éducation des régions d'Analamanga, Itasy, Vakinankaratra .....	36
Tableau 13 : Infrastructures d'enseignement privé des régions d'Analamanga, Itasy, Vakinankaratra .....	36
Tableau 14 : Données sur l'énergie et le taux d'accès .....	37
Tableau 15 : Données agricoles de la Région Atsinanana .....	40
Tableau 16 : Données agricoles de la Région Analanjirofo .....	40
Tableau 17 : Données infrastructures sanitaires des Régions Atsinanana et Analanjirofo .....	41
Tableau 18 : Données sur les infrastructures d'éducation des Régions Atsinanana et Analanjirofo .....	42
Tableau 19 : Infrastructures d'enseignement privé des Région Atsinanana et Analanjirofo .....	42
Tableau 20 : Données sur les capacités fournies en énergie et le nombre d'abonnées .....	42
Tableau 21 : Synthèse des impacts positifs .....	58
Tableau 22 : Synthèse des impacts négatifs .....	64
Tableau 23 : Check List des mesures d'atténuation .....	66
Tableau 24 : Mesures de conformité des activités du projet avec la législation nationale .....	76
Tableau 25 : Analyse des politiques de sauvegardes déclenchés avec les activités du projet P- CASEF et AF-CASEF .....	80
Tableau 26 : Arrangement institutionnel pour la gestion environnementale et sociale .....	82
Tableau 27 : Classification des activités des projets P-CASEF et AF-CASEF .....	85
Tableau 28 : Analyse de la politique de sauvegarde de la BM et de la législation nationale .....	88
Tableau 29 : Procédures pour les sous-projets nécessitant un PGES ou PREE .....	91
Tableau 30 : Récapitulatif des étapes de la sélection et responsabilités .....	93
Tableau 31 : Processus de sélection des projets de l'agrobusiness .....	97
Tableau 32 : Processus d'accès aux Agropoles / ZIA .....	98
Tableau 33 : Hiérarchisation des zones d'intervention du projet .....	99
Tableau 34 : Mission de l'expert environnement et social du CASEF .....	102
Tableau 35: Synthèse des activités de formation et de sensibilisation .....	105
Tableau 36 : Procédure à suivre en cas de découverte de vestiges archéologiques .....	106
Tableau 37 : Indicateurs et dispositifs de suivi .....	111
Tableau 38 Calendrier de mise en œuvre et de suivi des mesures .....	116
Tableau 39 Coûts des mesures techniques et de suivi .....	119
Tableau 40 Coûts de mesures de Formation et de Sensibilisation .....	119
Tableau 41. : Etapes du processus de traitement des doléances reçues. ....	129

## ACRONYMES

<b>AFD</b>	Agence Française de Développement
<b>AGEX</b>	Agence D'exécution
<b>ANGAP</b>	Association nationale pour la gestion des aires protégées
<b>Ar-Ariary</b>	Ariary (devise Malgache)
<b>AT</b>	Assistance technique
<b>ASE</b>	Abus Sexuel sur le Enfants
<b>ATS</b>	Assistant Technique Sectoriel
<b>BM</b>	Banque Mondiale
<b>CASEF</b>	Croissance Agricole et Sécurisation Foncière
<b>CCC</b>	Communication pour le Changement de Comportement
<b>CCE</b>	Cahier des Charges Environnementales
<b>CCRF</b>	Cellule de Coordination et de Réforme Foncière
<b>CEFFEL</b>	Centre d'Expérimentation et de Formation en Fruits et Légumes
<b>CHD</b>	Centre Hospitalier de District
<b>CREAM</b>	Centre de Recherches, d'Etudes et d'appui à l'Analyse économique à Madagascar
<b>CSB</b>	Centre de Santé de Base
<b>CTHT</b>	Centre de Technique Horticole de Toamasina
<b>CTE</b>	Comité Technique Environnemental
<b>CSE</b>	Comité de Suivi Environnemental
<b>DDT</b>	Dichlorodiphényltrichloroéthane
<b>DGSF</b>	Direction Générale des Services Fonciers
<b>DRAE</b>	Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage
<b>EDBM</b>	Economic Development Board of Madagascar
<b>EES</b>	Expert Environnement et Social
<b>ENSOMD</b>	Enquête Nationale sur le Suivi des indicateurs des Objectifs du Millénaire pour le Développement
<b>EPM</b>	Enquêtes Prioritaires auprès des Ménages
<b>ESMF</b>	Environmental and Social Management Framework
<b>FAO</b>	Fond Mondial pour l'Alimentation
<b>FID</b>	Fonds d'Intervention pour le Développement
<b>FIFATA</b>	Fikambanana Fampivoarana ny Tantsaha
<b>FORMAPROD</b>	Programme de Formation Professionnelle et d'Amélioration de la productivité Agricole
<b>GCV</b>	Grenier Commun Villageois
<b>GF</b>	Guichet Foncier
<b>GPF</b>	Groupement de Promotion Féminine
<b>GSPM</b>	Le Groupe des Spécialistes de Plantes Malgaches
<b>IDA</b>	International Development Association
<b>IEC</b>	Information Education Communication
<b>IMF</b>	Institutions de Micro-Finance
<b>INSTAT</b>	Institut National de la Statistique
<b>IST</b>	Infections Sexuellement Transmissibles
<b>MECIE</b>	Mise en Conformité des Investissement avec l'Environnement
<b>MEN</b>	Ministère de l'Education Nationale
<b>MEF</b>	Ministère de l'Economie et des Finances
<b>MINAGRI</b>	Ministère de l'Agriculture
<b>MINAE</b>	Ministère de l'Agriculture et de l'élevage
<b>MEFB</b>	Ministère des Finances et du Budget
<b>MNP</b>	Madagascar National Park
<b>MPAS</b>	Ministère de la Population et des Affaires Sociales
<b>MPP</b>	Mémoire de préparation de projets
<b>MPPSPF</b>	Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme
<b>MSP</b>	Ministère de la Santé Publique
<b>OCB</b>	Organisation Communautaire de Base
<b>OMD</b>	Objectifs du Millénaire de Développement
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale

<b>ONE</b>	Office National pour l'Environnement
<b>OP</b>	Organisation de Producteurs
<b>PAD</b>	Project Appraisal document
<b>PAM</b>	Programme Alimentaire Mondial
<b>PFS</b>	Point Focal Environnement et Social
<b>PGES</b>	Plan de Gestion Environnemental et Social
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PLOF</b>	Plans Locaux d'Occupation Foncière
<b>PNNC</b>	Programme National de Nutrition Communautaire
<b>PND</b>	Plan National de Développement
<b>PNUD</b>	Programme des Nations-Unies pour le Développement
<b>PPA</b>	Parité de pouvoir d'achat
<b>PPP</b>	Partenariat Public Privé
<b>PREE</b>	Programme d'Engagement Environnemental
<b>SE/CNLS</b>	Secrétaire Exécutif du Comité National de Lutte contre le Sida
<b>SIG</b>	Système d'Information Géographique
<b>TIC</b>	Technologie de l'Information et de la Communication
<b>TIP</b>	Taux d'Insuffisance Pondérale
<b>TNS</b>	Taux Net de Scolarisation
<b>UGP-CASEF</b>	Unité de Gestion du Projet CASEF
<b>UICN</b>	Union internationale pour la conservation de la nature
<b>UNICEF</b>	United Nations Children's Fund
<b>USD</b>	Dollar Américain
<b>VBG</b>	Violence Basé sur le Genre
<b>VIH</b>	Virus de l'Immunodéficience Humaine
<b>WWF</b>	World Wildlife Fund for Nature
<b>ZIA</b>	Zone d'Investissement Agricole

## EXECUTIVE SUMMARY

### ***Introduction***

The Government of Madagascar, with the support of the World Bank, plans to implement a new initiative called Project for Agricultural Growth and Land Security (P-CASEF). The approach of this new project is based mainly on the development of existing dynamics and the opening of new opportunities in the field of agricultural development for Madagascar. Indeed, in the aftermath of the political crisis that has significantly weakened the country's economy, particularly the agricultural sector, the project aims to boost agricultural development through the following three areas:

- (i) *Strengthen and expand existing agro-industrial sector ;*
- (ii) *To encourage new private investment;*
- (iii) *Create an enabling environment for agro-industrial investment managers*

The Project Development Objective (PDO) is: *“to improve rural land tenure security and access to markets of targeted farming households in selected agricultural value chains in project areas, and to provide immediate and effective response to an eligible crisis or emergency.”*

However, due to the nature of the activities envisaged by the project (rehabilitation of rural tracks, reconstruction works, promote commercial agricultural sectors, the promotion of agricultural investment and land security etc.), the implementation of the project may create the potential negative environmental and social impacts. To prevent this risk, the project required the preparation of an Environmental and Social Management Framework (ESMF) to optimally manage any negative impacts with results of the implementation of the P-CASEF.

### ***CASEF Project components***

Project activities are structured into five components and are designed to reinforce each other in order to maximize the impacts:

Component 1: Agribusiness Value Chain Development - This component is based on four main activities: (i) Training, (ii) technological improvements, (iii) Strengthening public services and (iv) Funding.

Component 2 : Land policy and land rights registration

Component 3: Marketing Infrastructure Development - This component corresponds to activities focused on opening up, paying particular attention to the question of the maintenance of rural roads and storage.

Component 4 : Project Management and Coordination

Component 5: Contingency Emergency Response - this component predicts a fundraising if a state of emergency due to cyclones, floods and locust infestation occurs.

### ***ESMF Objective***

The ESMF is designed as a sorting mechanism for environmental and social impacts of investments and activities unknown prior to the evaluation. It presents itself as a tool to identify and assess the potential future environmental and social impacts. Furthermore, the ESMF shall define a framework for monitoring and surveillance as well as and institutional arrangements for the implementation of CASEF project and the implementation of activities to mitigate the adverse environmental and social impacts, eliminate or reduce to acceptable levels.

This Environmental and Social Management Framework was developed on a participatory and interactive approach that involved all stakeholders and partners involved in the CASEF project (P-CASEF and AF-CASEF) at the country's national, regional and local level. Exchanges and consultations took place between 27 October and 06 November 2015, for the first stage of the development of the document in the regions of Itasy, Vakinankaratra, Atsinanana, Analanjirofo, and additional consultations in December 2017 in the region Vakinankaratra and Itasy, in March 2018 in the region DIANA and the region Analamanga for the preparation of additional financing

### ***Positive environmental and social impacts of CASEF***

The implementation of the project CASEF territorial development approach, will among other things to boost productivity of family agriculture and promote private investment in commercial agricultural sectors including the production of vegetables, fruits and dairy products the highland areas and production of litchis , clove, vanilla and spices in the country's eastern zone . A critical mass of constraints will be lifted by the realization of basic infrastructure (agropole by private investment, conservation unit and packaging, improved tracks production and opening up works, improvement of production systems) while providing considerable support to public institutions (DRAE, Easements, chamber of commerce etc.) and national private sector as abroad all along the value chain.

At the environmental level, the project will result in better land management by securing family farms and enhancing the value of the supply of land likely to agricultural investment by agribusiness. Popularization of good agricultural practices and processing of local products (milk,cloves , bean) going in the direction of preserving the environment : improving stills , culture discount on slash and burn, frame deforestation, promoting reforestation culture.

### ***Negative environmental and social impacts***

The major factors of environmental and social risks of the project are : (i) the impact of pollution from agricultural activities on the quality of surface water and the development of other related activities (drinking water , fisheries, etc.); (ii) the population pressure in the area that are likely to induce overload of basic social infrastructure ; (iii) the progressive deterioration of the environment in the absence of implementation of a program of conservation and protection of the environment through the discharge of solid and liquid waste ; (iv) unauthorized occupation (not consensus) of land belonging to local people ; (v) population growth which will result in land requirements.

The negative environmental and social impacts of the project are consecutive CASEF Project activities Will Mainly concerned : the risk of soil erosion (soil instability) due to agricultural development , the loss of vegetation and biodiversity to prepare agricultural parcels, the Risks of pollution and degradation of the groundwater and streams related to the use of pesticides and fertilizers, Risks related to the use of genetic improvement ; etc. Socially there could be an upsurge in tension between farmers on land issues or between pastoralists and farmers related to cattle straying. In plantations of cloves and vanilla there could be increased cass of flights and fruits and flowers looting.

### ***National environmental legislation***

According to Article 10 of the Charter of the Environment, all investment projects, private or public, likely to harm the environment should be subject to an Environmental Impact Assessment (EIA).

In response to that statement, an administrative scheme was set up by Decree No. 95-377 of 23 May 1995 for the Development of Investment Compatibility with the Environment (MECIE). This scheme was subsequently amended by Decree No. 99-954 of 15 December 1999 and again by Decree No. 2004-167 of 3 February 2004 amending certain provisions of Decree No. 99-954.

Essentially, MECIE stipulates that any likely to harm the environment project is submitted by the technical nature, the scale of these projects and the sensitivity of their implementation environments: an environmental impact assessment (EIA) or an environmental commitment program (EERP).

The Environmental Impact Assessment (EIA) is an obligation which applies to projects likely to cause significant effects, while the environmental commitment program (EERP) is for projects likely to have more focused effects on the middle. He did the same process for the EERP, although the latter has administrative features much simpler. Annex 1 of MECIE refers to various categories of projects requiring EIA.

For example, projects meeting. The Following criteria are: May the work affect sensitive areas, technologies. That can have harmful effects on the environment, mining operations mechanized kind, physical or chemical treatments on the website of the exploitation of natural resources etc.

### World Bank Safeguard Policies

Safeguard Policies	Triggered
OP/PB 4.01 Environmental assessment, including the Public Participation	YES
OP/PB 4.04 Natural Habitats	NO
OP 4.09 Pest control	YES
OP/PB 4.11 Cultural Heritage	YES
OP/PB 4.12 Involuntary Resettlement	YES
OP 4.10 Indigenous Peoples	NO
OP/PB 4.36 Forests	YES
OP 4.37 Safety of Dams	NO
PO 7.50 Related Projects routes of International Waters	NO
PO 7.60 Projets dans des Zones en litige	NO

Based on the analysis of both normative framework, it appeared that the World Bank safeguard policies are more explicit. It is therefore necessary as part of the project to use the classification recommended by the WB.

### *The environmental project selection process*

The magnitude of the social and environmental measures required for the activities of CASEF project depend on the results of the selection process. This selection process is designed to: (i) determining which actions CASEF the project are likely to have negative impacts at environmental and social level; (ii) determining the appropriate mitigation measures for activities having adverse impacts; (iii) identify activities requiring separate EIS; (iv) describe the institutional responsibilities for analysis and approval of the results of the selection , the implementation of proposed mitigation measures, and the preparation of separate EIA reports ; ( v ) monitoring of environmental parameters in the construction / rehabilitation of tracks and equipment packaging and storage and their subsequent operation and Maintenance ; and (vi) indicate activities of CASEF project that may involve land acquisition.

The table below provides a summary of the steps and institutional responsibilities

Stages	Responsibilities
<b>1. Environmental and social screening of the project selection including public consultation</b>	CASEF / AST / PFES regional Executing Agency in connection with the Valuation Technical Committee (Technical Services), the town hall, the Land Bank, providers
<b>2. Determining appropriate environmental categories</b>	
2.1 Validation of the selection	ESE Project CASEF and ONE
2.2 Classification of the project and determination of environmental work (simple or EIA mitigation measures)	ESE Project CASEF and ONE
<b>3. Review and Approval</b>	ESE Project CASEF and ONE
<b>4. If Impact Study is necessary</b>	
4.1 Choice of consultant	National -EES CASEF

<b>Stages</b>	<b>Responsibilities</b>
4.2 Realization of the impact study	EIA consultants
4.3 Approval Environnemental impact study	CTE National, Regional, EGEX, ESE and World Bank, Local Communities
<b>5. Diffusion</b>	CASEF, EES, Region, City
<b>6. Monitoring</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• National: CASEF / ESE / SSC ONE in collaboration with other central services.</li> <li>• Regional and municipal level: PFES / ATS and ESC (Environmental Monitoring Committee) town hall Foncier Bank</li> </ul>

### **Measures to strengthen environmental and social management of the project CASEF**

The Project CASEF has planned in its design, environmental and social measures that will be to enhance and strengthen. The consideration of environmental issues in the project area and the capitalization of achievements and lessons learned from previous agricultural projects require strengthening environmental and social management of the Project by the following CASEF described measures : measures of a strategic nature ; Institutional building measures; Technical building measures (studies to do, enforcement and monitoring etc.); Training of actors involved in the project implementation; Information and awareness of the actors involved in the project implementation; Compliance measures with environmental and social safeguards triggered by the project.

Strategic actions (Prioritization of areas of intervention according to environmental and social issues; coordination requirements and synergy between the various stakeholders in the area; Preservation Strategies sensitive areas of the project area ; land control strategy; Pulse levers to ensure the inclusion of Gender).

Institutional strengthening measures:

- Steering Committee building measures CASEF the project, integration of the ONE in the steering committee; strengthening environmental expertise EDBM for taking early account by investors of environmental,
- Consolidation Measures of technical expertise Rating of Technical Committee (ETC) at national and regional level;
- strengthening environmental expertise Measures of Implementing Agency of CASEF by recruiting a Social environment expert for full time;
- Support measures to the Regional Directorates of Agriculture in technical and logistical resources and equipment and rehabilitation of plant protection services;
- Support measures to land and topographical boundaries for the finalization of the land use plans;
- Support measures for the various structures responsible for implementing, monitoring and controlling land security operations such as specialized offices responsible for decentralized land management, regional offices for decentralized land management support or structures similar at central or regional level
- Compliance Measures with backups triggered by CASEF project.

**These measures are estimated at 1 264 000 USD which will be included in project costs.**

There is a recourse mechanism and dispute resolution in case of conflict between the project and local people. This mechanism favors methods of settling disputes amicably by giving the scoop of mediation to the head Fokontany, traditional chiefs and notables to local authorities

## **Institutions responsible for the implementation and monitoring of mitigation measure**

- Implementation of environmental measures: The implementation of environmental management CASEF project will be conducted under the responsibility of the Environmental and Social Expert of CASEF with the support of regional PFES Implementing Agencies and the regional member of the technical services CTE, providers (public bodies, private companies, CBOs, NGOs etc.) the local authorities should be closely involved in monitoring implementation. Individual consultants will be responsible for (i) the achievement of the EIA, and (ii) prospective PER. For the implementation, providers (public, private companies, NGOs, CBOs) are responsible for the implementation of mitigation measures as indicated in the environmental management plan, but also the rehabilitation of quarries, the withdrawal from projects, reforestation etc.

The environmental and social monitoring should be carried out as follows:

Surveillance: the surveillance of work will be performed by service providers who will designate a focal point and social environment at their field teams for project microphones (track, opening up work, GCV, conditioning unit) under the authority of the expert of the Environmental and Social of CASEF and Focal Points Environment and Social (PFES) of regional CASEF.

Monitoring: Monitoring will be carried out "externally" by the Regional Environmental Monitoring Committee (REC) under the coordination of the regional representative of the ONE ; It is recommended that the main environmental components (water, soil, vegetation and wildlife, living environment, health, etc.) are followed by state structures responsible for the management at regional level:

- ONE (pollution and living environment; EIA procedure and implementation of ESMP);
- Regional Service Hydraulics (water resources);
- Madagascar National Park (MNP) Activities around Zahamena park;
- DRAE: reforestation activity and phytosanitary treatment;
- Regional Directorate of Livestock: cattle health monitoring
- Regional Directorate of Forestry (clearing secondary forests);
- Regional Service of Hygiene and Sanitary Districts (pesticide poisoning, water-borne diseases);
- The National Service meteorologist (weather tracking);
- Supervision: The supervision will be provided by the Environment and Social Expert of CASEF, under the coordination of the CASEF Project and supervision of Steering Committee.
- Rating: Independent Consultants will conduct the mid- term and final evaluation.

## RESUME EXECUTIF

### **Introduction**

Le Gouvernement de Madagascar, avec l'appui de la Banque Mondiale, met en œuvre une initiative dénommée « Projet de Croissance Agricole et de Sécurisation Foncière » (P-CASEF – AF CASEF). L'approche de ce projet repose principalement sur le développement de dynamiques existantes et sur l'ouverture de nouvelles opportunités dans le domaine du développement agricole pour le Madagascar.

Le projet contribuera au double objectif de la Banque mondiale de réduire la pauvreté et de stimuler la prospérité partagée par l'amélioration de la performance des chaînes de valeur agricoles de manière inclusive et durable et la sécurisation foncière.

L'objectif de développement du projet (ODP) est d'améliorer la sécurisation foncière et l'accès aux marchés des ménages agricoles ciblés en milieu rural, au sein de chaînes de valeur spécifiques, et déployer une intervention immédiate et efficace face à une crise ou urgence éligible.

En effet, au lendemain de la crise politique qui a fortement fragilisée l'économie du pays, notamment le secteur agricole, le projet ambitionne de relancer le développement agricole à travers les trois axes suivants :

- (iv) *Renforcer et développer les filières agro-industrielles existantes.*
- (v) *Inciter de nouveaux investissements privés*
- (vi) *Créer un environnement favorable à des investissements agro-industriels responsables.*

Cependant, en raison de la nature des activités qui sont envisagées par le projet (réhabilitation de pistes rurales, reconstruction d'ouvrages, promotion des filières agricoles commerciales, promotion des investisseurs agricoles, sécurisation foncière, etc.) la mise en œuvre du projet risque d'engendrer des incidences environnementales et sociales potentiellement négatives. Pour prévenir ce risque, ce projet a requis la préparation d'un Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) pour gérer de façon optimale les éventuels impacts négatifs qui découleront de la mise en œuvre du projet CASEF (P-CASEF et AF-CASEF).

### **Composantes des projets P-CASEF et AF-CASEF<sup>1</sup>**

Les activités du projet sont structurées en cinq composantes et sont conçues pour se renforcer mutuellement afin d'en maximiser les impacts :

Composante 1: Développement de chaînes de valeur d'agriculture commerciale – Cette composante repose sur quatre activités principales : (i) Structuration et formation des acteurs des chaînes de valeur agricole, (ii) Améliorations technologiques, (iii) Renforcement de services publics et (iv) Financement agricole ;

Composante 2: Politique foncière et enregistrement des droits fonciers qui consiste à (i) appuyer l'administration malgache dans son projet de réforme foncière, (ii) sécuriser les droits fonciers des ménages ruraux, (iii) renforcer les services fonciers

Composante 3: Développement d'infrastructures de commercialisation – Cette composante correspond à des activités centrées sur le désenclavement, en accordant une attention particulière à la question de la maintenance des pistes rurales, et au stockage.

Composante 4 : Gestion et Coordination de projet

Composante 5 : Intervention d'urgence – cette composante à zéro budget au démarrage du projet (P CASEF) en septembre 2016 permet de prévoir une mobilisation de fonds si un état d'urgence déclaré en raison de cyclones, d'inondations ou d'infestation de criquets survient.

---

<sup>1</sup> Les sigles P-CASEF et AF-CASEF désignent respectivement le projet objet du fond initial et le projet objet du fond additionnel

### ***Objectif du CGES***

Le CGES est conçu comme étant un mécanisme de tri pour les impacts environnementaux et sociaux des investissements et activités inconnues avant l'évaluation du projet. Il se présente donc comme un instrument pour déterminer et évaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels futurs. En outre, le CGES devra définir un cadre de suivi et de surveillance ainsi que les dispositions institutionnelles à prendre durant la mise en œuvre des projets P-CASEF et AF-CASEF et la réalisation des activités pour atténuer les impacts environnementaux et sociaux défavorables, les supprimer ou les réduire à des niveaux acceptables.

Le présent Cadre de gestion environnemental et social a été développé sur une approche participative et interactive qui a impliqué l'ensemble des acteurs et partenaires concernés par le projet CASEF (P-CASEF et AF-CASEF) au niveau national, régional et local du pays. Des échanges et consultations se sont déroulées entre 27 octobre et le 06 novembre 2015, pour la première phase du développement du document dans les Régions de : Itasy, Vakinankaratra, Atsinanana, Analanjirifo, et des consultations additionnelles ont été tenues en décembre 2017 dans la Région Vakinankaratra et Itasy, en Mars 2018 dans la Région DIANA et la région Analamanga pour la préparation du financement additionnel.

### ***Impacts environnementaux et sociaux positifs du CASEF***

La mise en œuvre des projets P-CASEF et AF-CASEF, approche de développement territorial, permettra entre autres de stimuler la productivité de l'agriculture familiale et de promouvoir l'investissement privé dans les filières agricoles commerciales notamment la production de légumes, de fruits et des produits laitiers dans la zones des hautes terres et la production de litchis, girofle, vanille et épices dans la zone Est du pays. Une masse critique de contraintes pourra être levée par la réalisation d'infrastructures structurantes (agropole par l'investissement privé, unité de conservation et de conditionnement, amélioration des pistes rurales d'évacuation de produits et des ouvrages de désenclavement, amélioration des systèmes de production) tout en apportant un appui considérable aux institutions publiques (DRAE, services fonciers, chambre de commerce, etc.) et au secteur privé national comme étranger tout le long des chaînes de valeurs.

Au plan environnemental, le projet va occasionner une meilleure gestion des terres par la sécurisation des exploitations familiales et une meilleure valorisation de l'offre de terres susceptibles d'investissements agricoles par l'agribusiness. La vulgarisation de bonnes pratiques agricoles et de transformation des produits locaux (lait, girofles, haricot, etc.) allant dans le sens de préserver l'environnement : amélioration des alambics, réduction de la culture sur brulis, encadrer le déboisement, promotion de la culture du reboisement.

### ***Impacts environnementaux et sociaux négatifs***

Les facteurs de risques environnementaux et sociaux majeurs du projet sont : (i) l'influence de la pollution par les activités agricoles sur la qualité des eaux de surface et sur le développement des autres activités connexes (eau potable ; pêche ; etc.) ; (ii) la pression démographique dans la zone, risquant d'induire une surcharge des infrastructures sociales de base ; (iii) la détérioration progressive de l'environnement en l'absence de mise en place d'un programme de conservation et de protection du milieu par le rejet des déchets solides et liquides ; (iv) l'occupation non autorisée (et non consensuelle) de terres appartenant aux populations locales ; (v) l'accroissement démographique qui va se traduire en exigences de besoins en terres.

Les impacts environnementaux et sociaux négatifs du projet consécutifs aux activités des projets P-CASEF et AF-CASEF concerneront surtout les risques d'érosion des sols (instabilité des sols) du fait des aménagements agricoles, la perte de végétation en cas de déboisements pour préparer les parcelles agricoles, les risques de pollutions et dégradations de la nappe phréatique et des cours d'eau liées à l'usage des pesticides et des engrais, les risques liés au recours à l'amélioration génétique; etc. Sur le plan social on pourrait assister à la recrudescence des tensions entre les investisseurs et les agriculteurs sur les problèmes fonciers ou éventuellement entre éleveurs et agriculteurs liés à la divagation du bétail. Dans les plantations de girofliers et de vanillier on pourrait assister à l'augmentation des cas de vols et de pillages des fruits et des fleurs.

### ***Législation environnementale nationale***

Selon l'article 10 de la Charte de l'Environnement, tous les projets d'investissement, privés ou publics, susceptibles de porter atteinte à l'environnement doivent faire l'objet d'une Etude d'Impact Environnemental (EIE).

Pour donner suite à cet énoncé, un régime administratif a été mis en place par le Décret n° 95-377 du 23 mai 1995 visant la Mise en Compatibilité des Investissements avec l'Environnement (MECIE). Ce régime a par la suite été amendé par le Décret n° 99-954 du 15 décembre 1999 et à nouveau par le Décret n° 2004-167 du 03 février 2004 modifiant certaines dispositions du Décret n° 99-954.

Essentiellement, la MECIE stipule que tout projet susceptible de porter atteinte à l'environnement est soumis selon la nature technique, l'ampleur de ces projets et la sensibilité de leurs milieux d'implantation à une étude d'impact environnemental (EIE) ou à un programme d'engagement environnemental (PREE).

L'étude d'impact environnemental (EIE) est une obligation qui s'applique à des projets susceptibles d'engendrer des effets importants, alors que le programme d'engagement environnemental (PREE) vise les projets susceptibles d'avoir des effets plus circonscrits sur le milieu.

Le décret MECIE établit les étapes du processus d'EIE, les attributions des institutions publiques, les devoirs du promoteur, les mécanismes d'évaluation de l'étude par un Comité Technique, les étapes d'enquête et d'audiences publiques, la délivrance du permis et de ses conditions d'exécution de même que les règles régissant le suivi de ces dernières. Il en est de même pour le processus PREE, quoique ce dernier a des caractéristiques administratives beaucoup plus simples. L'annexe 1 du MECIE, désigne diverses catégories de projets exigeant une EIE. À titre d'exemple, des projets répondant aux critères suivants le sont : les travaux pouvant affecter les zones sensibles, les technologies pouvant avoir des effets dommageables sur l'environnement, les activités d'exploitation minière de type mécanisé, les traitements physiques ou chimiques sur le site de l'exploitation de ressources naturelles, etc.

#### ***Politiques de Sauvegarde de la Banque mondiale***

Les politiques de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque Mondiale comprennent à la fois, les Politiques Opérationnelles (OP) et les Procédures de la Banque (PB). Les politiques de sauvegarde sont conçues pour protéger l'environnement et la société contre les effets négatifs potentiels des projets, plans, programmes et politiques. Les politiques de sauvegarde environnementale et sociale du projet qui sont déclenchées par les projets P CASEF et AF CASEF sont les suivantes :

<b>Politiques de sauvegardes</b>	<b>Déclenchées</b>
PO/PB 4.01 Évaluation Environnementale, y compris la Participation du Public	<b>OUI</b>
PO/PB 4.04 Habitats Naturels	<b>NON</b>
PO 4.09 Lutte antiparasitaires	<b>OUI</b>
PO/PB 4.11 Patrimoine Culturel	<b>OUI</b>
PO/PB 4.12 Réinstallation Involontaire	<b>OUI</b>
PO 4.10 Populations Autochtones	NON
PO/PB 4.36 Forêts	<b>OUI</b>
PO 4.37 Sécurité des Barrages	NON
PO 7.50 Projets relatifs aux voies d'Eaux Internationales	NON
PO 7.60 Projets dans des Zones en litige	NON

Sur la base d'analyse des deux cadres normatifs, il est apparu que les politiques de sauvegardes de la Banque mondiale sont plus explicites. Il convient donc dans le cadre du projet CASEF d'utiliser la classification préconisée par la BM.

#### ***Le processus de sélection environnemental des projets***

L'ampleur des mesures environnementales et sociales requises pour les activités des projets P-CASEF et AF-CASEF dépendra des résultats du processus de sélection. Ce processus de sélection vise à : (i) déterminer quelles actions des projets P-CASEF et AF-CASEF sont susceptibles d'avoir des impacts négatifs au niveau environnemental et social; (ii) déterminer les mesures d'atténuation appropriées pour les activités ayant des impacts préjudiciables; (iii) identifier les activités nécessitant des EIE séparées; (iv) décrire les responsabilités institutionnelles pour l'analyse et l'approbation des résultats de la sélection, la mise en œuvre des mesures d'atténuation proposées, et la préparation des rapports EIE séparés ; (v) assurer le suivi des paramètres environnementaux au cours de la construction/réhabilitation des pistes et équipements conditionnement et de stockage ainsi que de leur fonctionnement et maintenance subséquents; et (vi) indiquer les activités des projets P-CASEF et AF-CASEF qui sont susceptibles d'impliquer l'acquisition de terres.

Le tableau ci-dessous donne un récapitulatif des étapes et des responsabilités institutionnelles.

<b>Étapes</b>	<b>Responsabilités</b>
<b>1. Sélection environnementale et sociale du projet : Sélection y compris consultation public</b>	CASEF/AST/PFES de l'Agence d'exécution régionale en rapport avec le Comité Technique d'Evaluation (services techniques), la mairie, le Guichet foncier, les prestataires
<b>2. Détermination des catégories environnementales appropriées</b> 2.1 Validation de la sélection  2.2 Classification du projet et Détermination du travail environnemental (simples mesures de mitigation ou EIE)	EES des projets P-CASEF et AF-CASEF et ONE  EES des projets P-CASEF et AF-CASEF et ONE
<b>3. Examen et approbation</b>	EES des projets P-CASEF et AF-CASEF et ONE
<b>4. Si Etude d'impact est nécessaire</b>	
4.1 Choix du consultant	CASEF national, -EES
4.2 Réalisation de l'étude d'impact environnemental	Consultants en EIE
4.3 Approbation étude d'impact	CTE National, Régional, EGEX, EES et Banque Mondiale, Collectivités Locales
<b>5. Diffusion</b>	CASEF, EES, Région, Commune,
<b>6. Suivi</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Niveau national : CASEF/EES, CSE/ONE en collaboration avec les autres services centraux.</li> <li>• Niveau Régional et communal : PFES/ATS et CSE (Comité de suivi environnemental) mairie, Guichet Foncier</li> </ul>

### **Mesures de renforcement de la gestion environnementale et sociale des projets P-CASEF et AF-CASEF**

Le Projet CASEF a prévu, dans sa conception, des mesures environnementales et sociales qu'il s'agira de bonifier et de renforcer. La prise en compte des enjeux environnementaux de la zone du projet et la capitalisation des acquis et des leçons tirées des projets agricoles antérieurs nécessiteront de renforcer la gestion environnementale et sociale des projets P-CASEF et AF-CASEF par les mesures décrites suivantes : Mesures d'ordre stratégique; Mesures de renforcement institutionnel; Mesures de renforcement technique (études à faire; mesures d'exécution et de suivi; etc.) ; Formation des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet ; Information et sensibilisation des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet ; Mesures de conformités avec les sauvegardes environnementales et sociales déclenchées par le projet.

Mesures stratégiques (Hiérarchisation des zones d'intervention selon les enjeux environnementaux et sociaux ; Exigences de coordination et de synergie entre les différents intervenants de la zone ; Stratégies de

préservation des zones sensibles de la zone du projet ; stratégie de maîtrise foncière; Impulsion des leviers permettant de garantir la prise en compte du Genre) ;

Mesures de renforcement institutionnel :

- Mesures de renforcement du Comité de Pilotage des projets P-CASEF et AF-CASEF ; renforcement de l'expertise environnementale de l'EDBM pour une prise en compte précoces par les investisseurs des questions environnementales,
- Mesures de consolidation de l'expertise technique du Comité Technique d'Evaluation (CTE) au niveau national et régional ;
- Mesures de renforcement de l'expertise environnementale de l'Agence d'exécution du projet CASEF par le recrutement d'un expert environnement et Social à temps plein ;
- Mesures d'appui aux Directions Régionales chargées de l'Agriculture en moyens techniques et logistiques et à l'équipement et à la réhabilitation des services de protections de végétaux ;
- Mesures d'appui aux circonscriptions foncières et topographiques pour la finalisation des plans locaux d'occupation foncière ;
- Mesures d'appui aux différentes structures chargées de la mise en œuvre, de suivi et de contrôle des opérations de sécurisation foncière tels que les bureaux spécialisés chargés de la gestion foncière décentralisée, les bureaux régionaux d'appui à la gestion foncière décentralisée ou les structures similaires au niveau central ou régional
- Mesures de conformité avec les sauvegardes déclenchées par le projet CASEF.

**Ces mesures sont estimées à 1 264 000 USD qui seront intégrées dans le budget du projet CASEF.**

Il est prévu un mécanisme de recours et de résolution des litiges en cas de conflit entre le projet et les populations locales. Ce mécanisme privilégie les modes de résolution des différends à l'amiable en donnant la primeur de la médiation au chef Fokontany, aux chefs traditionnels, aux notables et aux autorités locales.

#### ***Institutions responsables de la mise en œuvre et du suivi des mesures d'atténuation***

Les rôles et responsabilités concernant les activités environnementales des projets P-CASEF et AF-CASEF sont décrits ci-dessous.

- Mise en œuvre des mesures environnementales : La mise en œuvre de la gestion environnementale des projets P-CASEF et AF-CASEF sera réalisée sous la responsabilité de l'EES du CASEF avec l'appui des PFES des Agences d'exécution régionales et par les services techniques régionaux membre du CTE, les prestataires (entités publiques, entreprises privées, OCB, ONG etc.). Les Collectivités locales devront être étroitement associées au suivi de la mise en œuvre. Des consultants individuels seront responsables pour (i) la réalisation des EIE, et (ii) des PAR éventuels. Pour la mise en œuvre, les prestataires (entités publiques, entreprises privées, ONG, OCB) sont responsables de l'exécution des mesures d'atténuation telles qu'indiquées dans le plan de gestion environnementale, mais aussi la remise en état des carrières, le repli des chantiers, les reboisements etc.

Le suivi environnemental et social devra être effectué comme suit :

Surveillance : La surveillance des travaux sera effectuée par les prestataires qui vont désigner un point focal 'environnement et social' au niveau de leurs équipes de terrain pour les sous-projets (piste, ouvrage de désenclavement, GCV, Unité de conditionnement) sous l'autorité de l'Expert Environnement et Social de l'UGP-CASEF et des Points Focal Environnement et Social (PFES) des représentations régionales.

Suivi : Le suivi sera réalisé à « l'externe » par le Comité de Suivi Environnemental Régional (CSE) sous la coordination du représentant régional de l'ONE. Il est préconisé que les principales composantes environnementales (eau, sol, végétation et faune, cadre de vie, santé, élevage etc.) soient suivies par les structures étatiques en charge de ces directions au niveau régional :

- ONE : pollution et cadre de vie; procédure d'EIE et mise en œuvre des PGES;
- Service Régional Hydraulique : ressources en eau ;
- Madagascar National Park (MNP) : activités autour du parc Zahamena ou d'autres aires protégées de la zone d'intervention du projet P CASEF ;
- DRAE : activité de reboisement et traitement phytosanitaire
- Direction Régionale chargée de l'Élevage : suivi sanitaire du bétail
- Direction Régionale chargée des Forêts : défrichement forêts secondaire ;
- le Service Régional d'Hygiène et les Districts sanitaires : intoxication par les pesticides, maladies hydriques ;
- Le service national de la météorologie : suivi météorologique.

A cet effet, CASEF devra établir des protocoles d'accord avec toutes ses structures concernant les modalités d'organisation (techniques, matérielles et financières) de suivi de ces indicateurs.

Audit Environnemental :

Pour les activités soumises à EIE, un Audit Environnemental pour être requis avant la fermeture du Projet pour disposer d'un Quittus Environnemental.

Supervision : La supervision sera assurée par l'Expert Environnement et Social du Projet, sous la coordination du Comité de Pilotage des projets P-CASEF et AF-CASEF.

Evaluation : Des Consultants indépendants effectueront l'évaluation à mi-parcours et finale.

# 1. INTRODUCTION

## 1.1. Contexte

Depuis juin 2016, le Gouvernement de Madagascar, avec l'appui de la Banque Mondiale, met en œuvre une initiative dénommée « Projet de Croissance Agricole et de Sécurisation Foncière ». L'approche de ce projet repose principalement sur le développement de dynamiques existantes et sur l'ouverture de nouvelles opportunités dans le domaine du développement agricole pour Madagascar.

Le projet contribuera au double objectif de la Banque mondiale de réduire la pauvreté et de stimuler la prospérité partagée par l'amélioration de la performance des chaînes de valeur agricoles de manière inclusive et durable et la sécurisation foncière. Il favorisera la contribution du secteur agricole à l'économie en termes de création de valeur ajoutée et d'emplois et à la balance des paiements par la substitution des importations et des recettes d'exportation plus élevées. L'agriculture climato-intelligente et la nutrition sont intégrées dans un certain nombre d'activités du projet avec une approche différenciée selon le genre. Il constitue une collaboration interne des secteurs et des institutions membres du Groupe de la Banque Mondiale.

L'objectif de développement du projet (ODP) est d'améliorer la sécurisation foncière et l'accès aux marchés des ménages agricoles ciblés en milieu rural, au sein de chaînes de valeur spécifiques, et déployer une intervention immédiate et efficace face à une crise ou urgence éligible.

Faisant suite au besoin exprimé par le gouvernement malgache, un nouveau projet de financement additionnel renforcera les acquis du projet focalisé essentiellement sur la sécurisation foncière.

En effet, au lendemain de la crise politique qui a fortement fragilisée l'économie du pays, notamment le secteur agricole, le projet ambitionne de relancer le développement agricole à travers les trois axes suivants :

- (vii) *Renforcer et développer les filières agro-industrielles existantes.* L'idée est de se baser sur les expériences positives du secteur privé et d'aider à lever les contraintes rencontrées pour améliorer les performances en visant des impacts à court terme. Cette orientation filière est centrée sur des "hubs" agro-industriels définis comme des centres urbains où se concentrent des entreprises et des marchés agricoles connectés à des bassins d'approvisionnement.
- (viii) *Inciter de nouveaux investissements privés* en fonction des intérêts de l'agro-industrie pour différentes zones à haut potentiel, par la réalisation d'infrastructures stratégiques qui rendent plus facilement accessibles des zones enclavées, par des mesures d'accompagnement structurées (accès à la terre, mise en relation avec des communautés rurales dont les droits auront été clarifiés au préalable) pour faciliter des projets inclusifs et durables.
- (ix) *Créer un environnement favorable à des investissements agro-industriels responsables.* Il s'agit d'appuis au niveau central et local visant à (i) activer et pérenniser la reconnaissance des droits fonciers existants ; (ii) promouvoir un marché foncier transparent et documenté pour fiabiliser les transactions foncières ; (iii) concevoir et mettre en œuvre des accords qui garantissent un bénéfice mutuel aux investisseurs privés et aux communautés rurales, et enfin, (iv) développer la formation de ressources nationales compétentes en sauvegarde sociale et environnementale.

Cependant, en raison de la nature des activités qui sont envisagées par le projet (maintenance des pistes rurales, réhabilitation d'ouvrages de désenclavement, construction d'unités de stockage, la construction d'infrastructures en appui au Guichet Foncier, la promotion des filières agricoles commerciales, la promotion des investisseurs agricoles ainsi que la sécurisation foncière etc.), la mise en œuvre du projet risque d'engendrer des acquisitions de terrains qui entraîneraient des pertes d'espaces, de propriétés et / ou d'activités

socio-économiques ou d'actifs agricoles au détriment des populations environnantes, y compris leur déplacement éventuel.

Après deux années de mise œuvre de ce projet et faisant suite au besoin exprimée, un nouveau projet de financement additionnel renforcera les acquis du projet. Les activités de ce financement additionnel se focalisent particulièrement sur la sécurisation foncière, notamment la sécurisation des droits fonciers des ménages ciblés et la réhabilitation / construction de nouvelles infrastructures en appui au Guichet Foncier. Cependant, en raison de la nature des activités envisagées par le projet P-CASEF (réhabilitation des pistes rurale, reconstruction d'ouvrages, la promotion des filières agricoles commerciales, la promotion des investisseurs agricoles ainsi que la sécurisation foncière etc.) et le projet de financement additionnel (AF-CASEF), la mise en œuvre de ces projets risque d'engendrer des incidences environnementales et sociales potentiellement négatives. Pour prévenir ce risque, ce projet a requis la préparation d'un Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) pour gérer de façon optimale les éventuels impacts négatifs qui découleront de la mise en œuvre du P-CASEF et de l'AF-CASEF.

## **1.2. Objectifs du CGES**

Le CGES est conçu comme étant un mécanisme de tri pour les impacts environnementaux et sociaux des investissements et activités inconnues avant l'évaluation du projet. Il se présente donc comme un instrument pour déterminer et évaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels futurs. En outre le CGES devra définir un cadre de suivi et de surveillance ainsi que les dispositions institutionnelles à prendre durant la mise en œuvre des projets P-CASEF et AF-CASEF et la réalisation des activités pour atténuer les impacts environnementaux et sociaux défavorables, les supprimer ou les réduire à des niveaux acceptables.

Les objectifs spécifiques du CGES incluront les mesures suivantes:

- Fixer les procédures et méthodologies explicites pour la planification environnementale et sociale ainsi que pour l'évaluation, l'approbation et la mise en œuvre des activités afférentes aux infrastructures et activités devant être financées dans le cadre des projets P-CASEF et AF-CASEF;
- Préciser les rôles et responsabilités ad hoc, et d'esquisser les procédures de compte rendu impératives pour gérer et suivre les préoccupations environnementales et sociales relatives à ces activités;
- Déterminer les besoins en formation, renforcement des capacités et autre assistance technique pour la mise en œuvre adéquate des dispositions du CGES;
- Fixer le montant du financement à pourvoir par le projet pour mettre en œuvre les conditions requises par le CGES ; et
- Fournir les moyens d'information adaptés pour exécuter le CGES.

## **1.3. Méthodologie**

La méthodologie utilisée dans le cadre du présent CGES a été basée sur une approche systémique et participative, en concertation avec l'ensemble des acteurs et partenaires concernés par le P-CASEF et l'AF-CASEF, notamment les services du Ministère chargé de l'Agriculture et de l'élevage (Direction chargée de l'Agriculture, Direction chargée de l'Élevage, Direction chargée du suivi évaluation et de la planification), l'Office Nationale pour l'Environnement (ONE), la Direction chargée des Propriétés Foncières, les structures chargées de gestion des Parcs Nationaux, les Collectivités Locales (Communes), l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM), la Chambre de Commerce de Madagascar, la société civile foncière, les services techniques déconcentrés, les élus locaux, les producteurs dans les régions Itasy, Vakinankaratra, Atsinanana, Analanjirofo. Ces rencontres se sont déroulées entre 27 octobre et le 06 novembre 2015.

Pour la préparation du financement additionnel, les rencontres se sont tenues en décembre 2017 dans la Région Vakinankaratra et Itasy et en Mars 2018 dans la Région DIANA et la région ANALAMANGA.

Cette démarche a permis de favoriser une compréhension commune de la problématique avec les différents partenaires du projet, mais surtout de rediscuter les avantages et les désavantages des différents investissements des projets conduit dans le cadre de CASEF au plan environnemental et social. L'étude a privilégié une

démarche inclusive qui a permis d'intégrer au fur et à mesure les avis et arguments des différents acteurs. Cette démarche a été articulée autour de quatre axes d'intervention majeurs : (i) collecte et analyse des documents du projet (aide-mémoires de la mission d'appui de la Banque mondiale du 6 au 15 décembre 2017, autres documents stratégiques et de planification tels que la Lettre de politique sectorielle de l'agriculture, élevage, pêche, statistiques agricoles, textes de base sur l'environnement et sur le foncier etc.) ; (ii) rencontres avec les acteurs institutionnels nationaux et régionaux principalement concernés par le projet, (iii) rencontre avec la société civile et (iv) consultation avec les acteurs locaux (producteurs, collecteurs, transformateurs etc.).

D'autres part, des revues documentaires ont été effectués pour permettre de collecter les informations nécessaires relatives au projet AF CASEF, notamment l'aide-mémoire de la mission d'appui de la Banque mondiale auprès du projet CASEF du 6 au 15 décembre 2017 ainsi que celle du 06 au 15 mars 2018, les différents échanges relatifs au projet visé par le fonds additionnel qui ont eu lieu entre la Banque mondiale et le Gouvernement de Madagascar et ses structures telles que le Ministère chargé de l'Aménagement du Territoire, le Ministère chargé de l'Agriculture et de l'Élevage, les CTDs, etc.

Les informations collectées ont servi de support à l'élaboration et à la mise à jour du présent Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES).

## **2. DESCRIPTION DU PROJET**

### **2.1. Objectifs de développement des projets P-CASEF et AF-CASEF**

#### **2.1.1 Objectifs du projet P-CASEF**

Les objectifs du P-CASEF sont orientés dans une perspective de lutte contre la pauvreté et d'une contribution des secteurs agricole et foncier à la croissance agricole. Ils portent sur une contribution équitable entre le privé et le public à la relance de l'économie du pays au lendemain de la crise politique, pour une augmentation des emplois tant en milieu rural qu'en milieu urbain. Ils visent (i) une augmentation des revenus des ménages ruraux, (ii) une augmentation de la productivité agricole et (iii) une meilleure valorisation de la production agricole.

L'objectif de développement (ODP) du projet P-CASEF est d'améliorer la sécurisation foncière et l'accès aux marchés des ménages agricoles ciblés en milieu rural, au sein de chaînes de valeur spécifiques, et déployer une intervention immédiate et efficace face à une crise ou urgence éligible.

#### **2.1.2 Objectifs du projet AF-CASEF**

L'objectif du AF-CASEF est d'améliorer la sécurisation foncière des ménages agricoles et ruraux situés dans les zones ciblées par le projet à travers l'appui aux guichets fonciers dont notamment la construction de nouvelles infrastructures ; le renforcement de l'effort de formation aux métiers du foncier ; la fiabilisation des Plans Locaux d'occupation Foncière et à l'opérationnalisation de nouvelles structures au niveau régional.

Compte tenu du fait que les sites d'intervention des projets P-CASEF et AF-CASEF ne sont totalement défini, il est requis la préparation d'un CGES qui détermine les mécanismes de tri et de sélection environnementale pour les différents sous projets éligibles. Le projet CASEF étant de Catégorie « B » les politiques de sauvegardes environnementales et sociales qui seront déclenchées seront en conformité avec la catégorie du projet.

### **2.2. Bénéficiaires du Projet**

#### **2.2.1 Bénéficiaires du projet P-CASEF**

Le nombre de bénéficiaires directs du projet est estimé à 228 000 ménages agricoles ayant un meilleur accès aux services fonciers, et/ou à des services de formation et/ou à des opportunités de commercialisation dans la zone cible, et est basé sur l'estimation de la capacité de certification foncières dans les zones du projet combinée au nombre estimatif des ménages qui participeront à certaines chaînes de valeur dans ces zones. Les bénéficiaires indirects du projet comprennent: (i) les unités de transformation et entreprises agricoles formelles et leurs réseaux de MPME et entrepreneurs en amont et en aval grâce à l'accès à des produits agricoles compétitifs, des ressources humaines qualifiées, des opportunités d'investissement et aux droits fonciers; (ii) la population urbaine grâce à la création d'emplois dans l'agroalimentaire et l'accès à des produits alimentaires abordables; et (iii) le gouvernement et les institutions décentralisées à travers des recettes fiscales supplémentaires, une substitution des importations, des recettes d'exportation et une paix sociale/de la prévention des conflits.

#### **2.2.2 Bénéficiaires du projet AF-CASEF**

Les bénéficiaires du projet AF-CASEF sont les ménages agricoles situés dans les zones ciblées pour un meilleur accès aux services fonciers et à la sécurisation de leurs droits fonciers. Les bénéficiaires indirects du projet AF-CASEF comprennent les Collectivités Territoriales Décentralisées, les services fonciers

déconcentrés et les guichets fonciers qui bénéficieront d'un appui en termes de réhabilitation et/ou de construction de bâtiments.

### 2.3. Les composantes des projets P-CASEF et AF-CASEF

#### 2.3.1 Les composantes du projet P-CASEF

Les activités du projet sont structurées en cinq composantes et sont conçues pour se renforcer mutuellement afin d'en maximiser les impacts.

#### **Composante 1 - Développement de chaînes de valeur d'agriculture commerciale**

Les activités dans le cadre de cette composante visent à remédier aux contraintes qui empêchent actuellement les chaînes de valeur de se développer et d'élargir leurs bassins d'approvisionnement. Cela signifie qu'il faut : (i) renforcer la politique et la gouvernance des chaînes de valeur, coordonner et faciliter les échanges de connaissances et améliorer les relations entre les acteurs ; (ii) renforcer la capacité et les compétences techniques pour des produits de meilleure qualité et en plus grandes quantités et leur agrégation ; (iii) fournir des services d'assurance qualité tels que les services vétérinaires, les normes, la certification et les mécanismes de traçabilité ; et (iv) renforcer les services financiers. L'appui doit cibler les paysans, les commerçants/collecteurs, les transformateurs, les exportateurs et les autres acteurs des chaînes de valeur concernées. Le projet utilisera essentiellement l'AT et le financement basé sur les activités. Les composantes 1.1 et 1.2 seront mises en œuvre dans les zones du projet par des prestataires de service expérimentés. La composante est constituée de trois sous-composantes principales : (i) amélioration de l'environnement ; (ii) transfert de connaissances et de technologies ; et (iii) amélioration de l'accès au financement de l'agriculture, tel que détaillé ci-dessous. Elle se conforme à la vision de la Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale (SNFAR 2012) qui soutient "le processus de modernisation du secteur Agricole", notamment à travers des actions d'adéquation de l'offre et de la demande de formation.

**Tableau 1 : Synthèse des sous composantes et activités de la composante 1**

Composante	Sous composante	Activités	PO/PB déclenchés
<b>Appui aux filières d'agriculture commerciale</b>	<i>Sous-composante 1.1 : Amélioration de l'environnement des chaînes de valeur d'agriculture commerciale</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appui aux producteurs : organisation, planification et promotion du dialogue politique ;</li> <li>Renforcement des services public (vétérinaires, protection végétaux, certification, mise en place de laboratoires)</li> </ul>	Aucune  PO 4.09 (lutte antiparasitaire)
	<i>Sous-composante 1.2 : Transfert de connaissances et de technologies</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation des producteurs et des acteurs dans les diverses filières ;</li> <li>Amélioration technologique au niveau des entreprises (race améliorée, médicaments vétérinaires, produits phytosanitaires)</li> </ul>	Aucune  PO 4.09 - Lutte antiparasitaire

Composante	Sous composante	Activités	PO/PB déclenchés
	<i>Sous-composante 1.3 : Amélioration de l'accès au financement de l'agriculture</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Garanties-crédit pour faciliter le développement des entreprises agro-industrielles</li> </ul>	PO 4.01 - Evaluation Environnementale) PO 4.12 - Déplacement Involontaire de personnes

## Composante 2 - Politique foncière et enregistrement des droits fonciers

L'agriculture à Madagascar a besoin d'investissements mais le contexte actuel n'est favorable ni aux investissements des exploitations agricoles familiales ni aux investissements des entreprises agricoles. L'incertitude des droits fonciers est l'une des contraintes majeures au développement des investissements agricoles. La mauvaise gestion de l'acquisition à grande échelle de terres a récemment entraîné de violents conflits qui ont aggravé la crise politique de 2009. La plupart des investissements exigeant des affectations de terre sont souvent imposées, généralement au détriment des occupants aussi bien que des investisseurs. Du point de vue des investisseurs, l'accès aux terrains agricoles présente des risques qui peuvent compromettre le projet, en l'absence de mécanisme approprié pour guider les investissements sur le terrain. De la perspective d'un petit exploitant agricole, les accords avec les investisseurs ne sont intéressants que si leurs droits fonciers sont formellement reconnus et ne sont pas remis en question. Pour ces petits exploitants agricoles, la sécurité foncière constitue également une raison majeure d'investir dans leurs propres terres. Le développement des petites exploitations agricoles, la commercialisation de leurs produits et la facilitation des investissements agricoles responsables requièrent une meilleure capacité institutionnelle de gestion foncière et de planification de l'occupation des sols aux niveaux central, régional et local.

La composante, à travers ses deux sous-composantes, appuiera la réforme actuelle de la politique foncière pour promouvoir un système de gestion foncière favorable à un investissement agricole inclusif en : (i) renforçant les capacités des institutions existantes chargées de la gestion foncière, c.-à-d. les guichets fonciers communaux incluant la réhabilitation ou éventuellement la construction d'infrastructures adéquates), les services des Domaines et la Cellule de coordination de la réforme foncière ; et (ii) appuyant les activités sur le terrain visant à accélérer l'enregistrement des droits fonciers des exploitations agricoles familiales et faciliter l'accès des investisseurs à la terre.

La disparité entre les sexes est flagrante, les femmes ayant un accès plus restreint que les hommes aux droits fonciers formalisés. Les hommes et les femmes ont les mêmes droits à la terre et aux ressources naturelles mais les terrains sont généralement enregistrés au nom de l'homme chef de ménage et si une femme hérite de terres, elle a généralement accès aux droits fonciers par l'intermédiaire d'un homme de sa famille. Le projet veillera également à appuyer l'enregistrement des droits fonciers au nom des femmes.

**Tableau 2 : Synthèse des sous composantes et activités de la composante 2**

Composantes	Sous composantes	Activités	PO/PB déclenchée
<b>Composante 2 - Politique foncière et enregistrement des droits fonciers</b>	<i>Sous-composante 2.1 – Appui au processus de réforme de la politique foncière au niveau national : Appui à la réforme foncière et facilitation des investissements agricoles</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>un appui aux services centraux du M2PATE -Direction Générale des Services Fonciers (DGSF) et Cellule de Coordination de la Réforme Foncière (CCRF) « mise en œuvre PNF,</li> </ul>	Aucune

Composantes	Sous composantes	Activités	PO/PB déclenchée
		<ul style="list-style-type: none"> <li>coordination, formation »</li> <li>• Appui à l’EDBM, à la société civile</li> </ul>	Aucune
	<b><i>Sous-composante 2.1 – Appui au processus de réforme de la politique foncière au niveau régional : Appui à la réforme foncière et facilitation des investissements agricoles responsables</i></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Identification et évaluation de terres susceptibles d’investissement privé (appui en inventaire) ;</li> <li>• Opérations pilotes pour des investissements agricoles responsables et des transactions équitables entre communautés rurales et investisseurs (ZIA);</li> <li>• Formations et recyclage des acteurs du foncier</li> </ul>	<p>Aucune</p> <p>PO 4.01 – Evaluation Environnementale  PO 4.12 – Déplacement involontaire de personnes  PO 4.09 – Lutte anti-parasitaire  PO/PB 4.36 - Forets</p> <p>Aucune</p>
	<b><i>Sous-composante 2.2 – Enregistrement des droits fonciers et gestion foncière</i></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui aux circonscriptions foncières et topographiques pour la consolidation des Plans Locaux d’Occupation Foncière (PLOF) ;</li> <li>• Appui aux communes pour la réactivation et le renforcement de guichets fonciers y compris la réhabilitation ou éventuellement la construction d’infrastructures adéquates</li> <li>• Appui à la réalisation de Schémas d’Aménagement Communaux</li> </ul>	<p>Aucune</p> <p>PO 4.01– Evaluation Environnementale  PO 4.12 - - Déplacement involontaire de personnes</p> <p>Aucune</p>

### Composante 3: Développement d'infrastructures de commercialisation (15,07 millions dollars).

L'ensemble du réseau routier du pays est en mauvais état : sur un réseau total d'environ 31 000 kilomètres, environ 85 pour cent des routes ne sont pas revêtues, dont plus de 80 pour cent sont en mauvais état, dont celles dans les zones d'intervention du projet dans la région du Vakinankaratra (produits laitiers, fruits et légumes) et la région d'Analanjirifo-Atsinanana (produits agricoles orientés vers l'exportation, tels que les litchis, le girofle, le café, la vanille). Cette situation est due principalement: (a) aux contraintes naturelles et géographiques ; (b) à un cadre institutionnel faible (aux niveaux central et local) assorti d'une définition floue et d'une faible application des règles (notamment celles relatives aux barrières de pluie et aux limites de poids des camions); et (c) l'absence criante de maintenance. En conséquence, de vastes zones ayant un important potentiel de production sont déconnectées des marchés, les coûts de transport sont élevés et il n'existe que peu d'acheteurs. Cela a abouti à l'apparition d'importantes pertes d'efficacité dans les chaînes de valeur agricoles entre la production à la ferme et le marché intérieur final et l'exportation, la diminution des marges bénéficiaires à tous les niveaux et la faible compétitivité des produits agricoles locaux.

Les résultats directs de la composante comprennent une liaison spatiale améliorée entre les zones de production et les marchés, ce qui contribuera à une production et à une commercialisation accrues, à une réduction des coûts de transaction, aboutissant à un meilleur accès des producteurs aux marchés et à l'expansion des chaînes de valeur. Les modalités opérationnelles comprendront la détermination des besoins prioritaires en infrastructure, partiellement établis à partir de la coordination des chaînes de valeur et des analyses des besoins dans le cadre de la composante 1 et mises en œuvre à travers une combinaison d'assistance technique et de contrats de travaux de génie civil.

La composante traitera les principaux goulots d'étranglement relatifs aux infrastructures de manière rentable et durable en vue de: (i) relier les producteurs actuels et nouveaux se trouvant dans les zones d'approvisionnement agricoles actuelles et supplémentaires aux opportunités du marché; (ii) réduire les coûts de transport des produits locaux; et (iii) limiter les pertes post-récolte

**Tableau 3 : synthèse des sous composantes et activités de la composante 3**

Composante	Sous composantes	Activités	PO/PB déclenchées
<b>Développement d'infrastructures de commercialisation</b>	<i>Sous-composante 3.1 : Réhabilitation des pistes rurales d'intérêt commercial</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Travaux de réhabilitation de pistes rurales et d'ouvrage de franchissement ;</li> </ul>	PO 4.01 Evaluation Environnementale PO 4.12 - Déplacement involontaire de personnes
	<i>Sous-composante 3.2 : Maintenance des pistes rurales</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>l'appui à la mise en place de systèmes de maintenance ;</li> </ul>	Aucune
	<i>Sous-composante 3.3 : Développement d'infrastructures de stockage</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Construction d'infrastructures de stockage communautaires.</li> </ul>	PO 4.01 – Evaluation Environnementale

Composante	Sous composantes	Activités	PO/PB déclenchées
			PO 4.12 – Déplacement involontaire de personnes

**Composante 4 – Coordination, gestion du projet et suivi-évaluation** – Cette composante vise à garantir une gestion et une coordination efficaces du projet. La composante appuiera tous les aspects de gestion de projet, notamment la gestion fiduciaire, le S&E, la génération et la gestion des connaissances, la communication et le suivi des mesures d'atténuation en relation avec les sauvegardes.

**Tableau 4 : Synthèse des sous composantes et activités de la composante 4**

Composantes	Sous composantes	Activités	PO/PB déclenchées
<b>Gestion et coordination de projet</b>	<i>néant</i>	Suivi-évaluation des activités  Gestion et Exécution de projet nationale et régionale	Aucune

### **Composante 5: Intervention d'urgence**

Ce volet établit un mécanisme de financement d'urgence de réponse aux catastrophes qui pourraient être déclenché en cas de crise admissible ou d'urgence, comme une catastrophe naturelle impliquant une déclaration formelle d'un état d'urgence national ou régional, ou une demande officielle du gouvernement de Madagascar suite à une catastrophe. Dans ce cas, les fonds provenant d'autres composantes du projet pourraient être réaffectés à la composante 5 pour faciliter le financement rapide d'une liste de produits et services relatifs aux composantes 1, 2, 3 et 4, et qui serait encore pertinente à la réalisation de l'ODP. Les activités admissibles incluraient le déblaiement et la réhabilitation des infrastructures routières et d'irrigation, l'achat de matériaux de construction, d'intrants agricoles, ou pour contribuer à la désinsectisation/dératisation (par ex. lutte antiacridienne).

**Tableau 5 : Synthèse des sous composantes et activités de la composante 5**

Composantes	Sous composantes	Activités	PO/PB déclenchées
Financement d'urgence de réponse aux catastrophes	<i>néant</i>	Affectation de fonds  Conduite de travaux d'urgence	PO 4.01 – Evaluation Environnementale PO 4.12 - Déplacement involontaire de personnes

#### **2.4. Structure de coordination et de mise en œuvre des projets P-CASEF et AF-CASEF**

Le P-CASEF sera mis en œuvre sur une période de cinq ans à compter de Juin 2016 et la date de clôture est prévue en Juin 2021

L'AF-CASEF sera mis en œuvre sur une période allant du 2<sup>e</sup> trimestre 2019 à Juin 2022.

Le Ministère chargé de l'Agriculture sera la structure qui portera le projet. La mise en œuvre du projet sera assurée par une Cellule de Coordination Nationale du Projet (CCNP) qui sera sous la tutelle technique du Comité de Pilotage présidé par Ministère chargé de l'Agriculture.

#### ***Au niveau décisionnaire***

Un comité de pilotage présidé par le Secrétaire Général du Ministre chargé de l'Agriculture et au sein duquel siègent les représentants des ministères concernés et de l'EDBM. Ce comité de pilotage se réunira deux fois par an pour examiner et valider le programme de travail annuel et pour superviser la réalisation des activités en milieu d'année. Le comité veillera à la conformité des actions du projet par rapport au Programme National de Développement et aux différentes politiques sectorielles. Le Comité de Pilotage intègrera également des représentants de la société civile et d'organisations professionnelles.

#### ***Au niveau opérationnel***

Une nouvelle Agence d'Exécution logée au sein du Ministère chargé de l'agriculture coordonnée par un cadre affecté par le Ministère chargé de l'agriculture. Ce coordonnateur National dirigera une équipe comprenant des assistants techniques sectoriels couvrant les thématiques traitées par le projet : agriculture commerciale, sécurisation foncière, investissements privés et financement du monde rural, élevage, pistes rurales. Ces assistants techniques sectoriels seront chargés d'assurer la liaison avec les ministères sectoriels de leur compétence.

Cette équipe d'exécution multisectorielle réalisera les activités soit en contractant des opérateurs privés spécialisés de manière compétitive, soit en établissant des protocoles d'accords avec différentes institutions publiques. Cette équipe sera renforcée par un personnel compétent en passation de marché et en gestion financière ; elle disposera du personnel de service nécessaire.

Dans le cadre du P-CASEF, l'équipe centrale sera relayée par trois antennes régionales à Antsirabe, Toamasina et Antananarivo qui compteront chacune des Assistants Techniques Régionaux dont les compétences seront déterminées en fonction de la nature des activités propres à chaque région. L'un de ces assistants techniques sera coordonnateur régional.

Dans le cadre de l'AF-CASEF, des bureaux régionaux intégrant notamment le personnel de l'administration et des CTDs seront mis en place pour piloter les activités. Ces structures sont en liaison fonctionnelle et hiérarchique avec la Cellule de Coordination nationale du projet CASEF.

### **3. CADRE BIOPHYSIQUE ET SOCIOECONOMIQUE DES ZONES D'INTERVENTION**

#### **3.1. Localisation géographique du pays**

Madagascar est localisé entre, d'une part, les latitudes Sud 11°57 et 25°29 et, d'autre part, les longitudes Est : 43°14 et 50°27. L'île est séparée de l'Afrique par le Canal de Mozambique (*cf. Carte à droite*). Avec sa superficie de 587 041 km<sup>2</sup>, Madagascar est la plus grande île océanique.

Sur le plan administratif, Madagascar est divisé en six Faritany (Provinces), 22 Régions, 119 Districts, 1.693 Communes et plus de 18.251 Fokontany.

L'administration est en cours de décentralisation pour donner plus de décision au niveau des Communes et des Fokontany.

#### **3.2. Zones d'intervention des projets P-CASEF et AF-CASEF**

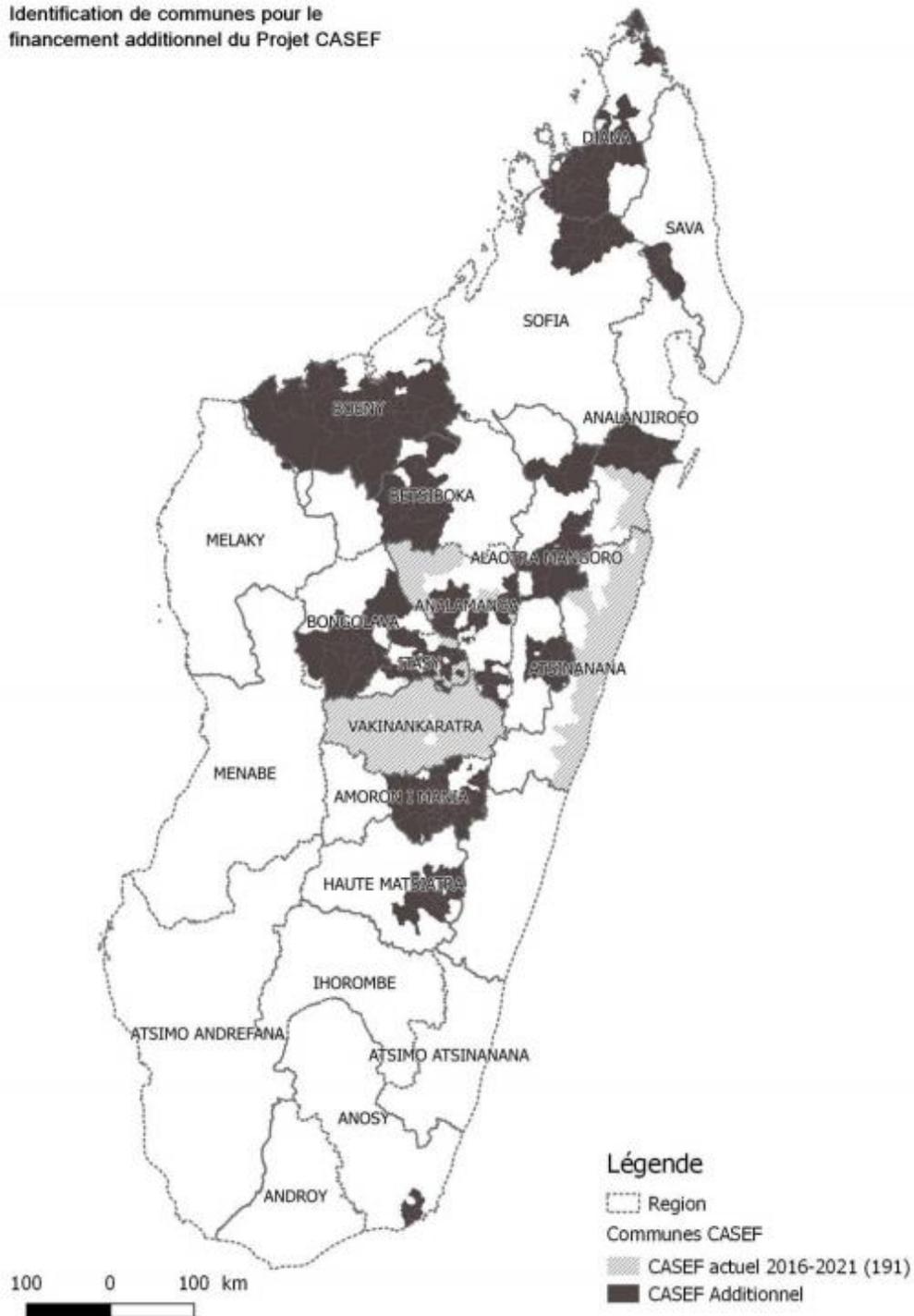
Le projet P-CASEF intervient dans sept (7) Régions du pays. Ces régions suivant leurs caractéristiques écologique et agronomique ont été regroupées autour de trois (03) zones agro écologiques. La zone agro écologique des Hautes Terres , la zone agro écologique de l'Est, la zone agro-écologique du Sud (Androy, Anosy) marquée par la présence d'une zone de transition entre la zone humide de l'Est et la zone sèche de l'ouest.

Le projet AF-CASEF couvrira quelques Régions supplémentaires à Alaotra Mangoro, Amoron'i Mania, Betsiboka, Boeny, Bongolava, Diana, Haute Matsiatra, SAVA et SOFIA

Compte tenu de la similarité de la nature des activités de P-CASEF et de AF-CASEF, seules les monographies des Régions d'intervention de P-CASEF sont développées en détails dans cette section.

La carte suivante montre les Régions d'intervention des Projets P-CASEF et AF-CASEF avec les localisations des Communes pour le Financement Additionne

Identification de communes pour le financement additionnel du Projet CASEF



Carte: Régions d'intervention de P-CASEF et AF-CASEF avec les Communes pour le financement additionnel

### **3.3. Zone agro écologique des « Hautes Terres Centrales »**

Administrativement, cette première zone d'intervention regroupe les Régions Analamanga, Itasy et Vakinankaratra. Elle est délimitée au Nord par la région Betsiboka, à l'Est par Alaotra Mangoro et Atsinanana, au Sud par Amoron'Imania, et à l'Ouest par Menabe et Bongolava. Cette première zone a des caractéristiques éco régional très particulières.

#### **3.3.1. Analyse du milieu physique**

##### ***Relief***

Du point de vue topographique, le paysage est marqué par la présence du massif volcanique de l'Ankaratra qui traversent du Nord au Sud les Régions de Vakinankaratra et de l'Itasy, des vallées et vastes plaines comme celle de Betsimitatatra dans l'Analamanga, ainsi que de vastes plateaux comme celui des Tampoketsa dans la partie Nord de l'Analamanga, et celui de Sahanivotry à l'Ouest de Vakinankaratra. Leurs altitudes moyennes varient de 1 200 à 1 500 mètres et le sommet le plus haut culmine à 2 643 mètres. A l'Est, notre zone est délimitée par un escarpement de faille de direction Nord-Sud.

##### ***Géologie***

Les Hautes Terres Centrales correspondent au socle cristallin d'âge précambrien, et les éruptions volcaniques fin tertiaire et début quaternaire qui ont édifiés des paysages volcaniques qu'on rencontre dans le Vakinankaratra et l'Itasy. En général, ce socle cristallin est formé par des roches métamorphiques et éruptives, et il ne renferme pas de fossiles.

##### ***Climat***

Le climat des Hautes Terres Centrales est de type tropical d'altitude où la répartition des précipitations et la baisse des températures marquent la séparation de deux saisons bien distinctes. De novembre à mars, elle est moyennement chaude (20°C) et pluvieuse ; et le reste de l'année elle est relativement sèche et fraîche où les températures minimums peuvent descendre jusqu'à 4°C surtout dans l'Ankaratra.

##### ***Sols***

En général, la présence des sols ferrallitiques est à noter dans les trois Régions, mais dans le Vakinankaratra et l'Itasy ce sont les sols volcaniques qui constituent les particularités de ces deux régions.

##### ***Hydrographie***

Les Hautes Terres Centrales constituent à la fois une ligne de distribution des eaux entre le versant indien à l'Est et son opposé mozambicain à l'Ouest et un château d'eau car une grande partie des principaux fleuves et rivières de Madagascar y prennent sources. Dans la région Analamanga nous avons : l'Ikopa et ses affluents (Sisaony, Mamba et Andromba), les cours supérieurs de l'Isandrana, de la Mahavavy, ainsi que de la Betsiboka. Tandis que dans les Régions Vakinankaratra et Itasy, nous avons les rivières Mahajilo et ses affluents (la Mania, la Kitsamby, la Sakay), ainsi que le Bas Mangoro et son affluent l'Onive).

#### **3.3.2. ANALYSE DU MILIEU NATUREL**

##### ***Flore et végétation***

Dans la région Analamanga, à l'instar de quelques lambeaux de forêts éparpillés et souvent localisés sur des hauteurs, les formations végétales primaires sont presque inexistantes sur les Hautes Terres Centrales. Les collines, les plateaux, et les flancs des montagnes sont colonisés par des herbacées telles : *Aristida*, *Hyparhénia rufa*, et *Heteropogon contortus*. Cette couverture en savane herbeuse couvre 92,6%, tandis que les forêts secondaires ne couvrent que 5,3% de sa surface, et souvent ce sont des forêts de reboisement en *eucalyptus* et/ou *Pinus*.

La région de l'Itasy fait partie de la zone éco floristique occidentale de moyenne altitude située entre 800 à 1 800 mètres. Les types de formations naturelles observées sont des forêts sclérophylles composées essentiellement d'arbres endémiques *tapia* (*Uapaca bojeri*), et entrecoupées de savanes herbeuses à dominance *Aristida*. Localisées essentiellement dans les districts de Miarinarivo et d'Arivonimamo, les forêts de *tapia* constituent un support de production pour les vers à soies qui sont très recherchées dans la fabrication de tissus traditionnels, et en même temps elles fournissent d'autres produits qui constituent un supplément de revenu pour les paysans.

Comme la Région Analamanga, Vakinankaratra est caractérisée par une faible couverture de forêts primaires sur les hauteurs. Dans les bas-fonds non transformés en rizières, on rencontre des marais à joncs et parfois des *viha* ou plantes à oreilles d'éléphant, et quelques vestiges de forêts galeries.

### **Faune**

La faune terrestre dans les trois régions est représentée par des espèces de milieu ouvert non obligatoirement forestières. Et c'est dans l'Itasy qu'on peut encore rencontrer des espèces endémiques à Madagascar et menacées tels les reptiles comme le do (*Acrantophis madagascariensis*) et le *tanalahy* (*Furcifer lateralis*).

## **3.3.3. ANALYSE DU MILIEU HUMAIN**

### **Données démographiques**

Le dernier recensement général officiel de la population et de l'habitat (*RGPH*) à Madagascar s'est déroulé en 1993, et jusque là les données démographiques du pays communiquées et utilisées résultent des estimations, projections, ou extrapolations de l'INSTAT (Institut National de la Statistique) ou d'autres organismes intervenant à Madagascar. Ainsi selon les données démographiques collectées par la CREAM en 2009, les parts des populations sur la population nationale des trois régions concernées par le projet sur les Hautes Terres sont respectivement de : 12,7% pour l'Analamanga, 7,8% pour le Vakinankaratra, et 3,2% pour l'Itasy. A noter que la proportion de la région Analamanga est presque le triple de la moyenne nationale qui est de 4,5%, et qui peut s'expliquer par le fait que cette région abrite la capitale politique et économique de Madagascar.

Les résultats de l'Enquête Périodique auprès des Ménages (EPM) réalisée en 2010 nous renseignent sur les caractéristiques de la population des trois régions. Sur la taille moyenne des ménages, à Analamanga elle est de (4,4), pour le Vakinankaratra elle est de (5,1) et enfin pour l'Itasy ce taux est de (4,7). Les populations des trois régions sont essentiellement des ruraux car ils représentent respectivement : 58,8% dans l'Analamanga, 78,7% dans le Vakinankaratra, et enfin 83,6% pour l'Itasy.

### **Secteurs d'activités économiques**

#### **Secteur primaire**

Les Hautes Terres Centrales en générale et les trois régions concernées par le projet sont essentiellement à vocation agricole, et les activités économiques des trois régions sont prédominées par l'agriculture et l'élevage.

#### **Agriculture**

A l'exception de la ville d'Antananarivo où la tendance est actuellement à la disparition progressive des champs de culture au profit de l'urbanisation, malgré ses reliefs accidentés les trois régions des hautes terres centrales qui intéressent le projet ont de fortes potentialités agricoles.

Dans l'ensemble, l'agriculture y est caractérisée par la prépondérance de la riziculture, mais parmi les trois régions, l'Itasy fait partie des zones à fortes potentialités rizicoles de la grande île, et selon l'étude réalisée par la Direction de l'Etude et de la Modélisation Economique (DEME) du Ministère de l'Economie et de l'Industrie en 2010, avec un taux de 4,5 t/ha le rendement moyen y est le plus élevé.

En dehors du riz et des cultures sèches (maniocs, maïs, patates douces), les trois régions concernées par le projet produisent une variété de culture que les paysans pratiquent à des fins commerciales. On y cultive, des fruits et des légumes divers pour approvisionner les marchés des grandes villes de tout Madagascar.

**Tableau 6 : Données agricoles de la région d'Itasy**

Région	Spécifications	Superficie (ha)	Production (t)	Rendement (t/ha)
Itasy	Pomme de terre	9 211	101 960	14
	Haricot	12 204	12 287	0,99
	Ananas	3 135	41 234	16,6
	Tomate	4 169	77 253	17,7

Source : CREAM/Monographie régionale Itasy, 2014

**Tableau 7 : Données agricoles de la région Analamanga**

Région	Spécifications	Superficie (ha)	Production (t)	Rendement (t/ha)
Analamanga	Pomme de terre	1 321	12 090	10,9
	Oignons	2 085	26 021	12,5
	Tomates	669	10 035	15
	Autres légumes*	4 256	42 880	10

Source : CREAM/Monographie régionale Analamanga, 2014

\*pois, ail, chou, poireaux, concombre, courgette, haricot vert, légumes feuilles, poivrons

La particularité de la région Ankaratra est qu'à cause de sa topographie assez élevée, les cultures d'altitude telles que la pomme de terre, et les fruits comme les pommes et pêches font sa réputation.

**Tableau 8 : Données agricoles de la région de Vakinankaratra**

Région	Spécifications	Superficie (ha)	Production moyenne annuelle (t)	Rendement (t/ha)
Vakinankaratra	Pomme de terre	26 000	356 200	13,7
	Autres légumes	4 300	77 400	18
	Pommes	2 350	37 600	16
	Pêches/prunes	1 050	13 650	13

Source : UPDR/Monographie de la région Vakinankaratra, 2003

### **Elevage**

Les filières élevage constituent un levier pour le développement économique des trois régions. Les types d'élevage les plus dominants dans les trois régions sont : l'élevage à cycle court en l'occurrence l'aviculture, suivi de l'élevage bovin avec la prédominance des vaches laitières dans l'Analamanga et le Vakinankaratra, et enfin l'élevage porcin.

**Tableau 9 : Données sur l'élevage des Régions Analamanga, Vakinankaratra, Itasy**

Régions	Volailles	Bovin	Porcin
Analamanga	2 542 378	405 930	166 320
Vakinankaratra	1 390 927	324 607	125 352
Itasy	560 000	184 545	48 629

Source : CREAM/Monographies régionales, 2014

Le développement de ces trois types d'élevages est influencé par l'implantation des industries agroalimentaires dans les villes d'Antananarivo et d'Antsirabe pour l'élevage des vaches laitières. Le partenariat avec Land O'Lakes en collaboration avec Malagasy Dairy Board (MDB) pour la pérennisation.

### Secteur secondaire

Présentant des conditions favorables à l'industrialisation, les régions Analamanga et Vakinankaratra abritent plus de la moitié des industries et la grande partie des entreprises franches à Madagascar.

L'enquête monographie effectuée par le CREAM en 2009 a révélé que, 330 unités de confection textile sont recensées à Analamanga. Avec 325 unités recensées, les scieries y occupent la deuxième place, suivies par les lapidaireries et bijouteries (305 unités). Les unités de transformations de bois, fibres, cornes, et coquillages sont au nombre de 164. Les unités de travaux métalliques au nombre de 73. En ce qui concerne les industries agroalimentaires, elles sont au nombre de 191.

Contrairement à ce qui se passe dans l'Analamanga, ce sont les unités agroalimentaires qui prédominent dans le Vakinankaratra.

**Tableau 10 : Données des activités secondaires de la région Vakinankaratra**

Branches d'activités	Nombre
Décortiqueuses	156
Boissons	6
Transformations de produits agricoles	10
Menuiseries et scieries	100
Transformations, bois, cornes, coquillages	12
Textile, confection	49
Lapidairerie, bijouterie	44
Travaux métalliques	60
Autres	44

Source : CREAM/Monographie du Vakinankaratra, 2014

### Secteur tertiaire

Depuis la royauté à nos jours surtout en milieu rural, les marchés restent les principaux lieux de rencontre, des achats et ventes des produits dans nos trois régions. Dans la région d'Analamanga 76,12% des communes disposent de places de marchés, dans le Vakinankaratra ce taux dépasse les 90%, et dans l'Itasy 86%.

### Accès aux infrastructures de base

#### Santé

Comme partout à Madagascar, le système de santé dans les trois régions comprend quatre niveaux de structures sanitaires à savoir : les formations sanitaires de base constituées par des Centres de Santé de Base de niveau I (CSB I) et de niveau II (CSB II), les centres de références de premier recours qui comprennent les Centres Hospitaliers des Districts de niveau I et II (CHD I et II), les centres de références de second recours ou Centre Hospitalier de Référence Régional (CHRR), et enfin les Centres de Référence Nationale (CRN) ou Centre Hospitalier Universitaire (CHU).

**Tableau 11 : Données sur les infrastructures de santé des régions d'Analamanga, Itasy, Vakinankaratra**

Régions	CSB I	CSB II	CHD I	CHD II	CHRR	CHU
Analamanga	48	127	4	7	0	3
Itasy	17	51	1	0	0	0
Vakinankaratra	49	108	3	2	0	0

Source : CREAM/Monographies régionales, 2014

## Education

Comme partout à Madagascar, le système éducatif dans les trois régions comprend cinq niveaux : l’alphabétisation et le préscolaire, l’enseignement primaire (EPP), l’enseignement secondaire général (CEG, Lycée), la formation technique et professionnelle et enfin l’enseignement supérieur et la recherche scientifique.

**Tableau 12 : Données sur les infrastructures d’éducation des régions d’Analamanga, Itasy, Vakinankaratra**

Régions	Ecole Primaire Publique	Collège d’Enseignement Général publique	Lycée publique	Lycée technique publique	Centre de Formation professionnelle publique	Université publique
Analamanga	1 411	145	22	9	0	1
Itasy	792	62	8	0	0	0
Vakinankaratra	1 123	98	8	1	5	0

Source : CREAM/Monographies régionales, 2014

Les infrastructures scolaires privées, comme celles du publique peuvent être catégorisées selon les mêmes niveaux d’enseignement.

**Tableau 13 : Infrastructures d’enseignement privé des régions d’Analamanga, Itasy, Vakinankaratra**

Régions	Ecole Primaire	Collège d’Enseignement Général	Lycée	Lycée technique	Centre de Formation professionnelle	Universités
Analamanga	1 731	668	241	31	0	0
Itasy	522	71	21	1	0	0
Vakinankaratra	981	140	36	3	0	0

Source : CREAM/Monographies régionales, 2014

## Routes et transports

Les infrastructures routières jouent un rôle primordial dans la mesure où d’une part, elles assurent l’acheminement des zones productrices vers les consommateurs et d’autre part, elles permettent le désenclavement.

A cause de la présence de la capitale dans sa zone, la Région Analamanga dispose d’un réseau routier assez dense. Il comprend à peu près 3 765,2 km, dont : 633,8 km bitumés, 2 748,9 km en terre, et 25 km empierrés. Pour la région de Vakinankaratra, les routes bitumées mesurent 293 km, les routes en terre aménagées 732 km, les routes en terre larges de plus de 4m font 55 km, les routes qui ont des largeurs comprises entre 2 à 4m font 178 km, et enfin les routes à largeur non définie occupent 84 km.

Dans la région Itasy, le réseau routier comprend : 118 km de routes bitumées, et 171 km de routes en terre.

## Accès à l’électricité

Les chefs-lieux de district et une minorité de commune des trois régions sont desservis par le réseau électrique de la JIRAMA (Jiro sy Rano Malagasy). La répartition régionale des puissances fournies et le nombre d’abonnés sont présentés par le tableau suivant :

**Tableau 14 : Données sur l'énergie et le taux d'accès**

Régions	Puissance fournie par la JIRAMA (W)	Nombre d'abonnées
Analamanga (sans la capitale et Ambohidratrimo)	42 669	23 113
Itasy	1 122 392	6 517
Vakinankaratra	ND	26 597

Source : CREAM/Monographies régionales, 2014

Malgré les puissances distribuées par la JIRAMA, la région Analamanga connaît un important déficit en matière d'électricité marqué par des délestages réguliers, cette situation ralentit la vitesse d'installation des entreprises industrielles.

Dans le Vakinankaratra, le réseau électrique n'est pas suffisamment développé car il ne couvre en totalité que les villes d'Ambatolampy et Antsirabe, et en partie dans 26 communes rurales.

### L'accès à l'eau potable

L'alimentation en eau de la région d'Analamanga est assurée soit par : un réseau de distribution de la JIRAMA ou, par des adductions d'eau réalisées par différents projets ou ONG, à savoir : le SAF/FJKM, la FIKRIFAMA, le CARITAS, le PAAP et le PNUD/FAO. Les Sous-préfectures proches de la capitale enregistrent un niveau de satisfaction des besoins en eau assez élevé. Par contre dans d'autres districts, l'alimentation en eau est assurée par des puits.

Dans les chefs-lieux de Sous-préfecture de l'Itasy, l'alimentation en eau potable est assurée par des réseaux de distribution de la JIRAMA. Le taux de couverture des besoins en eau est très faible. Pour les zones rurales, l'eau consommée provient généralement des rivières et des cours d'eau ou des bornes fontaines alimentées par de l'eau des sources conduites par système gravitaire installées par des ONG.

Pour la région Vakinankaratra, la JIRAMA fournit l'eau dans 3,5% des communes, et les autres fournisseurs privés et ONG s'occupent des 41,9%. Les restes n'ont pas accès à l'eau courante.

### Zone agro écologique "EST"

Administrativement, la deuxième zone d'intervention des projets P-CASEF et AF-CASEF regroupe les régions d'Atsinanana et d'Analanjirifo. Elle est délimitée au Nord par la région Sava, à l'Ouest par les régions d'Alaotra Mangoro et Vakinankaratra, à l'Est par l'Océan Indien, et au Sud par la région Vatovavy Fito Vinany. Cette zone a des caractéristiques éco régional très particulières.

#### 3.3.4. Analyse du milieu physique

##### *Relief*

On y distingue deux unités topographiques bien distinctes, les hauts massifs à l'intérieur et le littoral dans sa partie orientale.

La première unité comprend l'escarpement de faille Betsimisaraka à l'Est et des hauts massifs situés entre 800 à 900 m d'altitude et peuvent dépasser 1 200 m à certains endroits. C'est un ensemble relativement homogène caractérisé par la présence de reliefs polyédriques. Dans la partie Nord, les massifs internes encadrent la baie d'Antongil avec des points culminants situés à 1 311 m (Beanjada), 1 272 m (Antongovistika), et 1 105 m (Ambohitsondroina). Dans sa partie méridionale, un prolongement de l'escarpement de faille de l'Angavo pouvant dépasser les 1 500 m d'altitude se situe à l'Ouest.

La deuxième unité topographique est constituée par une bande littorale très étroite d'une longueur d'environ 700 km depuis le Cap Masoala au Nord jusqu'à Masomeloka au Sud, et d'une largeur moyenne de 6 km et dont l'altitude dépasse rarement les 50m. Ce littoral est formé par une série de petites plaines d'origine fluviatile ou marine séparées par de basses collines. Les plages sont bordées de dunes peu stables et sans couverture. Dans la partie Nord, la frange de sables marins est en moyenne large de 2 à 3 km. Cette frange est discontinue et disparaît dans les districts de Soanierana Ivongo et Fénériver Est. Un récif corallien frangeant quasi-continu se note sur la partie Ouest de la presqu'île de Masoala à la côte, entre Mananara et l'Anove. Dans la partie Sud, on a une zone amphibie plane où des lagunes et embouchures se relaient entre les anciens cordons littoraux. Cette zone basse est ainsi composée en alternance d'étendues marécageuses et de lagunes qui forment un chapelet et qui ont facilité l'aménagement du Canal des Pangalanes.

### ***Géologie***

L'intérieur de l'éco région Est fait partie encore du socle cristallin d'âge précambrien, et dont les formations se présentent sous différents types :

- infragraphite qui prédomine la partie Nord-Ouest et une partie du centre,
- migmatite de Mananara à système d'Antongil qui domine le centre et s'étend de Vavatenina à Mananara,
- granite d'Antongil dominant la côte Nord-Est de Soanierana-Ivongo à Mananara et de Tanjona jusqu'au Cap Masoala,
- gabbros se trouve au Nord-Ouest sur les hautes altitudes, mais moins d'étendue en surface,
- néogène lacustre se rencontre presque à l'extrême Nord de Ouest. Ce type est très concentré et n'occupe qu'une petite surface

Dans la partie orientale de notre zone, on rencontre des terrains sédimentaires caractérisés par du volcanisme néogène à quaternaire et par un volcanisme crétacé. Dans la sous-préfecture de Mananara-Nord, les formations sédimentaires se présentent sous forme de KARROO de type Sakamena. Au Sud entre Mahanoro à Toamasina, on rencontre des terrains d'âge crétacé et pliocène continental le long de la côte.

### ***Climat***

Le climat de la région est du type tropical chaud et humide avec une forte pluviométrie. La température moyenne annuelle y est de 24°C, et la moyenne des maxima du mois le plus chaud est de 33°C. Généralement, les plus fortes chaleurs sont enregistrées en décembre - février. Le minimum du mois le plus froid est de 14°C qu'on retrouve en haute altitude. La moyenne des minimas se situe entre 16 et 17°C durant les mois de Juillet-Août-Septembre.

Généralement, la pluviométrie dans cette zone est répartie entre 180 et 300 jours avec un maximum pour Maroantsetra où la hauteur des pluies atteint jusqu'à 3000 mm.

### ***Sols***

En général, on y distingue trois catégories de sols. Des sols hydromorphes de bas-fonds qu'on rencontre en arrière des cordons littoraux. Des sols d'apport fluvial plus riches sur alluvions argileuses ou sableuses, surtout dans les vallées. Et enfin des sols ferrallitiques de couleur jaune sur rouge qu'on rencontre sur les hauteurs.

### ***Hydrographie***

Les cours d'eau sont nombreux, et dans la majorité des cas ils prennent source dans les massifs à l'intérieur pour descendre en rapide avant de se jeter dans l'océan par des embouchures. Du Nord au Sud, notre zone est traversée par quatre bassins versants principaux : la Mananara, la Maningory, la Rianila, et Mangoro.

Au total, la zone compte près de 482 km linéaire de voies navigables dont 152 km de canaux et 330 km de rivières.

En dehors des rivières, plusieurs lacs et lagunes sont recensés dans la zone dont les plus importants sont les lacs Rasoabe et Rasoamasay le long du canal de Pangalanes.

### 3.3.5. ANALYSE DU MILIEU NATUREL

#### ***Flore et végétation***

Dans nos deux régions, les formations végétales présentent une grande diversité en fonction des conditions climatiques et pédologiques.

On a d'abord les forêts denses de type ombrophile où la canopée est fermée avec une hauteur de 15 à 25m. On les retrouve sur les hauts massifs de l'Ouest. Elles occupent la majeure partie des plateaux fâtières et la totalité de la zone des massifs internes. Le secteur nord de notre zone constitue le plus vaste massif forestier de Madagascar et qui renferme des espèces endémiques et des bois précieux tels les bois d'ébène, bois de rose, et les palissandres. Les sous-bois sont caractérisés par l'abondance des fougères arborescentes. Sur les pentes abruptes > à 1 000 m, les grands arbres se raréfient et on passe à des peuplements d'arbres de petite taille, à sous-bois serré d'arbustes rabougris et tortueux, souvent couvert de mousses.

Ensuite, on a les formations secondaires issues de la dégradation des forêts naturelles suite à la pratique du « *tavy* » (culture sur brûlis). A signaler que cette formation ne s'installe qu'après une jachère plus ou moins longue.

Enfin, nous avons les *savoka* dans des collines, où des fouillis d'arbustes, de fougères, de plantes herbacées géantes telles le *Ravenala madagascariensis*. Après des pratiques de cultures sur brûlis, cette formation peut se dégrader petit à petit pour aboutir à un peuplement buissonnant de type savane à graminées ou *bozaka*. Les herbacés les plus envahissantes sont l'*harongana* (*Haronga madagascariensis*), le "*dingadingana*" (*Psiadia altissima*) et le "*longoza*" (*Aframomum angustifolium*). La zone de moyennes et basses collines n'est couverte que de formations herbeuses pauvres impropres à l'élevage. Ce sont des tanety dénudés avec à peine une végétation maigre et clairsemée, pseudo-steppe.

Sur le littoral, on a une végétation adaptée au sable des cordons et des dunes. S'y développe une forêt assez touffue qui rappelle les formations secondaires des collines. Ailleurs, le long de la baie d'Antongil et au Sud-Est de Toamasina, on rencontre des prairies côtières à *Stenotaphrum sp.* et *Axonopus sp.* Dans les zones marécageuses sur sols hydromorphes, la végétation est adaptée à l'excès d'eau : "*Viha*", "*Tatamo*". Près des embouchures, on rencontre souvent des mangroves.

A signaler que le long du littoral, quelques timides efforts de reboisement ont été réalisés : grevillea, pinus, eucalyptus, plantations de cocotiers, etc.

### 3.3.6. ANALYSE DU MILIEU HUMAIN

#### ***Données démographiques***

Le dernier recensement général officiel de la population et de l'habitat (*RGPH*) à Madagascar s'est déroulé en 1993, et jusque-là les données démographiques du pays communiquées et utilisées résultent des estimations, projections, ou extrapolations de l'INSTAT (Institut National de la Statistique) ou d'autres organismes intervenant à Madagascar. Ainsi selon les données démographiques collectées par la CREAM en 2009, les parts des populations sur la population nationale des deux régions concernées par le projet dans la zone Est sont respectivement de : 5,6% pour Atsinanana, 4,7% pour Analanjirofo.

Les résultats de l'Enquête Périodique auprès des Ménages (EPM) réalisée en 2010 nous renseignent sur les caractéristiques de la population des trois régions. Sur la taille moyenne des ménages, dans les deux régions elle est de (4,4). Les populations des deux régions sont essentiellement des ruraux car ils représentent respectivement : 76,2% dans Atsinanana, et 81,4% pour Analanjirofo.

#### **Secteurs d'activités économiques**

## Secteur primaire

La zone Est en générale et les deux régions concernées par le projet sont essentiellement à vocation agricole, et les activités économiques des deux régions sont prédominées par l'agriculture, l'élevage, et la pêche.

### Agriculture

A l'exception de la ville de Toamasina où la tendance est actuellement à la disparition progressive des champs de culture au profit de l'urbanisation, malgré ses reliefs accidentés les deux régions qui intéressent le projet ont de fortes potentialités agricoles.

Dans l'ensemble, l'agriculture y est caractérisée par la domination des cultures de rente industrielles par rapport autres cultures vivrières.

Entre les deux régions, la prédominance de la pratique de culture de riz sur brûlis ou *tavy* par rapport à la riziculture irriguée est observée dans la Région d'Atsinanana. Par contre pour la Région Analanjirofo, à l'exception du district de Soanierana Ivongo, les autres districts disposent d'assez vastes périmètres irrigués donc la riziculture irriguée y est prépondérante.

En complément du riz, d'autres cultures vivrières prennent aussi des places importantes, notamment les cultures de manioc, de patate douce, etc.

Grace à leurs climats chauds et humides, les deux régions sont très propices aux cultures fruitières, notamment les agrumes, les bananes et surtout le litchi qui sont destinés à l'exportation.

Les deux régions se distinguent aussi par la diversité de leurs productions en cultures industrielles et de rente.

**Tableau 15 : Données agricoles de la Région Atsinanana**

Région	Spéculations	Superficie (ha)	Production (t)	Rendement (t/ha)
Atsinanana	Riz	121 764	250 195	2,1
	Manioc	8 150	95 675	12
	Patate douce	1 587	15 178	10
	Banane	4 950	73 025	13,8
	Litchis	37 593	699 462	13,8
	Agrumes	1 005	10 415	9,2
	Ananas	5 972	78 060	11,7
	Canne à sucre	4 240	163 660	31
	Café	19 150	13 935	0,7
	Girofle	5 049	3 022	0,5
Poivre	613	331	0,4	

Source : CREAM/Monographie régionale Atsinanana, 2014

**Tableau 16 : Données agricoles de la Région Analanjirofo**

Région	Spéculations	Superficie (ha)	Production (t)	Rendement (t/ha)
Analanjirofo	Riz	47 620	71 332	1,5
	Manioc	4 900	39 200	8
	Patate douce	485	3 880	8
	Litchis	260	2 600	0,1
	Banane	1 551	29 700	19
	Girofle	4 430	664	0,1
	Vanille	150	124	0,8
	Café	6 100	1 520	0,2

Source : Plan Régionale de Développement Analanjirofo, mars 2015

## **Elevage**

Sa pratique dans les deux régions l'élevage est essentiellement pour un besoin de prestige social, notamment pour l'élevage bovin. L'élevage de volaille est quant à lui destiné à l'autoconsommation. L'élevage porcin n'est significatif que dans les Districts de Vavatenina, Mananara Nord, et Maroantsetra.

## **Pêche**

Trois types de pêches sont pratiqués dans les deux régions à savoir, la pêche traditionnelle, la pêche artisanale, et la pêche industrielle. Les produits de la pêche sont destinés à la consommation locale, à l'approvisionnement d'autres régions de l'île notamment les régions des Hautes Terres.

## **Secteur secondaire**

Les Régions Atsinanana et Analanjirofo se distinguent par la présence sur leurs territoires d'unités industrielles qui permettent la transformation des produits agricoles qui font leurs renommées.

Ainsi en 2009, on peut recenser 229 unités de transformations des produits agricoles dans l'Analanjirofo. Avec les autres branches industrielles, 89 unités de transformation de boissons, 41 décortiqueuses, 43 menuiseries et scieries, 30 unités de transformations de bois et cornes, 22 textiles, 21 lapidaireries, et 23 travaux métalliques ont été recensées.

L'enquête monographie effectuée par le CREAM en 2009 a révélé que, 21 unités de confection textile sont recensées dans la Région Atsinanana. Avec 75 unités recensées, les scieries y occupent la deuxième place, suivies par les lapidaireries et bijouteries (35 unités). Les unités de transformations de bois, fibres, cornes, et coquillages sont au nombre de 27. Les unités de travaux métalliques au nombre de 11. En ce qui concerne les industries agroalimentaires, elles sont au nombre de 26.

## **Secteur tertiaire**

Dans les deux régions, les marchés restent les principaux lieux de rencontre, des achats et ventes des produits dans nos trois régions. Dans la Région Atsinanana 70,24% des communes disposent de places de marchés, dans l'Analanjirofo ce taux est de 42,8%.

La vente de produits agricole peut se faire directement aux marchés ou entre producteurs et collecteurs. L'enquête CREAM en 2009 fait ressortir que dans la Région Atsinanana, 163 collecteurs de produits agricoles ont été recensés, et on en a recensé 161 à Analanjirofo.

## **Accès aux infrastructures de base**

### **Santé**

Comme partout à Madagascar, le système de santé dans les deux régions comprend quatre niveaux de structures sanitaires à savoir : les formations sanitaires de base constituées par des Centres de Santé de Base de niveau I (CSB I) et de niveau II (CSB II), les centres de références de premier recours qui comprennent les Centres Hospitaliers des Districts de niveau I et II (CHD I et II), les centres de références de second recours ou Centre Hospitalier de Référence Régional (CHRR), et enfin les Centres de Référence Nationale (CRN) ou Centre Hospitalier Universitaire (CHU).

**Tableau 17 : Données infrastructures sanitaires des Régions Atsinanana et Analanjirofo**

Régions	CSB I	CSB II	CHD I	CHD II	CHRR	CHU
Atsinanana	73	85	3	3	0	0
Analanjirofo	35	58	2	3	0	0

Source : CREAM/Monographies régionales, 2014

## Education

Comme partout à Madagascar, le système éducatif dans les deux régions comprend cinq niveaux : l’alphabétisation et le préscolaire, l’enseignement primaire (EPP), l’enseignement secondaire général (CEG, Lycée), la formation technique et professionnelle et enfin l’enseignement supérieur et la recherche scientifique.

**Tableau 18 : Données sur les infrastructures d’éducation des Régions Atsinanana et Analanjirofo**

Régions	Ecole Primaire Publique	Collège d’Enseignement Général publique	Lycée publique	Lycée technique publique	Centre de Formation professionnelle publique	Université publique
Atsinanana	1 344	70	6	2	0	1
Analanjirofo	1 177	57	6	2	0	0

Source : CREAM/Monographies régionales, 2014

Les infrastructures scolaires privées, comme celles du publique peuvent être catégorisées selon les mêmes niveaux d’enseignement.

**Tableau 19 : Infrastructures d’enseignement privé des Région Atsinanana et Analanjirofo**

Régions	Ecole Primaire	Collège d’Enseignement Général	Lycée	Lycée technique	Centre de Formation professionnelle	Universités
Atsinanana	114	43	8	0	0	0
Analanjirofo	55	33	9	0	0	0

Source : CREAM/Monographies régionales, 2014

## Routes et transports

Les infrastructures routières jouent un rôle primordial dans la mesure où d’une part, elles assurent l’acheminement des produits des zones de production vers les zones de consommation et d’autre part, elles permettent le désenclavement.

La Région Atsinanana dispose d’un réseau routier constitué de : 345 km de routes bitumées, 58 km de route en terre praticables toute l’année mais dégradées, et 137 km de routes en terre praticables seulement durant une partie de l’année.

Pour la région Analanjirofo, les routes bitumées mesurent 167 km, les routes en terre praticables toute l’année mais dégradées font 126 km, et les routes en terre praticables seulement durant une partie de l’année font 154 km.

## Accès à l’électricité

Les chefs-lieux de District et une minorité de commune des deux régions sont desservis par le réseau électrique de la JIRAMA (Jiro sy Rano Malagasy). La répartition régionale des puissances fournies et le nombre d’abonnés sont présentées le tableau suivant :

**Tableau 20 : Données sur les capacités fournies en énergie et le nombre d’abonnées**

Régions	Puissance fournie par la JIRAMA (kW)	Nombre d’abonnées
Atsinanana (sans Brickaville et Vatomandry)	20 153	28 747
Analanjirofo	4 504	7 232

Source : CREAM/Monographies régionales, 2014

Malgré les puissances distribuées par la JIRAMA, la Région Atsinanana connaît un important déficit en matière d’électricité marqué par des délestages réguliers, cette situation ralentit la vitesse d’installation des entreprises industrielles.

### **Accès à l'eau potable**

L'alimentation en eau de la Région Atsinanana est assurée soit par : un réseau de distribution de la JIRAMA ou, par des adductions d'eau réalisées par différents projets ou opérateurs privés. La couverture en eau courante de la région est très faible car les réseaux de distribution existants ne couvrent partiellement que 29,8% des communes. En dehors de ces réseaux, les modes d'approvisionnement les plus courants sont constitués par les rivières et fleuves (71,43%), et puits (5,75%).

Dans la région Analanjirofo, seuls 1,5% des communes ont une couverture complète en eau courante, et 17,4% une couverture partielle, et malgré l'intervention de quelques fournisseurs, la JIRAMA reste le principal.

### **Enjeux environnementaux dans les zones d'intervention du projet**

Les enjeux environnementaux dans la zone agro écologique des « Hautes Terres » sont les suivants :

- la fréquence et l'ampleur des feux de brousse ;
- l'exploitation irrationnelle des ressources ;
- la diminution de la couverture végétale ;
- la mauvaise gestion de pâturage ;
- la mauvaise répartition de terrain cultivable ;
- la dégradation de bassins versants et ensablement des lacs et plaines en aval ;
- les effets néfastes sur l'agriculture des briqueteries et l'enlèvement de sable ;
- la pollution des eaux de surface ;
- le tarissement des sources.
- la dégradation de la couverture végétale ;
- l'érosion des *tanety* ;
- l'ensablement de plaines, de rizières et de bas-fonds ;
- la dégradation de la fertilité des sols ;
- l'éboulement des versants et détérioration des infrastructures routières ;
- le problème foncier en milieu rural ;

Les enjeux environnementaux dans la zone agro écologique « Est » sont :

- l'insuffisance des actions pour la protection de bassin versant ;
- la déforestation et les changements climatiques qui influent sur la quantité d'eau des fleuves et rivières ;
- l'inexistence de plan d'occupation de sol ;
- la pollution et dégradation du sol par les exploitations minières abusives ;
- la vulnérabilité par rapport aux cyclones ;
- la sécheresse et invasion de criquets ;
- la dégradation des sols ;
- l'attachement aux pratiques agricoles irrationnelles (ex : *tavy*) ;
- le faible niveau d'équipement en matériels agricoles ;
- la mauvaise organisation des filières porteuses : cultures de rente, fruits ;
- le problème foncier;
- la récurrence des cultures sur brulis;
- L'insécurité galopante.

Les enjeux environnementaux et sociaux associés aux activités du projet sont les suivants

#### La sécurisation foncière

La sécurisation foncière constitue un enjeu transversal à toutes les zones d'intervention du projet. Les disfonctionnements notés dans toutes les circonscriptions sont identiques : manque de moyens humains,

matériels et techniques. Les préoccupations des divers acteurs à ce sujet sont de plus en plus perceptibles. Alors que le foncier constitue le point nodal des projets P-CASEF et AF-CASEF.

#### Les feux de brousse

Les feux de brousses relèvent de pratiques agricoles fortement liées à la culture locale. La pratique de l'agriculture sur brûlis généralement est observée dans la zone Est. Elle a des conséquences dommageables sur l'environnement : disparition du couvert végétal, disparition de la faune, perte de biodiversité. Dans le cadre du projet ces pratiques risquent de se reproduire ; aussi des efforts de sensibilisation devront être menés pour endiguer ce phénomène.

#### Les risques d'incursion dans le parc de Zahamena

Le Parc National de Zahamena se situe à 91 km vol d'oiseau au Nord-Ouest de la ville de Toamasina, proche du lac Aloatra dans la province de Tamatave dans l'Alaotra Mangoro et Analanjirofo. Le complexe d'aires protégées de Zahamena est composé du parc et d'une réserve naturelle intégrale. Zahamena appartient à la forêt de l'Est de Madagascar, il fait partie des sites classés Patrimoine Naturel Mondial. Il se trouve à une altitude entre 400 et 1600m. Ce parc abrite 112 espèces d'oiseaux, 62 espèces d'amphibiens, 29 espèces de poissons, 46 espèces de reptiles, ainsi que 48 espèces de mammifères, dont 13 espèces de lémuriens.

Il est probable que les activités appuyées par le projet CASEF dont l'exploitation de girofle et de vanille empiètent sur le parc. Dans ce cas des mesures devront être prises pour limiter l'extension des activités agricoles.

#### Les pistes

Il est prévu dans le projet la maintenance des pistes. Dans certains cas, les pistes sont si dégradées qu'une maintenance ne suffirait pas à résoudre le problème. Dans ce cas, il faudrait envisager la reconstruction.

#### Le vieillissement du capital productif

C'est enjeu crucial dans la zone Est d'intervention du Les plants de litchis et de girofles sont dans un état de senescence relativement préoccupant. L'un des défis des projets P-CASEF et AF-CASEF sera d'inverser la tendance pour cette filière dont dépend beaucoup de producteurs.

#### La lutte phytosanitaire

Dans toutes les zones d'intervention du projet, il est noté une prolifération des attaques des nuisibles sur quasiment toutes les filières légumes, fruits, litchi, girofle et vanille. Les moyens de luttés sont globalement inexistantes. La lutte contre les déprédateurs sera l'autre grand défi du projet.

### **3.4. Région Androy**

Les principales données socio-économiques de la Région Androy sont les suivantes (Source : Programme Solidarité Eau - Fiche Région. [www.pseau.org](http://www.pseau.org))

Superficie	: 19.350 km <sup>2</sup>
Population	: 600.000 habitants (2005)
Taux de croissance	: 2,7 %
Principales localités	: Ambovombe - Androy (265.142 hab.), Bekily (135.513 hab.), Beloha--Androy (76.515 hab.) et Tsihombe (71.2487 hab.)
Aéroport	: aéroport avec piste non bitumée à Tsihombe

L'économie de l'Androy est dominée principalement par l'élevage et l'agriculture. Toutefois, le développement de la production agricole est fortement tributaire de la disponibilité en eau qui demeure aléatoire en corrélation directe avec le régime de précipitation.

La pêche maritime offre un potentiel non négligeable néanmoins, son intensité et impact économique a été masqué par le rattachement administratif à l'ancienne Préfecture de Tolagnaro.

Pour l'exploitation minière, la Région s'est autrefois distinguée pour l'exploitation industrielle du mica. Elle offre des opportunités pour l'exploitation de gemmes et de produits industriels de manière formelle.

La Région de l'Androy possède également des produits d'art et d'artisanats uniques à la Région. Particulièrement dans la bijouterie traditionnelle, la vannerie, la sculpture, etc.

### 3.5. Région Anosy

Les principales données socio-économiques de la Région Anosy sont les suivantes (Source : Programme Solidarité Eau - Fiche Région. [www.pseau.org](http://www.pseau.org))

Superficie	: 30198 km <sup>2</sup>
Population	: 510 000 d'habitants
PIB/habitant	: 182 \$ (2005)
Principales localités	: Amboasary Sud, Betroka et Fort Dauphin
Port	: Ehoala
Aéroport	: Fort Dauphin

L'économie d'autosubsistance prédomine dans l'Anosy, le rendement des cultures y est resté faible du fait de techniques agricoles dans une large mesure très traditionnelles, alors qu'elle dispose de conditions agroclimatiques favorables à un bon développement agricole. Les activités de pêche, s'étalant sur 194 km des côtes, ne sont pas suffisamment développées et se limitent principalement à l'exportation de langoustes et de crevettes, (les concombres de mer et ailerons de requins sont exportés en faible quantité encore). Il s'agit toutefois d'une des sources de devise non négligeable de Madagascar et constitue une des principales sources de revenus pour plus du tiers de la population locale en particulier dans le Fivondronana de Taolagnaro. Anosy dispose aussi d'autres ressources halieutiques jugées inestimables (thons, sardines, ...), mais pour le moment consommées seulement localement.

En matière de richesse du sous-sol, la région dispose de potentialités énormes, du saphir au rubis, en passant par les pierres industrielles et surtout deux minerais en grande quantité : le bauxite et l'ilménite. Actuellement, le projet d'exploitation des dépôts de dioxyde de titane, principalement sous forme de minéraux d'ilménite se trouve en phase de négociation de financement de même qu'un projet de construction d'un nouveau port en eau profonde et à usage multiple.

### 3.6. Région Alaotra Mangoro

Les principales données socio-économiques de la Région Alaotra Mangoro sont les suivantes (Source : Programme Solidarité Eau - Fiche Région. [www.pseau.org](http://www.pseau.org))

Superficie	: 33 054 km <sup>2</sup>
Population	: 1,112 millions d'habitants
PIB/habitant	: Non disponible
Superficie cultivable	: 120.000 ha avec 35.000 ha à maîtrise d'eau
Nature des entreprises	: commerces, artisanat, Industrie bois, Agroalimentaire, hôtellerie, huile essentielle
Nature des entreprises	: Transport, télécommunication
Principales localités	: <u>5 Districts</u> : Andilamena, Amparafaravola, Ambatondrazaka, Moramanga, Anosibe An'Ala. <u>79 Communes</u> (dont 2 urbaines et 2 communes suburbaines) et <u>606 Fokontany</u>

Chemin de fer	: Reliant Alaotra, Moramanga, Toamasina, Antananarivo
Aéroport	: Feramanga Ambatondrazaka (pour petit avion)
km de routes bitumées	: 238 km
Routes nationales secondaires	: 402 Km
Routes d'intérêt provincial	: 246 Km
Routes communales et intercommunales	: 810 km

La Région est favorable aux cultures diversifiées. Les plaines recèlent un potentiel agro-pédologique important qui fait l'objet d'exploitations agricoles plus ou moins intensives et offrent des opportunités qui peuvent de manière directe et/ou indirecte, contribuer au développement de l'économie régionale, basée essentiellement sur l'agriculture. Avec sa production, elle assure les besoins internes et ravitaille la plupart des marchés du pays. D'importantes superficies restent encore non cultivées. Pour étendre l'activité agricole dans la région, il faut améliorer la distribution de l'eau à travers l'extension ou la réhabilitation des réseaux d'irrigation, l'eau étant jugée suffisante pour toute la zone.

La Région d'Alaotra-Mangoro possède aussi des lacs, des fleuves et plans d'eau qui sont riches en produits aquacoles. La production peut satisfaire les demandes nationales ou locales à condition de disposer des moyens de desserte adéquats.

### 3.7. Région Amoron'i Mania

Les principales données socio-économiques de la Région Amoron'i Mania sont les suivantes (Source : Programme Solidarité Eau - Fiche Région. [www.pseau.org](http://www.pseau.org))

Superficie:	: 17 516 km <sup>2</sup>
Population	: 714.295 habitants en (source : DRS Amoron'i Mania, fin Juillet 2005)
Taux de chômage	: 3,4% (INSTAT)
Secteur primaire	: 82% des emplois
Principales localités:	: District Ambatofinandrahana (10.132 km <sup>2</sup> ; 9 Communes), District Ambositra (3.161 km <sup>2</sup> ; 23 Communes), District Fandriana (2.947 km <sup>2</sup> ; 13 Communes), District Manandriana (1.276 km <sup>2</sup> ; 10 Communes)

Amoron'i Mania, capitale de l'artisanat, possède des richesses dont on ne parle pas beaucoup mais qui sont pourtant bien réelles et nombreuses. Cette région aux potentialités immenses est dotée de grands espaces ayant de bons potentiels de production agricole, d'importants gisements miniers (marbre, quartz, ardoise, cuivre, béryl), de sources thermales et autres sites à vocation touristique dont principalement le pays Zafimaniry, de forêts naturelles encore étendues formant le corridor oriental, de grands réservoirs d'eau profitant aussi bien à la région qu'à ses voisines de l'Est et de l'Ouest. Par ailleurs, la position stratégique d'Ambositra, un de ses quatre Districts, zone tampon entre Antsirabe et Fianarantsoa, donne à Amoron'i Mania une dimension certaine dans le pays Betsileo

### 3.8. Région Betsiboka

Les principales données socio-économiques de la Région Betsiboka sont les suivantes (Source : Programme Solidarité Eau - Fiche Région. [www.pseau.org](http://www.pseau.org)) :

Superficie	: 33.274 km <sup>2</sup>
Population	: 289.817 d'habitants
Principales localités	: Maevatanàna comme Chef-lieu de Région (153.053 habitants) , Tsaratanàna (101.987 habitants) et Kandrehô (34.777 habitants)

Aéroport : 3 aéroports dont un exploité par KRAOMA (Kraomita Malagasy) et un par ADEMA (Aéroports de Madagascar)

La Région Betsiboka regorge une multitude de ressources naturelles qui pourraient servir de piliers pour son économie. Comme ressources du sous-sol, on peut citer entre autres la Chromite, l'or, le quartz, le gypse. Le secteur tourisme prend aussi un rôle essentiel pour le développement de la région grâce à la présence de certains sites touristiques.

La grande diversité des ressources agro-pédologiques de la Région permet une gamme diversifiée de cultures aussi bien vivrières qu'industrielles (ou de rente). Malgré tout, on a constaté une dégradation sensible de la superficie exploitée, alors qu'en termes de rentabilité, aucune amélioration n'a été enregistrée. Par contre les producteurs de la Région disposent d'un ensemble de conditions favorables (fertilité naturelle, surfaces disponibles par exploitant).

### 3.9. Région Boeny

Les principales données socio-économiques de la Région Boeny sont les suivantes (Source : Programme Solidarité Eau - Fiche Région. [www.pseau.org](http://www.pseau.org)) :

Information	Valeur	Unité	Source
Superficie:	29 826	km <sup>2</sup>	SSE Région Boeny
Population :	963,654	millions d'habitants	les 6 chefs districts de la Région Boeny (2008)
PIB/habitant	non disponible		INSTAT
Salaires moyens annuels (en 2009)	Ar 1 214 217, soit \$ 607		OMEF
Taux de chômage:	5,3	%	OMEF (2009)
Secteur primaire :	74,34	% des emplois	
Secteur secondaire :	4,41	% des emplois	
Secteur tertiaire :	21,25	% des emplois	
Part de la population urbaine (totale population de la commune urbaine de Mahajanga et de Marovoay):	27	% de la population totale	les 06 chefs districts de la Région Boeny (2008)
Mitsinjo	12 681	habitants	
Ambato Boeny	6 669	habitants	
Bekobay	1 290	habitants	
CU Marovoay ville	39 133	habitants	
CU Mahajanga	225 368	habitants	
Soalala	8 520	habitants	
Port :	non disponible		APMF
Aéroport :	Aéroport international d'Amborovy - Mahajanga I		DIRT (2009)
	Ambatoboeny	(800mx40m)	

Information	Valeur	Unité	Source
Aérodromes	Andranomavo	(1000mx40m)	DIRT (2009)
	Ankasetra (Nosy valiha)	(520mx20m)	
	Besakoa Mahajamba	(1040mx25m)	
	Madirovalo	(1000mx30m)	
	Mitsinjo	(980mx40m)	
	Namakia	(1225mx31m)	
	Soalala Andranomavo	(1250mx20m)	
km de routes bitumées :	248	km	DRTP (2010)
km de pistes (route en terre) :	1 196	km	

### Potentialités régionales

#### Pêche et aquaculture :

Avec les 630 Km de côte, les 9000Ha de terrains aménageables en aquaculture et plus d'une centaine de lacs, la pêche et l'aquaculture constituent le poumon de l'économie régionale.

#### Agriculture :

Le réseau hydrographique particulièrement dense, les bonnes conditions climatiques, géologiques et pédologiques confèrent à la Région Boeny une vocation agricole, avec une forte potentialité en cultures vivrières, de rente et fruitière. L'anacarde, le coton, le tabac, la canne à sucre connaissent une grande expansion.

Certaines filières sont appelées à se développer, telles les cultures maraîchères (tomates, concombres), et la culture d'arachides huilières.

La culture rizicole tient une première place pour une production destinée au marché régional et national (Marovoay constitue un grenier à riz pour Madagascar).

#### Tourisme :

L'écotourisme, le tourisme balnéaire, le tourisme culturel, le tourisme d'affaires, ou le tourisme cynégétique peuvent y être proposés .On trouve 3 parcs nationaux dans la Région.

#### Energie et Mines :

L'énergie utilisée pour l'éclairage des villes et pour l'usage du secteur privé est à base thermique. Les chefs lieux de districts sont électrifiés. Certains villages le long de la RN4 sont éclairés avec des panneaux solaires. Le pétrole lampant assure l'éclairage de la plupart des foyers ruraux. Le charbon de bois constitue le principal combustible à usage domestique

Les ressources minières de la Région correspondent principalement à des produits à vocation industrielle : un gisement de fer (réserves de 300 millions de tonnes de minerai) à Soalala, de célestite dans le district de Mitsinjo, des dérivées de roches calcaires, de gypse à Mahajanga II, des ammonites et des fossiles dans la zone de Marovoay et Ambato-Boeny.

#### Secteur forestier :

Les conditions naturelles de la Région Boeny contribuent à la diversification des formations végétales qui offrent d'importantes ressources allant des bois d'œuvre aux bois précieux, en passant par les fibres végétales telles le raphia et le satrana. Les ressources forestières de la Région s'étalent sur une surface de 667640 Ha.

Les unités de transformation sont peu nombreuses, la plupart est concentrée à Mahajanga I et évolue dans l'informel.

Artisanat :

Compte tenu des richesses en matières valorisables tels les bois précieux, le celestite, les sous-produits de bovidés, le raphia, le satrana, l'artisanat constitue pour la majorité de la population une source de revenu d'appoint.

Investissements privés :

En nombre, les investissements privés se concentrent principalement dans le secteur tertiaire : services, commerces, hôtellerie et restauration. Le domaine de l'halieutique (pêche et aquaculture) tient une place importante en termes de volume d'investissement et d'emplois.

**3.10. Région Bongolava**

Les principales données socio-économiques de la Région Bongolava sont les suivantes (Source : Programme Solidarité Eau - Fiche Région. [www.pseau.org](http://www.pseau.org)) :

Superficie : 17.983 km<sup>2</sup>  
 Population : 509.092 habitants  
 Part de la population urbaine : 6.2 %  
 Principales localités : Tsiroanomandidy ville avec 31.561 habitants  
 Aéroport : Tsiroanomandidy  
 Routes : 75,5km bitumées, 286 km en terre accessible pendant toute l'Année, 828 km en terre mais pouvant être difficile en saison de pluie, 229 km en terre mais généralement impraticable en saison

La Région Bongolava possède de vastes potentialités agricoles. Avec ses 1.720.900 ha de surface totale, il y a 51 % de zones cultivables.

**Superficie agricole par sous préfecture**

Sous-préfecture	Superficie totale (Ha)	Superficie cultivable		Superficie cultivée	
		Ha	% superficie totale	Ha	% par rapport surface cultivable
Fenoarivobe	771 400	258 000	33,00	45 322	17,56
Tsiroanomandidy	949 500	617 500	65,03	105 225	17,04
Total Région de Bongolava	1 720 900	875 500	51,00	150 547	17,19
Total Province Antananarivo	5 829 400	1 475 944	25,32	-	8,60

La superficie cultivée demeure faible avec 17,19 % pour l'ensemble de la Région. Cette situation s'explique par une insécurité foncière bien marquée dans la région. Globalement les profils de spéculation indiquent une forte diversification des cultures : les cultures vivrières et de rente sont présentes partout bien que leur pratique varie sur le plan "intensité".

L'élevage bovin reste prédominant dans la région avec autour de 241.000 têtes recensées dans l'ensemble de la région .Le petit élevage et particulièrement l'élevage traditionnel de porc, de poulet, reste présent dans toutes les exploitations, avec en deuxième position le canard malgré la forte présence d'oies.

On peut toutefois distinguer deux types bien distincts :

- Le premier type est caractérisé par la faible présence des cultures de rente.
- Un deuxième type est caractérisé par la présence de cultures de rente. Le type de spéculation et les combinaisons varient d'une exploitation à une autre

### 3.11. Région DIANA

Les principales données socio-économiques de la Région DIANA sont les suivantes (Source : Programme Solidarité Eau - Fiche Région. [www.pseau.org](http://www.pseau.org)) :

Superficie	: 20.942 km <sup>2</sup>
Population	: 680.000 d'habitants
Taux de chômage	: 7,6 %
Taux de sous-emploi	: 19%
Nature des entreprises	: Industries de transformation (sucrierie, salinière, cacao, tapioca, huile essentielle, thonière, crevette, tôlerie, matelas, ...), artisans, construction et réparation navale
Nature des entreprises	: Commerces, hôtelleries, restaurants, transports, services (médical, informatiques...)
Part de la population urbaine:	35,25 %
Principales localités	: Antsiranana I (112.278 hab), Antsiranana II (118.720 hab), Ambilobe (303.384 hab), Ambanja (209.859 hab), Nosy Be (73.393 hab)

5 ports maritimes

5 aéroports dont 5 non opérationnels

Routes et pistes :

- Longueur totale des routes : 2131,50 km
- Route Nationale bitumée : 401,50 km
- Route Nationale en terre : 73 km
- Route Provinciale bitumée : 90 km
- Route Provinciale en terre : 857 km
- Autres routes revêtues : 36 km
- Autres routes en terre : 674 km
- Densité routière Régionale (par rapports aux routes classées) : 0,068 km/km<sup>2</sup>
- Densité moyenne nationale : 0,051 km/km<sup>2</sup>

Degré d'enclavement de la Région DIANA (61 Communes) :

- Chef-lieu des Communes totalement désenclavés (accessibles 12/12 mois) : 32 (52,46%)
- Chef-lieu des communes partiellement enclavés (accessible 6/12 mois) : 24 (39,34%)
- Chef-lieu des Communes totalement enclavés : 05 (8,20%)

Sur le plan économique, il manque la maîtrise endogène de l'économie régionale à cause de l'absence d'une structure de la gouvernance économique dans la Région. L'économie de la Région est caractérisée par la prédominance du secteur agricole (rente, vivrières,...) et actuellement, la tendance est marquée vers le développement des activités au niveau du tourisme rural ou écotourisme avec des activités connexes, entre autres l'hôtellerie, la restauration et la promotion des différents sites touristiques.

Le développement du tissu industriel se trouve au ralenti car la région n'a connu des nouveaux investisseurs depuis plus de vingt ans, à cause de problèmes suivants :

- Faible niveau de communication (mauvais état de route, connexion internet moins performant)
- Accès et élévation du coût de l'électricité
- Insécurité foncière.

Cela décourage les investissements au niveau de la Région. Par contre, il y avait une nette amélioration de la production des industries existantes. Par exemple, la situation de production est évoluée positivement au niveau de :

- Sucrierie Ouest de Madagascar (SUCOMA), de 23000 T de sucre en 2009 contre 35000 T en 2010
- Compagnie Salinière de Madagascar (CSM), de 65000 T de sel en 2009 contre 75000 T en 2010.

La Région DIANA a renforcé ses actions en matière de gestion de son environnement terrestre, marin et côtier, à travers les partenariats avec les différents programmes et projets qui interviennent dans des zones reconnues utilitaires. Elle continue à mettre en place et à promouvoir des parcs naturels communaux ou régionaux, dans le but de conserver, restaurer et valoriser les sites naturels, car le volet environnement est indissociable au développement.

### **3.12. Région Haute Matsiatra**

Les principales données socio-économiques de la Région Haute Matsiatra sont les suivantes (Source : Programme Solidarité Eau - Fiche Région. [www.pseau.org](http://www.pseau.org)) :

Superficie:	20.959 km <sup>2</sup>
Population :	1,374 millions d'habitants
Taux de croissance:	5,2 % (INSTAT)
Secteur primaire :	35,4% des emplois (INSTAT national)
Secteur secondaire :	37% des emplois (INSTAT national)
Nature des entreprises :	commerces, artisanat, Industrie bois, agroalimentaire, vitiviniculture, hôtellerie, huile essentielle
Secteur tertiaire :	27,6% des emplois (INSTAT national)
Nature des entreprises :	transport, télécommunication
Part de la population urbaine:	25%
Principales localités:	Fianarantsoa 194.542 habitants, Ambalavao 32.975 habitants, Ambohimahasoa 13.097 habitants ...
Chemin de fer	reliant Fianarantsoa au port de Manakara 163 Km
Aéroport :	Fianarantsoa
km de routes bitumées :	320,40 km
km de pistes :	1.214,10 km

Le Programme Régional de Développement ou PRD défini en 2005 met en priorité le développement des filières porteuses telles que : le Riz, l'aviculture, la pisciculture, les Mines, les huiles essentielles, l'artisanat, le tourisme, le café arabica, les fruits et légumes et les Forêts. Le développement des filières et des domaines transversaux est également pris en considération : la réhabilitation de plusieurs pistes de desserte permettant l'accès à la très grande majorité des Communes ; des constructions et réhabilitations de barrages hydro agricoles; l'électrification rurale et l'identification de zones pour Jatropa et biocarburant.

### **3.13. Région SAVA**

Les principales données socio-économiques de la Région SAVA sont les suivantes (Source : Programme Solidarité Eau - Fiche Région. [www.pseau.org](http://www.pseau.org)) :

Superficie : 23.577 km<sup>2</sup>  
 Taux d'urbanisation : 11,3 %  
 Part de la population urbaine : 8 %  
 Port : Antalaha, Vohémar  
 Aéroport : Antalaha, Sambava  
 L'aérodrome d'Andapa et celui de Doany ne fonctionnent plus.

#### Route

- Sambava – Andapa : 101 km, RN Bitumée, Bon état
- Sambava – Vohémar : 147 km, RN Bitumée, Bon état
- Sambava – Antalaha : 80 km, RN en terre, Mauvais état
- Intra-Fivondronana : 185 km, Intérêt Régional, Praticable toute l'année
- Intra-Fivondronana : 356 km, Piste de desserte, Praticable 6/12 mois
- Antalaha – Antsirabao : 13km, RN Bitumée

Bon nombre d'analystes s'accordent à dire que de réels potentiels pourraient rendre effectif le redressement économique régional et même national. Certaines déclarations vont même jusqu'à affirmer que plus de 15% des exportations nationales proviendraient de la SAVA. L'importance économique de la SAVA dans le contexte national ne serait plus à démontrer.

### 3.14. Région SOFIA

Les principales données socio-économiques de la Région SOFIA sont les suivantes (Source : Programme Solidarité Eau - Fiche Région. [www.pseau.org](http://www.pseau.org)) :

Superficie : 52.504 km<sup>2</sup>  
 Population : 1.772.830 habitants soit 29.35 hab. /Km<sup>2</sup>  
 Taux de chômage : 10%  
 Taux de scolarisation : 58%  
 Taux d'alphabétisation : 40%

#### Potentialités de la Région :

- Superficie cultivable : 424 483 ha.
- Superficie cultivée : 155 599 ha.
- Superficie non cultivée : 268 884 ha.
- Produits halieutiques : Crevette, Crabe, Poisson, Algues, Trévang, Calamar
- Produits agricoles et fruitiers = Riz, Maïs, Oignon, Manioc, Coton, Tabac, Patate douce, Tomate, Ail, Canne à sucre, Banane, Mangue, Ananas...
- Vaste zone de pâturage
- Un cheptel bovin de plus de 800 000 têtes
- Diversité des produits d'élevage à cycle court : Ovin, caprin, volaille, porc, apiculture...
- Energie propre : Vent (Eolienne), Hydraulique, Solaire, Biocarburant (Ethanol, Jatropha et Tournesol)
- Aires protégées : Parcs marins et terrestres de 561 900 ha
- Zone de reboisement et de restauration de 300 000 ha
- Cours d'eau (Sofia, Maevarano, Maetsamalaza, Bemarivo, Anjobony, Mangarahara...)

## 4. ANALYSE DES ALTERNATIVES

Deux alternatives ont été analysées ci-dessous :

- La situation « sans intervention projet CASEF »
- La situation « avec intervention du projet CASEF » dans les zones les zones ciblées (zone Nord-Nord-Ouest, zone Hautes Terres, zone Côte Est et zone Sud)

### 4.1. Situation « sans projet »

#### *Effets positifs de la situation « sans projet »*

Du point de vue purement biophysique, l'option « sans projet », qui consiste à ne pas réaliser les activités des projets P-CASEF et AF-CASEF, sera sans impact négatif majeur sur l'environnement biophysique et sur le milieu humain: pas de dégradation des ressources naturels, des habitats de faunes, des cours d'eau et des zones humides ; pas de perturbation des activités pastorales ; pas de nuisances et de perturbation du cadre de vie par les travaux d'aménagement de pistes et de construction d'équipements de conditionnement et de stockage, pas d'investissement dans le domaine agricole etc.

#### *Effets négatifs de la situation « sans projet »*

La situation « sans projet » (pas de Projet CASEF) signifierait : pas de développement des potentialités agricoles des zones des « Hautes terres » et de « l'Est »; pas d'investissements pour l'agrobusiness ; pas d'aménagements de parcelles agricoles, pas d'appui aux producteurs et aux filières d'agriculture commerciale ; pas de valorisation commerciale de certains produits agricoles locaux dans les marchés ; etc. Une telle situation « de ne rien faire » traduirait un manque de volonté dans la politique agricole du pays et surtout d'ambition dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté en milieu rural car le secteur agriculture élevage pêche mobilise 86% des emplois et 60% des jeunes du pays. Aussi, l'absence des projets P-CASEF et AF-CASEF constituerait un ralentissement dans la politique de mise en œuvre de la lettre de politique sectoriel de l'agriculture, élevage et pêche, mais surtout du développement de l'agrobusiness dans la zone au regard de ses énormes potentialités agricoles.

### 4.2. Situation « intervention des projets P-CASEF et AF-CASEF dans les zones agro écologiques des Hautes Terres et de l'Est

#### *Effets positifs de la situation « avec projet CASEF »*

Le projet constitue une dimension importante pour le développement économique et social des zones concernées. Les zones du projet (zone Nord-Nord-Ouest, zone Hautes Terres, zone Côte Est et zone Sud) ont un potentiel agro-alimentaire majeur, en particulier pour l'horticulture, les cultures céréalières, les épices, les fruits, le lait et les légumes, les filières litchis, girofle, vanille et épices. Ce sont des zones très attrayantes, aussi bien en termes de potentiel en terres, de climat et d'accessibilité. La mise en œuvre des projets P-CASEF et AF-CASEF permettra entre autres de stimuler l'investissement privé dans les filières agricoles notamment horticoles, fruits et légumes et les filières giroffles, épices et vanille. Au plan environnemental, le projet va occasionner: une meilleure gestion des terres par la sécurisation des exploitants familiaux et fournir une base de données claire sur le potentiel de terres disponibles; une bonne maîtrise de l'eau grâce à des aménagements adaptés et appropriés (respectueux des normes relatives au code l'eau) ; une préservation des aires naturelles et zones humides objet de fortes menaces. Au plan social, le Projet CASEF permettra : l'amélioration des techniques et des systèmes de production agricole (horticultures et fruitières) et un renforcement du capital

productif par la préservation et le renouvellement des plants de girofles et de vanille; la réduction des pertes après récolte ; l'amélioration des revenus et des conditions de commercialisation ; une meilleure valorisation de la production par la transformation ; le renforcement des compétences des différents acteurs intervenant sur les filières horticoles, fruits, légumes, lait, épices, vanille etc. (producteurs, collecteurs, commerçants, transporteurs, opérateurs économiques). Au niveau des populations, les impacts porteront sur : la contribution à la sécurité alimentaire ; l'amélioration des revenus ; la lutte contre la pauvreté ; l'apport en protéines ; la création de nouveaux et la valorisation des emplois agricoles. Aussi, le projet permettra le désenclavement des zones inaccessibles par la réalisation des pistes de productions et l'entretien des ouvrages de franchissement.

### ***Effets négatifs de la situation « avec projet CASEF »***

Les impacts environnementaux et sociaux négatifs des activités des projets P-CASEF et AF-CASEF concerneront surtout les risques de perte de végétation en cas de déboisements pour les aménagements agricoles ; les risques de pollutions et dégradations de la nappe et des cours d'eau liées à l'usage des pesticides et des engrais, etc. Au plan social on pourrait assister à des conflits fonciers entre investisseurs et agriculteurs, entre éleveurs et agriculteurs liés à la divagation du bétail qui va résulter du rétrécissement des espaces de pâturage. Toutefois, ces impacts peuvent être évités ou fortement réduits par la mise en place de mesures appropriées. Sur cette base, la situation « avec projet » doit être privilégiée au regard des avantages qu'elle peut générer au plan économique.

Au total, cette option inclusive est à privilégier : sécurisation foncière, appui aux filières d'agriculture commerciale et promotion de l'agrobusiness car elle permet le développement de l'investissement dans l'agriculture tout en prenant en compte les petits producteurs locaux, dans un souci de préservation des ressources naturelles et d'évitement ou de forte réduction des tensions sociales notamment liées aux conflits fonciers.

## **5. IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DES PROJETS P-CASEF ET AF-CASEF**

### **5.1. Impacts environnementaux et sociaux positifs globaux des projets P-CASEF et AF-CASEF**

Le projet constitue une dimension importante pour le développement économique et social des zones ciblées (Zone agro écologique des Hautes Terres, Zone agro écologique Nord-Nord-Ouest, Zone agro écologique Est, Zone agro écologique Sud). Le choix des zones des projets P-CASEF et AF-CASEF cadre parfaitement avec les orientations de la politique nationale d'aménagement du territoire et le Lettre de Politique sectorielle de l'agriculture, Elevage et Pêche, en ce sens qu'il contribuerait à augmenter la compétitivité et le développement des territoires en valorisant les ressources locales et en favorisant la création de richesse. La mise en œuvre des projets P-CASEF et AF-CASEF, approche de développement territorial, permettra entre autres de stimuler la productivité de l'agriculture familiales et de promouvoir l'investissement privé dans les filières agricoles commerciales notamment la production de légumes, de fruits et des produits laitiers dans la zones des hautes terres et la production de Litchis, girofle, vanille et épices dans la zone Est du pays. Une masse critique de contraintes pourra être levée par la réalisation d'infrastructures structurantes (agropole par l'investissement privé, unité de conservation et de conditionnement, amélioration des pistes de production et des ouvrages de désenclavement, amélioration des systèmes de production) tout en apportant un appui considérable aux institutions publiques (DRAE, services fonciers, chambre de commerce etc.) et au secteur privé national comme étranger tout le long des chaînes de valeurs.

Au plan environnemental, le projet va occasionner une meilleure gestion des terres par la sécurisation des exploitations familiales et une meilleure valorisation de l'offre de terres susceptible d'investissements agricoles par l'agro business. La vulgarisation de bonnes pratiques agricoles et de transformation des produits locaux (lait, girofles, haricot) allant dans le sens de préserver l'environnement : amélioration des alambics, réduction de la culture sur brulis, encadrement de déboisement, promotion de la culture du reboisement. Par ailleurs, le renouvellement des sujets sénescents de girofles va favoriser une reforestation qui contribuera à la réduction des phénomènes d'érosion hydriques. Une gestion adaptée et maîtrisée des espaces agricoles permettra une meilleure préservation des aires naturelles et zones humides présentement objet de fortes menaces.

Au plan social, les impacts positifs des activités du projet, pour l'essentiel, concernent les points suivants : l'amélioration des techniques et des systèmes de production agricoles (production de fruits, de légumes (horticultures et de lait); la réduction des pertes après récolte ; l'amélioration des revenus et des conditions de commercialisation ; une meilleure valorisation de la production par la transformation ; l'élargissement de la gamme des productions ; le renforcement des compétences des différents acteurs intervenant sur les filières fruits, produits horticoles, girofles, épices, vanille, café (producteurs, collecteurs, commerçants, transporteurs, opérateurs économiques). Au niveau des populations, les impacts porteront sur : l'accès à la terre et la sécurisation foncière, la contribution à la sécurité alimentaire ; à l'amélioration des revenus ; à la lutte contre la famine ; l'apport en protéines ; la création de nouveaux et valorisation des emplois agricoles (réduction du chômage et à l'exode des jeunes par la création d'opportunités d'emplois locaux ; l'amélioration des conditions de vie. Aussi, le projet permettra le désenclavement de la zone par la réalisation des pistes de productions.

Le projet va offrir des opportunités en matière de développement des cultures d'exportation : horticulture, fruits, girofles, litchis, vanille etc. dans les zone du projet : (i) les producteurs locaux en partenariat avec les acteurs privés vont développer des filières sus mentionnés – y compris les produits à haute valeur ajoutée pour l'exportation ; (ii) des modèles de partenariat gagnant-gagnant entre Communautés Rurales et investisseurs privés vont voir le jour.

Par ailleurs, le projet CASEF s'inscrit dans le cadre des axes stratégiques définis dans la lettre de politique sectorielle de l'agriculture, l'élevage et la pêche dont les orientations visent à infléchir les tendances lourdes de l'agriculture malgache en tentant de lever les obstacles à l'investissement productif, à l'amélioration de la productivité et créer un environnement commercial favorable aux producteurs de la région. De ce point de vue, les activités du projet participent de façon effective à l'atteinte de ces objectifs. Au total, le projet va contribuer de façon spécifique à induire les impacts positifs suivants :

## **5.2. Impacts environnementaux et sociaux spécifiques**

### ***Impact positif de la formation pour les producteurs et le personnel technique***

Les services de conseils pour la production des cultures vont consacrer la diversification de la production agricole et maraîchère permettant non seulement une autosuffisance alimentaire, mais aussi un enrichissement des zones de culture par les rotations culturales. La vulgarisation de techniques agricoles nouvelles contribuera à l'optimisation des rendements sans un accroissement des terres de culture en défaveur des pâturages. Le développement et la maîtrise des techniques de lutte intégrée vont aider à la prévention des risques de pollution par l'usage des produits chimiques dans la mesure où ces techniques intègrent la lutte biologique. La recherche sur les pratiques des rotations culturales et d'autres alternatives aux pesticides favorisent aussi la lutte contre certains parasites.

### ***Impacts positifs des améliorations technologiques autour des filières d'agriculture commerciale***

#### La filière fruits et légumes

L'appui au sous-secteur de la filière fruits et légumes va permettre une nette amélioration de la productivité en favorisant une intensification de la production par l'organisation et la structuration des producteurs. La promotion de semences certifiées et améliorées et l'utilisation de fertilisants adaptés et des traitements phytosanitaires aux normes va booster considérablement la production. L'intervention des projets P-CASEF et AF-CASEF va appuyer les producteurs pour la mise en place d'aménagements appropriés pour faciliter l'accès à l'eau au niveau des périmètres, renforcer l'encadrement et la maîtrise des cycles de maturation. L'intervention de l'agrobusiness va renforcer la mécanisation, accroître la production et favoriser de nouvelles techniques de transformation, de conservation et d'emballage.

#### La filière vanille

L'un des principales contraintes de la filière vanille résulte du manque d'organisation du marché et de la faible professionnalisation des nouveaux planteurs. L'intervention des projets P-CASEF et AF-CASEF va permettre de renforcer l'organisation et la structuration des acteurs de la filière, d'intégrer au niveau des acteurs l'intérêt de l'utilité des cartes planteurs et préparateurs et améliorer les connaissances sur les périodes favorables à la collecte pour éviter la récolte au vert. Par ailleurs, l'amélioration de l'organisation de la filière permettra de mieux lutter contre l'insécurité des planteurs (vols et agressions).

#### La filière litchi

La production de litchis provient pour sa quasi-totalité au niveau d'arbres isolés non entretenus, et non de grands vergers. Les plants poussent presque à l'état sauvage sans aucun entretien, néanmoins leur productivité reste relativement bonne. L'intervention des projets P-CASEF et AF-CASEF permettra de renforcer l'organisation des acteurs de la filière et d'accroître la qualité des produits et de renouveler les plants.

#### La filière épices (girofle, poivre, gingembre)

L'appui des projets P-CASEF et AF-CASEF à la filière épices va permettre de restaurer le capital productif par le renouvellement des plantations qui souffrent d'un vieillissement prononcé. Les activités du projet dans la filière vont inciter les producteurs à travers des cycles de formation à améliorer l'entretien des plantations, les techniques de production et à promouvoir des variétés améliorées. L'encadrement des producteurs qui sera

fourni par le projet permettra de mieux contrôler les maladies et parasites dont l'*Adreta* du giroflier, la maladie du dépérissement du poivrier, le *behatoka* du gingembre. Les techniques de collecte (ébranchage) préjudiciable à la régularité de la production et à la qualité du produit (cas du giroflier) seront corrigées par un appui conseil et la vulgarisation de nouvelles technologies (alambics améliorés) qui auront moins d'incidences sur l'environnement.

#### La filière lait et viande

Les recherches visant l'accroissement de la productivité de l'élevage auront un impact positif significatif majeur dans le domaine de la production en lait et en viande et dans le domaine du dépistage et de la lutte contre les maladies (le traitement, la prophylaxie, la lutte contre les vecteurs), l'insémination artificielle et le transfert d'embryons, les activités de laboratoire (diagnostic, fabrication de vaccins et analyse des résidus), l'analyse des denrées alimentaires, etc. L'insémination artificielle constitue en outre un moyen permettant d'empêcher la propagation des maladies vénériennes et d'améliorer les rendements en lait et viandes par l'introduction de nouvelles races.

#### ***Impact positif de l'appui aux services publics***

L'appui des projets P-CASEF et AF-CASEF aux services publics chargé de la santé animale, de la promotion des investissements, de la protection des végétaux et de certification favorisera un renforcement du cadre institutionnel et améliorera les capacités d'intervention des services concernés et un induira un meilleur accompagnement des activités du projet.

#### ***Impact positif du financement des filières***

La garantie du crédit que va apporter le projet aux investisseurs agroindustriels et les systèmes de warrantage aux producteurs locaux à travers le micro crédit permettra d'attirer et d'encourager l'investissement dans le secteur agricole, de stimuler la production locale par l'amélioration des équipements de production.

#### ***Impact positif de la sécurisation foncière des exploitations familiales***

La sécurisation foncière par la délivrance de certificats fonciers aux exploitations familiales aura comme effets positifs immédiat de rassurer les producteurs et de réduire les conflits liés aux limites des exploitations agricoles. Elle permettra également de redynamiser les guichets fonciers et de disposer d'une base de données foncière dans les zones d'intervention du projet.

#### ***Impact positif des transactions foncières inclusives et transparentes***

La mise en place de transactions foncières inclusives et transparentes favorise une sécurisation de l'offre de terre qui un gage de transparence et de sécurité pour les investisseurs agricoles.

#### ***Impact positif de l'appui à la politique foncière et à la promotion des investissements***

L'appui à la politique foncière va permettre d'opérationnaliser les grands axes de la réforme foncière. La mise en œuvre de la réforme permettra de stimuler l'investissement, d'avoir une maîtrise foncière et de bien orienter les initiatives de développement local.

#### ***Impact positif du renforcement de la sauvegarde en environnementales et sociales et inclusion du genre***

L'appui au renforcement de la sauvegarde environnementale et social et l'inclusion du genre va favoriser la prise en compte du genre et du processus d'intégration des notions d'équité dans l'exécution des activités du projet. Les femmes, qui constituent des leviers essentiels dans l'organisation et l'animation des organisations de producteurs agricoles, participeront activement aux activités du projet dont elles seront des bénéficiaires privilégiées, en termes d'accroissement de revenus, de maîtrise de technologies et d'encadrement.

#### ***Impact positif de la maintenance des pistes rurales et de la réhabilitation d'infrastructures de désenclavement***

Les impacts positifs liés à la maintenance de pistes rurales et à la réhabilitation d'infrastructures de désenclavement favoriseront l'amélioration du niveau et des conditions de vie des populations. En effet, la maintenance des pistes et la réhabilitation des infrastructures de désenclavement vont permettre un accès plus facile et plus régulier aux marchés extérieurs, le développement des activités commerciales, renforcer le transport de personnes et des biens qui sera mieux organisés et plus rapides, l'accès aux services (enseignement, soins médicaux, services communautaires). La réhabilitation des pistes rurales va faciliter l'écoulement de la production et augmenter les échanges intra et interrégionaux. En plus, ces pistes et ces infrastructures à réhabiliter permettront de relier les zones enclavées jusque-là inaccessible pour être mises en valeur.

***Impacts positifs des infrastructures de stockage et de conditionnement***

La mise en place des unités de stockage et de conditionnement va améliorer positivement la qualité et la gestion des productions et, partant des semences. Les magasins et silos de stockage permettent la sécurisation de la récolte contre les insectes et autres rongeurs, la préservation de la qualité des produits, l'augmentation de la durée de conservation. Ces infrastructures permettent la préservation de la qualité des produits. Ainsi, elles participent à la sécurité alimentaire pour les populations rurales et la population en générale. Le magasin joue un double rôle dans les villages en fonction de la période. Après les récoltes, c'est l'endroit d'entreposage de la production en vue de la commercialisation. Juste avant l'hivernage, c'est le lieu de stockage des intrants et des semences traitées contre les insectes.

***Impacts positifs des installations de transformation***

Les infrastructures de transformation vont permettre la promotion, la sécurisation, la valorisation de la production agricole (végétale, animale) locale, l'écoulement et la commercialisation respectant les normes et conditions sanitaires. La transformation des fruits et légumes (exposés à la prolifération microbienne) permet de les garder dans état convenable de salubrité, de valeur nutritionnelle et d'acceptabilité organoleptique. La transformation des fruits et légumes procure aussi des emplois et des revenus aux groupements de femmes qui sont les principales bénéficiaires.

***Impacts positifs de la construction de nouvelles infrastructures en appui aux guichets fonciers***

La construction de nouvelles infrastructures rentrant dans le cadre de l'appui aux guichets fonciers vont favoriser la sécurisation foncière des ménages et des producteurs dans leurs zones d'implantation.

***Impacts positifs des améliorations génétiques***

L'utilisation des améliorations génétiques permettra d'améliorer les rendements et les productions agricoles, l'augmentation des revenus et la baisse de l'exode rural. La résistance conférée aux améliorations génétiques va permettre de réduire l'usage des pesticides agricoles, souvent très polluants.

**Tableau 21 : Synthèse des impacts positifs**

<b>Composantes</b>	<b>Activités</b>	<b>Impacts positifs</b>
Formation pour les producteurs et le personnel technique	Formation des producteurs et du personnel technique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration des connaissances sur les aspects agro écologiques ;</li> <li>• Préservation des risques de dégradation des sols ;</li> <li>• Optimisation des rendements ;</li> <li>• Accroissement de la maîtrise technique de la lutte intégrée ;</li> <li>• Meilleure gestion de la pollution liée à l'utilisation des pesticides ;</li> <li>• Adoption de techniques alternatives à l'utilisation des pesticides.</li> </ul>
	Unités de transformations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Valorisation des productions locales</li> <li>• Limitation des pertes</li> <li>• Bonne conservation des produits</li> <li>• Conquête du marché international</li> </ul>

Composantes	Activités	Impacts positifs
Améliorations technologiques		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégration industrielle</li> </ul>
	Appui à la filière fruits et légumes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intensification de la production ;</li> <li>• Amélioration de l'organisation et de la structuration de la filière ;</li> <li>• Production de semences certifiées ;</li> <li>• Meilleur usage des fertilisants et des traitements phytosanitaires ;</li> <li>• Amélioration des aménagements et renforcement de l'accès à l'eau ;</li> <li>• Encadrement et meilleure maîtrise des cycles de maturation ;</li> <li>• Accroissement de la production et renforcement de la mécanisation par le biais de l'agrobusiness ;</li> <li>• Amélioration des techniques de transformation, de conservation et d'emballage</li> </ul>
	Filière litchi	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration de l'entretien des plants ;</li> <li>• Renouvellement du capital productif par la plantation de nouveaux pieds ;</li> <li>• Amélioration de l'organisation et la structuration de la filière.</li> </ul>
	Filière épices (girofle, poivre, gingembre, ...)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Restauration du capital productif par le renouvellement des plantations vieillissantes ;</li> <li>• Amélioration de l'entretien des plants ;</li> <li>• Amélioration des techniques de production ;</li> <li>• Promotion des variétés améliorées et plus productifs ;</li> <li>• Meilleur contrôle des maladies et parasites dont (<i>l'adreta</i>, le dépérissement du poivrier, le <i>bahatoka</i>) ;</li> <li>• Amélioration des techniques de collecte ;</li> <li>• Vulgarisation de nouvelles technologies (alambic amélioré).</li> </ul>
	Filière lait et viande	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration en quantité et qualité de la production ;</li> <li>• Amélioration de la production de viande ;</li> <li>• Renforcement du dispositif de lutte contre les maladies ;</li> <li>• Promotion de l'insémination artificielle ;</li> <li>• Equipement et capacitation des laboratoires.</li> </ul>
Appui aux services publics	Appui aux services publics	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration des prestations liées aux services de santé animale ;</li> <li>• Renforcement des moyens de luttés contre les nuisibles et protection des végétaux ;</li> <li>• Certification de la production aux normes internationales</li> </ul>
Sécurisation Foncière des exploitations familiales	Appui à la sécurisation foncière y compris la construction de nouvelles infrastructures en appui aux guichets fonciers	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sécurisation des exploitations familiales ;</li> <li>• Meilleure gestion de l'occupation foncière ;</li> <li>• Prévention des conflits fonciers ;</li> <li>• Dynamisation des guichets fonciers ;</li> </ul>
Transaction foncière inclusive et transparentes	Transaction foncière	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sécurisation du marché foncier ;</li> <li>• Amélioration de l'assurance des investisseurs agroindustriels ;</li> <li>• Renforcement du cadre juridique et institutionnel sur le foncier.</li> </ul>
Appui à la politique foncière et la promotion des investissements	Politique foncière et promotion des investissements	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Opérationnalisation de la politique foncière engagée par le pays ;</li> <li>• Renforcement des capacités de marketing auprès des investisseurs ;</li> <li>• Finalisation de plans d'occupation foncière.</li> </ul>

Composantes	Activités	Impacts positifs
Renforcement de la sauvegarde environnementale et sociale et de l'inclusion du genre	Renforcement de la sauvegarde environnementale et sociale	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Meilleure prise en compte des aspects environnementaux et sociaux du projet ;</li> <li>• Intégration des notions d'équité dans la mise en œuvre du projet ;</li> <li>• Meilleures prises en compte des femmes et des groupes vulnérables dans la conduite du projet.</li> </ul>
Maintenance des pistes rurales et réhabilitation d'infrastructures de désenclavement	Travaux de maintenance des pistes et de réhabilitation d'infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration des conditions de vie des populations ;</li> <li>• Facilitation et régularité de l'accès des populations aux marchés ;</li> <li>• Développement des activités commerciales ;</li> <li>• Meilleures dessertes des zones de production et d'accès aux services sociaux (école, centre de santé) ;</li> <li>• Meilleur écoulement de la production et augmentation des échanges ;</li> <li>• Meilleur accès et valorisation des zones enclavées ;</li> <li>• Création d'emplois HIMO.</li> </ul>
Infrastructures de stockage et de conditionnement	Travaux de construction d'infrastructures de stockage et de conditionnement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration de la qualité de gestion des productions et des semences ;</li> <li>• Renforcement de la sécurisation de la récolte contre les insectes et les rongeurs ;</li> <li>• Préservation de la qualité des produits par l'augmentation de la durée de conservation ;</li> <li>• Amélioration des pertes après récolte ;</li> <li>• Bonne conservation des produits et valorisation des produits locaux.</li> </ul>
Appui à l'amélioration génétique	Amélioration génétiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer les rendements et les productions agricoles,</li> <li>• La résistance conférée aux gènes améliorés va permettre de réduire l'usage des pesticides agricoles, souvent très polluants.</li> </ul>

### 5.3. Impacts environnementaux et sociaux négatifs globaux

De façon globale, les activités du projet vont avoir des incidences négatives certaines sur le cadre de vie des populations, les infrastructures socioéconomiques et les ressources naturelles, non seulement du fait des aménagements et infrastructures prévues, mais surtout avec l'afflux des investisseurs locaux, régionaux et même internationaux dans la zone pour bénéficier du projet. Les facteurs de risques environnementaux et sociaux majeurs du projet sont : (i) l'influence de la pollution par les activités agricoles sur la qualité des eaux de surface et sur le développement des autres activités connexes (eau potable ; pêche ; etc.) ; (ii) la pression démographique dans la zone, risquant d'induire une surcharge des infrastructures sociales de base ; (iii) la détérioration progressive de l'environnement en l'absence de mise en place d'un programme de conservation et de protection du milieu par le rejet des déchets solides et liquides ; (iv) l'occupation non autorisée (et non consensuelle) de terres appartenant aux populations locales (v) la réinstallation involontaire des occupants de terrain ou de propriétaires de terrain ; (vi) l'accroissement démographique qui va se traduire en exigences de besoins en terres. Cet afflux des investisseurs agricoles se traduira aussi par des besoins en infrastructures d'eau potable, d'assainissement, d'écoles et de centres de santé, mais aussi de renforcement des structures de sécurité publique (polices et de gendarmerie) existantes pour garantir la sécurité des biens et des personnes, et de tous autres services (récolte, commerce, crédit, etc.).

Les impacts environnementaux et sociaux négatifs du projet consécutifs aux activités des projets P-CASEF et AF-CASEF concerneront surtout : les risques d'érosion des sols (instabilité des sols) du fait des aménagements agricoles, la perte de végétation en cas de déboisements pour préparer les parcelles agricoles, les risques de pollutions et dégradations de la nappe et des cours d'eau liées à l'usage des pesticides et des engrais, les risques

liés au recours à l'amélioration génétique ; etc. Au plan social on pourrait assister à la recrudescence des tensions entre agriculteurs sur les problèmes fonciers ou entre éleveurs et agriculteurs liés à la divagation du bétail.

Ces activités pourraient avoir les catégories d'impacts suivants :

- Impacts négatifs des aménagements sur les ressources en eau et la dégradation des terres et la fertilité des sols ;
- Risques liés à la dégradation des ressources forestières ;
- Risques sanitaires liés aux aménagements agricoles et à l'utilisation des pesticides ;
- Impacts environnementaux liés à la maintenance des pistes et à la réhabilitation d'infrastructures de désenclavement ainsi qu'à la construction éventuelle de nouvelles infrastructures en appui aux Guichet Foncier ;
- Impacts environnementaux et sociaux liés aux travaux de construction des infrastructures de transformation des produits agricoles ;
- Impacts négatifs liés à la mise à disposition d'investisseurs une offre de terrains agricoles.

#### **5.4. Impacts environnementaux et sociaux négatifs spécifiques**

##### ***Impacts négatifs des améliorations technologiques autour des filières d'agriculture commerciale***

###### La filière fruits et légumes

L'usage non maîtrisé de paquets technologiques constitués d'engrais chimiques et de pesticides pour une intensification agricole pourrait être dommageable à l'environnement. Ces engrais et pesticides mal utilisés par des producteurs pourraient alors entraîner des risques sanitaires au sein des populations rurales ou bien être des sources de pollutions/nuisances ou contamination des sols et eaux de surface et de nappe des écosystèmes ruraux. Une utilisation à grande échelle des paquets technologiques pourrait conduire à une demande croissant en terres agricoles. Ce qui serait une source de compétition foncière entre agriculteurs et pasteurs, ou entre villages ou entre communautés rurales. Cette demande croissante de terres agricoles pourrait se faire aux dépens des formations forestières et entraîner une déforestation.

S'ils sont mal appliqués par les producteurs, certaines variétés de semences, diffusées à grande échelle aux dépens de variétés locales, peuvent entraîner l'abandon d'anciennes variétés, et partant, conduire à une réduction de la biodiversité floristique.

###### La filière vanille

L'amélioration de la productivité et de la structuration de la filière vanille si elle aboutit à une augmentation sensible des revenus des acteurs pourraient entraîner un intérêt plus croissant des populations autour de la filière. Cette situation risque d'entraîner un abandon progressif des cultures vivrières au profit des cultures de rente. Cela pourrait déboucher également sur une pression plus accrue sur les ressources foncières et forestière dû à l'extension des plantations. Par ailleurs, si des mesures de sécurité de sont pas renforcées on assistera à une recrudescence des vols et agressions autour des plantations.

###### La filière litchi

L'organisation de la filière, le renouvellement des plants et l'amélioration de l'entretien des plants risques d'augmenter la production de litchi. Si de nouveaux circuits de commercialisation et nouvelles débouchées ne sont pas identifiés dans le cadre du projet on risque d'assister à une surproduction et à une mévente de la production. Aussi, les pertes récurrentes de production risquent de décourager les producteurs et engendrer une léthargie de la filière.

###### La filière épices (girofle, poivre, gingembre)

La relance de la filière épice aura entre autres incidences négatives une pression supplémentaire sur le capital productif notamment pour le girofle. On assistera à une intensification de l'ébranchage des plants, une surexploitation des clous pour répondre à la demande des marchés internationaux. Cela aura comme conséquence immédiate l'accroissement de la mortalité des plants du fait du stress permanent auxquels ils sont soumis. L'augmentation de la demande et la forte mortalité des plants risque d'entraîner des incursions des collecteurs au niveau des aires protégées notamment le parc de Zahamena. De même l'exploitation de l'huile selon les procédés non améliorés des alambics pourrait accentuer le déboisement. En ce qui concerne le gingembre et le poivre leur intensification pourrait engendrer un usage excessif d'intrants et de pesticides qui pourraient être préjudiciable à l'environnement : pollution des eaux de surface, des eaux souterraines.

#### La filière lait et viande

Avec l'introduction d'un cheptel géniteur on pourrait craindre une disparition des races locales au profit d'autres qui pourraient ne pas être adaptées aux réalités locales.

L'amélioration génétique des races bovines implique un changement du mode d'élevage qui passera d'un système extensif vers système intensif qui suppose la stabulation. La stabulation est source de dégagement d'odeur, de production de méthane, d'une importante production de déchets pouvant polluer les eaux de surface et souterraine. Ces impacts seront très faibles comptes tenus de la taille de ces activités dans les communautés rurales.

Le bétail et les effluents d'élevage produisent des gaz. Certains restent d'intérêt local comme l'ammoniaque, tandis que d'autres, comme le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), le méthane (CH<sub>4</sub>), l'oxyde d'azote (N<sub>2</sub>O) et d'autres gaz (gaz à effet de serre), ont une influence sur l'atmosphère et contribuent au réchauffement de la planète et aux changements climatiques.

#### ***Impact négatif de l'appui aux services publics***

L'appui et la mise en place de laboratoires vétérinaires pour les activités de santé vétérinaire ainsi que la construction éventuelle de nouvelles infrastructures en appui aux Guichet Foncier peuvent également entraîner des effets écologiques préjudiciables s'ils ne sont pas bien gérés. En effet, on pourrait craindre la production de déchets biomédicaux issus des postes vétérinaires, des centres et autres parcs de vaccination du bétail. Ces structures de santé animale devront disposer d'infrastructures de collecte et d'élimination écologique de ces types de déchets. De même, la mise à disposition de produits phytosanitaires pour les services de protection des végétaux sans système adéquat de conservation et d'élimination des emballages pourrait entraîner des risques d'accidents par intoxication.

#### ***Impact négatif du financement des filières***

L'arrivée massive des investisseurs dans les zones d'intervention du projet va entraîner une intensification des activités agricoles et de transformation. L'augmentation des activités agricoles va engendrer une pression sur les ressources en terres, favoriser le déboisement et exposer les sols aux risques d'érosion hydrique par lessivage et éolienne. L'usage des engrais chimiques et des pesticides sera accru et risque d'entraîner la pollution des eaux de surface et souterraines. L'introduction de la mécanisation à grande échelle risque fragiliser les systèmes de production traditionnelle.

Au plan social, l'absence d'équité et de transparence, ainsi que la discrimination dans la procédure d'allocation et d'appui aux Activités génératrices de revenus pourraient entraîner des conflits sociaux et des jalousies chez les non bénéficiaires, pouvant compromettre l'atteinte des résultats escomptés par le projet. Pour cela, un accent devra être porté sur l'appui des femmes et surtout des femmes veuves qui éprouvent des difficultés à trouver de la main d'œuvre agricole.

#### ***Impacts négatifs liés à la réinstallation involontaire***

La réinstallation involontaire a pour conséquence la perte de terre et/ou de bâti; la perte temporaire ou définitive d'activités, la perte de récolte, d'arbres ; la perte de patrimoine (kiosques, cantines, magasins) ; la perte de sources de revenus ou de moyens d'existence, la restriction d'accès à des sources de revenus et les

déplacements temporaires ou définitifs de personnes implantées sur les emprises du projet. La réinstallation involontaire pourrait engendrer des impacts sociaux négatifs sur les personnes et les biens.

#### ***Impact négatif de la sécurisation foncière des exploitations familiales***

La sécurisation foncière par la délivrance de certificat foncier aux exploitations familiales aura comme effets négatifs immédiats le risque de bradage des terres. En effet, la situation de pauvreté et besoin d'argent pour résoudre des problèmes domestiques pourrait pousser certains ménages à vendre ou à mettre en gage leurs certificats fonciers. Cette situation risque d'augmenter la vulnérabilité des ménages.

#### ***Impact négatif des transactions foncières***

La mise en relation directe entre investisseurs, autorités locales et communautés rurales pour des transactions foncières dites équitables pourrait poser un problème d'asymétrie dans les rapports de négociation entre les parties. En effet, les investisseurs généralement étant des acteurs pourvus de puissants moyens financiers feront face à des autorités et populations locales avec de faibles ressources et de faibles capacités de négociation qui pourrait entraîner une transaction certes équitable dans la forme mais dans le fond apparaîtra comme une spoliation.

#### ***Impact négatif de la politique foncière et de la promotion des investissements***

Mal conçue, la politique foncière risque d'entretenir une tension sociale relativement profonde qui risque de compromettre la mise en œuvre du projet. De même, si la mise en œuvre de la politique ne cadre pas avec les besoins et aspirations des communautés locales cela risque de déboucher sur un échec de la réforme et un blocage des investissements dans le domaine agricole.

#### ***Impact négatif de la maintenance des pistes rurales et de la réhabilitation d'infrastructures de désenclavement***

La maintenance des pistes rurales et la réhabilitation des infrastructures de désenclavement induit certains inconvénients tels les émissions de poussières, l'ouverture de nouvelles carrières, la perturbation d'activités agricoles, la dégradation des habitats, la destruction de portions de champs de culture ou l'installation de base de vie sur des terrains privés. Aussi, la présence des manœuvres étrangers peut susciter un développement des risques de propagation des IST/SIDA. En phase d'exploitation, l'accroissement du trafic à travers les villages peut engendrer des accidents notamment chez les enfants.

#### ***Impacts négatifs des infrastructures de stockage et de conditionnement***

Une fois que le site a été bien identifié, les impacts environnementaux négatifs des travaux proviendront surtout de la construction des installations de stockage et de conditionnement: abattage d'arbres pour dégager les sites ; érosion du sol, pollution du sol et de l'eau, perte de végétation, perturbation du cadre de vie, génération de déchets de chantier; occupations de terrains privés, etc.

#### ***Impacts négatifs des installations de transformation***

La transformation de fruits et légumes s'accompagne par une pollution organique des eaux de lavage. Si l'énergie nécessaire pour les méthodes thermiques de conservation est fournie par le bois, ceci peut mener à une exploitation abusive des ressources forestières.

#### ***Impacts négatifs des améliorations génétiques***

Des améliorations génétiques pourraient être utilisées par certains investisseurs privés dans les cultures horticoles et fruitières. Pour l'environnement, on peut craindre le risque de dissémination incontrôlée des gènes dans la nature et la transmission de résistance par exemple aux mauvaises herbes ; le risque de perturbation de la biodiversité avec risque de sélection d'individus non contrôlables. Dans l'agriculture, on craindra le risque d'accroissement de la perte de diversité génique des espèces cultivées mais aussi le risque que les nouveaux gènes (plantes transgéniques à haute valeur ajoutée) supplantent les espèces agricoles localement cultivées.

**Tableau 22 : Synthèse des impacts négatifs**

Composantes	Activités	Impacts négatifs
Améliorations technologiques	Unités de transformations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de la pollution des eaux</li> <li>• Accroissement du déboisement</li> <li>• Nuisances sonores</li> </ul>
	Appui à la filière fruits et légumes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Utilisation d'engrais chimiques et de pesticides ;</li> <li>• Risques de pollution des eaux de surface et souterraines ;</li> <li>• Contamination du sol et des écosystèmes ruraux</li> <li>• Pression sur les ressources foncières ;</li> <li>• Augmentation de la déforestation ;</li> <li>• Pertes de biodiversité floristiques du fait de l'usage excessif de semences améliorées.</li> </ul>
	Filière vanille	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque d'abandon des cultures vivrières au profit des cultures de rente ;</li> <li>• Pression accrût sur les ressources foncières et forestières ;</li> <li>• Recrudescences des cas vols et d'agression</li> </ul>
	Filière litchi	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque de surproduction ;</li> <li>• Risque de mévente de la production ;</li> <li>• Risque d'abandon de la filière.</li> </ul>
	Filière épices (girofle, poivre, gingembre, )	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pression supplémentaire sur le capital productif ;</li> <li>• Intensification de l'ébranchage des plants ;</li> <li>• Surexploitation des clous de girofles ;</li> <li>• Accroissement de la mortalité des plants ;</li> <li>• Renforcement du déboisement pour l'extraction de l'huile ;</li> <li>• Augmentation de l'usage des engrais et des pesticides.</li> </ul>
	Filière lait et viande	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque de disparition de la race locale qui est plus rustique et plus résistante ;</li> <li>• Nuisance olfactive et production de méthane ;</li> <li>• Production de déchets ;</li> <li>• Emission de gaz à effet de serre (CO<sub>2</sub>, CH<sub>4</sub>, N<sub>2</sub>O)</li> </ul>
Appui aux services publics	Appui aux services publics	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de la pression sur les ressources en terres ;</li> <li>• Accroissement du déboisement ;</li> <li>• Augmentation de l'usage des pesticides et engrais chimiques ;</li> <li>• Fragilisation les systèmes ruraux de production ;</li> <li>• Risque de conflits en cas de discrimination dans la procédure d'allocation des AGR ;</li> </ul>
Sécurisation Foncière des exploitations familiales	Appui à la sécurisation foncière	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque de bradage des terres ;</li> <li>• Risque de transactions douteuses avec le certificat</li> </ul>
Transaction foncière inclusive et transparentes	Transaction foncière	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque de bradage des terres ;</li> <li>• Contrat en défaveur de l'intérêt des populations ;</li> </ul>
Appui à la politique foncière et la promotion des investissements	Politique foncière et promotion des investissements	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque de résurgence des tensions sociales ;</li> <li>• Echec de la réforme foncière ;</li> <li>• Blocage des investissements dans le domaine agricole.</li> </ul>
Appui à la politique foncière et la	Activités pilotes relatives aux Agropôles / ZIA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de terre et/ou de bâti ;</li> <li>• Perte temporaires ou définitives d'activités, la perte de récolte, d'arbres ;</li> </ul>

Composantes	Activités	Impacts négatifs
promotion des investissements		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de patrimoine (kiosques, cantines, magasins) ;</li> <li>• Perte de sources de revenus ou de moyens d'existence,</li> <li>• Restriction d'accès à des sources de revenus et de déplacements temporaires ou définitifs de personnes implantées sur les emprises du projet.</li> <li>• Impact négatif relatif à la construction de nouvelles infrastructures en appui au guichet foncier</li> </ul>
Maintenance des pistes rurales et réhabilitation d'infrastructures de désenclavement	Travaux de maintenance des pistes et de réhabilitation d'infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Emission de poussière due à l'activité des engins ;</li> <li>• Ouverture de nouvelles carrières ;</li> <li>• Destruction de portions de champs</li> <li>• Abattage d'arbres ;</li> <li>• Risque d'accidents ;</li> <li>• Risques de conflits ;</li> <li>• Risque de propagation des MST/SIDA</li> <li>• Risque relative à la VBG/ASE</li> </ul>
Infrastructures de stockage et de conditionnement et nouvelles infrastructures en appui aux Guichets Fonciers	Travaux de construction d'infrastructures de stockage et de conditionnement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de pollutions du milieu par les déchets issus des travaux</li> <li>• Désagréments et nuisances liées au mauvais choix des sites</li> <li>• Dégradation de la végétation et des sols liés à l'ouverture et l'exploitation de carrières</li> <li>• Nuisances et risques d'accidents liés à la circulation des véhicules et engins de travaux</li> <li>• Déplacement temporaire et risques de conflits sociaux liés à l'acquisition des sites</li> <li>• Risques de dégradation des ressources en eau locales lors des travaux</li> </ul>
Appui à l'amélioration génétiques	Amélioration génétiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque de dissémination incontrôlée des gènes ;</li> <li>• Transmission de résistance aux mauvaises herbes ;</li> <li>• Risque de perturbation de la biodiversité ;</li> <li>• Risque de perte de la diversité génétique au plan agricole ;</li> </ul>

### 5.5. Impacts négatifs cumulatifs des activités du projet

En plus des impacts environnementaux et sociaux négatifs des activités du projet, la présente étude prend en compte les impacts négatifs cumulatifs provenant des nombreux programmes et projets en cours dans la zone (implantation d'Agropoles / ZIA, Intervention du projet FARMAPROD, Intervention de l'Agrobusiness). En effet, si la plupart des activités à réaliser peuvent avoir des effets négatifs peu significatifs pris individuellement, la conjugaison de plusieurs effets négatifs aussi bien sur le milieu biophysique que socioéconomique peut, à la longue, entraîner des conséquences fâcheuses du fait de leur accumulation. Les effets cumulatifs sont les changements subis par l'environnement en raison d'une action combinée avec d'autres actions humaines passées, présentes et futures. Deux cas de figure peuvent se présenter : (i) la multiplication de projets similaires (identiques), réalisés en même temps ou successivement et ayant les mêmes effets négatifs mineurs ou modérés sur une zone donnée, mais dont le cumul peut s'avérer néfaste pour le milieu ; (ii) la réalisation de projets différents, générant des impacts individuels négatifs mineurs ou modérés, mais dont l'effet cumulatif peut s'avérer néfaste pour le milieu. Par exemple, le développement d'une dépression (bas-fonds) dans un bassin hydrographique pourrait avoir un impact limité. Cependant, le développement de la majorité des dépressions naturelles pourrait changer la nature du bassin hydrographique et ceci exigerait une plus large évaluation.

### 5.6. Impacts des changements climatiques

La pluviométrie et la température constituent les deux paramètres climatiques qui ont le plus grand impact climatique sur les ressources et les principaux secteurs d'activités du fait de leur tendance évolutive et surtout

de leur variabilité inter annuelle et intra saisonnière. Les changements climatiques prévus (hausse des températures extrêmes, augmentation des déficits pluviométriques, fréquence des cyclones et de la violence des précipitations) ont potentiellement des conséquences désastreuses pour le pays, reposant aussi sur l'agriculture pluviale. Les effets négatifs les plus attendus sont : la baisse et la forte variabilité de la pluviométrie, la hausse des températures seront à l'origine de sécheresses, de famines, d'inondations, de maladies d'origine hydrique pouvant affecter gravement la vie et la santé des couches les plus démunies et les franges très vulnérables de la population.

### 5.7. Mesures d'atténuation des impacts négatifs du CASEF

Les mesures ci-dessous d'atténuation des impacts environnementaux et sociaux négatifs sont proposées pour les différentes activités des projets P-CASEF et AF-CASEF qui risquent d'avoir des incidences négatives sur l'environnement biophysique et socioéconomique.

**Tableau 23 : Check List des mesures d'atténuation**

Activités	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation
Unités de transformations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de la pollution des eaux</li> <li>• Accroissement du déboisement</li> <li>• Nuisances sonores</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Application des dispositions du Plan de Gestion des Pestes et Pesticides ;</li> <li>• Application et respect des bonnes pratiques agricoles et des itinéraires techniques ;</li> <li>• Respecter les horaires de travail</li> </ul>
Appui à la filière fruits et légumes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Utilisation d'engrais chimiques et de pesticides ;</li> <li>• Risques de pollution des eaux de surface et souterraines ;</li> <li>• Contamination du sol et des écosystèmes ruraux</li> <li>• Pression sur les ressources foncières ;</li> <li>• Augmentation de la déforestation ;</li> <li>• Pertes de biodiversité floristiques du fait de l'usage excessif de semences améliorées.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Application des dispositions du Plan de gestion des pestes et pesticides</li> <li>• Contrôle rigoureux des pesticides distribués ;</li> <li>• Elimination des pesticides obsolètes</li> <li>• Respect des doses de pesticides prescrites</li> <li>• Maîtrise des périodes d'application des pesticides</li> <li>• Promotion de l'usage de la fumure organique</li> <li>• Formation des acteurs sur l'utilisation des intrants</li> <li>• Respect scrupuleux des recommandations pour l'usage des engrais et des pesticides</li> <li>• Promouvoir la lutte biologique</li> <li>• Utilisation rationnelle d'engrais et pesticides</li> <li>• Sensibilisation et formation des producteurs</li> <li>• Promotion de la culture biologique intensive</li> <li>• Contrôle de l'extension des aménagements agricoles</li> <li>• Restauration des sols dégradés</li> </ul>
Filière vanille	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque d'abandon des cultures vivrières au profit des cultures de rente ;</li> <li>• Pression accrût sur les ressources foncières et forestières ;</li> <li>• Recrudescences des cas vols et d'agression</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibilisation et formation des producteurs sur l'importance des cultures vivrières ;</li> <li>• Contrôle de l'extension des plantations de vanille ;</li> <li>• Renforcement des mesures de sécurité durant les campagnes de collecte</li> </ul>
Filière litchi	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque de surproduction ;</li> <li>• Risque de mévente de la production ;</li> <li>• Risque d'abandon de la filière.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Recherche de nouveaux débouchés pour l'exportation ;</li> <li>• Promotion de la transformation locale du litchi ;</li> <li>• Renforcer l'encadrement et la motivation des producteurs</li> </ul>
Filière épices (girofle, poivre, gingembre, )	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pression supplémentaire sur le capital productif ;</li> <li>• Intensification de l'ébranchage des plants ;</li> <li>• Surexploitation des clous de girofles ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Restauration du capital productif par le reboisement ;</li> <li>• Appui à la mise en place de pépinières communautaires ;</li> <li>• Sensibilisation et formation des producteurs sur les techniques d'élagage ;</li> </ul>

Activités	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accroissement de la mortalité des plants ;</li> <li>• Risque d'incursion dans les aires protégées ;</li> <li>• Renforcement du déboisement pour l'extraction de l'huile ;</li> <li>• Augmentation de l'usage des engrais et des pesticides.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibilisation et formation sur l'exploitation des clous de girofles ;</li> <li>• Suivi phytosanitaire par les services de protection des végétaux ;</li> <li>• Appuyer l'acquisition d'alambics améliorés ;</li> <li>• Reboisement d'espèces à croissance rapide pour la combustion (eucalyptus)</li> <li>• Respect des doses de pesticides prescrites</li> <li>• Maîtrise des périodes d'application des pesticides</li> </ul>
Filière lait et viande	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque de disparition de la race locale qui est plus rustique et plus résistante ;</li> <li>• Nuisance olfactive et production de méthanes</li> <li>• Risques de contamination des produits laitiers (insalubrité des lieux, qualité des installations, défaut de conditionnement, etc.) ;</li> <li>• Production de déchets et mission de gaz à effet de serre (CO<sub>2</sub>, CH<sub>4</sub>, N<sub>2</sub>O)</li> <li>• Risques de transmission de maladies (peste, bovine)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Préservation de la race locale</li> <li>• Gestion rationnelle des déchets issus des étables ;</li> <li>• Valorisation du fumier dans l'agriculture ;</li> <li>• Contrôle et suivi hygiénique des activités laitières</li> <li>• Gestion de la salubrité des sites, contrôle du conditionnement, etc.</li> <li>• Suivi sanitaire du bétail</li> <li>• Application des mesures du Plan de gestion des pestes du CASEF</li> </ul>
Appui aux services publics pour attirer l'investissement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de la pression sur les ressources en terres ;</li> <li>• Accroissement du déboisement ;</li> <li>• Augmentation de l'usage des pesticides et engrais chimiques ;</li> <li>• Fragilisation les systèmes ruraux de production ;</li> <li>• Risque de conflits en cas de discrimination dans la procédure d'allocation des AGR ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Finalisation des PLOF et respect scrupuleux des zones dédiées à l'agrobusiness ;</li> <li>• Encourager l'éco foresterie et le reboisement compensatoire ;</li> <li>• Respects des dispositions du plan de gestion des pestes et pesticides ;</li> <li>• Sensibilisation et formation sur le label bio ;</li> <li>• Mise place d'aménagement respectueux des écosystèmes ruraux ;</li> <li>• Sensibiliser les critères d'éligibilité au micro crédit pour les producteurs</li> </ul>
Appui à la sécurisation foncière	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque de bradage des terres ;</li> <li>• Risque de transactions douteuses avec le certificat ;</li> <li>• Risque de conflit social ;</li> <li>• Risque afférent à la construction de nouvelles infrastructures en appui aux guichets fonciers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibiliser les producteurs sur l'importance de sécurisation foncière ;</li> <li>• Encadrer l'usage des certificats fonciers ;</li> <li>• Formation des usagers sur la gestion de l'eau</li> </ul>
Appui à la décentralisation de la gestion foncière de la certification foncière	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque d'empiètement des certificats fonciers sur des terrains déjà titrés ou vice-versa étant donnée l'incomplétude (des couches titre foncier ou cadastre détériorés ou non – répertoriés) ou l'imprécision du PLOF initial, ainsi que l'absence de mise à jour et d'échange de données du PLOF. Cette situation porte préjudice soit au propriétaire du titre ou du certificat foncier.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Collaboration avec l'administration foncière pour un recoupement entre les plans des titres fonciers et le parcellaire de demande de Certificat Foncier avant la délivrance de Certificat Foncier (En cas d'empiètement, l'antériorité prime).</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque de conflit au niveau de l'attribution du terrain (Possibilité d'erreurs dans la reconnaissance de l'ayant-droit légitime (qui peut ne pas</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prévision dans les procédures des risques d'empiètement ou de fraudes : affichage public en guise d'information sur les procédures et les actions en cours, sensibilisation sur la mise en œuvre des opérations ;</li> </ul>

Activités	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation
	<p>être informé du processus) et dans la saisie des informations.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Refus de la demande de CF en cas de non-conformité avérée ;</li> <li>• Consolidation de l'information et la sensibilisation ;</li> <li>• Contrôle-qualité interne par l'assistance technique ;</li> <li>• Respect des procédures ;</li> <li>• Vérification, suivi et contrôle des activités (vérification des PLOF, des codes des parcelles et des codes des formulaires de demande, vérification avant l'inscription du certificat foncier).</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les conseillers communaux, par manque de formation ou par réflexe de "solidarité sociale", évitent de prononcer une sentence arbitrale qui tranche en faveur de l'une ou de l'autre partie en cas de litige. Ceci a pour effet de laisser le dossier en souffrance pendant plusieurs mois ou années.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation des conseillers communaux,</li> <li>• Information des propriétaires sur leurs droits et appui sur des bons témoignages,</li> <li>• Information sur la possibilité de recours au niveau du tribunal en cas d'insatisfaction</li> <li>• Déclenchement du Mécanisme de gestion des plaintes et traitement au plus tôt</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Détérioration des informations et données foncières (c.à.d. inscriptions dans le registre parcellaire, sauvegarde des limites dans le PLOF) sur les terrains déjà certifiés, qui peut être liée à 1) des mauvaises conditions d'archivage, 2) au départ et remplacement des Maires/ Agents du Guichet Foncier (GF) sans passation, 3) à la fermeture puis réouverture du GF , 4) à des cataclysmes naturels – incendies, inondations, cyclones, 5) à une panne d'ordinateur ou effacement des données</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sauvegardes numériques à plusieurs endroits et à différents niveaux : Communes, Assistance Technique (durant leur contrat), Services Fonciers Régionaux – et plus tard, dans le cadre du financement additionnel, sur un dispositif décentralisé en réseau national, régional et communal</li> <li>• Mise en œuvre effective des modalités de passation en cas de remplacement de personnes</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'obligation de résultats chiffrés du projet dans une période courte peut conduire le personnel du projet à se substituer au personnel communal, ou à imposer au maire sa conduite, et porter préjudice au principe de décentralisation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Vérification de l'application d'une approche faire-faire préconisée, l'implication des Communes à travers des conventions, identifiant les responsabilités des parties dans la mise en œuvre des actions ;</li> <li>• Mise en place d'un mécanisme de partage d'informations efficace afin de tenir les acteurs locaux (Maires et Agent des Guichets Foncier / AGF) informés de l'évolution des activités afin que chacun puisse prendre ses responsabilités</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Possibilité de certification des terrains appartenant au domaine public (littoral, zones de pas géométrique) ou au domaine privé de l'Etat (terrain non – occupé) par le Maire dû au manque de formation ou de façon volontaire.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Information des Communes sur la caducité du certificat foncier délivré dans le domaine public,</li> <li>• Implication de l'administration foncière dans la vérification et le contrôle qualité avant l'établissement du Certificat Foncier</li> </ul>
Transaction foncière	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque de bradage des terres ;</li> <li>• Contrat en défaveur de l'intérêt des populations ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au niveau des textes en cours de conception : favorisation de la location sécurisée sur de grandes superficies, plutôt que la vente, octroyant un droit définitif ;</li> <li>• Dans la pratique, favorisation de l'agriculture contractuelle ;</li> <li>• Sensibilisation des producteurs sur l'importance de sécurisation foncière ;</li> </ul>

Activités	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Accompagnement des communes dans la négociation avec les investisseurs</li> </ul>
Politique foncière et promotion des investissements	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risque de résurgence des tensions sociales ;</li> <li>Echec de la réforme foncière ;</li> <li>Blocage des investissements dans le domaine agricole.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Finalisation de la réforme foncière et attribution des certificats fonciers dans la transparence ;</li> <li>Implication des divers acteurs la mise en œuvre ;</li> <li>Finalisation des PLOF et adhésion des acteurs à la réforme</li> </ul>
Activités pilotes relatives aux Zones d'Investissement Agricole (ZIA) / Agropoles	<ul style="list-style-type: none"> <li>Perte de terre et/ou de bâti ;</li> <li>Perte temporaires ou définitives d'activités, la perte de récolte, d'arbres ;</li> <li>Perte de patrimoine (kiosques, cantines, magasins) ;</li> <li>Perte de sources de revenus ou de moyens d'existence,</li> <li>Restriction d'accès à des sources de revenus et de déplacements temporaires ou définitifs de personnes implantées sur les emprises du projet.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sécuriser les propriétaires avant l'installation d'investisseurs,</li> <li>Favoriser l'agriculture contractuelle sécurisée par des contrats,</li> <li>Appliquer les dispositions du CPR en cas de pertes d'actifs ;</li> <li>Développer un PAR/PSR et mettre en œuvre</li> </ul>
Travaux de maintenance des pistes et de réhabilitation d'infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> <li>Emission de poussière due à l'activité des engins ;</li> <li>Ouverture de nouvelles carrières ;</li> <li>Production de déchets</li> <li>Dégradation des habitats ;</li> <li>Destruction de portions de champs</li> <li>Abattage d'arbres ;</li> <li>Risque d'accidents ;</li> <li>Risques de conflits</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Gestion des eaux notamment lors des constructions d'infrastructures de franchissement des eaux ;</li> <li>Préservation de la qualité et de l'écoulement de l'eau ;</li> <li>Arrosage régulier de la piste lors des travaux ;</li> <li>Mise en place de dispositif contre l'érosion ;</li> <li>Remise en état des carrières après les travaux ;</li> <li>Sensibilisation et protection du personnel et fourniture et port des équipements individuels de protection (casques, botte, tenue, gants, masques, lunettes, etc.) ;</li> <li>Mise en place de réseau d'assainissement ;</li> <li>Gestion écologique des déchets de chantier (installation de bacs à ordures, collecte régulière, valorisation et évacuation vers des sites autorisés)</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risque de propagation des MST/SIDA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibilisation sur le respect des us et coutumes locales, sur le comportement sexuel responsable</li> <li>Sensibilisation sur les IST/VIH/SIDA</li> <li>Distribution de préservatifs</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risque relatif à la VBG/ASE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mécanisme de gestion de plaintes capturant les aspects de VBG/ASE ;</li> <li>Développement d'un protocole de prise en charge des violences et abus sexuels envers les femmes et les enfants.</li> <li>Collaboration étroite avec des organismes spécialisés (ex. Cellule d'écoute et de Conseils juridiques auprès du Ministère chargé de la Population, de la Protection Sociale, et de la Promotion de la Femme, Associations ou ONG, plateforme) pour la prise en charge des cas de violences basées sur le genre, entre autres « toutes activités spécifiques de sensibilisation, mobilisation et prise en charge de cas » dans le cadre du projet.</li> <li>Insertion de la Code de conduite dans les contrats des travailleurs</li> </ul>

Activités	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation
Travaux de construction d'infrastructures de stockage et de conditionnement et incluant la construction de nouvelles infrastructures en appui aux Guichets Fonciers	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de pollution du milieu par les déchets issus des travaux</li> <li>• Désagréments et nuisances liées au mauvais choix des sites</li> <li>• Risques de dégradation des ressources en eau locales lors des travaux ;</li> <li>• Dégradation de la végétation et des sols liés à l'ouverture et l'exploitation de carrières</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion écologique des déchets de chantier (tri des déchets, installation de bacs à ordures, collecte régulière, valorisation en favorisant la récupération et évacuation vers des sites autorisés) ;</li> <li>• Mise en place d'un système de gestion des déchets</li> <li>• Priorisation des carrières déjà ouvertes ;</li> <li>• Réhabilitation des sites après exploitation ;</li> <li>• Reboisement compensatoire</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nuisances et risques d'accidents liés à la circulation des véhicules et engins de travaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Signalisation du chantier et de base vie</li> <li>• Limitation de vitesse des véhicules</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Déplacement temporaire et risques de conflits sociaux liés à l'acquisition des sites</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Application des dispositions du CPR en cas de pertes d'actifs et/ou d'arrêt temporaires d'activités ;</li> <li>• Préparation d'un PAR ou d'un PSR en cas d'acquisition de terrain.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque MST/SIDA, VBG</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibilisation sur les IST/VIH/SIDA et VG (voir aussi mesure ci-dessus) ;</li> <li>• Distribution de préservatifs ;</li> <li>• Sensibilisation sur le respect des us et coutumes locales et de compensation et application des recommandations</li> </ul>
Amélioration génétiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque de dissémination incontrôlée des gènes ;</li> <li>• Transmission de résistance aux mauvaises herbes ;</li> <li>• Risque de perturbation de la biodiversité ;</li> <li>• Risque de perte de la diversité génétique au plan agricole ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibilisation des investisseurs et producteurs sur le respect dispositions nationales et internationales sur l'utilisation des gènes améliorés et la mise en œuvre du Protocole de Cartagena ;</li> <li>• Eviter les risques de dispersion des gènes améliorés ;</li> <li>• Evaluation, analyse et suivi de la santé humaine et animale.</li> </ul>

## 5.8. Mesures environnementales et sociales pour les activités du CASEF

Il convient de souligner que compte tenu de la nature des activités d'appui qui sont prévues pour les différentes filières à savoir : formation, encadrement, organisation et structuration des filières, fourniture d'intrants (engrais, pesticides) petits équipements de production etc. Ces activités ne vont pas requérir des études d'impacts environnementaux. Tout au plus l'application de simples mesures environnementales devra suffire pour encadrer la mise en œuvre des activités et intégrer les aspects environnementaux et sociaux conformément aux différentes mesures de sauvegardes déclenchées par le CASEF et à la législation nationale. Sous ce rapport, les opérateurs avec lesquels le projet devra contractualiser : ONG, OCB, service de étatiques et structures privées devront respecter ces directives environnementales et sociales proposées en annexe 5 du présent rapport de CGES des projets P-CASEF et AF-CASEF.

## 6. CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DE GESTION ENVIRONNEMENTALE

Le présent chapitre décrit le cadre politique, juridique, réglementaire et présente un aperçu des politiques de sauvegarde environnementales et sociales de la Banque mondiale, applicables au projet CASEF ainsi qu'une discussion des conditions requises par les différentes politiques.

### 6.1. Politique environnementale et sociale nationale

#### 6.1.1. La Politique Nationale de l'Environnement

La politique nationale de l'environnement de la république de Madagascar, contenue dans la Charte de l'environnement, est l'instrument stratégique de sa mise en œuvre. La mission fondamentale de cette politique est de « réconcilier la population avec son environnement en vue d'un développement durable ». Cet instrument préconise d'aborder la gestion de l'Environnement sous l'angle de sept stratégies spécifiques :

- Dynamiser le cadre institutionnel en insufflant un esprit nouveau aux administrations et en leur faisant prendre conscience de leurs responsabilités ;
- Redéfinir le rôle de l'État en le centrant sur des fonctions d'orientation, d'information, d'appui, de suivi et d'évaluation et ainsi manifester le principe voulant que la gestion de l'environnement soit attribuée conjointement à l'État, aux collectivités décentralisées, aux ONG, aux entreprises ainsi qu'à tous les citoyens ;
- Intégrer l'environnement dans les processus de planification et de décision privés et publics ;
- Améliorer les outils de connaissance et d'inventaire de l'environnement en vue de pouvoir agir en temps opportun et de pouvoir cerner des situations ;
- Favoriser la recherche et le développement en environnement ;
- Agir sur les aspects démographiques, source d'un déséquilibre fondamental avec les ressources du milieu;
- Assainir les relations entre l'Homme et son espace.

Enfin, cette Politique de l'Environnement avec ses objectifs et ses principes directeurs trouve ses déclinaisons dans le Programme environnemental, lequel présente un ensemble de mesures articulées en trois plans quinquennaux successifs (PE-I, II et III), étalés sur une quinzaine d'années. Plusieurs textes juridiques sur l'environnement sont les fruits du Programme environnemental.

#### **6.1.2. La Politique Nationale de population pour le Développement Economique et Social**

Madagascar a adopté en 1990 sa politique nationale de population pour le développement économique et social. Cette politique est mise en œuvre sous la forme du Programme National de Population (PNP) mis sur pied en 1997. Les objectifs du PNP sont de maîtriser la croissance de la population, d'assurer l'accès des populations urbaines et rurales aux services sociaux de base, d'assurer la protection des groupes vulnérables, de favoriser la participation communautaire et le dialogue social, de lutter contre la pauvreté et de promouvoir la capacité de mobiliser les ressources pour assurer la pérennisation des actions de développement.

#### **6.1.3. Le Plan National de Développement**

Le PND constitue un instrument d'excellence au service de la Politique Générale de l'Etat (PGE). Le Projet PFS contribue à l'atteinte des axes stratégiques du PND suivants :

- **Axe N°04** : « *Capital humain adéquat au processus de développement* ». En effet, les objectifs spécifiques suivants sont concernés par le Projet :
  - Améliorer l'accès de la population aux soins de qualité
  - Lutter contre la malnutrition
  - Se doter d'un système éducatif performant, conforme aux normes internationales
  - Renforcer la protection sociale.
- **Axe N°05** : « *Valorisation du Capital naturel et renforcement de la résilience aux risques de catastrophes* »

Prévue pour la période 2015-2019, l'application du PND n'est actuellement qu'à son début.

#### **6.1.4. La Politique Nationale de la Promotion de la Femme**

La politique nationale pour la promotion de la femme (PNPF) a été adoptée en 2000. Elle fût suivie par la définition d'un plan national pour la promotion du genre (PANAGED) en 2003.

Le PANAGED comprend le développement économique et la lutte contre la féminisation de la pauvreté, le renforcement des capacités des femmes et des filles, la promotion des droits à la santé et à la santé de la reproduction de la femme et des adolescentes, le statut juridique de la femme par l'application des droits fondamentaux des femmes et des filles. Le PANAGED propose un cadre institutionnel, qui n'est pas encore mis en place à ce jour. La Direction Générale pour la Promotion du Genre et de la Famille, de l'Enfance et des Loisirs – Ministère en charge de la Population – est chargée de la mise en œuvre du programme.

#### 6.1.5. Lettre de Politique Foncière

La Lettre de Politique Foncière a été présentée au public le 8 février 2005 et validée lors du Conseil de Gouvernement du 3 mai 2005 précise les quatre axes stratégiques de la nouvelle Politique Foncière, à savoir :

- La restructuration, la modernisation et l'informatisation des services fonciers ;
- La décentralisation de la gestion foncière ;
- La rénovation de la réglementation domaniale et foncière ;
- Un plan national de formation aux métiers du foncier et un plan de communication ;
- La multiplication de guichets fonciers

L'un des enjeux essentiels du Programme National Foncier est de parvenir à une coordination de l'ensemble des soutiens techniques pour le bon fonctionnement des Guichets Fonciers.

#### 6.1.6. Lettre de Politique sectorielle de l'Agriculture, l'élevage et la Pêche

Le Gouvernement de Madagascar, au début de l'année 2015, a défini ses orientations quinquennales dans le Programme National de Développement (PND 2015 – 2019) selon les cinq axes stratégiques suivants :

- Axe 1 : Gouvernance, Etat de Droit, Sécurité, Décentralisation, Démocratie, Solidarité nationale
- Axe 2 : Préservation de la stabilité macroéconomique et appui au développement
- Axe 3 : Croissance inclusive et ancrage territorial du développement
- Axe 4 : Capital humain adéquat au processus de développement
- Axe 5 : Valorisation du capital naturel et renforcement de la résilience aux risques de catastrophes.

Le secteur AEP contribuera principalement à l'axe 3 et respectera les principes qui y sont énoncés : *'' Les politiques mises en œuvre dans le cadre de cet axe 3 devront ainsi prioriser les mesures de nature à améliorer l'attractivité de l'environnement des affaires, la promotion du pays comme terre privilégiée d'investissements internationaux, la politique d'appui et de développement du secteur privé, garantie de la création d'emplois de qualité, décents et pérennes, le focus sur le développement des secteurs dits stratégiques et porteurs (tourisme, agriculture, élevage et pêche, industries extractives, BTP, transports et infrastructures stratégiques). De ce fait, l'Axe 3 aura à apporter du soutien au plan d'investissement des entreprises, de la relance des activités prioritaires et des secteurs de relais au développement. Des mesures seront menées à travers des actions d'appui indispensables pour relever la compétitivité et la productivité des entreprises, y compris les PME/PMI locales gérées par les femmes. ''*

D'une manière générale, il est à souligner que le cadre politique national de la gestion environnementale et sociale de la république de Madagascar qui comprend : la politique nationale de l'environnement, la politique nationale de population pour le développement économique et social, le plan national de développement, la

politique nationale de la promotion de la femme, la lettre de politique foncière et la lettre de politique sectorielle de l'agriculture, élevage et pêche est en adéquation avec le projet CASEF et ses différentes composantes. Les activités prévues par le projet et les mesures de conformités au plan environnemental et social sont une déclinaison opérationnelle des politiques sus mentionnées.

## **6.2. Cadre législatif et réglementaire de la gestion environnementale et sociale**

Une recherche et une analyse des textes traitant de la gestion et de la protection de l'environnement ont été effectuées afin de disposer de l'ensemble des références en la matière pour s'assurer de la conformité du projet avec la réglementation nationale de Madagascar et les politiques de sauvegardes environnementales et sociales de la Banque Mondiale.

### ***Textes juridiques en matière d'évaluation environnementale***

La législation et la réglementation environnementale et sociale en rapport avec les activités du projet sont relatives aux textes suivants:

#### *La gestion environnementale*

- Loi n° 90-033 du 21 décembre 1990 portant Charte de l'environnement modifiée par les Lois n° 97-012 du 6 juin 1997 et 2004/015
- Décret n°2008 - 600 relatif à la création et à l'organisation de l'Office National de l'Environnement
- Décret n° 99-954 du 15 décembre 1999 relatif à la mise en compatibilité des investissements avec l'environnement modifié par le Décret n° 2004-167 du 03 février 2004
- Loi n° 98-022 du 20 janvier 1999 autorisant la ratification de la Convention sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (Convention de Bâle)
- Arrêté n° 6830/2001 fixant les modalités et les procédures de participation du public à l'évaluation environnementale
- Arrêté interministériel n° 4355/97 portant définition et délimitation des zones sensibles
- Arrêté interministériel N° 18177/04 portant définition et délimitation des zones forestières sensibles
- Décret n° 2003-170 portant réglementation de l'importation et de l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone.

#### *La gestion de la Biodiversité*

- Loi n° 95-013 du 9 août 1995 autorisant la ratification de la Convention sur la diversité biologique ;
- Loi n° 2015-005 portant refonde du Code de Gestion des Aires Protégées
- Ordonnance n° 75-014 du 5 août 1975 portant ratification de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.
- Décret n° 2003-191 portant création des agences de bassin et fixant leur organisation, attributions et fonctionnement ;
- Décret n° 2003-192 fixant l'organisation, les attributions et le fonctionnement de l'Autorité Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANDEA);
- Décret no 2003-193 portant fonctionnement et organisation du service de l'eau potable et de l'assainissement des eaux usées domestiques.

#### *La gestion des ressources naturelles renouvelables*

- Loi n° 97-017 du 8 août 1997 portant révision de la législation forestière ;

- Loi n° 96-025 du 10 septembre 1996 relative à la gestion locale sécurisée des ressources naturelles renouvelables (GELOSE);
- Décret n° 97-1200 du 2 octobre 1997 portant adoption de la politique forestière malagasy ;
- Décret n° 98-781 fixant les conditions générales d'application de la loi n° 97-017 du 08 août 1997 portant révision de la législation forestière;
- Décret n° 98-782 relatif au régime de l'exploitation forestière ;
- Arrêté n° 5790-98 portant adoption du Plan directeur forestier national ;
- Arrêté interministériel N° 2695/2003 portant statut du réseau de transfert de gestion des ressources naturelles renouvelables.

### L'Évaluation Environnementale

Selon l'article 13 de la Charte de l'Environnement actualisé, tous les projets d'investissement, privés ou publics, susceptibles de porter atteinte à l'environnement doivent faire l'objet d'une Etude d'Impact Environnementale (EIE).

Pour donner suite à cet énoncé, un régime administratif a été mis en place par le Décret n° 95-377 du 23 mai 1995 visant la Mise en Compatibilité des Investissements avec l'Environnement (MECIE). Ce régime a par la suite été amendé par le Décret n° 99-954 du 15 décembre 1999 et à nouveau par le Décret n° 2004-167 du 03 février 2004 modifiant certaines dispositions du Décret n° 99-954.

Essentiellement, la MECIE stipule que tout projet susceptible de porter atteinte à l'environnement est soumis selon la nature technique, l'ampleur de ces projets et la sensibilité de leurs milieux d'implantation : à une étude d'impact environnemental (EIE) ou à un programme d'engagement environnemental (PREE).

L'Etude d'Impact Environnemental (EIE) est une obligation qui s'applique à des projets susceptibles d'engendrer des effets importants, alors que le Programme d'Engagement Environnemental (PREE) vise les projets susceptibles d'avoir des effets plus circonscrits sur le milieu.

Le décret MECIE établit les étapes du processus d'EIE, les attributions des institutions publiques, les devoirs du promoteur, les mécanismes d'évaluation de l'étude par un Comité Technique, les étapes d'enquête et d'audiences publiques, la délivrance du permis et de ses conditions d'exécution de même que les règles régissant le suivi de ces dernières. Il fait de même pour le processus PREE, quoique ce dernier ait des caractéristiques administratives beaucoup plus simples.

L'annexe 1 du MECIE, désigne diverses catégories de projets exigeant une EIE. À titre d'exemple, des projets répondant aux critères suivants le sont : les travaux pouvant affecter les zones sensibles, les technologies pouvant avoir des effets dommageables sur l'environnement, les activités d'exploitation minière de type mécanisé, les traitements physiques ou chimiques sur le site de l'exploitation de ressources naturelles, etc.

L'Arrêté interministériel n° 4355/97 portant définition et délimitation des zones sensibles, définit les zones sensibles au plan environnemental comme suivant : *les récifs coralliens, les mangroves, les îlots, les forêts tropicales, les zones sujettes à érosion, les zones arides ou semi-arides sujettes à désertification, les zones marécageuses, les zones de conservation naturelle, les périmètres de protection des eaux potables, minérales ou souterraines, les sites paléontologiques, archéologiques, historiques ainsi que leur périmètre de protection.*

Aux fins de l'application de l'Arrêté n° 4355/97, l'ONE a entrepris la cartographie des zones sensibles de Madagascar. À ce jour, les zones cartographiées comprennent les sites archéologiques, les marécages, les forêts, les aires protégées, les zones arides et les périmètres de protection qui couvrent plus de 500 000 km<sup>2</sup>, soit 8,6% de Madagascar, ce qui exclut les zones en cours de traitement, soit les zones érodables, les récifs et les récifs coralliens. Les activités qui sont obligatoirement assujetties à un PREE sont définies à l'annexe 2 du

MECIE. À titre d'exemple, les types de projets suivants doivent faire l'objet d'un PREE : tout projet d'entretien périodique de route non revêtue de plus de 30 km (pistes), toute industrie en phase d'exploitation, tout permis de collecte et de vente d'espèces destinées à l'exportation, tout projet d'élevage de type semi industriel ou artisanal. Dans tous les cas, il est tenu compte de la nature technique, de l'ampleur desdits projets ainsi que la sensibilité du milieu d'implantation. L'Office National de l'Environnement (ONE) est la seule habilité à établir ou à valider un examen environnemental préalable (screening) sur la base du descriptif succinct du projet et de son milieu d'implantation.

Par ailleurs, l'Arrêté n° 6830/2001 fixant les modalités et les procédures de participation du public à l'évaluation environnementale précise tous les détails à cet effet.

#### La Gestion de l'eau

- Loi n° 98-029 portant code de l'eau;
- Décret n° 2003-191 portant création des agences de bassin et fixant leur organisation, attributions et fonctionnement;
- Décret n° 2003-192 fixant l'organisation, les attributions et le fonctionnement de l'Autorité Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANDEA);
- Décret no 2003-193 portant fonctionnement et organisation du service de l'eau potable et de l'assainissement des eaux usées domestiques.

#### Les ressources naturelles renouvelables

- Loi n° 97-017 du 8 août 1997 portant révision de la législation forestière;
- Loi n° 96-025 du 10 septembre 1996 relative à la gestion locale sécurisée des ressources naturelles renouvelables (GELOSE);
- Décret n° 97-1200 du 2 octobre 1997 portant adoption de la politique forestière malagasy;
- Décret n° 98-781 fixant les conditions générales d'application de la loi n° 97-017 du 08 août 1997 portant révision de la législation forestière;
- Décret n° 98-782 relatif au régime de l'exploitation forestière;
- Arrêté n° 5790-98 portant adoption du Plan directeur forestier national;
- Arrêté interministériel N° 2695/2003 portant statut du réseau de transfert de gestion les ressources naturelles renouvelables.

#### Textes de base sur le Travail

- Loi n° 2003-044 du 11 décembre 2003 portant code du travail
- Décret n° 95-175 du 23 novembre 1995 portant application des dispositions de la Loi n°94-029 du 25 août 1995 portant code du travail.

#### Textes de base sur le Foncier

Dans l'hypothèse où les investissements des projets P-CASEF et AF-CASEF peuvent déboucher sur une acquisition de terre pouvant engendrer une réinstallation économique ou physique de personnes, le projet doit tenir compte des législations pertinentes relatives au foncier à Madagascar notamment la :

- Loi n° 60-004 du 15 février 1960 relative au domaine privé national, modifiée par l'Ordonnance n° 62-047 du 20 septembre 1962, Loi n° 64- 026 du 11 décembre 1964, Loi n° 67-029 du 18 décembre 1967, Ordonnance n° 72-031 du 18 septembre 1972
- Ordonnance n° 60-146 du 03 octobre 1960 relative au régime foncier de l'immatriculation
- Ordonnance N° 60-099 modifié du 21 septembre 1960 réglant le domaine Public;

- Décret N° 64-291 du 22 juillet 1964 fixant les règles relatives à la délimitation, l'utilisation, et la conservation du domaine public
- Décret n° 63-256 du 9 mai 1963 fixant la composition et le fonctionnement des commissions prévues par les articles 20 et 27 de la Loi n° 60-004 du 15 février 1960 modifiée par l'Ordonnance n° 62-047 du 20 septembre 1962 relative au domaine privé national
- Ordonnance n° 62-023 du 19 septembre 1962 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique, à l'acquisition amiable de propriétés immobilières par l'État ou les collectivités publiques secondaires et aux plus-values foncières
- Décret n° 63-030 du 16 janvier 1963 fixant les modalités d'application de l'ordonnance n° 62-023 du 19 septembre 1962 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique, à l'acquisition amiable de propriétés immobilières par l'État ou les collectivités publiques secondaires et aux plus-values foncières modifié par le Décret n° 64-399 du 24 septembre 1964
- Ordonnance n° 74-021 du 20 juin 1974 portant refonte de l'ordonnance n° 62-110 du 1<sup>er</sup> octobre 1962 sanctionnant l'abus de droit de propriété et prononçant le transfert à l'État des propriétés non exploitées
- Ordonnance no 82-029 du 06/11/1962 relative à la sauvegarde, la protection et la conservation du patrimoine national
- Ordonnance no 83-030 du 27/12/1983 tendant à renforcer la protection, la sauvegarde et la conservation du domaine privé national et du domaine public
- Loi n° 96-015 du 13 août 1996 portant abrogation de la Loi no 89-026 du 29 décembre 1989 relative au code des investissements et fixant les garanties générales des investissements à Madagascar
- La loi N° 2005-019 du 17 octobre 2005 fixant les principes régissant les statuts des terres à Madagascar
- La loi N° 2006-031 du 24 novembre 2006, fixant le régime juridique de la propriété foncière et son décret d'application n°2007-1109 qui organise les conditions d'appropriation des terrains urbains et ruraux par les particuliers ou les personnes morales.

**Tableau 24 : Mesures de conformité des activités du projet avec la législation nationale**

<b>Cadre juridique national</b>	<b>Activités du projet concerné</b>	<b>Mesures prévues par le projet pour se conformer au cadre juridique</b>
La loi sur l'environnement ; Le décret MECIE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place d'unités agroindustrielles ;</li> <li>• Intervention dans des zones humides sensibles</li> <li>• Investissements agricoles dans les Agropoles / ZIA</li> </ul>	Préparer un PREE ou une EIE
La gestion de la biodiversité (GELOSE), loi sur la législation forestière	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Investissements agricoles dans les Agropoles / ZIA,</li> <li>• Défrichement des forêts secondaires ;</li> <li>• Amélioration génétiques, introduction de nouvelles variétés</li> </ul>	Ne déboiser que les superficies requises pour la mise en œuvre du sous projet ; Acquérir une autorisation de défrichement
Gestion de l'eau (loi n°98-029 portant code l'eau	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollution des ressources en eau par les pesticides ;</li> <li>• Ouvrages d'irrigation</li> <li>• Infrastructure de désenclavement (ponceaux, viaduc)</li> </ul>	Respecter les dispositions du plan de gestion des pestes et pesticides ; Dimensionner les ouvrages sur les capacités des bassins ; Respecter les mesures sur la gestion des déchets de chantier
Les ressources naturelles renouvelables Loi n° 97-017 du 8 août 1997 portant révision de la législation forestière;	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Utilisation du bois de chauffe pour la transformation du girofle ;</li> <li>• Investissements agricoles et déboisement ;</li> </ul>	Reboisement d'espèces à croissance rapide ; Améliorer les alambics ; Encadrer le déboisement conformément à la loi.

Cadre juridique national	Activités du projet concerné	Mesures prévues par le projet pour se conformer au cadre juridique
Loi n° 2003-044 portant code du travail	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Utilisation de la main d'œuvre locale dans les travaux (pistes, ouvrages de désenclavement) ;</li> <li>• Utilisation de la main d'œuvre par les investisseurs agricoles</li> </ul>	Respect des directives liées à l'utilisation de la main d'œuvre ; Respecter les mesures de sécurité pour les travailleurs (port d'EPI) ; Veiller à la santé des travailleurs
Loi sur le foncier (Loi n° 60-004 du 15 février 1960 relative au domaine privé national, l'ordonnance n° 62-023 du 19 septembre 1962 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique, La loi N° 2006-031 du 24 novembre 2006, fixant le régime juridique de la propriété foncière)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Acquisition de terre pour la mise en œuvre des sous projets (pistes, GCV, ouvrages de désenclavement) ;</li> <li>• Mise en place d'unités de transformation et de stockage ;</li> <li>• Acquisition de terres pour les investissements agricoles dans les ZIA ;</li> </ul>	Recenser les personnes affectées par les investissements ; Conduire des études socioéconomiques pour déterminer les personnes vulnérables et optimiser la restauration des moyens d'existence ; Elaborer un PAR et veiller à sa mise en œuvre

En somme, le cadre législatif et réglementaire national de la république de Madagascar, est constitué d'un cadre normatif relativement complet qui prend en charge l'ensemble des activités prévues dans la cadre des projets P-CASEF et AF-CASEF. Il s'agit, des activités de soutien aux filières d'agriculture commerciales, de mise en place d'unités agroindustrielles, de maintenance des pistes et de réhabilitation des ouvrages de désenclavement et de soutien à l'investissement agricole. Toutes ces activités sont encadrées par les dispositions des réglementations sur l'environnement (Décret MECIE), de la loi sur la gestion de la biodiversité et la législation forestière, la loi portant code de l'eau qui régit les différents usages de l'eau, la loi portant code du travail qui garantit la sécurité et le bien être des travailleurs et la loi sur le foncier qui organise l'accès au foncier et la sécurisation de l'exploitation familiale.

### 6.3. Politiques de Sauvegarde Environnementale et Sociale de la Banque Mondiale

Les politiques de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque Mondiale comprennent à la fois, les Politiques Opérationnelles (OP) et les Procédures de la Banque (PB). Les politiques de sauvegarde sont conçues pour protéger l'environnement et la société contre les effets négatifs potentiels des projets, plans, programmes et politiques. Les politiques de sauvegarde environnementale et sociale les plus courantes sont :

- PO/PB 4.01 Évaluation Environnementale, y compris la Participation du Public
- PO 4.09 Lutte antiparasitaires
- PO/PB 4.11 Patrimoine Culturel
- PO/PB 4.12 Réinstallation Involontaire des populations
- PO 4.10 Populations Autochtones
- PO/PB 4.36 Forêts
- OP 4.37 Sécurité des Barrages
- OP 7.50 Projets relatifs aux voies d'Eaux Internationales
- OP 7.60 Projets dans des Zones en litige

Les politiques de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque Mondiale qui peuvent être déclenchées dans le cadre de la mise en œuvre des investissements des projets P-CASEF et AF-CASEF sont :

- PO/PB 4.01: Evaluation Environnementale : Elle s'applique à tous les projets susceptibles de porter atteinte à l'environnement biophysique et/ou humains.
- PO/PB 4.12 : Réinstallation Involontaire : Cette politique est déclenchée chaque fois qu'un élément de l'actif d'un ménage donné est affecté par certaines activités du Projet.

- PO 4.09 : Lutte antiparasitaire : Cette politique s'applique même si les fonds ne financent pas l'achat de pesticides mais de fait gère la profération de l'utilisation de pesticides dans la promotion des filières et l'augmentation des productivités agricoles.
- PO/PB 4.04 : Habitats naturels : Cette politique, touchant les habitats naturels, qui, par définition concernent des zones à haute valeur écologique ne s'applique pas au projet ni à ses sous-projets. Les activités susceptibles d'engendrer des impacts sur les habitats naturels ne sont pas éligibles dans le cadre du projet.
- PO/PB 4.36 : Forêt : Cette politique s'applique pour le cas des zones promotions des investisseurs agricoles visées, il n'est pas exclu que certaines activités prévues puissent impacter des forêts ou conduire des reboisements comme ils sont définis dans la PO 4.36.
- PO/PB 4.11 : Patrimoine culturel : Pour les cas des sites de développement des investisseurs agricoles ou de l'ouverture de carrières et de gites dans la construction des pistes, il peut s'avérer possible de rencontrer des vestiges écologiques ou des sites culturels. Le CGES développera alors les dispositions à retenir pour son application subséquente dans les EIE à venir.

Analyse des politiques susceptibles d'être potentiellement déclenchées par les investissements des projets P-CASEF et AF-CASEF.



**Tableau 25 : Analyse des politiques de sauvegardes déclenchés avec les activités du projet P-CASEF et AF-CASEF**

POLITIQUE OPERATIONNELLE BM	CONTENU	APPLICABILITE
PO/PB 4.01 Évaluation Environnementale (ÉE)	L'objectif de cette politique est de s'assurer que les projets financés par la Banque sont viables et faisables sur le plan environnemental, et que la prise des décisions s'est améliorée à travers une analyse appropriée des actions et leurs probables impacts environnementaux (OP4.01, para 1). Les exigences de cette politique sont, entre autres, que tous les projets financés par la Banque doivent faire l'objet d'une sélection, avant de faire l'objet d'une classification par catégorie environnementale basée sur les résultats de cette sélection.	<b>OUI</b> : les activités de construction d'unités agroindustrielles, de pistes et d'ouvrage de désenclavement, d'équipement de stockage et le développement d'exploitation agricoles de grande envergure de plus de 1000 ha. Toutefois les impacts qui seront notés seront maîtrisables à travers un PGES. La préparation du CGES s'explique par le fait que les sites prévus pour accueillir les activités des sous Projets ne sont pas connus au moment de l'évaluation dudit Projet. .
PO/PB 4.04 Habitats Naturels	La Banque choisit des sites dont l'état naturel a déjà été modifié La Banque n'appuie un Projet impliquant une dégradation significative des habitats naturels critiques que si une alternative acceptable (techniquement justifiée) soit proposée.	<b>NON</b> : Bien que le projet intervienne dans les zones humides, les bas-fonds pour appuyer les activités agricoles dont les investissements agricoles dans les Agropoles / ZIA, il n'affectera les habitats naturels qui, par définition, sont des zones à haute valeur écologique. Les activités susceptibles d'impacter les habitats naturels ne sont pas éligibles dans le cadre de ce projet.
PO 4.09, Lutte antiparasitaire	La Banque peut financer l'achat de pesticides lorsque leur utilisation se justifie dans le cadre d'une stratégie de lutte phytosanitaire intégrée. L'achat de tout pesticide dans le cadre d'un projet financé par la Banque est subordonné aux résultats d'une évaluation de la nature et de l'importance des risques encourus, en fonction de l'utilisation envisagée et des utilisateurs prévus	<b>OUI</b> : Le Projet compte appuyer les services vétérinaires, les services de protection des végétaux et les producteurs locaux en intrants et pesticides dans les zones d'intervention du projet pour la lutte contre les déprédateurs. Pour être en conformité avec cette politique un Plan de gestion des pestes et pesticides a été préparé séparément avec le présent rapport
PO 4.10, Populations autochtones	La Banque n'appuie pas un Projet pouvant affecter la population autochtone. Au cas échéant, la Banque se munisse d'un soutien massif du Projet de la part de la population, s'assure que les populations autochtones en retirent des avantages socioéconomiques culturellement adaptés, préservent leurs droits coutumiers sur les terres et ressources et leurs pratiques de gestion durable des ressources naturelles.	<b>NON</b> : Cette disposition n'est pas applicable à Madagascar.
PO 4.11, Patrimoine physique et culturel	La PO 4.11 vise à éviter et atténuer les effets négatifs que le Projet peut avoir sur les biens culturels et physiques. Cette politique s'applique aux projets suivants : Projet impliquant d'importants travaux d'excavation, de démolition, de terrassement et d'inondation ; Projet situé sur ou à proximité d'un site reconnu bien culturel ; tout projet destiné à appuyer la gestion/ la conservation des biens culturels. Des dispositions pour protéger les sites culturels (patrimoine national et mondial) et les éventuelles découvertes archéologiques doivent faire référence à la convention de l'Unesco	<b>OUI</b> : Les activités de réhabilitations/ reconstructions des infrastructures de désenclavement ainsi que celles relatives aux guichets fonciers et les constructions des unités industrielles pourraient comprendre des travaux d'excavation, démolition et/ou de terrassement ne toucheront pas aux sites reconnus patrimoines. Mais il se pourrait qu'en réalisant les travaux, des rencontres accidentelles sur des sites culturels pourraient survenir. Dans ce cas, il faut se référer aux dispositions y afférentes mentionnées dans le CGES.
PO 4.12, Réinstallation involontaire	La politique vise à éviter ou minimiser les déplacements ou délocalisation de personnes dans le cadre d'un projet de développement. Dans le cas où les déplacements sont rendus nécessaires, le retrait involontaire de terres et la restriction involontaire de l'accès aux parcs obligent le Projet à fournir aux PAPs une assistance pour leur permettre d'améliorer leurs revenus et leurs niveaux de vie ou, au minimum, de les reconstituer. Ainsi, ces personnes affectées vont être	<b>OUI</b> : Les activités de réhabilitation/reconstruction des pistes et infrastructures désenclavement ainsi que celles relatives aux guichets fonciers ne concerneront que les infrastructures existantes. Toutefois, il se pourrait que les changements d'axe des ouvrages de franchissement et/ou les sites adéquats pour

POLITIQUE OPERATIONNELLE BM	CONTENU	APPLICABILITE
	<p>compensées de leurs pertes (terres, biens, abri, accès aux biens, sources de revenu et moyens d'existence), indépendamment du fait qu'elles doivent rejoindre un autre emplacement. La politique prête une attention particulière aux besoins des groupes vulnérables au sein des populations déplacées</p> <p>La politique se veut inclusive et se propose de s'assurer qu'il est prévu une assistance aux personnes déplacées quel que soit leur légitimité par rapport à l'occupation foncière.</p> <p>La politique est déclenchée par :</p> <p>a) l'acquisition involontaire de terrains ou d'autres éléments d'actifs,</p> <p>b) les restrictions d'accès aux biens physiques (pâturages, eaux, produits forestiers)</p> <p>c) les restrictions d'accès aux parcs nationaux et autres aires protégées.</p> <p>La politique s'applique :</p> <p>Aux activités du projet, y compris celles qui ne sont pas financées par la Banque Mondiale ;</p> <p>Aux activités externes au projet, dans la mesure où elles sont directement requises pour atteindre les objectifs du projet ou indirectement mais significativement liées au projet ;</p> <p>aux activités ou sous-composantes rendues nécessaires et conduites parallèlement au projet.</p>	<p>l'implantation et des unités agroindustrielles, les zones d'emprise de la piste et de l'ouvrage, soient disponibles seulement auprès des particuliers. De même la mise à disposition d'assiette pour l'investissement agricole dans les agropoles/ZIA pourrait engendrer un déplacement de paysans implantés sur les parcelles. Pour être en conformité avec cette politique un Cadre de Politique de Réinstallation de Populations a été préparé pour veiller à ce que les impacts sociaux potentiels dus à l'acquisition de terre soient atténués de façon appropriée.</p> <p>La préparation d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) conformément au CPR, devient ainsi une condition d'évaluation du sous-projet</p>
PO 4.36, Forêts	La PO 4.36 apporte l'appui à la sylviculture durable et orientée sur la conservation de la forêt. La Banque mondiale ne finance pas les opérations d'exploitation commerciale ou l'achat d'équipements destinés à l'exploitation des forêts tropicales primaires humides.	<b>OUI</b> : L'intervention du projet dans les Agropoles / Zones d'Investissements Agricoles (ZIA) où on peut rencontrer des formations forestières secondaires.
PO 4.37, Sécurité des barrages	La Banque, en raison des graves conséquences qu'entraînent le dysfonctionnement ou l'arrêt d'un barrage, se soucie fortement de la sécurité des bassins de retenues qu'elle finance.	<b>NON</b> : La réflexion prévue par le Projet concerne les ouvrages de désenclavement. Ainsi, le Projet ne déclenchera pas cette politique.
PO 7.50, Projets relatifs aux voies d'eaux internationales	Les Projets relatifs à des voies d'eau internationales peuvent affecter les relations entre la Banque et ses emprunteurs et entre des Etats. Elle attache donc la plus grande importance à la conclusion par les riverains d'accords ou d'arrangements appropriés concernant la totalité ou une partie d'une voie d'eau donnée	<b>NON</b> : Le Projet n'intervient pas dans des voies d'eau internationales. Toutes les activités du projet sont circonscrites au niveau national
PO 7.60, Projets dans les zones en Litige	La Banque peut appuyer un projet dans une zone en litige si les gouvernements concernés conviennent que, dans l'attente du règlement du contentieux, le projet envisagé dans le pays A doit suivre son cours sous réserve de la contestation du pays B	<b>NON</b> : Le projet n'interviendra pas dans des zones où il est noté des litiges

Il est à noter que les activités relatives à la mise en œuvre du Projet AF-CASEF qui concerne juste des interventions afférentes à la sécurisation foncière déclencheront encore peu de PO.

**Conclusion** : Sur la base de l'analyse des politiques de sauvegardes de la BM avec l'ISDCN PCN stage du projet, il apparaît que les activités des projets P-CASEF et AF-CASEF sont en conformité avec les politiques déclenchées. Le projet étant classé en catégorie « B », tout sous projet classés en catégorie « A » ne sera pas éligible au financement du CASEF. Au total, cinq (05) politiques ont été déclenchées PO/PB 4.01 Évaluation Environnementale, y compris la Participation du Public PO/PB, PO 4.09 Lutte antiparasitaires, PO/PB 4.11 Patrimoine Culturel, PO/PB 4.12 Réinstallation Involontaire des populations, PO/PB 4.36 Forêts. Les documents de sauvegardes (CGES, CPR, PGPP feront l'objet de publication à Madagascar et sur le site externe de la Banque Mondiale.

#### 6.4. Arrangement institutionnel pour la gestion environnemental des projets P-CASEF et AF-CASEF

De par son caractère trans-sectoriel et son objectif global de contribuer à la relance de l'agriculture par la promotion des filières d'agriculture commerciales et à la sécurisation foncière, le projet CASEF polarise un large éventail d'institutions publiques, ainsi que d'organisations de la société civile et du secteur privé. Il est important que l'évaluation environnementale et sociale d'un sous-projet du CASEF prenne en compte l'ensemble des acteurs du secteur concerné par le sous-projet considéré. Ces acteurs sont liés aux types d'intervention proposés : agriculture, élevage, commerce, infrastructures, Aménagement du territoire (gestion du foncier), promotion de l'agrobusiness.

L'analyse institutionnelle vise à identifier certaines structures en place et à évaluer leur capacité à gérer de façon adéquate les aspects environnementaux et sociaux et, au besoin, à identifier les renforcements de capacité requis dans la mise en œuvre du CGES. La gestion environnementale et sociale du projet est assurée aux niveaux suivants :

**Tableau 26 : Arrangement institutionnel pour la gestion environnementale et sociale**

Institutions concernées	Mission	Responsabilité dans la GES des projets P-CASEF et AF-CASEF
<b>Comité National de Pilotage des projets P-CASEF et AF-CASEF</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Supervision des activités mise en œuvre par le CASEF ;</li> <li>Coordination stratégique du projet avec les politiques publiques</li> </ul>	
<b>UGP-CASEF National et Régionales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Adoption des meilleures procédures à suivre pour l'approbation conjointe des sous-projets</li> <li>Formation du personnel sur les questions environnementales</li> <li>Sensibilisation et formation de ses partenaires sur les questions environnementales et sociales</li> <li>Réalisation de l'évaluation préliminaire de l'environnement</li> <li>Suivi de l'avancement de l'étude</li> <li>Vérification de la conformité de l'étude avec les termes de référence</li> <li>Communication de tout problème ou décision majeure à l'ONE pour information et/ ou pour avis (surtout cas EIE)</li> <li>Evaluation du dossier environnemental (cas PREE)</li> <li>Préparation du CCE sur la base du PGEP (cas PREE)</li> <li>Supervision, suivi et contrôle (cas PREE)</li> <li>Responsable de la réalisation de l'audit environnemental final</li> <li>Réalisation de l'évaluation ex post (audit interne)</li> </ul>	
<b>Banque Mondiale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place des exigences environnementales pour le projet (sauvegardes)</li> <li>Suivi de l'avancement de l'étude environnementale et sociale</li> <li>Vérification de la conformité de l'étude avec les termes de référence</li> <li>Vérification de la conformité des activités avec les exigences de base de la Banque</li> </ul>	
<b>ONE</b>	<p>Intervention selon les besoins de se conformer au MECIE (EESS, EIE / MEC)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Rédaction de la directive sur la réalisation des EIE selon le Décret MECIE</li> <li>Prise de décision sur le niveau d'évaluation de l'environnement à appliquer</li> <li>Responsable de l'évaluation de l'EIE/PGES selon le cas</li> <li>Coordination du Comité Technique d'évaluation CTE</li> <li>Délivrance du Permis Environnemental, de Certificat de Conformité</li> <li>Assistance au CASEF dans la délivrance du quitus</li> <li>Préparation du CCE sur la base du PGEP</li> <li>Vérification du respect du CCE par le CASEF, les entrepreneurs et les autres</li> <li>Supervision, suivi et contrôle</li> </ul>	

<b>Institutions concernées</b>	<b>Mission</b>	<b>Responsabilité dans la GES des projets P-CASEF et AF-CASEF</b>
<b>Comité Technique d'Evaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Evaluation administrative et technique des dossiers soumis à une EESS, EIE/MEC en tant que membre du Comité Technique d'évaluation (CTE)</li> </ul>	
<b>EDBM</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prise de décision sur le niveau d'évaluation de l'environnement à appliquer</li> <li>• Suivi de l'avancement de l'étude environnementale et sociale des projets d'investissement agricole ;</li> <li>• Vérification de la conformité de l'étude avec les termes de référence</li> <li>• Vérification du respect du CCE par le projet CASEF et les entrepreneurs</li> <li>• Mise en place de modèle d'investissement agricole impliquant les communautés locales</li> <li>• Sensibilisation sur les questions environnementales et sociales.</li> </ul>	
<b>Consultants, ONG, Bureaux d'Etudes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réalisation de l'étude environnementale choisie, y compris le PGEP</li> <li>• Communication de tout enjeu susceptible de remettre en cause le projet ou nécessitant des études complémentaires non prévues dans les TDR initiaux</li> <li>• Consultation de l'ONE pour toute modification ou complément des TDR relatifs aux EIE et pour tout ce qui est problème grave remettant en cause le projet.</li> <li>• Réalisation de l'évaluation ex post (audit externe)</li> </ul>	
<b>Entreprise des travaux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre des travaux des sous projet</li> </ul>	
<b>Organisations de producteurs, Société civile</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation au suivi</li> <li>• Implication dans la mise en œuvre des activités</li> </ul>	
<b>Autorités locales, Collectivités locales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mobilisation sociale</li> <li>• Participation dans le suivi et l'évaluation</li> <li>• Enregistrement des plaintes et réclamations</li> <li>• Identification et libération des sites devant faire l'objet d'expropriation</li> <li>• Suivi de la réinstallation et des indemnités</li> <li>• Diffusion des PAR</li> <li>• Traitement selon la procédure de résolution des conflits</li> <li>• Participation au suivi de proximité</li> </ul>	
<b>Région</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Garantie de la transparence dans le cadre des transactions foncières liées aux Agropoles / ZIA (de l'identification des terrains à l'accès dans les ZIA)</li> <li>• Réalisation des consultations publiques</li> <li>• Identification des terrains</li> <li>• Elaboration du PAR</li> <li>• Suivi de la réalisation du PAR</li> <li>• Membre de comité de suivi si elles ne sont pas promoteurs</li> <li>• Participation dans le suivi et l'évaluation</li> </ul>	
<b>Investisseurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect rigoureux des principes de sauvegardes environnementales et sociales</li> <li>• Mise en œuvre des mesures environnementales et sociales</li> <li>• Mise en place des mécanismes, dispositifs et mesures de sauvegardes environnementales et sociales</li> </ul>	

### Synthèse de l'évaluation des capacités de gestion environnementale et sociale

Au sein du Ministère de l'Environnement, seul l'Office Nationale de l'Environnement (ONE) a des compétences en évaluation environnementale et sociale, mais leur personnel et leurs moyens d'intervention (contrôle et suivi) sont relativement limités pour leur permettre d'assurer correctement le suivi de la mise en œuvre des EIE des projets. Au niveau des antennes régionales, il n'y a pas assez de personnel (un ou deux agents en place) d'une part, et d'autre part ils n'ont pas de moyens. Les agents des Directions Régionales en charge de l'Environnement et des Forêts qui pouvaient les relayer n'ont pas de compétence en évaluation environnementale. Elles sont plutôt spécialisées dans la gestion forestière et le contrôle des

Aires Protégées. Dans le cadre du projet ces agents devraient éventuellement être renforcés en évaluation environnementale et en suivi de la mise en œuvre des PGES pour qu'ils puissent accompagner le projet CASEF. Les Comités Techniques et les Comités Techniques de Suivi Régionaux élargis aux Maires et aux Chefs de Régions devront également être formés en évaluation environnementale et aux politiques de sauvegarde de la Banque Mondiale.

*Au niveau du secteur agricole*, les principales structures concernées disposent de compétences sur la production agricole et la gestion des pesticides liées à la protection des végétaux (agronomes, zootechniciens, vétérinaires, agent d'élevage etc.) mais qui n'ont pas reçu de formation en évaluation et gestion environnementale et sociale. Au niveau local, les DRAE manquent totalement de moyens et de capacités pour exécuter correctement leur travail de suivi. Le projet CASEF devra mettre en place un important volet de renforcement de capacité des agents des DRAE dans le domaine de l'évaluation environnementale et social mais également dans l'équipement des laboratoires des directions régionales.

*Au niveau des collectivités locales*, en dépit de l'existence de commissions environnement, il faut tout de même relever la faiblesse des capacités d'intervention de ces collectivités, notamment en termes de suivi de la mise en œuvre des projets qui s'exécutent dans leur territoire. Bien que l'environnement soit une compétence transférée, les élus locaux disposent de faibles capacités en gestion environnementale.

## 7. LE PROCESSUS DE SELECTION ENVIRONNEMENTALE

### 7.1. Les étapes de la sélection environnementale et sociale (screening)

Les différentes étapes du processus de sélection environnementale et sociale sont déterminées dans les paragraphes suivants. L'ampleur des mesures environnementales et sociales requises pour les activités des projets P-CASEF et AF-CASEF dépendra des résultats du processus de sélection. Ce processus de sélection vise à : (i) déterminer quelles actions des projets P-CASEF et AF-CASEF sont susceptibles d'avoir des impacts négatifs au niveau environnemental et social; (ii) déterminer les mesures d'atténuation appropriées pour les activités ayant des impacts préjudiciables; (iii) identifier les activités nécessitant des EIE séparés; (iv) décrire les responsabilités institutionnelles pour l'analyse et l'approbation des résultats de la sélection, la mise en œuvre des mesures d'atténuation proposées, et la préparation des rapports EIE séparés ; (v) assurer le suivi des paramètres environnementaux au cours de la construction/réhabilitation des pistes et équipements conditionnement et de stockage ainsi que de leur fonctionnement et maintenance subséquents; et (vi) indiquer les activités des projets P-CASEF et AF-CASEF qui sont susceptibles d'impliquer l'acquisition de terres.

**Tableau 27 : Classification des activités des projets P-CASEF et AF-CASEF**  
**Le projet P-CASEF :**

Composantes	Activités du projet	Catégorie du sous projet
Développement de chaînes de valeur d'agriculture commerciale	Appui aux producteurs : organisation, planification et promotion du dialogue politique	Catégorie C
	Renforcement des services public (vétérinaires, protection végétaux, certification, mise en place de laboratoires)	Catégorie B
	Formation des producteurs et des acteurs dans les diverses filières ;	Catégorie C
	Amélioration technologique au niveau des entreprises (race améliorée, médicaments vétérinaires, produits phytosanitaires)	Catégorie B
	Développement des entreprises agro-industrielles	Catégorie B
	Création à la demande d'entrepôts pour de nouveaux GCV	Catégorie B
Politique foncière et enregistrement des droits fonciers	Un appui aux services centraux (MEPATE, DGFS, CCRF) formations, EDMB, Société Civile	Catégorie C
	Inventaire du potentiel foncier	Catégorie C
	Investissement dans les ZIA à travers des projets pilotes	Catégorie B
	Appui aux circonscriptions foncières pour la finalisation des PLOF	Catégorie C
Développement d'infrastructures de commercialisation	Travaux de réhabilitation de pistes rurales et d'ouvrages de franchissement	Catégorie B
	L'appui à la mise en place de systèmes de maintenance	Catégorie C
	La construction d'infrastructures de stockage communautaires.	Catégorie B
Coordination, gestion du projet et suivi-évaluation	Fonctionnement des Agences d'Exécution nationale et régionale et suivi des activités des projets P-CASEF et AF-CASEF	Catégorie C
Intervention d'urgence	Mise en place un mécanisme de financement d'urgence d'interventions en cas de catastrophe qui pourrait être déclenché suite à une crise ou une urgence éligible	Catégorie B

## Le projet AF-CASEF :

Composante	Activités du projet	Catégorie du sous projet
Politique foncière et enregistrement des droits fonciers	Appui à l'extension des guichets fonciers et chantier d'enregistrement des droits par la certification	Catégorie C
	Renforcement de l'effort de formation aux métiers du foncier	Catégorie C
	Fiabilisation du PLOF	Catégorie C
	Opérationnalisation de nouvelle structure de Bureaux régionaux	Catégorie C
	Système d'information (étude, analyse, développement)	Catégorie C
	Mise en œuvre d'actions expérimentales d'innovation	Catégorie C
	Appui à l'Observatoire du Foncier	Catégorie C
	Gestion et suivi de l'opération (UGP & implication d'autres structures)	Catégorie C
	Sensibilisation sur le foncier	Catégorie C
Appui aux guichets foncier	Réhabilitation et construction de nouvelles infrastructures	Catégorie C

Les sous projets des projets P-CASEF et AF-CASEF de façon générale sont catégorisées « B » ou « C ». Les sous projet de catégories « B » ne devraient pas engendrer d'impacts environnementaux et sociaux significatifs. Il s'agit de projet travaux de réhabilitation de piste, d'ouvrages de désenclavement, de construction d'unité de stockage et de transformation. De même, les exploitations agricoles au niveau des Agropoles / ZIA ne dépassant pas 1000 ha sont classés dans cette catégorie. Les Agropoles /ZIA dépassant cette surface peuvent être classés dans la Catégorie « A » s'ils ont des incidences négatives de grande ampleur sur l'environnement. Les activités de formation et d'appui aux services publics sont constituées de mesures de renforcement de capacités qui sont classées en catégorie « C ».

La classification des projets par la réglementation environnementale à Madagascar établi trois catégories :

Catégorie 1 ce sont les projets soumis à EIE : les projets soumis à l'EIE sont des projets qui de par leur nature technique, leur contiguïté, l'importance de leurs dimensions ou de la sensibilité du milieu d'implantation, sont susceptibles d'avoir des conséquences dommageables sur l'environnement. Une liste de projets est donnée dans l'annexe I du décret MECIE. Ces projets ne sont pas éligibles dans le contexte des projets P-CASEF et AF-CASEF.

Catégorie 2 ce sont les projets soumis à PREE : les projets qui figurent explicitement à l'annexe II du décret MECIE sont soumis au PREE. Ce sont des projets dont la nature, l'ampleur et d'autres caractéristiques connexes ont le potentiel nécessaire pour provoquer certains impacts sur l'environnement, impacts qui ne sont cependant pas suffisamment importants pour nécessiter une EIE scientifique indépendante.

Catégorie 3 ce sont des projets qui ne nécessitent aucune étude car ils n'ont aucune incidence sur l'environnement mais qui devront requérir l'autorisation de l'ONE.

La Banque Mondiale classe les projets en trois catégories :

Catégorie A : Projet avec risque environnemental et social majeur certain requiert la préparation d'une EIES approfondie. Ces projets ne sont pas éligibles dans le cadre des projets P-CASEF et AF-CASEF.

Catégorie B : Projet avec risque environnemental et social modéré requiert la préparation d'un Plan de Gestion Environnementale et Sociales (PGES)

Catégorie C : Projet sans impacts significatifs sur l'environnement requiert de simples mesures environnementales d'atténuation.

### **Analyse de conformité du Projet avec les réglementations nationales et internationales**

L'analyse de conformité du Projet en matière d'évaluation environnementale (EE) consiste à comparer la réglementation nationale (Décret MECIE), le manuel et le PO d'évaluation environnementale (PO 4.01) de la BM et les procédures environnementales que le projet CASEF mettra en œuvre. Cette comparaison, permettra de ressortir :

- Les concordances et les divergences entre PO 4.01 et le décret MECIE ;
- Les dispositions retenues par le projet CASEF.

**Tableau 28 : Analyse de la politique de sauvegarde de la BM et de la législation nationale**

RUBRIQUES	POLITIQUE DE SAUVEGARDE DE LA BM	REGLEMENTATION NATIONALE (DECRET MECIE)	DISPOSITIONS RETENUES PAR LE CASEF
Procédures environnementales	Les étapes des procédures environnementales sont similaires. Seule la nomenclature de certaines étapes fait la différence. Par exemple : Le cadrage (décret MECIE) n'est autre que la préparation d'une évaluation (PO 4.01). Tous deux aboutissent à l'élaboration du TDR.		Le CASEF a gardé les mêmes étapes du décret MECIE dans sa procédure
	Tout au début du PO 4.01, l'importance de la 1 <sup>ère</sup> étape de la procédure environnementale (examen au préalable pour tout projet à financer) est mise en exergue	Tout au début de la procédure, le décret MECIE accorde une attention particulière à la 3 <sup>ème</sup> étape de la procédure (Réalisation de l'EE pour les projets pouvant porter atteinte à l'environnement)	Le CASEF a retenu la complémentarité des deux réglementations
	D'une manière ou d'une autre, le 1 <sup>er</sup> paragraphe du PO 4.01 de la politique de la BM et l'article 03 du décret MECIE contraignent les projets d'investissement à se soumettre à une évaluation environnementale.		Le CASEF soumet tous ses projets financés par la BM à la procédure environnementale
Classification du Projet selon le niveau d'évaluation environnementale requis	La Banque classe le Projet en 4 catégories : <b>Catégorie A :</b> le projet peut avoir des impacts importants et variés sur l'environnement et une ÉIE complète est requise; <b>Catégorie B :</b> le projet peut avoir des impacts particuliers. Une ÉIE complète n'est pas requise mais une certaine analyse de l'environnement s'impose ; <b>Catégorie C :</b> le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts importants sur l'environnement et une analyse environnementale n'est généralement pas nécessaire; <b>Catégorie FI :</b> il s'agit d'un projet relatif au financement intermédiaire	La réglementation nationale classe le Projet en 2 catégories : <b>EIE :</b> les projets soumis à l'EIE sont des projets qui de par leur nature technique, leur contiguïté, l'importance de leurs dimensions ou de la sensibilité du milieu d'implantation, sont susceptibles d'avoir des conséquences dommageables sur l'environnement. Une liste de projets est donnée dans l'annexe I du décret MECIE <b>PREE :</b> les projets qui figurent explicitement à l'annexe II du décret MECIE sont soumis au PREE. Ce sont des projets dont la nature, l'ampleur et d'autres caractéristiques connexes ont le potentiel nécessaire pour provoquer certains impacts sur l'environnement, impacts qui ne sont cependant pas suffisamment importants pour nécessiter une EIE scientifique indépendante.	Le CASEF considère la complémentarité des deux classifications et donc, 03 catégories : tous les projets situés dans ou portant atteinte à une zone sensible sont soumis à une EIE, donc non- éligibles à ce financement. Les pistes rurales et les équipements de stockage, les unités agro industrielles peuvent faire l'objet d'un PREE selon leur envergure (= <b>B+</b> ) les autres projets doivent faire l'objet d'une fiche environnementale soit la réhabilitation/construction des équipements collectives, les petits ouvrages GCV (= <b>B-</b> )
Consultation publique	Pour tous les projets de catégorie A et B dont le financement par l'IDA est envisagé, au cours du processus d'ÉE	Art 15- Pour les projets soumis à l'EIE (Annexe I) uniquement	Le CASEF prévoit une consultation publique dans sa démarche

Diffusion de l'information	Le paragraphe 16 de la politique de la BM et l'article 11 du décret MECIE exigent que le dossier doive contenir dans une forme et langue compréhensible par les groupes consultés.	Le CASEF prévoit la diffusion d'information à la communauté en langue malagasy dans sa démarche.
----------------------------	--	--

Sont inéligibles aux financements des projets P-CASEF et AF-CASEF tous les sous-projets :

- Présentant des impacts sur des zones sensibles (forêt primaire, zone humide d'importance régionale, habitat naturel, aire protégée)
- Pouvant impacter sur des sites culturels ou perturber des pratiques culturelles ou cultuelles locales ;
- Entraînant un déplacement physique importants de populations ;
- Impliquant un conflit foncier majeur de nature à déstabiliser la cohésion sociale ;
- Prévoyant de mettre en valeur plus de 1000 ha de terre ;
- Nécessitant la construction d'un barrage de plus de 15 mètres de hauteur ;
- Appartenant à la catégorie A de la Banque Mondiale
-

### ***Etape 1: Identification et sélection environnementale et sociale des sous-projets***

Le remplissage du formulaire initial de sélection (Annexe 1) et de la liste de contrôle environnemental et social, y compris la proposition de mesures adéquates d'atténuation (voir PGES) sera effectué, au niveau local, par un agent désigné au sein des assistants techniques sectoriel comme Point Focal Environnement et Social (PFES). Cet assistant technique sectoriel sera désigné au niveau de chaque Agences d'Exécution Régionale (Antananarivo, Antsirabe, Toamasina). Ces agents pourraient de préférence être le chargé des questions foncières ou des infrastructures (pistes rurales, ouvrage de désenclavement), par exemple. Dans ce processus de remplissage, les autres Assistants Techniques Sectoriels, la commune (notamment le Guichet Foncier) et les services techniques déconcentrés (Environnement, aménagement du territoire, Cadastre, service topographie, etc.) et prestataires, prendront une part active dans la collecte et l'analyse de l'information. En plus des impacts environnementaux et sociaux potentiels, les résultats de la sélection indiqueront également : (i) le besoin de l'acquisition des terres ; et (ii) le type de consultations publiques qui ont été menées pendant l'exercice de sélection. Pour effectuer cet exercice de sélection initiale, il sera nécessaire de renforcer les capacités de ces Assistants Techniques Sectoriels (AST), du Guichet foncier et des services techniques déconcentrés sur le screening, les mesures de sauvegardes de la Banque Mondiale, la classification environnementale et sociale des activités des sous projet du CASEF.

### ***Etape 2: Validation de la sélection et classification des sous-projets***

Les résultats de ces premiers exercices de remplissage des fiches de filtration environnementale seront transmis à l'Expert Environnement et Social de l'Agence National d'Exécution pour vérification. Cet expert environnementaliste sera recruté à temps plein par l'Agence d'Exécution des projets P-CASEF et AF-CASEF. Après vérification, l'EES de CASEF va transmettre le formulaire, pour approbation à L'Office Nationale de l'Environnement (ONE).

L'Expert Environnement et Social des projets P-CASEF et AF-CASEF va effectuer en étroite collaboration avec le responsable des évaluations environnementales de l'ONE une analyse des informations contenues dans les formulaires et procéder ensuite à la classification du sous-projet.

Une fois la classification faite, le PV de réunion et ou la lettre de notification sera établi séance tenante mentionnant la catégorie et le type d'étude à préparer. Ces informations seront transmises à la Banque mondiale pour Avis de Non Objection (ANO).

Il faut souligner que le Projet CASEF a été classé en catégorie « B » par la Banque mondiale. La raison est que le projet comprend des activités de construction d'ouvrages de désenclavement, de réhabilitation de pistes, de construction d'équipements de stockage et développement agricole qui peuvent avoir des impacts modérés sur l'environnement et le social . En outre, le projet comporte des aspects sociaux relativement sensibles, comme les droits fonciers sécurisation foncière et les investissements de l'agrobusiness. Sous ce rapport, les résultats de la sélection devront aboutir à la catégorie environnementale B ou C.

Les activités des projets P-CASEF et AF-CASEF classées en catégorie B nécessiteront un travail environnemental : soit l'application de mesures d'atténuation simples (catégorie B.2 définie dans l'étape 3 ci-dessous), ou la préparation de PGES ou PREE séparé (catégorie B.1 définie dans l'étape 3 ci-dessous).

La catégorie C indique que les impacts environnementaux et sociaux éventuels sont considérés comme peu importants et ne nécessitent soit de simples mesures environnementales ou pas de mesures d'atténuation.

Après l'analyse des informations contenues dans les résultats de la sélection et après avoir déterminé la bonne catégorie environnementale, et donc l'ampleur du travail environnemental requis, l'EES du CASEF fera une recommandation pour dire si : (a) un travail environnemental ne sera pas nécessaire;

(b) l'application de simples mesures d'atténuation suffira; ou (c) un PGES ou PREE séparée devra être élaboré.

**Etape 3: Exécution du travail environnemental**

a. Lorsqu'un PGES est nécessaire (catégorie B ou B.1)

L'EES de CASEF, aidés par l'ONE, effectueront les activités suivantes :

- Préparation des termes de référence pour l'EIE simplifié ou le PGES ;
- Recrutement des consultants qualifiés pour effectuer le PGES ;
- Conduite des consultations publiques conformément aux termes de référence ;
- Revues des documents élaborés et soumission à l'ONE pour délivrance de Permis Environnemental.

Les cas de PREE seront traités avec les Ministères Sectoriels concernés. Les étapes restent les mêmes mais une version plus simplifiée des documents seront élaborés.

Pour déterminer les mesures d'atténuation à insérer dans les TDR du sous-projet en question, le check-list des impacts et des mesures d'atténuation du CGES servira comme base d'exécution des activités. Le PGES ou PREE sera élaboré par des consultants qualifiés qui seront recrutés par l'Agence d'Exécution du CASEF appuyé par l'EES.

**Tableau 29 : Procédures pour les sous-projets nécessitant un PGES ou PREE**

<b>Étapes</b>	<b>Activités</b>
<b>Première étape</b>	Préparation de termes de référence (TDR) Selon les résultats de l'identification et l'étendue nécessaire du PGES/PREE, des termes de référence seront préparés. Le PGES ou PREE sera préparé par un consultant et le rapport suivra le format suivant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Description de la zone de l'étude</li> <li>• Description du sous-projet</li> <li>• Description de l'environnement</li> <li>• Considérations juridiques et réglementaires</li> <li>• Détermination des impacts éventuels des sous-projets proposés</li> <li>• Analyse des enjeux environnementaux et sociaux</li> <li>• Analyse d'options alternatives, y compris l'option « sans projet »</li> <li>• Processus de consultations publiques</li> <li>• Développement de mesures de mitigation et d'un plan de suivi, y compris le renforcement des capacités institutionnelles et l'estimation des coûts</li> </ul>
<b>Deuxième étape</b>	Choix de consultant après validation des DR par la Banque Mondiale
<b>Troisième étape</b>	Réalisation du PGES avec consultation du public
<b>Quatrième étape</b>	Revue et approbation du PGES pour le sous-projet.
<b>Cinquième étape</b>	Publication/Diffusion du PGES

b. Lorsqu'un PGES n'est pas nécessaire (catégorie B.2 ou C, nécessitant uniquement de simples mesures d'atténuation comme travail environnemental sous réserve de validation du fiche de tri par la Banque Mondiale)

Dans ces cas de figure, l'EES des projets P-CASEF et AF-CASEF et les Assistants techniques régionaux PFES des représentations régionales consultent le CGES et le check-list des Annexes 3 et 4 pour sélectionner les mesures d'atténuation appropriées.

#### ***Etape 4 : Examen et approbation des procédures de sélection, des TDR et des rapports d'EIE incluant les PGES***

a. Examen: Le responsable des Evaluations Environnementales de l'ONE, avec l'appui des autres services techniques concernés et membres du Comité Technique d'Evaluation (CTE), va procéder à l'examen : (i) des résultats et recommandations présentés dans les formulaires de sélection environnementale et sociale; (ii) des mesures d'atténuation proposées figurant dans les listes de contrôle environnementales et sociales pour assurer que tous les impacts environnementaux et sociaux ont été identifiés et que des mesures d'atténuation ont été proposées ; (iii) des études environnementales réalisées pour les activités classées en catégorie B ou B1.

b. Approbation/désapprobation: Sur la base des résultats du processus d'analyse susmentionné, et des discussions avec les partenaires concernés et les personnes susceptibles d'être affectées, l'ONE va proposer l'approbation ou le rejet aussi bien du processus de sélection ayant abouti à la classification du projet que du PGES même de l'activité. En cas d'avis défavorable, celui-ci doit être dûment motivé. Dans le cadre de l'examen du dossier, l'ONE peut demander un complément d'informations au consultant ayant réalisé le PGE ou à l'EES des projets P-CASEF et AF-CASEF. L'ONE donne, par écrit, à l'UGP-CASEF, un avis sur la faisabilité environnementale du sous- projet.

#### ***Etape 5 : Consultations publiques et diffusion :***

La législation environnementale malgache préconise la participation du public dans la préparation de l'EIE et la validation par la tenue d'une audience publique. Pour le PGES ou le PREE il ne sera pas nécessaire de préparer une audience publique. Aussi, pour être en conformité avec l'OP 4.01 décrivant les exigences de consultation et de diffusion, et dans le cadre de la Politique de diffusion de la Banque mondiale (BP 17.50), il a été préconisé que le projet CASEF adopte un mécanisme de participation publique, comme élément constitutif de l'Etude d'Impact Environnemental, à toutes les étapes des PGES des projets pour assurer une meilleure prise de décision. Ce mécanisme devra obéir à la procédure suivante : (i) annonce de l'initiative par affichage dans les mairies, préfectures, par voie de presse (écrite ou parlée) ; (ii) dépôt des documents dans les localités concernées ; (iii) tenue d'une réunion d'information; (iv) collecte de commentaires écrits et verbaux ; (v) négociations en cas de besoin ; (vi) élaboration du rapport.

Le processus de consultation du public dans le cadre d'une Evaluation Environnementale sera conduit par l'ONE suivant les formes définies par le CTE. En général, il s'agira d'une consultation sur place de documents. Dans ce cas, se tiendra une réunion présidée par les représentants des Autorités Locales compétentes organisée à l'intention des personnes directement affectées par le projet pour accueillir leurs avis et préoccupations par rapport au Projet. Les résumés non techniques du projet seront mis à la disposition du public au niveau de la ou des Commune(s) concerné(es) pour une période prédéfini pour des commentaires et suggestions en vue de l'élaboration des prescriptions environnementales formant le Cahier des Charges Environnementales.

#### ***Etape 6 : Surveillance et Suivi environnemental***

Le suivi environnemental des activités de projet CASEF sera mené dans le cadre du système de suivi général du projet. Le suivi environnemental concerne aussi bien la phase de mise en œuvre que l'exploitation des ouvrages, infrastructures et équipements à réaliser avec l'appui du projet. Le programme de suivi peut permettre, si nécessaire, de réorienter les travaux et éventuellement d'améliorer le déroulement de la construction et de la mise en place des différents éléments du projet. Le suivi va de pair avec l'établissement des impacts et la proposition de mesures de prévention, d'atténuation ou de compensation.

Le suivi est essentiel pour s'assurer que : (i) les prédictions des impacts sont exactes (surveillance des effets) ; (ii) des mesures de prévention, d'atténuation et de compensation permettent de réaliser les objectifs voulus (surveillance des effets) ; (iii) les règlements et les normes sont respectés (surveillance de la conformité) ; (iv) les critères d'exploitation de l'environnement sont respectés (inspection et surveillance).

- Suivi au niveau national : Au niveau de CASEF, l'EES, en collaboration avec les autres Services Techniques concernés feront en sorte que le suivi des indicateurs environnementaux et sociaux soit effectué et que des mesures correctives soient prises dans le cas où les résultats de suivi indiqueraient par exemple une détérioration dans la qualité de l'environnement..
- Suivi au niveau Régional : Au niveau régional et local, le suivi sera effectué par les Point Focaux Environnement et Social au niveau régional (Assistant Technique sectoriel), en étroite collaboration avec les Comité de Suivi Environnemental Régional ; qui regroupe les Services Techniques Déconcentrés (Environnement, Urbanisme, Domaine, Agriculture, Aménagement du Territoire etc.) et la mairie (le Guichet foncier).

## 7.2. Responsabilités pour la mise en œuvre de la sélection environnementale et sociale

Le tableau ci-dessous donne un récapitulatif des étapes et des responsabilités institutionnelles pour la sélection et la préparation, l'évaluation, l'approbation et la mise en œuvre des sous-projets.

**Tableau 30 : Récapitulatif des étapes de la sélection et responsabilités**

<b>Etapes</b>	<b>Responsabilités</b>
<b>1. Sélection environnementale et sociale du projet : Sélection y compris consultation public</b>	CASEF/AST/PFES de l'Agence d'exécution régionale en rapport avec le Comité Technique d'Evaluation (services techniques), la mairie, le Guichet foncier, les prestataires
<b>2. Détermination des catégories environnementales appropriées</b>	
2.1 Validation de la sélection	EES des projets P-CASEF et AF-CASEF et ONE
2.2 Classification du projet et Détermination du travail environnemental (simples mesures de mitigation ou EIE)	EES des projets P-CASEF et AF-CASEF et ONE
<b>3. Examen et approbation</b>	EES des projets P-CASEF et AF-CASEF et ONE
<b>4. Si Etude d'impact est nécessaire</b>	
4.1 Choix du consultant	CASEF / EES
4.2 Réalisation de l'étude d'impact	Consultants en EIE
4.3 Approbation étude d'impact	CTE National, Régional, EGEX, EES et Banque Mondiale, Collectivités Locales
<b>5. Diffusion</b>	CASEF, EES, Région, Commune,
<b>6. Suivi</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Niveau national : CASEF/EES, CSE/ONE en collaboration avec les autres services centraux.</li> <li>• Niveau Régional et communal : PFS/ATS et CSE (Comité de suivi environnemental) mairie, Guichet Foncier</li> </ul>

## **Indicateurs de suivi**

En vue d'évaluer l'efficacité des activités des projets P-CASEF et AF-CASEF, notamment la construction et la réhabilitation des infrastructures (pistes, ouvrages, équipement de stockage etc.) et leur fonctionnement et entretien subséquentes, nous proposons d'utiliser les indicateurs de suivi ci-après :

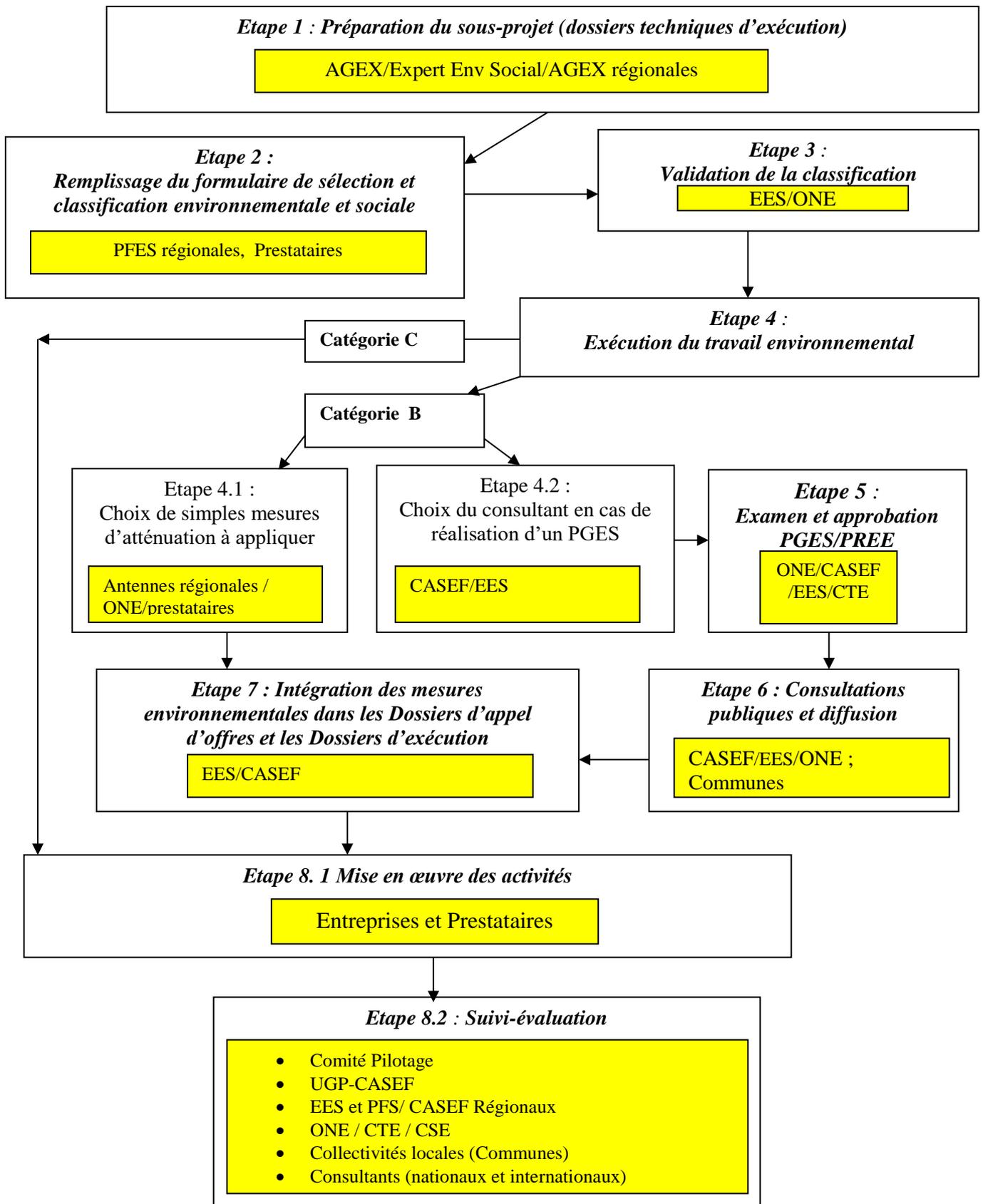
### Indicateurs environnementaux / Mesures Environnementales

- Minimisation des activités de défrichage
- Mise en place de système d'élimination et/ ou de valorisation écologiquement sûre des déchets issus des chantiers et de réduction à la source
- Respect des dispositions environnementales pour les Entreprises des travaux
- Nombre de carrières ouvertes et remises en état
- Mise en place de dispositif contre l'érosion
- Préservation des zones en aval des infrastructures
- Préservation de la qualité et de l'écoulement de l'eau
- Préservation de la qualité des sols
- Prise de mesures contre l'émanation de poussières générées par les activités
- Port d'Equipements de Protection Individuelle (EPI) pour le personnel et les visiteurs des travaux
- Mise en place de réseau d'assainissement

### Indicateurs sociaux / Mesures de Sauvegarde Sociale

- Nombre de main d'œuvre locale utilisée pour les travaux
- Nombre de Collectivités locales et acteurs locaux impliqués dans le suivi des travaux
- Mesures de minimisation du nombre de Personnes Affectées au Projet (PAPs)
- Nombre et nature des compensations en cas de déplacement de population ou de pertes d'activités
- Préservation du bon voisinage avec les différentes parties prenantes du projet
- Respect des us et coutumes des zones d'implantation du projet
- Mesures de préservation contre les VIH/SIDA
- Prise de dispositions pour éviter les cas de VBG/ASE et d'harcèlement Sexuel

**7.3. Diagramme de flux pour la préparation et la mise en œuvre des activités des projets P-CASEF et AF-CASEF**



#### **7.4. Processus de sélection des projets de l'agrobusiness**

Le processus de sélection des projets de l'agrobusiness requiert une attention toute particulière du fait de la relative sensibilité des questions en jeu (aspects environnementaux, sociaux et foncier) et des acteurs impliqués.

La préparation, la sélection, la planification, la mise à disposition des assiettes et la mise en œuvre des projets de l'agrobusiness nécessite une synergie d'actions entre les différents acteurs impliqués dans le processus. La démarche proposée s'articule autour de sept étapes qui se déclinent comme suit :

##### Les étapes de la sélection environnementale et sociale

***Etape 1 : Information et sensibilisation des communautés concernées par les zones potentielles pour les investissements agricoles***

***Etape 2 : Mobilisation de l'information foncière***

La première étape du processus de sélection porte sur la mobilisation de l'information foncière au niveau local par les Communes via le Guichet foncier et les régions pour ce qui concerne les Agropoles / Zones d'Investissements Agricoles (ZIA). Il s'agit de confier aux Communes et aux Régions le travail de pré-identification des lots de terres affectables à des investisseurs privés, de différentes tailles. Cette activité sera coordonnée par l'expert foncier de CASEF et des représentations régionales.

Ces entités veilleront à vérifier la disponibilité réelle ou non des terres ainsi que le consentement manifeste des propriétaires pour la mise en place des ZIA. La réalisation d'enquête parcellaire et la mise en place d'outil de planification approprié permettront de constituer des données foncières fiables sur les terres affectables à l'investissement.

***Etape 3 : Discussion et validation des offres de terres***

La deuxième étape sera la validation préliminaire des offres de terre par les Communes et les régions en rapport avec les services des domaines et de la topographie. L'expert foncier de CASEF effectuera une analyse du contexte socio-foncier des offres en terre, vérifiera la compatibilité avec les PLOF et les affectations existantes ou en cours, mais aussi l'effectivité de la concertation entre les divers acteurs.

***Etape 4 : Publication des offres de terres disponibles dans les zones d'intervention du projet et marketing auprès des investisseurs***

Dans cette étape, l'EDBM en rapport avec l'expert en Agrobusiness de CASEF procède à la préparation des appels à manifestation d'intérêts pour les projets d'investissement agricole qui comprendront essentiellement deux documents : un dossier d'information et un cadre de contrat de partenariat entre les régions, les Communes et les investisseurs. L'UGP-CASEF veillera à inclure dans ces dossiers le respect des normes sociales et environnementales en vigueur.

Pour le marketing, l'EDBM va initier une démarche plus proactive qui sera engagée pour les investisseurs à fort potentiels comprenant les investisseurs nationaux et internationaux. Dans cet exercice, l'EDBM mettra un accent sur la sensibilisation sur les questions environnementales et sociales.

***Etape 5 : Réception des offres, sélection et guidage des investisseurs***

Une fois les offres réceptionnées, l'EDBM en rapport avec l'expert Agrobusiness de CASEF précéderont à un tri et une sélection des projets éligibles en fonction d'une évaluation multicritères qui met en avant la durabilité, le caractère inclusif et en phase avec les objectifs du projet (Promotion des filières d'agriculture commerciales).

La sélection définitive des projets sera la responsabilité des Communes ou des régions avec l'appui

technique de l'expert en agri business et de l'expert foncier de CASEF.

### **Étapes 6 : Discussion sur l'APS, les procédures sur le foncier et les Etudes environnementales et Sociales**

Cette étape concerne les échanges techniques entre les investisseurs et les experts en agri business, les experts en évaluation environnementale et sociale et les experts fonciers de CASEF national et régionaux. En fonction de l'envergure du projet, de sa localisation (zones humides, proximité forêt ou parc) et des incidences potentielles (risques de déplacement de populations ; les experts donneront des orientations aux investisseurs sur les documents de sauvegardes à préparer.

### **Étape 7 : Sélection et classification environnementale et sociale des projets d'investissement**

Cette étape va porter sur la classification environnementale et sociale des projets d'investissement retenus dans le cadre des projets P-CASEF et AF-CASEF, pour pouvoir apprécier ses effets sur l'environnement. Pour cela, la démarche de sélection indiquée à la figure 7.3 du présent rapport sera adoptée. Les experts environnementaux et sociaux de CASEF et l'ONE vont procéder en rapport avec l'investisseur à un screening des projets sélectionnés et notifier à l'investisseur les différentes études à mener pour se conformer à la législation malgache et aux Politiques Opérationnelles de la BM.

### **Étape 8 : Préparation des Etudes environnementales et Sociales et régularisation foncière**

Cette étape incombe à l'investisseur qui est en possession de toutes les informations pour se conformer aux mesures de sauvegardes environnementales et sociale de la BM et à la législation malgasy préparera à ses frais les études environnementales et sociales requises (EIE, PAR s'il y a lieu). L'Investisseur pourrait être assisté par l'EES de CASEF pour le choix du consultant.

**Tableau 31 : Processus de sélection des projets de l'agrobusiness**

<b>Étapes</b>	<b>Activités</b>	<b>Acteurs responsables</b>
1	Mobilisation de l'information foncière au niveau local	Région (Agropole / ZIA), Communes (Guichet foncier, Expert foncier CASEF régional)
2	Discussion et validation des offres de terre	Région (Agropole / ZIA), Communes (Guichet foncier), Expert foncier CASEF régional, Cadastre, Domaine, EDBM, EES/CASEF
3	Publication des offres de terres disponibles dans les zones d'intervention du projet et marketing auprès des investisseurs	EDBM, expert Agrobusiness/ CASEF
4	Réception des offres, sélection et guidage des investisseurs	EDBM, Expert Agrobusiness CASEF, Communes, Régions
5	Discussion sur l'APS, les procédures sur le foncier et les Etudes environnementales et Sociales	EDBM, Expert Foncier et EES CASEF, Investisseurs, Régions, Communes
6	Screening des projets éligibles et réalisation des études environnementales et sociales	PFES CASEF régional, CTE, Communes, Région, Investisseurs
7	Préparation EIE, PAR, Régularisation foncière	Investisseurs avec appui EES CASEF

### **7.5. Procédures d'accès aux terres des Zones d'Investissements Agricoles (ZIA)**

Les ZIA sont des réserves foncières administrées par les régions. Elles ont été créées par la loi n° 2005-019 du 17 octobre 2005 sur les statuts des terres qui stipule en son article 38 al.1 que sont soumis à un dispositif juridique particulier les terrains constitutifs de zones réservées pour des projets d'investissement. Les ZIA sont des Réserves foncières destinées à l'exploitation agricole. Elles sont

créées par Arrêté pris par le Ministre en charge des Domaines à la suite de l'instruction d'une demande faite par le Ministre chargé des collectivités décentralisées conformément à la procédure définie par la loi 2008.014 du 23 Juillet 2008 sur le domaine privé de l'Etat et de son décret d'application.

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets P-CASEF et AF-CASEF, les autorités malagasy comptent mettre en valeur ces terres à travers les opportunités d'investissements de l'agro-business. Cette volonté politique requiert au plan technique de comprendre les procédures et le processus d'accès aux terres des Agropoles / ZIA.

L'accès aux terres des Agropoles / ZIA adopté par la région de Vakinankaratra se fait en onze étapes. Le tableau suivant reprend le même processus auquel est rajouté deux étapes supplémentaires, il s'agit des étapes 11 et 12.

**Tableau 32 : Processus d'accès aux Agropoles / ZIA**

- |  |
|--|
| <ol style="list-style-type: none"><li>1. Appel aux investisseurs par media à diffusion nationale par la région ;</li><li>2. Publication transparente de la liste des Agropoles / ZIA et diffusion aux intéressés ;</li><li>3. Réunion publique destinées aux investisseurs relatives aux informations sur les conditions d'accès aux ZIA et au cahier de charge ;</li><li>4. Publication dans les Média du calendrier des visites des lieux ;</li><li>5. Visite des lieux et descentes sur terrain (Investisseur + Région + District + Commune + Fokontany) ;</li><li>6. Constitution d'une commission d'octroi de terrain et de sélection des projets et élaboration de critères d'évaluation des projets ;</li><li>7. Réception des dossiers de projet et sélection des projets ;</li><li>8. Notification des résultats de la sélection des projets et publication de la liste des opérateurs sélectionnés ;</li><li>9. Constitution d'une commission de suivi et évaluation ;</li><li>10. Contractualisation ;</li><li>11. Développement des documents de sauvegardes environnementales et sociales dont un PAR si besoin ;</li><li>12. Régularisation de la situation du terrain et sécurisation foncière des probables occupants ;</li><li>13. Installation officielle des investisseurs.</li></ol> |
|--|

Dans la région de Vakinankaratra, il est dénombré neuf (09) Agropoles / ZIA qui couvrent une superficie totale d'environ 17 000 ha, d'après le responsable foncier de la Région. Ce sont des superficies relativement importantes qui constituent d'énormes potentialités qui peuvent être mobilisées et valorisées dans le cadre des projets P-CASEF et AF-CASEF en faveur des agro investisseurs. Pour cela, le projet CASEF devra établir une synergie avec la région pour harmoniser leur plan d'action autour des Agropoles / ZIA. Par ailleurs, la plupart de ces Agropoles / ZIA étant localisées dans des zones enclavées ou difficiles d'accès, l'intervention du projet devrait appuyer leur désenclavement pour renforcer leur attractivité.

## 8. RENFORCEMENT DE LA GESTION ENVIRONNEMENTALE DES PROJETS P-CASEF ET AF-CASEF

Le Projet CASEF a prévu, dans sa conception, des mesures environnementales et sociales qu'il s'agira de bonifier et de renforcer. La prise en compte des enjeux environnementaux de la zone du projet et la capitalisation des acquis et des leçons tirées des projets agricoles antérieurs nécessiteront de renforcer la gestion environnementale et sociale des projets P-CASEF et AF-CASEF par les mesures décrites suivantes : Mesures d'ordre stratégique; Mesures de renforcement institutionnel; Mesures de renforcement technique (études à faire; mesures d'exécution et de suivi; etc.) ; Formation des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet ; Information et sensibilisation des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet ; Mesures de conformités avec les sauvegardes environnementales et sociales déclenchés par le projet.

### 8.1. Mesures stratégiques d'ordre environnementale

#### 8.1.1. Hierarchisation des zones d'intervention selon les enjeux environnementaux et sociaux

La stratégie d'intervention des projets P-CASEF et AF-CASEF devra tenir compte de la catégorisation suivante des zones, qui devront être réalisées sur la base: de l'inventaire et délimitation des aires protégées et autres zones humides; de l'inventaire des zones à conflits fonciers ou dont le statut reste à clarifier.

**Tableau 33 : Hierarchisation des zones d'intervention du projet**

N°	Type de zone	Description et caractérisation	Recommandations
1	Zone rouge	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Parcs, réserves, forêts classées, forêts primaires</li> <li>• Zones humides à forte sensibilité écologique</li> <li>• Zones à conflits fonciers ou dont le statut reste à clarifier</li> </ul>	Les projets qui seront localisées dans ces zones seront inéligibles au financement du CASEF.
2	Zone Jaune	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Zones mixtes, ou il existe des contraintes environnementales et sociaux, mais aménageables au plan agricole sous certaines conditions ou exigences environnementales et sociales (cours d'eau, proximité de plan d'eau etc.)</li> </ul>	Lever les contraintes et déterminer les conditions ou exigences environnementales et sociales à respecter avant toute intervention
3	Zone Verte	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Zones à vocation agricole ; sans enjeux environnementaux et sociaux majeurs</li> </ul>	A privilégier en priorité en termes d'intervention

Les Zones agropoles dont les ZIA sont hiérarchisées dans la Zone Jaune (#2). Etant affectées à des activités agricoles intensives, ces zones peuvent présenter des contraintes et exigences environnementales et sociales qui devront être levées et déterminées.

#### 8.1.2. Stratégie de maîtrise foncière dans la zone d'intervention du projet

La gestion foncière à Madagascar connaît depuis 2006 un processus de réforme qui vise à déléguer aux communes la gestion des terres à travers la mise en place de Guichet Foncier (GF). Durant, la phase pilote, quatre (04) communes ont été concernées par cette opération. Actuellement entrant dans sa phase d'extension, selon le rapport d'évaluation de la réforme foncière à Madagascar (2011), quatre cent (400) communes sont dotées de guichets foncier sur un total de mille cinq cent cinquante-quatre (1554).

Alors que les Communes qui n'en sont pas encore dotées réclament la mise en place de leurs guichets fonciers, ceux qui ont été mis en place souffrent de plusieurs dysfonctionnements : ralentissement de

leurs activités, manque de moyens humains et techniques (GPS, logistiques, appui technique des bureaux spécialisés), démotivation du personnel.

Le projet CASEF compte réactiver les GF en rapport avec les communes concernées par les activités du projet. En effet, l'implication des communes pour la mise en place des Plans Locaux d'Occupation Foncières (PLOF) et la mise à disposition de l'information foncière pour les potentiels investisseurs constituent des aspects clés du projet, car la disponibilité des terres conditionne l'existence même du projet pour attirer les investisseurs.

C'est pour cette raison qu'il est d'une nécessité impérieuse de finaliser les PLOF pour les communes qui en disposent et d'en mettre en place pour celles qui n'en disposent pas pour assurer une meilleure maîtrise du foncier par les collectivités territoriales. Ce qui devra faire ressortir sur l'ensemble des unités d'occupation du sol, les différentes propriétés ainsi que leur nature juridique, l'identification de leurs propriétaires, les superficies de chaque titre et la délimitation des lots (plan parcellaire) conformément aux données de base recueillies (coordonnées sur le terrain et données implémentées dans un SIG).

Une première difficulté pourrait résider dans le manque de moyens mis à la disposition des Guichets Fonciers et circonscriptions foncières pour procéder à la délimitation matérielle des parcelles voire même du terroir qui relève de leur compétence. La faiblesse du cadastre rural constitue évidemment un lourd handicap. L'appui des projets P-CASEF et AF-CASEF pour la réactivation de ces différentes entités pourrait permettre de faire évoluer les choses dans le bon sens.

L'AF-CASEF prévoit de procéder à la construction de nouvelles infrastructures dans le cadre de l'appui aux Guichets.

#### ***Maîtrise du foncier :***

La problématique est beaucoup plus complexe. En effet, la réussite de l'aménagement régional suppose que soit menée à bien l'affectation des parcelles à usage agricole. Il faut une affectation des parcelles conforme aux normes fixées par la planification soit complétée par le contrôle de l'effectivité d'une mise en valeur rationnellement définie.

La mise en place d'outil de planification approprié permettra de délimiter et de classer en réserves foncières les zones affectées à l'investissements agricoles.

L'identification des terrains affectés à ces investissements privilégiera autant que possible les terrains du domaine privé de l'Etat ainsi que les terrains dont les droits de propriété sont clairement établis ou peuvent l'être. Il s'agit notamment des parcelles titrées au nom de particuliers, des parcelles objets de certificats fonciers et des parcelles occupées dont la présomption de droit de propriété est établie. Cette mesure facilitera et allègera l'application des mécanismes de réinstallation.

#### **8.1.3. Impulsion des leviers permettant de garantir la prise en compte du genre dans les activités du CASEF**

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'agrobusiness, les femmes et les Groupement de Promotion Féminine (GPF) disposent d'atouts certains pour participer pleinement à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire. Il s'agira de développer une stratégie d'intervention du projet prenant en compte les aspects Genre à travers les mesures suivantes : allouer un quota de parcelles aux femmes (action positive) pour un bon positionnement des productrices agricoles ; encourager et inciter les femmes et les GPF à s'investir principalement dans le volet transformation des produits maraîchers et fruitiers où elles ont déjà capitalisés beaucoup d'expérience, de savoir-faire et de technicité ; renforcer les activités d'IEC pour améliorer la qualité de la formation des femmes et l'accès à l'information ; faire un diagnostic participatif pour mieux cerner les enjeux et les défis du Genre/Agriculture dans la mise en œuvre du projet ; valoriser la capital "Confiance et crédibilité" dont jouissent les femmes auprès des institutions.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme « Agrobusiness », il conviendra d'adopter une approche intégrale et transversale pour garantir une réelle prise en compte du genre. Cette approche devra être ouverte et flexible au regard des réalités sociales et culturelles de la zone d'intervention, tout

en restant attentive aux transformations qui vont s'opérer dans la zone. La prise en compte du genre devra s'appuyer sur une double démarche visant à : (i) renforcer la dynamique organisationnelle des femmes, afin qu'elles puissent s'orienter vers une spécialisation dans certaines filières et peser de manière plus déterminante dans les processus décisionnels au sein des familles et de la communauté ; et (ii) fournir aux femmes un appui/conseil de proximité, en vue de favoriser leur accès au crédit et une gestion performante des activités qu'elles mènent. Dans ce cadre, elles bénéficieront de formations en développement de capacités entrepreneuriales, ainsi qu'en gestion et management de leurs activités économiques.

## **8.2. Mesures de renforcement institutionnel**

L'évaluation des besoins en renforcement des capacités des différents acteurs qui vont intervenir dans la mise en œuvre et le suivi des projets P-CASEF et AF-CASEF a montré que l'essentiel des acteurs a besoin d'être renforcé sur le plan humain, logistique et techniques pour exécuter les missions qui leur sont assignées. Il s'agira de renforcer les acteurs suivants :

### ***Renforcement du Comité de Pilotage de Projet***

Le Comité de Pilotage des projets P-CASEF et AF-CASEF mis en place pour piloter et surveiller la mise en œuvre du projet devra être élargi aux services techniques du Ministère de l'Environnement et de l'Ecologie et des Forêts (notamment l'ONE), ce qui permettra de mieux prendre en compte les orientations stratégiques d'ordre environnemental et d'assurer le respect des normes environnementales et sociales.

### ***Renforcement de l'expertise environnementale et sociale du service EDBM***

Le Projet CASEF va appuyer l'EDBM qui sera chargé d'apporter une expertise dans la promotion de l'investissement agro-industriel. L'EDBM jouera un rôle d'interface entre le projet CASEF, les investisseurs et les communes bénéficiaires. A ce titre, il est important de renforcer son expertise environnementale et sociale pour lui permettre de mieux appréhender les enjeux environnementaux et sociaux et de mieux partager les procédures environnementales malgache et les mesures de sauvegardes de la Banque Mondiale avec les investisseurs. Un agent de l'EDBM devra être désigné comme PFES et formé sur les procédures environnementales et sociales de Malagasy et de la BM.

### ***Renforcement de l'expertise environnementale et sociale des Comité Technique d'Evaluation***

Pour les besoins des activités de validation des éventuels Etudes d'Impacts Environnementales (EIE) qui vont être menées dans le cadre des projets P-CASEF et AF-CASEF, le CTE sera chargé de valider et d'effectuer le suivi au niveau des agences d'exécution régionales. Au regard, de l'expérience des différents membres sectoriels qui composent ce comité, il apparaît que leurs capacités en évaluation environnementale et sociale sont relativement limitées. Pour pallier cette insuffisance, il est préconisé des mesures de formation des différents membres et leur fidélisation pour les activités de suivi et de mise en œuvre du projet.

### ***Renforcement de l'expertise environnementale et sociale de l'UGP-CASEF***

L'agence d'Exécution des projets P-CASEF et AF-CASEF sera dirigé par un coordonnateur qui sera placée sous l'autorité du Secrétaire Général du Ministère chargé de l'Agriculture, sera chargée de la mise en œuvre technique et financière des activités du projet. Il est recommandé qu'il y ait en son sein un Expert Environnement et Social pour garantir l'intégration de l'environnement dans la mise en œuvre des activités du projet. Cet Expert sera recruté à temps plein par le projet, pendant toute la durée du projet (5 ans). Cet expert va assister CASEF respectivement dans l'intégration des aspects environnementaux et sociaux et dans le suivi de proximité des activités.

**Tableau 34 : Mission de l'expert environnement et social du CASEF**

Cet expert sera recruté à temps plein par le Projet CASEF pour assister l'Agence d'exécution Nationale pour (i) veiller à la prise en compte des aspects environnementaux et sociaux dans les travaux; (ii) assurer le suivi des indicateurs de environnementaux et sociaux. Cet expert devra conduire les activités suivantes :

- Conduite du suivi environnemental et social des activités des projets P-CASEF et AF-CASEF et ajustements nécessaires au besoin ;
- Organisation d'ateliers d'information et de formation sur les sauvegardes environnementales et sociales applicables aux projets.
- Développer ou coordonner le développement de documents de sauvegardes du projet ;
- Veiller à l'application de la procédure environnementale et sociale nationale dans les activités du projet;
- Assurer la coordination du suivi, de l'évaluation et de la supervision des différentes activités;
- Sensibiliser les décideurs et les responsables techniques du projet sur la nécessité de la prise en compte des questions environnementales et sociales dans les activités;
- Développer un système de concertation, de coordination et d'échanges avec les institutions nationales, impliquées dans la mise en œuvre et le suivi environnemental et social des projets P-CASEF et AF-CASEF.
- Consolider les données relatives aux mécanismes de gestions de plaintes ;
- Produire des rapports périodiques relatifs à la sauvegarde environnementale et sociale suivant les besoins du projet et de ses partenaires

***Mesures de renforcement des Directions Régionales de l'Agriculture (DRAE)***

Les Directions Régionales de l'Agriculture et de l'Élevage (DRAE)) qui devront assister le projet au niveau local dans la mise en œuvre et le suivi des activités agricoles des projets P-CASEF et AF-CASEF sont dépourvus de moyens. Les services de protection des végétaux n'ont plus de laboratoire fonctionnel, les équipements sont obsolètes, les bâtiments sont vétustes. D'une manière générale, il faut renforcer les DRAE sur les aspects suivants :

- Réhabilitation des bâtiments des services de protection des végétaux (Toamasina) ;
- Equipement des laboratoires ;
- Dotation en produits phytosanitaires, et équipement de protection des applicateurs ;
- Fournir des moyens logistiques aux techniciens (moto, GPS) ;
- Doter à la DRAE d'Analanjirifo d'un véhicule de liaison pour qu'elle puisse mener à bien sa mission.

***Mesures de renforcement des circonscriptions foncières et topographiques (Guichet foncier, service cadastre, services topographie)***

Le projet prévoit de redynamiser les guichets fonciers pour la finalisation des PLOF et la délivrance des certificats fonciers aux exploitations familiales. Les mesures à prévoir pour améliorer les capacités d'intervention des circonscriptions foncières notamment les guichets fonciers sont :

- La réhabilitation et/ou la construction d'infrastructures ;
- La dotation en moyens logistiques (moto) ;
- La fourniture de GPS et d'ordinateurs de travail ;
- La formation des agents du guichet foncier sur l'utilisation des GPS et les logiciels de cartographie ;
- La formation des maires sur le rôle des guichets foncier et la procédure de délivrance des certificats fonciers ;
- La motivation du personnel des guichets fonciers ;
- Le recrutement d'assistants d'appui pour renforcer les équipes en place.

### **8.3. Mesures de renforcement des connaissances scientifiques et techniques**

Les mesures de renforcement technique concernent les études à mener, les guides à réaliser, l'établissement d'une situation de référence et la mise en place d'une base de données en vue d'améliorer les connaissances scientifiques sur les questions environnementales et sociales.

#### 8.3.1. Réalisation et mises en œuvre des Etudes Environnementales et Sociales

⇒ *Provision pour la réalisation des Etudes d'Impact Environnemental et sociales et leur mise en œuvre*

Des EIES pourraient être requises pour certaines activités du projet classées en catégorie « A ou B », pour s'assurer qu'elles soient durables au point de vue environnemental et social. Si la classification environnementale des activités indique qu'il faut réaliser des études environnementales (PGES/PREE), le projet devra prévoir des fonds à payer à des consultants pour réaliser ces études et mettre en œuvre les PGES y relatifs.

#### 8.3.2. Manuel de bonnes pratiques agricoles et de gestion des terres

⇒ *Elaboration d'un manuel de bonnes pratiques agricoles pour les investisseurs*

Le projet CASEF devra aussi appuyer les investisseurs agricoles dans la préparation de procédures de bonnes pratiques agricoles pour accompagner la réalisation des activités (techniques culturales respectueuses de l'environnement ; utilisation des pesticides et des engrais ; etc.).

### **8.4. Formation des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet**

Pour faire en sorte que les activités du Projet soient effectuées d'une manière durable du point de vue environnemental et social, il est suggéré la formation des prestataires de Services, des agents de CASEF national et régional, mais aussi des autres membres du Comités de Pilotage du Projet, et des Services Techniques et prestataires au niveau régional et local, sur les procédures et techniques de gestion et de suivi environnemental et social des activités à réaliser.

Il s'agira d'organiser, au niveau national et dans les seize (16) Régions (Alaoatra Mangoro, Betsiboka, Boeny, Bongolava, Diana, Amoron'i Mania, SOFIA, Analanjirofo, Atsinanana, Analamanga, Itasy, Vakinankaratra, Haute Matsiatra, , SAVA, Anosy et Androy) couvertes par le projet, des ateliers de formation qui permettront aux structures nationales, régionales et locales impliquées dans le suivi des activités des projets P-CASEF et AF-CASEF de s'imprégner des dispositions du CGES, de la procédure de sélection environnementale et des responsabilités dans la mise en œuvre. Les sujets seront centrés autour : (i) des enjeux environnementaux et sociaux des activités agricoles et les procédures d'évaluation environnementales et sociales; (ii) de l'hygiène et la sécurité liés aux activités; et (iii) des réglementations environnementales appropriées. La formation devra permettre aussi de familiariser les acteurs sur la réglementation nationale en matière d'évaluation environnementale ; les directives de la Banque Mondiale ; les méthodes d'évaluation environnementale et sociale ; le contrôle et le suivi environnemental et sociale.

Des Consultants-formateurs qualifiés en évaluation environnementale et sociale seront recrutés par le projet CASEF, avec l'assistance de l'ONE, pour conduire ces formations. Le programme de renforcement de capacité devra être conduit jusqu'à la fin du projet pour assurer que la pérennité des mesures prises soit réellement appropriée par les bénéficiaires.

## **Modules de formation**

### ***Evaluation Environnementales et Sociales***

- ⇒ Bonne connaissance des procédures d'organisation et de conduite des EIES à Madagascar ;
- ⇒ Décret MECIE ;
- ⇒ Bonne appréciation de la méthodologie d'élaboration des EIES ;
- ⇒ Appréciation objective du contenu des rapports d'EIES ;
- ⇒ Connaissance des procédures environnementales et sociales nationales et de la BM ;
- ⇒ Connaissance du processus de suivi de la mise en œuvre des PGES ;
- ⇒ Intégration du genre dans les activités de développement rural.

### ***Formation sur le suivi environnemental et social***

- ⇒ Elaboration des indicateurs de suivi/évaluation environnemental et social ;
- ⇒ Vérification de l'introduction dans les contrats de l'entrepreneur chargé des travaux des clauses environnementales et vérifier la conformité de ces dites clauses ;
- ⇒ Faire respecter et appliquer les lois et règlements sur l'environnement ;
- ⇒ Recommander des mesures appropriées en vue de minimiser les impacts ;
- ⇒ S'assurer de l'effectivité de la mise en œuvre des actions de sensibilisation des populations sur la protection et la gestion de l'environnement ;
- ⇒ S'assurer de l'effectivité de la prise en compte du genre.

### ***Modules de formation sur la gestion des pesticides***

- ⇒ Information sur les risques ainsi que les conseils de santé et de sécurité ;
- ⇒ Connaissances de base sur les procédures de manipulation et de gestion des risques ;
- ⇒ Port des équipements de protection et de sécurité ;
- ⇒ Risques liés au stockage et au transport des pesticides ;
- ⇒ Procédures de manipulation et gestion des emballages et pesticides usagés ;
- ⇒ Les mesures d'urgence et de secours en cas d'intoxication aux produits phytosanitaires ;
- ⇒ La surveillance du processus et des résidus ;
- ⇒ Elimination des stocks périmés.
- ⇒ Techniques de lutte alternative contre les nuisibles.

### ***Module de formation sur les aspects environnementaux de la transformation des produits agricoles***

- ⇒ Normes d'hygiène et de qualité ;
- ⇒ Impacts de feux de brousse et des cultures sur brûlis ;
- ⇒ Aspects environnementaux et sociaux de gestion des déchets issus de la transformation ;
- ⇒ Mesures de protection et de sécurité.

### ***Module de formation sur l'agriculture et le foncier***

- ⇒ Les différents statuts des terres (moderne et traditionnel) ;
- ⇒ L'accès à la terre ;
- ⇒ La loi sur le domaine national et le Code du domaine de l'Etat ;
- ⇒ L'accès des femmes aux terres (aspects juridiques et sociologiques) ;
- ⇒ Le statut de l'agro-business ;
- ⇒ Agriculture durable et entretien des plants ;
- ⇒ La professionnalisation du secteur agricole ;
- ⇒ Décentralisation et foncier ;
- ⇒ Le règlement des conflits fonciers.

## **8.5. Information et sensibilisation des populations et des acteurs concernés**

Les agences d'exécution nationale et régionales en rapport avec les collectivités locales (régions et communes) devront coordonner la mise en œuvre des campagnes d'information et de sensibilisation

auprès des producteurs agricoles (investisseurs privés nationaux) bénéficiaires des activités du projet, notamment sur la nature des travaux et les enjeux environnementaux et sociaux lors de la mise en œuvre des activités du projet. Dans ce processus, les associations locales, les exportateurs, les Organisations des producteurs et les ONG environnementales devront être impliqués au premier plan.

Il s'agira de mener des actions capitales en direction des agriculteurs et des populations à la base pour créer les conditions d'une correcte appropriation du projet et de sa réussite sociale. Ces actions sont les suivantes :

**Une campagne d'information et de communication sur le concept d'agro-business :** Mener une campagne d'explicitation du sens positif donné au terme « Agri business » dans le projet. Cela, auprès des agriculteurs et des élus locaux.

**Des rencontres de proximité sur le foncier et éventuellement la relance des guichets fonciers y compris la réhabilitation et la construction de nouveaux bâtiments :** Tenir des rencontres de clarification auprès des acteurs locaux et des agriculteurs sur la question foncière dans le Projet CASEF et sur la délivrance des certificats fonciers. Cela peut renforcer d'avantage l'adhésion et l'appropriation du projet. L'information, l'éducation et la communication pour le changement de comportement (CCC) doivent être axées principalement sur les problèmes environnementaux liés aux sous-projets du CASEF ainsi que sur les stratégies à adopter pour y faire face. La production de matériel pédagogique doit être développée et il importe d'utiliser rationnellement tous les canaux et supports d'information existants pour la transmission de messages appropriés.

**Tableau 35: Synthèse des activités de formation et de sensibilisation**

Acteurs concernés	Thèmes de formation	Résultats attendus
<b>Populations bénéficiaires des investissements des projets P-CASEF et AF-CASEF</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation sur le CGES ;</li> <li>• Formation en screening et classification des projets ;</li> <li>• Conduite, identification des Impacts ;</li> <li>• Elaboration des mesures d'atténuation ;</li> <li>• Elaboration et suivi des indicateurs, etc.</li> <li>• Sélection de mesures d'atténuation</li> <li>• Législation et procédures environnementales nationales ;</li> <li>• Suivi des mesures environnementales</li> <li>• Suivi des normes d'hygiène et de sécurité ;</li> <li>• Mise en place d'une base des données environnementales et sociales ;</li> <li>• IEC/Formation sur les droits des bénéficiaires</li> <li>• IEC/Formation sur le mécanisme de gestion de plaintes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CGES connu ;</li> <li>• Outils et procédures EES maîtrisée ;</li> <li>• Capacités acquises pour assurer la mise en œuvre et le suivi des mesures environnementales ;</li> <li>• Acteurs sensibilisés sur les aspects environnementaux du projet ;</li> <li>• Dimension environnementale intégrée dans la conduite des activités du projet.</li> </ul>
<b>Comité de Suivi Environnemental</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Campagnes d'information, de sensibilisation et de formation :</b></li> <li>• Aspects environnementaux et sociaux des activités agricoles ;</li> <li>• Normes d'hygiène et de sécurité ;</li> <li>• IEC et sensibilisation sur les enjeux, les attitudes et comportement lors de l'exécution [SEP] du projet ;</li> <li>• Utilisation des pesticides et des OGM ;</li> <li>• Sensibilisation sur les bonnes pratiques culturales (lutte intégrée etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les bénéficiaires comprennent les enjeux environnementaux des techniques d'optimisation des productions ;</li> <li>• Les normes environnementales ainsi que les mesures d'hygiène et de sécurité sont connues ;</li> <li>• Les Opérateurs connaissent les bonnes pratiques dans la mise en œuvre des activités.</li> </ul>

## 8.6. Mesures de conformités avec les sauvegardes environnementales et sociales

Les politiques de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque Mondiale qui s'appliquent aux activités qui seront conduites dans le cadre de la mise en œuvre du programme sont : la PO 4.01 « Evaluation Environnementale » ; la PO 4.09 (Lutte Antiparasitaire) ; PO 4.11 « Patrimoine culturel » ; la PO 4.12 « Réinstallation Involontaire des populations » ; la PO 4.36 foresterie. Aussi, ce présent chapitre va déterminer les mesures et stratégies envisagées pour être en conformité avec ces politiques.

### 8.6.1. Mesures de conformité avec la PO 4.01 « Évaluation Environnementale »

La réalisation du présent CGES permet d'être en conformité avec cette politique. Le CGES situe les enjeux environnementaux et sociaux du projet, identifie les principaux problèmes, analyse les causes et propose des axes d'intervention.

### 8.6.2. Mesures de conformité avec la PO 4.09 « Lutte Antiparasitaire»

Dans le cadre des projets P-CASEF et AF-CASEF, un Plan de Gestion des Pestes et des Pesticides (PGPP) a été préparé en document séparé pour être en conformité avec cette politique déclenchée. Le Plan de Gestion des Pestes et des Pesticides (PGPP) est conçu pour éviter ou minimiser les effets potentiels négatifs sur la santé humaine et animale et l'environnement pouvant découler de l'utilisation des pesticides et de la lutte antivectorielle.

### 8.6.3. Mesures de conformité avec la PO 4.11 « Patrimoine culturel »

Pour la PO 4.11, le respect de la mise en application de la procédure sur les fouilles et découvertes ci-après permet au projet d'être en parfaite conformité avec les exigences de cette Politique de Sauvegarde, ainsi que résumé dans l'encadré ci-dessous.

#### **Tableau 36 : Procédure à suivre en cas de découverte de vestiges archéologiques**

Le prestataire de service doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter les sites culturels et culturels (cimetières, sites sacrés, etc.) dans le voisinage des travaux et ne pas leur porter atteintes. Pour cela, elle devra s'assurer au préalable de leur typologie et de leur implantation avant le démarrage des travaux.

Si, au cours des travaux, des vestiges d'intérêt culturel, historique ou archéologique sont découverts, l'Entrepreneur doit suivre la procédure suivante : (i) arrêter les travaux dans la zone concernée ; (ii) aviser immédiatement le Maître d'œuvre qui doit prendre des dispositions afin de protéger le site pour éviter toute destruction ; un périmètre de protection doit être identifié et matérialisé sur le site et aucune activité ne devra s'y dérouler; (iii) s'interdire d'enlever et de déplacer les objets et les vestiges. Les travaux doivent être suspendus à l'intérieur du périmètre de protection jusqu'à ce que l'organisme national responsable des sites historiques et archéologiques ait donné l'autorisation de les poursuivre. Si des tombeaux sont découverts accidentellement, respecter les rites (alafaditra).

### 8.6.4. Mesures de conformité avec la PO 4.12 « Réinstallation Involontaire des populations »

Pour être en conformité avec cette politique, un Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) a été élaboré en document séparé dans le cadre des projets P-CASEF et AF-CASEF.

### 8.6.5. Mesures de conformité avec la PO 4.36 « Foresterie »

L'OP 4.36, *Foresterie* apporte l'appui à la sylviculture durable et orientée sur la conservation de la forêt. Elle n'appuie pas l'exploitation commerciale dans les forêts tropicales humides primaires. Son objectif global vise à réduire le déboisement, à renforcer la contribution des zones boisées à l'environnement, à

promouvoir le boisement. La Banque mondiale ne finance pas les opérations d'exploitation commerciale ou l'achat d'équipements destinés à l'exploitation des forêts tropicales primaires humides. L'achat de bois sera fortement encouragé, plutôt que la coupe, pour les activités de construction de petites infrastructures sociales communautaires. Certains projets de l'agro-business prévus dans le cadre du Projet vont probablement déclencher cette Politique de Sauvegarde car les ZIA sont parfois des zones de formation secondaire qui risquent d'être déboisées pour faire de l'agriculture intensive. Par ailleurs l'exploitation de l'huile de girofle appuyé par le projet nécessitera une exploitation forestière.

### **8.7. Mesures des impacts liés aux Changements Climatiques**

Le secteur agricole devra prendre en compte l'évolution de la disponibilité de l'eau et la multiplication des événements climatiques extrêmes. Les mesures suivantes sont préconisées :

*Intégrer les impacts des changements climatiques dans les stratégies et les activités du CASEF.*

#### Au plan institutionnel :

Mettre en place un cadre de partenariat entre le CASEF, les Services Hydrologiques et les services de l'Agence nationale de la Météorologie de Madagascar. Ce partenariat devra permettre d'asseoir un dispositif de veille et d'alerte en prévision des inondations, des cyclones et tempêtes dans la zone du projet et de suivi de l'évolution des changements climatiques (mise en place et suivi de données météorologiques et climatologiques).

Dans cette optique, le projet CASEF devra aider à former les agents et équiper les structures régionales et nationales (Services agricoles et météorologique, etc.) pour constituer des capacités d'adaptation pour faire face aux risques climatiques à venir (prévisions météorologiques afin de permettre aux investisseurs-agriculteurs d'agir pour protéger leurs exploitations agricoles et aussi le bétail.

#### Au niveau opérationnel

Le projet CASEF devra appuyer des initiatives de sensibilisation et de formation des producteurs et des acteurs des différentes filières à intégrer le risque climat dans leurs activités. Aider les producteurs à développer des espèces résilientes pour mieux faire face au changement climatique. Renforcer la lutte contre les feux de brousse, sensibiliser sur les impacts négatifs des tavy et encourager le reboisement.

## **9. PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL**

### **9.1. Programme de Suivi-Évaluation**

Le suivi et l'évaluation sont complémentaires. Le suivi vise à corriger « en temps réel », à travers une surveillance continue, les méthodes d'exécution des interventions et d'exploitation de projets agropastoraux. Quant à l'évaluation, elle vise (i) à vérifier si les objectifs ont été respectés et (ii) à tirer les enseignements d'exploitation pour modifier les stratégies futures d'intervention. Trois niveaux de suivi sont identifiés :

Le premier niveau concerne la surveillance ou le contrôle. Il est essentiellement réalisé par les missions de contrôle simultanément à leur mission technique, sous l'autorité de l'Expert environnement et social national du CASEF. L'Expert doit s'assurer que le prestataire respecte ses clauses contractuelles. Le contrôle environnemental et social sert à vérifier la mise en œuvre des mesures d'atténuation environnementale et sociale qui doivent être réalisées lors des travaux.

Le second niveau est le suivi environnemental et social. Il est réalisé en majeure partie par des structures comme l'ONE à travers le Comité de Suivi Environnementale (CSE) qui est mis en place au niveau régional. Ce suivi sert à vérifier la qualité de la mise en œuvre des mesures d'atténuation et les interactions entre le projet et la population environnante. L'on peut aussi intégrer à ce niveau le suivi que peut réaliser les instances locales et la communauté en générales notamment par le biais d'une méthode structurée.

Le troisième niveau est celui de l'inspection qui est réalisé par les organismes qui doivent s'assurer du respect de la réglementation. Dans le présent cas, CASEF national doit s'assurer que les politiques de sauvegarde sont respectées et l'ONE doit pour sa part s'assurer du respect de la réglementation nationale en matière de protection environnementale.

### **9.2. Composantes environnementales et sociales à suivre**

Lors des activités des projets P-CASEF et AF-CASEF, le suivi inclura l'effectivité de la mise en œuvre des mesures de gestion environnementales et sociales retenues dans le CGES. Les composantes environnementales et sociales qui devront faire l'objet de suivi sont les suivantes :

- ⇒ Les zones avoisinantes des habitats naturels ou Parcs (risques d'empiètement/incursion, etc.) ;
- ⇒ La végétation (forêts classés, forêts primaires, de terroir et plantations villageoises, etc.) ;
- ⇒ Nombre de pieds reboisés ;
- ⇒ La qualité des eaux de surface et souterraines (pollution par les pesticides ; etc.) ;
- ⇒ Les conflits entre agriculteurs et éleveurs ;
- ⇒ L'érosion des sols lors des aménagements ;
- ⇒ Impacts des activités sur les bas-fonds ;
- ⇒ La santé des populations et des producteurs (maladies hydriques, VIH/SIDA, accidents, etc.).
- ⇒ Le traitement des plaintes

### **9.3. Canevas du programme de suivi environnemental du projet**

Au niveau de chaque site d'intervention du projet, les indicateurs et éléments techniques ci-dessous sont proposés à suivre par les Expert Environnement et Social de l'Agence d'exécution des projets P-CASEF et AF-CASEF qui va le mettre en place, mais aussi par les Experts environnement et social que les structures étatiques (ONE, DRAE, Service de l'hygiène) et les prestataires de services et les investisseurs privés vont désigner en leur sein, ainsi que les communes, les régions et les producteurs agricoles.

#### Suivi en phase de réalisation des activités agricoles

Lors des travaux de maintenance des pistes, de réhabilitation des ouvrages de désenclavement et d'aménagements agricoles, les règlements en vigueur et en particulier ceux concernant l'environnement devront être respectés. Les aménagements agricoles, et la construction des différents ouvrages agricoles et équipements devront se faire dans le cadre d'un plan de gestion de la qualité comprenant le respect des contraintes environnementales correspondantes aux mesures présentées dans le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale.

#### Suivi en phase d'exploitation des activités agricoles

En phase d'exploitation, le suivi portera sur les composantes essentielles décrites dans le canevas ci-dessus, notamment : l'état des ressources en eau ; l'hydrométrie, la fertilité chimique des sols ; la pédologie et la dégradation des sols; les propriétés physiques des sols ; le comportement et l'utilisation des sols ; l'évolution de faune et de flore ; l'écologie et protection des milieux naturels; la typologie des aménagements; l'évolution des techniques et des performances techniques agricoles ; les systèmes pastoraux ; l'élevage; l'hygiène et la santé (maladies hydriques, intoxication ; les pollutions, les nuisances et la sécurité lors des opérations; le suivi des réclamations et des conflits ; le suivi de l'impacts des améliorations génétiques sur la santé humaine et animale.

#### **9.4. Indicateurs de suivi**

Les indicateurs sont des paramètres dont l'utilisation fournit des informations quantitatives ou qualitatives sur les impacts et les bénéfices environnementaux et sociaux des activités des projets P-CASEF et AF-CASEF. En tant que tel, ils constituent une composante essentielle dans l'Évaluation Environnementale et Sociale du CASEF. En vue d'évaluer l'efficacité des activités du CASEF, les indicateurs environnementaux et sociaux de suivi ci-après sont proposés :

#### Indicateurs d'ordre stratégique à suivre par la Comité de Pilotage du P-CASEF

Les indicateurs stratégiques à suivre par le Comité de Pilotage sont les suivants :

- ⇒ Désignation de responsables environnement et social au sein des structures impliquées dans le projet CASEF ;
- ⇒ Effectivité de la sélection environnementale et sociale (screening) des activités des projets P-CASEF et AF-CASEF;
- ⇒ Réalisation des EIE et mise en œuvre des PGES y afférents ;
- ⇒ Mise en œuvre du programme de formation et de sensibilisation sur le Projet CASEF ;
- ⇒ Effectivité de la coordination et du suivi environnemental et du reporting.
- ⇒ Opérationnalité du mécanisme de gestion de plaintes.

#### Indicateurs à suivre par l'Expert Environnement et Social National de CASEF

- ⇒ Nombre de projets ayant fait l'objet d'une sélection environnementale et sociale ;
- ⇒ Nombre de projet ayant fait l'objet d'une EIE avec PGES mis en œuvre ;
- ⇒ Types d'aménagements pour la protection de l'environnement ;
- ⇒ Nombre d'hectare reboisé après déboisement de sites d'aménagement ;
- ⇒ Nombre d'arbres plantés ou d'espaces paysagers réalisés ;
- ⇒ Niveau d'application des mesures d'atténuation environnementales et sociales ;
- ⇒ Nombre de séances de formation organisées ;
- ⇒ Nombre de séances de sensibilisation organisées ;
- ⇒ Nombre de producteurs sensibilisés sur les mesures d'hygiène, de sécurité et les (IST/VIH/SIDA) ;
- ⇒ Niveau d'implication des communes et acteurs locaux dans le suivi des travaux ;
- ⇒ Niveau de consensus (approbation) sur le choix des sites d'aménagement ;
- ⇒ Niveau de prise en compte du genre dans le choix des investisseurs ;
- ⇒ Nombres d'emplois créés dans les zones du projet ;
- ⇒ Niveau de respects des mesures d'hygiène et de sécurité ;
- ⇒ Types de mesures de gestion des déchets et des eaux usées ;

- ⇒ Nombre de personnes affectées par les activités des projets P-CASEF et AF-CASEF ;
- ⇒ Nature et niveau des indemnités ;
- ⇒ Nombre et type de réclamations.

### **9.5. Suivi des impacts cumulatifs**

Certaines activités appui aux filières d'agriculture commerciale, filière lait et viande, maintenance de pistes, construction de Greniers Communautaire Villageois (GCV), vont nécessiter un suivi global et non individuel en termes de réalisation, compte tenu de leur caractère de microprojets et de leur impossibilité de planification de la réalisation en même temps. Sous ce rapport, il est proposé d'effectuer un suivi global après réalisation, pour apprécier les effets cumulatifs de ces différentes réalisations sur les ressources naturelles et le cadre de vie.

#### Institutions responsables pour le suivi environnemental et social

Le suivi environnemental et social devra être effectué comme suit :

Surveillance : La surveillance des travaux sera effectuée par les prestataires qui vont désigner un point focal environnement et social au niveau de leurs équipes de terrain pour les micros projet (piste, ouvrage désenclavement, GCV, Unité de conditionnement) sous l'autorité de l'Expert Environnement et Social de CASEF et des Points Focal Environnement et Social (PFES) des représentations régionales.

Suivi : Le suivi sera réalisé à « l'externe » par le Comité de Suivi Environnemental Régional (CSE) sous la coordination du représentant régional de l'ONE; Il est préconisé que les principales composantes environnementales (eau, sol, végétation et faune, cadre de vie, santé, etc.) soient suivies par les structures étatiques en charge de ces direction au niveau régional :

- ONE (pollution et cadre de vie; procédure d'EIE et mise en œuvre des PGES);
- Service Régional Hydraulique (ressources en eau) ;
- Madagascar National Park (MNP) Activités autour du parc Zahamena ;
- Services de protection des végétaux (utilisation des pesticides) ;
- Services vétérinaires (utilisation produits vétérinaires, insémination artificielle) ;
- Direction Régionale des Forêts (défrichement forêts secondaires) ;
- Service Régional d'Hygiène et les Districts sanitaires (intoxication par les pesticides, maladies hydriques) ;
- Service national de la météorologie (suivi météorologique).

A cet effet, l'UGP-CASEF devra établir des protocoles d'accord avec toutes ses structures concernant les modalités d'organisation (techniques, matérielles et financières) de suivi de ces indicateurs.

Supervision : La supervision sera assurée par l'Expert Environnement et Social de CASEF, sous la coordination du Comité de Pilotage des projets P-CASEF et AF-CASEF.

Evaluation : Des Consultants indépendants effectueront l'évaluation à mi-parcours et finale.

### **9.6. Canevas du programme de suivi environnemental et social**

Le suivi de l'ensemble des paramètres biophysiques et socioéconomiques est essentiel. Toutefois, pour ne pas alourdir le dispositif et éviter que cela ne devienne une contrainte dans le timing du cycle de sous projet, il est suggéré de suivre les principaux éléments suivants :

Tableau 37 : Indicateurs et dispositifs de suivi

Composantes	Eléments de suivi	Types d'indicateurs et éléments à collecter	Périodicité	Responsable
Eaux	Etat des ressources en Eau Hydrométrie et la qualité des eaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Indicateurs de suivi de la qualité de l'eau selon les exigences du Cahier des Charges Environnementales / PGES (pH, DCO, DBO5, MES etc.)</li> <li>Pollution</li> <li>Eutrophisation</li> <li>Sédimentation</li> <li>Régime hydrologique</li> <li>Etat des inondations</li> <li>Suivi des nappes</li> <li>Suivi de la végétation aquatique (typha ; etc.)</li> </ul>	Mensuel	<ul style="list-style-type: none"> <li>Service d'hydraulique</li> <li>ONE</li> <li>CASEF</li> </ul>
Sols	Fertilité chimique	<ul style="list-style-type: none"> <li>Erosion/ravinement</li> <li>Pollution/dégradation</li> <li>Taux de matière organique</li> <li>Composition en éléments minéraux</li> <li>Taux de saturation</li> <li>Capacité d'échange</li> </ul>	Annuel	<ul style="list-style-type: none"> <li>DRAE</li> <li>Laboratoire de contrôle des sols</li> <li>CASEF</li> </ul>
	Pédologie et dégradation des sols	<ul style="list-style-type: none"> <li>Superficies aménagées</li> <li>Superficies abandonnées</li> </ul>	Mensuel	<ul style="list-style-type: none"> <li>DRAE</li> <li>Laboratoire de contrôle des sols</li> <li>CASEF</li> </ul>
	Propriétés physiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>Profondeur</li> <li>Texture ; Structure ; Porosité ; Capacité de rétention en eau</li> </ul>	Annuel	<ul style="list-style-type: none"> <li>DRAE</li> <li>Laboratoire de contrôle des sols</li> <li>CASEF</li> </ul>
	Comportement et utilisation des sols	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibilité à l'érosion éolienne et hydrique (superficie affectée)</li> <li>Taux de dégradation (salinisation, alcalinisation, érosion ...)</li> <li>Rendements des principales cultures</li> <li>Existence de jachère et durée</li> <li>Type de culture</li> </ul>	Annuel	<ul style="list-style-type: none"> <li>DRAE</li> <li>Laboratoire de contrôle des sols</li> <li>CASEF</li> </ul>

<b>Composantes</b>	<b>Eléments de suivi</b>	<b>Types d'indicateurs et éléments à collecter</b>	<b>Périodicité</b>	<b>Responsable</b>
<b>Végétation Faune</b>	<b>Évolution de Faune et l'état de Flore de la biodiversité Écologie et protection des milieux naturels</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux de dégradation</li> <li>• Taux de reboisement</li> <li>• Évolution des types de végétation</li> <li>• Production de biomasse</li> <li>• Taux de recouvrement des sols</li> <li>• Actions de reforestation et mise en défens</li> <li>• Déforestation (taux et conversion forêts pour autres usages)</li> <li>• Altération des habitats et conversion des terres pour autres usages</li> <li>• Inventaire faune sauvage</li> <li>• Inventaire avifaune</li> <li>• Suivi des biotopes végétaux</li> <li>• Suivi de la végétation aquatique</li> </ul>	Mensuel	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Direction des de l'écologie et des forêts</li> <li>• CASEF</li> <li>• DRAE</li> <li>• Service forestier</li> </ul>
<b>Systèmes de Production</b>	<b>Typologie des aménagements</b>		Mensuel	<ul style="list-style-type: none"> <li>• DRAE</li> <li>• CASEF</li> <li>• Commune</li> </ul>
	<b>Evolution des techniques et des Performances techniques agricoles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Superficies cultivées et production</li> <li>• Pratiques culturales</li> <li>• Adoption des techniques de production</li> <li>• Taux de transformation produits agricoles</li> <li>• Volume d'intrants consommés (pesticides, herbicides, engrais)</li> <li>• Taux d'adoption des méthodes de lutte intégrée</li> <li>• Consommation de fumure organique</li> <li>• Superficies en culture biologique</li> <li>• Gestion des déchets (liquides, solides) issus activités transformation</li> <li>• Taux de valorisation des sous-produits des industries de transformation.</li> </ul>	Mensuel	<ul style="list-style-type: none"> <li>• DRAE</li> <li>• Protection des Végétaux</li> <li>• Prestataires</li> <li>• CASEF</li> </ul>
	<b>Élevage et santé animal</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inventaire cheptel</li> <li>• Traitement suivi ;</li> <li>• Insémination</li> <li>• Ressources pastorales</li> <li>• Prévalence maladies hydriques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Semestriel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• DIREL (Elevage)</li> <li>• FIFATA</li> <li>• Prestataires</li> <li>• CASEF</li> </ul>

Composantes	Eléments de suivi	Types d'indicateurs et éléments à collecter	Périodicité	Responsable
Environnement humain	Hygiène et santé Pollution et nuisances Sécurité lors des opérations et des travaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contrôle des effets sur les sources de production</li> <li>• Respect des mesures d'hygiène sur le site</li> <li>• Pratiques de gestion des déchets</li> <li>• Présence de vecteurs et apparition de maladies liées à l'eau</li> <li>• Actions de lutte contre maladies hydriques</li> <li>• Prévalence des IST/VIH/SIDA</li> <li>• Surveillance épidémiologique</li> <li>• Port d'équipements adéquats de protection</li> <li>• Présence de vecteurs de maladies</li> <li>• Taux prévalence maladies liées à l'eau (paludisme, bilharziose, diarrhées, schistosomiase etc.),</li> <li>• Respect des mesures d'hygiène sur le site</li> <li>• Nombre d'intoxication liée à l'usage des pesticides</li> <li>• Disponibilité de consignes de sécurité en cas d'accident</li> <li>• Nombre et type de réclamations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mensuel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ONE</li> <li>• CSE</li> <li>• Collectivités</li> <li>• OP</li> <li>• CASEF/EE S</li> <li>• Hydraulique</li> <li>• District Sanitaire</li> </ul>

Ces indicateurs seront régulièrement suivis au cours de la mise en place et l'avancement des sous-projets et seront incorporés dans le Manuel d'Exécution des projets P-CASEF et AF-CASEF.

### 9.7. Dispositions institutionnelles de mise en œuvre du PGES

Dans le cadre du Projet, la fonction « environnementale et sociale » sera assurée à trois niveaux :

- Par le Comité National de Pilotage du Projet (CNPP), pour une coordination d'ordre stratégique (s'assurer que tous les acteurs concernés sont bien impliqués et ont des rôles à jouer) ; ce comité va regrouper toutes les institutions impliquées dans le suivi ; Dans le cadre de ce comité, les structures membres effectueront des missions de supervision ;
- Par l'Office Nationale de l'Environnement (ONE) qui est l'institution nationale chargée de l'instruction et du suivi de la mise en œuvre du Décret MECIE ; la ONE effectuera le suivi externe de la mise en œuvre du CGES ;
- Par l'Expert Environnement et Social qui sera recruté (à temps plein) par l'Agence d'Exécution-des projets P-CASEF et AF-CASEF et qui va coordonner le suivi de proximité, en rapport avec agents locaux désigné comme PFES des Agences d'exécution Régionales et des Prestataires de Services, respectivement en phase de préparation (études) et d'exécution des activités au niveau local (dans les zones du projet).

L'Expert Environnement et Social recruté par le projet CASEF devra travailler en étroite collaboration avec de l'ONE et sous sa supervision. L'UGP-CASEF Nationale et l'ONE devront établir un protocole d'accord. Dans ce Protocole, il sera défini les exigences en matière de suivi, les domaines fondamentaux du suivi et leur périodicité ; le système de rapportage, etc.

Les arrangements institutionnels ci-dessous sont proposés pour le projet en ce qui concerne les rôles et responsabilités de mise en œuvre et de suivi. Ces arrangements ont été discutés avec les principaux acteurs concernés pour la mise en œuvre et le suivi du projet, et pour l'essentiel, ils rentrent dans le cadre des missions régaliennes de chacune des structures ciblées

#### 9.7.1. Coordination et supervision externe

- ***Le Comité National de Pilotage (CNP) des projets P-CASEF et AF-CASEF***

Le CNP des projets P-CASEF et AF-CASEF, est présidé par le Ministère chargé de l'Agriculture (MPAE), qui décidera des grandes orientations stratégiques pour la mise en œuvre du projet et des modalités d'exécution y relatives. Il sera chargé d'évaluer l'impact du projet sur la base des résultats des activités de suivi-évaluation. Il approuvera les plans de travail et budgets annuels et veillera à ce qu'ils soient conformes à l'objectif de développement du projet. Le CNPP organisera au moins une fois par an une rencontre annuelle avec les représentants des bailleurs de fonds pour garantir la bonne coordination des activités de développement rural.

#### 9.7.2. Préparation et suivi « interne » de la mise en œuvre

- ***L'unité de Gestion des projets P-CASEF et AF-CASEF (UGP-CASEF)***

L'UGP-CASEF va recruter à temps plein un Expert en évaluation environnementale pour garantir l'effectivité de la prise en compte de ces aspects. L'EES des projets P-CASEF et AF-CASEF va assurer le suivi environnemental et social, conduire en rapport avec les consultants qui seront sélectionnés la réalisation des éventuelles EIE, assurer la formation environnementale des techniciens points focal environnement Social des représentations régionales; etc.

- ***Les Représentations Régionale des projets P-CASEF et AF-CASEF (CASEF Régional).***

Le Projet CASEF sera représenté dans les dix (10) Régions par des cellules et des antennes régionales en charge de la coordination, de l'orientation et de la supervision des activités du projet sur le terrain. Les spécialistes fonciers ou des infrastructures de CASEF Régional vont assurer respectivement le rôle de PFES et seront chargés du suivi environnemental des activités des projets P-CASEF et AF-CASEF dans leurs régions respectives. Pour cela, ces experts vont recevoir une formation en évaluation environnemental et en suivi.

#### 9.7.3. Exécution des activités

- Les activités des projets P-CASEF et AF-CASEF, y compris les mesures environnementales, seront mises en œuvre par des Prestataires de Services (ONG, OCB, structures privés, DRAE, Protection des végétaux, services forestiers, services vétérinaires etc.) qui travailleront en rapport avec les institutions du développement rural. Chaque Prestataire de Service devra désigner en son sein un Point Focal Environnement et Social (PFES/Prestataire) pour assurer le « screening » avant le démarrage des activités ainsi que la mise en œuvre et le suivi de proximité des mesures environnementales et sociales des projets P-CASEF et AF-CASEF dans leurs activités respectives.

#### 9.7.4. Suivi environnemental et social « externe »

- ***L'Office National pour l'Environnement (ONE) :***

L'ONE procédera aussi à l'examen et l'approbation de la classification environnementale des projets ainsi que l'approbation des rapports Etudes d'Impact Environnementales et des PGES. Elle participera au suivi externe, notamment en ce qui concerne les pollutions et nuisances, et l'amélioration du cadre de vie. L'ONE va assurer le « suivi externe » de la mise en œuvre des activités du CGES. Le suivi de l'ONE sera en fait une vérification contradictoire basée sur les rapports de suivi interne fait par le PFES/CASEF. Le projet CASEF apportera un appui institutionnel à l'ONE dans ce suivi (logistique, capacitation). L'ONE va transmettre son rapport à l'UGP des projets P-CASEF et AF-CASEF pour disposition à prendre, avec ampliation au Comité National de Pilotage du Projet.

Le suivi externe impliquera aussi : La Direction en charge de l'Environnement et/ou des Forêts selon l'organigramme du Ministère (suivi externe des activités de déboisement, de reboisement et d'aménagement forestier, mais aussi de suivi de la faune dans les zones d'activités du projet) ; la Direction de l'Hydraulique (suivi des cours d'eaux) ; les collectivités locales (sensibilisation des populations, activités de mobilisation sociale) ; les ONG et les organisations locales de la Société Civile (information et sensibilisation des populations locales, sur les enjeux environnementaux et sociaux du projet, le suivi de la mise en œuvre des mesures de compensation, etc.).

## **9.8. Plan de consultation pour la préparation et la mise en œuvre du projet**

### **9.8.1. Contexte et Objectif**

La consultation publique ambitionne d'assurer l'acceptabilité sociale du projet à l'échelle communautaire, en mettant tous les acteurs dans un réseau de partage de l'information aussi bien sur l'environnement que sur le projet proprement dit. Le plan ambitionne d'amener les acteurs à avoir, à l'échelle des collectivités une vision commune et des objectifs partagés des actions entreprises par le projet dans une logique tridimensionnelle : avant le projet (phase d'identification et de préparation) ; en cours de projet (phase d'exécution) ; après le projet (phase de gestion, d'exploitation et de d'évaluation finale).

Le plan de consultation met l'accent sur le contexte environnemental et social en rapport avec les composantes du projet. Le processus de consultation renvoie à la nécessité d'associer pleinement les populations locales dans l'identification des besoins, le suivi des activités et leur évaluation dans une perspective de contrôle citoyen, de partage des informations, de participation et d'efficacité sociale.

### **9.8.2. Mécanismes et procédures de consultation**

Les mécanismes et procédures pour l'information, la concertation et la négociation à mettre en place devront reposer sur les points suivants : les connaissances sur l'environnement des zones d'intervention du Projet ; l'acceptabilité sociale du projet. Les outils et techniques de consultations devront se conformer à une logique de communication éducative et de communication sociale.

### **9.8.3. Stratégie**

Le début de la mise à disposition de l'information environnementale et sociale du projet devra être marqué par des ateliers de lancement, avec une série d'annonces publiques. Dans le domaine de la consultation environnementale et sociale, il sera nécessaire de bien mettre en place, à Antananarivo et au niveau de chacune des Régions concernées par le projet CASEF y compris les activités rentrant dans le cadre du financement Additionnel, un comité local dont le rôle sera : d'appuyer les représentations locales de CASEF dans le fonctionnement local et l'appropriation sociale du projet ; de mobiliser auprès des partenaires nationaux et locaux dans la mise en œuvre des activités du projet ; de servir de cadre de résolution à l'amiable d'éventuels conflits (fonciers ou autres). Une ONG spécialisée pourra faciliter cette activité.

### **9.8.4. Etapas et processus de la consultation**

Le Plan de consultation peut se dérouler à travers trois cheminements : (i) La consultation locale ou l'organisation de journées publiques ; (ii) L'organisation de Forums communautaires ; (iii) Les rencontres sectorielles de groupes sociaux et ou d'intérêts

Le processus de consultation publique devra être structuré autour des axes suivants : (i) préparation de dossiers de consultations publiques comprenant les rapports d'étude (rapports d'évaluation environnementale et sociale), descriptif des activités déjà identifiées (localisation, caractéristiques, etc.) et des fiches d'enquêtes ; (ii) missions préparatoires dans les sites de projet et de consultation ; (iii) annonces publiques ; (iv) enquêtes publiques, collecte de données sur les sites de projets et validation des résultats.

### 9.8.5. Diffusion de l'information au public

Pendant la mise en œuvre du projet, tous les acteurs et partenaires devront être régulièrement consultés. Le CGES devra être mis à la disposition du public, pour des commentaires éventuels, par l'UGP-CASEF nationale, à travers la presse publique et au cours des réunions de sensibilisation et d'information dans les localités où les activités du projet seront réalisées. Par ailleurs, le CGES devra aussi être publié dans le centre d'information INFOSHOP de la Banque mondiale.

### 9.9. Calendrier de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales

Le calendrier de mise en œuvre et de suivi des mesures s'établit comme suit :

**Tableau 38** Calendrier de mise en œuvre et de suivi des mesures

Mesures	Actions proposées		Durée des activités des projets P-CASEF et AF-CASEF				
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5
<b>Mesures d'atténuation</b>	Voir liste des mesures d'atténuation par sous-projet		Durant la mise en œuvre				
<b>Mesures institutionnelles</b>	Recrutement de l'Expert Environnement et Social		1 <sup>ère</sup> année de la mise en œuvre				
	Recrutement des Prestataires de Service et de l'ATS						
<b>Mesures techniques</b>	Réalisation des EIE pour certaines activités du projet		1 <sup>ère</sup> année, ou avant la mise en œuvre				
<b>Formation Information et Sensibilisation</b>	Sensibilisation et mobilisation des acteurs et des populations locales			2 <sup>ème</sup> année et durant la mise en œuvre			
<b>Mesures de suivi</b>	Suivi environnemental et surveillance environnementale du projet	Suivi de proximité	Durant la mise en œuvre				
		Supervision	Tous les trois mois				
	Evaluation	A mi-parcours					
		finale	fin des activités projet (5 <sup>ème</sup> année)				

## 9.10. Coûts des mesures environnementales et sociales

Les coûts des mesures environnementales, d'un montant global de **1 264 000 USD** comprennent:

- (i) Des coûts d'ordre technique (Réalisation éventuelle des PGES et PAR en cas de classification de projet en catégorie (B ou B1) nécessitant une évaluation environnementale complémentaire ; provision pour la mise en œuvre des /PGES/PAR ; Elaboration d'un manuel de bonnes pratiques agricoles et de gestion des terres dans le secteur du Développement Agricole; Elaboration de mesures d'élimination de facteurs de vulnérabilité des activités agricoles;
- (ii) Des coûts de Suivi/Evaluation des activités des projets P-CASEF et AF-CASEF ;
- (iii) Des coûts de renforcement de capacités en termes de formation et de sensibilisation des acteurs.

### a. Coûts des mesures techniques

- ***Recrutement à temps plein d'un Expert Environnement et Social***

Il est proposé que l'UGP-CASEF recrute, à temps plein, un Expert Environnement et Social qui va assurer la fonction de Point Focal Environnement et Social (PFES/CASEF national), pour un volume de travail de un (01) homme/mois, 1500 USD/60 mois soit un coût de 90 000 USD

- ***Réalisation et mise en œuvre des EIE/PGES/PAR éventuellement***

On pourrait estimer à environ 10 projets devant nécessiter la préparation d'un PAR/ PGES. A cet effet, il s'agira de recruter des consultants pour conduire ces études. La réalisation d'éventuelles PAR / PGES pourrait entraîner des mesures comportant des coûts et qui devront être budgétisés dès à présent par le CASEF pour pouvoir être exécutées le moment venu. Pour cela, il est nécessaire de faire une dotation provisionnelle qui permettra de prendre en charge de telles mesures. On peut estimer à 8 500 USD par PAR / PGES, soit un coût total de 85 000 USD à provisionner ;

- ***Manuel de bonnes pratiques agricoles et de gestion durable des terres***

Il est prévu de recruter un consultant pour réaliser un manuel sur les bonnes pratiques environnementales, soit un coût unitaire 17 000 USD à prévoir.

- ***Provisions pour des mesures d'élimination de facteurs de vulnérabilité des activités agricoles***

La mise en œuvre des activités agricoles devra se faire avec des mesures d'accompagnement d'ordre sanitaire et social, tels que le VIH/SIDA, la lutte contre le paludisme, prévention risque intoxication, reboisement, etc. Une provision de 65 000 USD pour être faite pour ces actions.

### b. Des coûts de Suivi/Evaluation des activités des projets P-CASEF et AF-CASEF

- ***Evaluation du coût du suivi***

Pour le suivi, il est proposé un suivi permanent durant toute la phase du projet, soit un coût annuel de 50 000 USD par an pendant 5 ans (à raison de 4 000 USD par mois), soit un coût total de 250 000 USD. Ces coûts comprennent les frais liés au déplacement des agents sur le terrain, aux frais de séjour, per diem, etc. En plus, le suivi va nécessiter des analyses physicochimiques, biologiques et bactériologiques, toxicologiques et sanitaires, pour une provision estimée à 30 000 USD (ces coûts sont estimés sur une base d'analyses annuelles, incluant les frais d'analyse, les frais de transport et de séjour des agents sur les sites, l'achat de réactifs et autres matériel et produits de laboratoire) ce qui fait un total de  $30\ 000 \times 5 = 150\ 000$  USD. Ainsi le cout global du suivi est évalué à 400 000 USD. Ce montant inclut les activités de suivi environnemental de l'ONE et renforcement des capacités de suivi pour le Comité de Suivi Environnemental (CSE).

- ***Evaluation du coût de l'évaluation***

Pour l'évaluation, on retiendra une seule évaluation à la fin du projet, soit un total de 17 000 USD. Ces coûts comprennent le recrutement de consultant (rémunération et frais de transport et de séjour, en deux phases ; à mi-parcours et à la fin du projet).

c. Coûts de mesures de Formation et de Sensibilisation

- ***Formation***

Il s'agira d'organiser un atelier national et 16 ateliers régionaux au niveau des zones d'intervention du projet, qui vont regrouper l'ensemble des acteurs techniques concernés par la mise en œuvre des mesures environnementales du CGES les Points Focaux Environnement ; les membres du Comité Technique de Pilotage, les OP, les prestataires mais aussi les autres services techniques présents au niveau régional et Communal. Une provision de 85 000 USD (5 300 USD par atelier) permettra : le recrutement d'un consultant formateur, l'élaboration et la diffusion des modules de formation, les frais d'organisation d'atelier (salle, matériel et pause-déjeuner) et les frais de transports des participants).

- ***Information et Sensibilisation***

Il s'agira de recruter des ONG nationales pour mener des activités d'information et de sensibilisation des populations et d'accompagnement social des producteurs agricoles, et des structures organisées au niveau de chaque site ciblé par le projet. Il est prévu des campagnes de sensibilisation dans les Régions ciblées, à raison de 5 000 par séance, soit un montant global forfaitaire de 50 000 USD. Ces couts comprennent la confection et la diffusion des messages, l'organisation et la tenue des séances publiques d'information, etc.

**Tableau 39 Coûts des mesures techniques et de suivi**

Activités	Quantité	Coût unitaire (USD)	Coût total (USD)
Recrutement à temps plein d'un Expert Environnement et Social	1 homme/mois	1 500	90 000
Désignation des Points focaux Environnement et Social (Prestataires)	-	-	-
Réalisation et mise en œuvre de PGES (éventuellement)	16	85 000	85 000
Indemnisation de PAP éventuellement (déplacement d'environ 515 ménages)	-	27 000	270 000
Elaboration d'un manuel de bonnes pratiques agricoles	1 manuel	17 000	17 000
Provisions pour des mesures d'élimination de facteurs de vulnérabilité des activités agricoles	-	-	250 000
Suivi permanent des projets P-CASEF et AF-CASEF	5 ans	50 000	250 000
Analyses physicochimiques, biologiques et bactériologiques selon les exigences des Cahiers des Charges Environnementales / PGES	5 ans	30 000	150 000
Diffusion et mise en œuvre	1	17 000	17 000
<b>TOTAL</b>			<b>1 129 000</b>

**Tableau 40 Coûts de mesures de Formation et de Sensibilisation**

Acteurs concernés	Thèmes	Quantité	Coût unitaire USD	Coût total USD
<b>Formation</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Points Focaux Environnement des projets P-CASEF et AF-CASEF/ CASEF régional</li> <li>• Services techniques</li> <li>• Prestataires</li> <li>• Communes, région</li> <li>• OP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation en gestion Environnementale et Sociale (sélection et classification des activités; identification des impacts, choix mesures d'atténuation et indicateurs)</li> <li>• Législation et procédures environnementales nationales</li> <li>• Suivi des mesures environnementales</li> <li>• Suivi normes hygiène et sécurité</li> <li>• Politiques de Sauvegarde de la Banque mondiale</li> </ul>	16 ateliers Régionaux	5 300	85 000
<b>Information et Sensibilisation</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Populations, Associations locales (OP, ONG, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Campagnes d'information et de sensibilisation sur la nature des travaux, l'implication des acteurs locaux, les enjeux environnementaux et sociaux</li> <li>• Le reboisement</li> <li>• La Gestion des produits phytosanitaires</li> <li>• Les risques liés aux pesticides</li> <li>• Sensibilisation sur la sécurité et l'hygiène lors des travaux</li> </ul>	16 campagnes (par région)	3 125	50 000
<b>TOTAL</b>				<b>135 000</b>

**Coût total des mesures environnementales et Sociales : 1 264 000 USD**

**NOTA : Tous ces coûts devront être inclus dans les coûts du projet CASEF**

## **10. CONSULTATIONS DU PUBLIC ET PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE**

### **10.1. Objectifs de la consultation**

L'objectif général des consultations publiques est d'assurer la participation des populations au processus de planification des actions du projet et de permettre la prise en compte de leurs avis dans le processus décisionnel. Il s'agit plus exactement : d'informer les populations sur le projet CASEF, notamment sur ses activités relatives à l'appui aux filières d'agriculture commerciale, à la sécurisation foncière, à la promotion de l'agrobusiness, à maintenance des pistes rurales et à la réhabilitation d'infrastructures de désenclavement entre autres; de permettre aux populations de se prononcer et d'émettre leur avis sur le projet ; d'identifier et de recueillir les préoccupations (besoin, attentes, recommandations.).

### **10.2. Stratégie et démarche de la consultation**

L'approche participative a constitué la trame d'intervention de cette étude. La démarche méthodologique de cette étude s'est appuyée sur un processus qui dès le départ a impliqué les acteurs à la base (services techniques, société civile, collectivités locales, élus locaux, ONG et association de producteurs, etc.).

Des consultations collectives déroulées sous le mode du focus group ont été réalisées au niveau national avec les acteurs institutionnels pour l'essentiel membre du comité de pilotage des projets P-CASEF et AF-CASEF.

De même, des rencontres institutionnelles ont été effectuées auprès des services techniques déconcentrés et des élus locaux des régions d'Itasy, Vakinankaratra, Toamasina, Analanjirofo. Dans ces mêmes Régions, des Communes ont été ciblées pour menées des séances de consultations du public avec les acteurs producteurs, collecteurs, transformateurs et commerçants bénéficiaires potentielles du projet.

Pour la préparation du financement additionnel, les rencontres se sont tenues en décembre 2017 dans les Régions Vakinankaratra et Itasy ainsi qu'en Mars 2018 dans la Région DIANA et ANALAMANGA.

Les différents acteurs ont réagi à une thématique articulée autour des points suivants : les perceptions sur le projet CASEF : sécurisation foncière, appui aux filières d'agriculture commerciale, promotion de l'agrobusiness, appui aux institutions publiques ; les impacts potentiels du projet ; les préoccupations (craintes, besoins, attentes etc.) ; les mécanismes sociaux de résolution des conflits et les suggestions et recommandations à l'endroit du projet.

Cette démarche a permis aux différents acteurs de donner leur point de vue et leurs préoccupations sur les activités prévues et de s'impliquer dans la formulation de recommandations pour asseoir les bases d'une mise en œuvre concertée du projet.

Ces rencontres ont permis d'analyser le niveau d'acceptabilité sociale du projet, d'appréhender les préoccupations et craintes autour des projets P-CASEF et AF-CASEF et de capitaliser les diverses expériences dans le suivi et la mise en œuvre des projets agricoles. A noter qu'à l'issue de chaque consultation une validation du projet a été requise (voir PV de consultation en annexe 11).

### **10.3. Synthèse des résultats des rencontres et consultations avec les divers acteurs**

#### **10.3.1. Rencontres à Antananarivo**

##### *Perceptions et préoccupations des acteurs institutionnels nationaux et organisations de société civile*

D'une manière générale les acteurs institutionnels apprécient positivement le projet. Ils estiment que sa mise en œuvre va contribuer à relancer le secteur agricole et en faire un levier pour développement du pays. Cependant, pour atteindre cet objectif les acteurs suggèrent la prise en compte des points de préoccupations suivantes dans la mise en œuvre. Il s'agit :

- L'implication de FOFIFA dans l'introduction de nouvelles variétés de plantes pour les producteurs ;
- La prise en compte de l'avenir des organisations paysannes (OP) dans l'approche du projet ?
- Des risques d'extension des exploitations agricoles dans les zones forestières qui seront induits par le projet;
- Des exploitations à grandes échelles qui impliquent l'utilisation massive de pesticides, et des précautions qu'il faudrait prendre ;
- De la possibilité d'étendre les interventions dans d'autres filières et dans d'autres zones ;
- Du vieillissement du capital productif de litchis et de girofliers dans l'Est du pays ;
- De la prise en compte de la Loi 2005-019 qui reconnaît les mises en valeurs effectuées par les occupants des ZIA avant leur délimitation ;
- De la prise en compte des procédures d'immatriculation des terrains très onéreuses et très longues.
- Des risques d'impliquer l'importation de semences et de nouvelles variétés de plantes pour les espèces locales ;
- De prendre en compte le poids de la tradition qui limite l'accès des femmes à la terre, ce qui fait d'elles des personnes vulnérables.

*Suggestions et recommandations des acteurs institutionnels nationaux et organisation de la société civile*

Dans l'optique d'optimiser la mise en œuvre du projet les suggestions et recommandations suivantes ont été formulées :

- Prévoir la construction d'infrastructures telles que : magasins de stockage, chambres froides etc. dans le cadre du projet ;
- Développer un plan de communication durant la mise en œuvre du projet ;
- Transmettre à l'ONE la fiche de projet du CASEF ;
- Inscrire dans le rapport du CGES la participation financière des investisseurs pour les frais d'évaluation environnementale ;
- Communiquer à l'EDBM le nombre, la répartition géographique, et les surfaces respectives des Zones d'Investissement Agricole (ZIA) ;
- Capitaliser les expériences du PPRR pour le projet CASEF ;
- Voir et considérer les complémentarités des activités du projet avec celles d'autres intervenants dans les zones d'intervention (ONG), projets financés par d'autres bailleurs tels l'UE, le FIDA, l'AFD) ;
- Elaborer une stratégie de pérennisation des activités après le désengagement du projet ;
- Prendre en compte dans le cadre du projet le renouvellement des plants de girofliers et de litchi ;
- Anticiper dans le cadre du projet les possibilités d'extension des zones de plantations ;
- Appuyer les producteurs et les investisseurs dans le cadre du projet ;
- Proposer aux paysans d'autres alternatives en remplacement de l'utilisation des DDT pour la protection des végétaux ;
- Considérer les droits des occupants des ZIA, et les traiter bien avant la mise en concession ;
- Impliquer les organisations paysannes faitières dans les décisions sur le Projet ;
- Appuyer les producteurs dans la certification, la labellisation à travers des subventions.

**10.3.2. Rencontres et consultations dans la région d'Itasy**

*Perceptions et Préoccupations des acteurs institutionnels régionaux*

Dans la région d'Itasy, les avis globaux à propos du projet sont favorables. Toutefois, les préoccupations suivantes ont été relevées :

- La prise en compte d'autres produits que l'ananas et les haricots verts dans le projet pour la région d'Itasy ;
- La valeur juridique des certificats fonciers délivrés pour être utilisée comme garantie bancaire ;

- Le manque de moyen du service des cadastres pour exécuter sa mission : moyen logistique, matériels de topographie, insuffisance du personnel, absence de crédit de fonctionnement pour les opérations cadastres ;
- La prise en compte de la filière pomme de terre qui a une forte potentialité dans la région ;
- Les attaques récurrentes de la pomme de terre par les nuisibles ;
- Le surdosage en insecticides utilisés dans les cultures maraîchères (tomates) a provoqué une maladie sur l'eucalyptus ce qui a induit un déficit en bois d'énergie dans la région.

*Suggestions et recommandations des acteurs institutionnels régionaux*

- Renforcer les unités de transformation des produits agricoles dans la région ;
- Renforcer les capacités du service du cadastre en moyens : matériels, budget, et formation ;
- Privilégier les opérations cadastrales de grande envergure qui sont plus avantageuses pour la délivrance des certificats fonciers ;
- Etablir des synergies entre le projet CASEF et le projet PROSPERER ;
- Renforcer les capacités des paysans pour le développement agricole ;
- Capitaliser le plan d'action pomme de terre déjà existant pour la relance de cette filière ;
- Trouver une stratégie pour la pérennisation du projet ;
- Considérer l'aspect bonne gouvernance dans la mise en œuvre du projet ;
- Renforcer les capacités des paysans en matière de : transformation, conditionnement, et emballages des produits pour améliorer l'offre ;
- Intégrer le reboisement dans le projet CASEF ;
- Intégrer les acteurs impliqués dans les recherches pour l'amélioration génétiques tels que : FIFAMANOR et FOFIFA dans le projet ;
- Appuyer toutes les structures existantes (BIF, Topographie, Domaines) pour accélérer la délivrance de certificats fonciers ;
- Prendre en compte l'élaboration de la nouvelle lettre de politique foncière dans le cadre du projet ;
- Doter le service des domaines de matériels roulants pour qu'il puisse mener à bien son travail.

**Consultation avec les populations locales et les organisations de producteurs (région Itasy)**

*Perceptions et préoccupations des producteurs de la Commune rurale Analavory et du village Ambatovy*

- Les demandes de certificats fonciers se heurtent au statut des terres dont une bonne partie à Analavory est inscrite aux noms des anciens colons qui ont occupés jadis ces terrains ;
- Les paysans producteurs ont des difficultés pour écouler leurs productions ;
- Les ananas attaqués par les insectes ne sont pas achetés par AVAMA (collecteur d'ananas) ;
- Les conflits fonciers se rencontrent le plus souvent au niveau familial, et surtout entre les héritiers ;
- L'allégement des procédures et les coûts d'acquisition des certificats sont nos préoccupations ;
- Le manque de moyens nous empêche de pouvoir augmenter notre production.
- Les conflits fonciers se règlent en interne avec l'appui des Chefs Fokontany ;
- Le problème d'écoulement de nos produits se pose avec acuité.

*Suggestions et Recommandations des producteurs de la Commune Rurale Analavory et du village Ambatovy*

- Renforcer en matériel et formation les guichets fonciers car ils sont plus proches et accessibles à tout le monde ;
- Diversifier les opérateurs en charge des collectes des produits ;
- Appuyer la construction de magasins de stockage et de conditionnement des ananas ;
- Implanter des magasins de stockage et de conditionnement d'haricots à Analavory ;
- Clarifier le statut des terres immatriculées au nom des anciens colons ;

### **10.3.3. Rencontres et consultation dans la Région Vakinankaratra**

#### Perceptions et Préoccupations des acteurs institutionnels Régionaux et OPF, ONG

- Les pistes d'accès aux zones de production sont très mauvaises ;
- Les Agropoles / ZIA sont délimitées sur des terrains où il y a déjà des paysans exploitants ;
- A cause du réchauffement climatique, on assiste à une extension des zones de production de plus en plus en altitude comme à Sahanivotry, Farihimena, Vinaninony.
- Il y a une dégradation de la production du lait : avant la crise de 2009, la production était de 40 000 litres/jour, actuellement elle n'est qu'entre 12 000 à 16 000 litres/jour ;
- Les producteurs de lait se sont déplacés aux alentours immédiats de la ville d'Antsirabe pour faciliter l'écoulement de leur produits, or l'espace manque dans ces zones (une vache a besoin de 1 hectare de terrain pour la production de plantes fourragères) ;
- Le marché est inondé par des vaccins et autres produits importés de Chine, et les paysans doutent de leurs efficacités ;
- La FIFAMANOR qui est l'institution en charge de la production des semences est en difficultés, en conséquence les semences sont trop chères (18 000 Ar/kg) et les paysans ne peuvent pas les acheter ;
- FIFAMANOR n'emploie que 3 inséminateurs actuellement et a besoin d'azote liquide pour la conservation des semences.
- Les pistes d'accès aux zones de production laitière sont dégradées (Vinanony, Soanindrariny, Faratsiho, etc.) ;
- Le marché est inondé par des produits dérivés du lait et qui risque de rendre les produits locaux moins compétitifs, et de démotiver les producteurs ;
- L'installation des grandes exploitations agricoles et des industries agroalimentaires entraînent une forte exploitation des ressources en eau au détriment de l'eau de consommation humaine (adduction d'eau).

#### Suggestions et recommandations des acteurs institutionnels régionaux et OPF et ONG

- Pour favoriser l'accès à la terre aux petits exploitants, renforcer et aider les Guichets foncier existant ;
- Implanter des Guichets Fonciers dans d'autres Communes Rurales où il n'y en a pas ;
- Pour améliorer les productions, les paysans doivent pratiquer les rotations de culture ;
- Appuyer les laboratoires FIFAMANOR (Fifanampiana Malagasy Norveziana) et PRN (Pies Rouges Norvégiennes) pour l'amélioration de la race bovine (semences) et les inséminations artificielles ;
- Appuyer les paysans dans la production fourragère à travers l'achat des urées et NPK ;
- Le ministère de l'élevage doit certifier et donner des autorisations en bonne et dues formes sur ses produits chinois avant qu'on les distribue ;
- Opter plutôt pour le « *ady gasy* » (méthode sans utilisation de pesticides) pour lutter contre les attaques des parasites ;
- Capitaliser les résolutions de l'atelier sur la relance de la filière lait.

### **Consultation avec les populations locales et les organisations de producteurs (Région Vakinankaratra)**

#### Perceptions et préoccupations des producteurs de la Commune Rurale d'Ambano

- Le prix d'une vache laitière est trop exorbitant pour les paysans (3 000 000 Ar) ;
- L'insémination artificielle est trop chère pour les petits éleveurs que nous sommes (40 000 Ar) ;
- Le prix d'achat du lait par les collecteurs est trop bas (800 Ar à 900 Ar le litre) ;
- Les paysans producteurs ont besoin de matériels et de l'aide financière pour augmenter leurs productions ;

- Les produits comme les pommes de terre, les kakis, et autres fruits sont attaqués par des insectes et maladies nuisibles.

Suggestions et recommandations des producteurs de la Commune Rurale d'Ambano

- Renforcer le nombre de techniciens vulgarisateurs qui est insuffisant pour l'encadrement des producteurs ;
- Organiser les paysans producteurs à travers des plateformes filières ;
- Appuyer la mise en place des pépinières et le reboisement pour le renouvellement des plants;
- Arrêter l'utilisation abusive des pesticides, adopter des méthodes de lutttes intégrées ;
- Intégrer des programmes de reboisement dans le projet CASEF, et lutter contre les feux de brousse ;
- Généraliser le système d'agriculture contractuelle dans d'autres fruits comme avec ce qui est fait LECOFRUIT dans le domaine des fruits.

**10.3.4. Rencontres dans la Région Atsinanana**

Perceptions et Préoccupations des acteurs institutionnels régionaux et des exportateurs

- La partie Sud de la Région Atsinanana comme les Districts de Brickaville et de Mahanoro ont de fortes potentialités en épices (curcuma, poivres, vanille) ;
- L'Exportation de litchi est monopolisée par le GEL (Groupement des Exportateurs de Litchis) qui impose un quota aux producteurs, 17 000 tonnes en 2014 ;
- Le vieillissement des plants de litchis, est un problème qu'il faut prendre en compte ;
- Le service topographie de la région manque de tout : ordinateur, scanner, appareils topo, etc.
- Les forêts naturelles et aires protégées risquent de subir de fortes pressions s'il y a une extension des plantations dans ces zones ;
- Dégradation des voies d'accès dans les zones de production de vanille, épices.

Suggestions et recommandations des acteurs institutionnels régionaux et des exportateurs

- Attirer des investisseurs pour l'implantation d'unités de transformation dans les différents districts de la Région ;
- Renforcer le service régional de la topographie en : matériel, personnel, et formation ;
- Sortir un arrêté régional pour réguler les prix du girofle ;
- Encourager et développer l'agriculture contractuelle ;
- Appuyer les collaborations tripartites : producteurs, exportateurs, services déconcentrés ;
- Sensibiliser les producteurs sur les bonnes pratiques agricoles en utilisant des produits phytosanitaires moins nocives à l'environnement ;
- Encourager l'agroforesterie, l'aménagement des bassins versants, et le reboisement dans le cadre du CASEF.
- Renforcer les capacités des membres du CTE en cas de besoin ainsi que les autorités locales sur le Décret MECIE ;
- Remettre en place la certification sur la qualité des produits agricoles d'exportation ;
- Appuyer d'autres filières porteuses rattachées aux litchis (apiculture) dans le cadre du CASEF.

**10.3.5. Rencontres et consultations dans la Région Analanjirofo**

Perceptions et Préoccupations des acteurs institutionnels régionaux, OP, OPF, ONG, collecteurs

- Au niveau de certaines communes les guichets fonciers servent plutôt à collecter les impôts au lieu de privilégier la délivrance de certificats fonciers ;
- Les paysans ont des doutes sur les valeurs juridiques des certificats fonciers délivrés par les guichets fonciers ;
- Les opérateurs sont obligés de payer des éléments des forces de l'ordre pour leurs sécurités durant les campagnes de collecte vanille et de litchi (entre 5 millions à 10 millions de francs par mois) ;
- La production d'huile essentielle ou d'essence de girofle est une activité qui consomme beaucoup de bois de chauffe (entre 0,5 à 2 m<sup>3</sup> de bois pour 150 kg de feuilles) ;
- Le CRIF (Centre de Ressources et d'Informations Foncières) de l'Analanjirofo a disparu 50% ;

- Les plants de girofliers font l'objet d'attaques fréquentes par des maladies (pourrissement des branches, développement des plantes parasites sur les plants)
- Les jeunes originaires de la Région sont souvent marginalisés lors des recrutements dans les activités du projet.

Suggestions et recommandations des acteurs institutionnels régionaux et des exportateurs

- Doter les guichets fonciers de matériels : images satellitaires à jours, GPS, ordinateurs, moyens de locomotion ;
- Renforcer les capacités des Agents des Guichets Foncier (AGF), mais aussi des maires nouvellement élus sur les procédures de délivrance des certificats fonciers ;
- Intégrer et renforcer dans le cadre du CASEF la sensibilisation des paysans sur la portée et l'importance des certificats fonciers qui sont délivrés ;
- Trouver une stratégie pour lutter contre l'insécurité qui prévaut lors des campagnes de collecte de litchi et de vanille ;
- Mettre en place des unités de transformation de la production locale de girofle, litchi au moins dans chaque chef-lieu de district ;
- Renforcer les capacités du Chambre des Commerces pour la fiabilité et la fluidité des informations sur les filières ;
- Développer des activités de reboisement et de création de pépinières ;
- Transmettre les cahiers des charges des investisseurs aux autorités locales pour qu'elles puissent faire le suivi et le contrôle de la mise en œuvre des projets d'investissement ;
- Appuyer les collectivités décentralisées et les services déconcentrés pour faire l'inventaire des terrains domaniaux de la région ;
- Impliquer le FORMAPROD dans le renforcement de capacités des paysans car cette institution a déjà de l'expérience pour lutter contre les nuisibles qui affectent le capital productif ;
- Appuyer l'apiculture dans le cadre des projets P-CASEF et AF-CASEF pour améliorer la production de litchis.

**Consultation publique avec les populations locales et les organisations de producteurs (Analanjirifo)**

Perceptions et préoccupations des producteurs, collecteurs (vanille, girofle, litchi) de la Commune Rurale d'Ampasimbe Manantsatrana et de Mahambo

- La filière girofle subit des problèmes ; depuis l'achat des pépinières qui sont très chers, en passant par la plantation où les paysans ne suivent pas des techniques culturales requises, les attaques des plantes par les nuisibles, le vieillissement des plants, et le prix trop bas de la production appliquée par les intermédiaires ;
- Les prix d'achat des girofles aux producteurs ne sont pas transparents, et les intermédiaires font ce qu'ils veulent.
- Les branches de girofles sont taillées pour des besoins en bois de chauffe ;
- Les champs de vanilles et de girofles sont piétinés par des bœufs qui détruisent les cultures.

Suggestions et Recommandations des producteurs, collecteurs (vanille, girofle, litchi) de la Commune Rurale d'Ampasimbe Manantsatrana et de Mahambo

- Renforcer les capacités des producteurs de girofles et litchis ;
- Sensibiliser et former les paysans sur les lois sur le foncier ;
- Appuyer les guichets fonciers en matériels et renforcer les capacités des agents guichets fonciers ;
- Intégrer et consulter les chefs traditionnels (*Tangalamena*), durant les reconnaissances des terrains par les agents guichets fonciers et dans la résolution des conflits fonciers au niveau local ;
- Intégrer et consulter les Chefs Fokontany, durant les reconnaissances des terrains par les agents guichets fonciers et dans la résolution des conflits fonciers au niveau local.

#### **10.4. Conclusion sur les rencontres et consultations avec les divers acteurs**

Il ressort des diverses rencontres institutionnelles et consultations du public avec les acteurs que le projet jouit d'une très forte acceptabilité sociale. En effet, tous les acteurs sont unanimes à reconnaître la pertinence et l'opportunité qu'offre le projet CASEF pour relancer les filières d'agriculture commerciales à Madagascar soumises à de multiples contraintes et défis, promouvoir l'agrobusiness et stabiliser la sécurisation foncière dans les zones d'intervention du projet. Toutefois, pour parvenir à ces objectifs un certain nombre de facteurs devront être pris compte sur les activités suivantes :

Sur le foncier : il urge de finaliser le processus de réforme foncière qui a été entamée, de réactiver, équiper et renforcer les circonscriptions foncières (services du cadastre, de la topographie et les guichets fonciers qui sont pour la plupart en léthargie).

Sur la promotion de l'agrobusiness : clarifier le cadre juridique et institutionnel du secteur, accélérer la mise à disposition de la base de données sur le plan foncier à présenter aux investisseurs, désenclaver les zones qui abritent un potentiel foncier (Agropole / ZIA).

Sur la filières litchi : renouveler le capital productif à travers un programme intensif de reboisement et de suivi de nouveaux plants, mettre en place un dispositif de lutte contre les déprédateurs, encadrer et organiser les producteurs, structurer la filière, identifier d'autres débouchés pour accroître les capacités d'exportation, mettre en place des unités de transformation et de conditionnement.

Sur la filière vanille et épices : coordonner et renforcer les organisations de producteurs (carte planteur, collecteur), renforcer la lutte contre les nuisibles, désenclaver les zones de production, accentuer la lutte contre l'insécurité durant les campagnes.

Sur la filière fruits et légumes : diversifier les choix des filières à appuyer en tenant compte des spécificités de chaque localité (pomme de terre, carotte, tomate) ; renforcer les moyens de lutte contre les ennemis des cultures, rechercher des partenaires pour faciliter l'écoulement de la production, améliorer les dispositifs de stockage et de conditionnement.

Sur la filière lait et viande : améliorer les pistes d'accès aux zones de production laitière, promouvoir l'amélioration des races, renforcer les services vétérinaires, lutter contre la prolifération de produits vétérinaires non homologués (produits chinois), appuyer les initiatives d'insémination artificielles, appuyer la production de cultures fourragères.

## 11. MECANISME DE GESTION DES PLAINTES

### 11.1 CONTEXTE ET OBJECTIFS DU MECANISME DE GESTION DES PLAINTES

En vue de prévenir la survenance des conflits et leurs conséquences, un mécanisme de gestion des plaintes et des conflits est élaboré pour offrir un point d'accès aux individus, communautés et entreprises et afin de recevoir et traiter leurs plaintes et ce, dans le but d'assurer la garantie et la prestation de meilleurs services aux bénéficiaires du projet et de ses sous-projets.

Le mécanisme intègre les ressources et le cadre organisationnel nécessaires pour enregistrer et traiter toutes les préoccupations, doléances, réclamations et dénonciations relatives aux activités du projet, ses résultats ou ses impacts.

Ce mécanisme se veut permanent, transparent, rapide, efficace, participatif et accessible à toutes les parties prenantes, pour prévenir ou résoudre les conflits par voie de négociation, dialogue, enquête conjointe etc.

Il vise à identifier, éviter, minimiser, gérer, réduire et si besoin à prendre en charge des actions / activités / faits ayant des impacts sociaux et humains et environnementaux et qui pourraient affecter le projet et ses actions, ses acteurs et la communauté.

Le mécanisme prend en charge les plaintes qui se rapportent à la conformité du processus de mise en œuvre, des résultats, et des impacts du projet aux engagements de nature juridique, fiduciaire, technique, environnemental et social vis-à-vis des parties prenantes et du public.

### 11.2 PRINCIPES POUR LE TRAITEMENT DES PLAINTES

L'UGP-CASEF encouragera l'expression des plaintes honnêtes pour en tirer des leçons à capitaliser pour les interventions en cours et à venir.

Toutes plaintes, même anonymes, sont recevables. Une plainte peut être émise par toute personne reliée directement ou indirectement au projet. Il peut s'agir d'une préoccupation, une doléance, une réclamation ou une dénonciation.

Chaque plainte reçue doit être traitée équitablement.

Toutes plaintes reçues devraient être traitées suivant les démarches décrites dans ce document.

Traiter les plaintes dans les meilleurs délais renforce la confiance des gens vis-à-vis du Projet.

### 11.3 PORTE D'ENTREE DES PLAINTES

Les moyens de recours sont éparpillés et ont été choisis de manière à être faciles d'accès, disponibles et ouverts aux cibles.

Les plaintes pourraient parvenir à l'UGP-CASEF aux moyens de canaux écrits ou par téléphone tels que :

- Cahier de registre / Formulaire de doléances mis à disposition au niveau local et dans les différents bureaux et représentations du Projet ;
- Courrier électronique adressé au projet : [sauvegarde@casef.mg](mailto:sauvegarde@casef.mg) et [assist.coordination@casef.mg](mailto:assist.coordination@casef.mg) avec copie à [coordonnateur@casef.mg](mailto:coordonnateur@casef.mg) ;
- Site Web du projet : [www.casef.net](http://www.casef.net) ;
- Dépôt ou courrier adressé aux bureaux de CASEF, siège et antennes régionales :
  - Immeuble ARO, 2<sup>e</sup> étage, Porte 201A, Ampefiloha, 101 Antananarivo
  - Immeuble Planète Ny Havana, 3<sup>e</sup> étage, 110 Antsirabe
  - Villa dite SOALAVA sise à Boulevard de la Libération, près de l'Hôtel Flamboyants, 501 Toamasina
  - Service Régional de l'Elevage, 614 Taolagnaro
- Boîtes de doléances au siège du Projet et au niveau des antennes régionales ci-dessus. Les clés des boîtes sont détenues par les Coordinateurs Nationaux et Régionaux, les chefs d'antenne ainsi que le Responsable de la Sauvegarde Environnementale et Sociale ;
- La page Facebook de l'UGP : Projet CASEF ou <https://www.facebook.com/Projet-CASEF-1397102250370905/> ;

- Numéro d'appel du téléphone : +261.34.310.59

Toutefois, une doléance écrite sur main libre est également recevable.

Sont également comptabilisées celles reçues via :

- les rapports des visites des activités du Projet (responsables du Projet, équipe de supervision, suivi indépendant, staff..) ;
- des rapports divers émis par des consultants, ONGs ;
- des émissions interactives radio ;
- des articles des journaux.

Dans les cas des doléances provenant de personnes analphabètes, les Responsables du Fokontany et/ou le personnel du projet, doivent s'engager à retranscrire par écrit dans le registre les doléances de ces personnes.

## 11.4 TRAITEMENT DES PLAINTES

### a. Approche standard pour le traitement des plaintes

Le règlement des litiges se fait d'abord à l'amiable et par étapes : au niveau du Fokontany, au niveau de la Commune, au niveau de la Coordination Régionale de CASEF, au niveau de la Coordination Nationale de CASEF jusqu'au Ministère de Tutelle en cas de besoin. Les plaintes non résolues au niveau de base seront transférées au niveau supérieur.

Le délai de traitement d'une plainte ne devrait pas excéder trente (30 jours) en général, sauf si la procédure requiert l'intervention d'autres acteurs ou des recoupements spéciaux ainsi que des traitements particuliers

- **Le traitement à l'amiable**

Le traitement à l'amiable devrait passer par les étapes suivantes :

- i) Enregistrement de la plainte : par l'intermédiaire d'un registre de doléance mis à la disposition de la population au niveau de chaque Fokontany, de la Commune d'insertion des travaux, ou au niveau des représentants du Projet (Bureaux Régionaux, Antennes et Siège).

Il s'agit d'enregistrer la plainte pour qu'elle soit traçable. Le formulaire doit être signé par le plaignant et visé par le récepteur. Chaque plainte est également enregistrée dans le cahier de registre des plaintes.

Le plaignant disposera d'un récépissé de réception de sa plainte.

Dans le cas d'une plainte anonyme, le formulaire sera rempli par l'agent qui l'a enregistrée. Il en est de même pour les plaintes reçues par téléphone qui sera enregistrée par celui qui a répondu à l'appel.

Le formulaire rempli sera transféré au responsable de traitement concerné selon le niveau de traitement requis.

- ii) Analyse et catégorisation de la plainte

Chaque plainte sera analysée en fonction de sa nature et des activités du projet ou du sous-projet concernées pour définir les entités et les responsables impliqués dans son traitement.

En effet, les membres du Comité de Litige seront définis en fonction de ces derniers. Il en est de même pour ce qu'il en est de l'UGP, le responsable impliqué dans son traitement peut être régional ou central, donc c'est soit les Coordonnateurs Régionaux, le Chef d'Antenne ou le Coordonnateur National et/ou le Responsable de la Sauvegarde Environnementale et Sociale.

- iii) Vérification et recoupement (auprès du plaignant ou au moyen de réunions, de confrontation, visites sur le terrain ou par téléphone)

Il s'agit de faire une investigation directe et de procéder aussi à une vérification physique suivant le cas.

A faire autant que possible pour confirmer la raison de la plainte. Toutefois, le recoupement sur le terrain n'est pas à faire systématiquement sauf dans le cas d'une dénonciation. C'est au responsable du processus, l'Expert en Sauvegarde Environnementale et Sociale Nationale de CASEF d'en juger si cela est nécessaire.

iv) Prise de décision compte tenu du résultat obtenu

La prise de décision concerne la disposition à prendre ou sur la situation à changer, la (ou les) mesure(s) corrective(s) à préconiser ou sur le contenu de la réponse à envoyer au plaignant entre autres.

Si la plainte est fondée, l'entité décideur prendra la décision de rectifier la situation.

Si la plainte n'est pas fondée, ou bien si aucun recours n'est plus possible ou le délai de considération de la plainte a été dépassé, la décision à prendre serait d'envoyer une lettre de regret au plaignant en lui donnant les explications y afférentes.

v) Remplissage de la fiche de suivi de plainte

La fiche de suivi de plainte est à remplir pour chaque plainte enregistrée quel que soit le dénouement du traitement de la plainte.

vi) Emission de réponse au plaignant

Toutes les plaintes traitées au niveau régional et central devraient être répondues par lettre officielle. Dans le cas où le plaignant n'est pas anonyme, il aura à signer une fiche de transmission de ladite lettre.

vii) Clôture et Archivage

L'opération consiste à regrouper ensemble et archiver tous les documents relatifs à chaque plainte traitée.

viii) Rapportage

En partant de la base des données qui est mise à jour régulièrement, un rapport relatant la situation des plaintes doit être rédigé périodiquement au Bureau National.

Une synthèse de ce rapport sera incluse dans le rapport périodique de CASEF à la Banque Mondiale.

Par ailleurs, les plaintes graves comme le harcèlement sexuel, les Violences Basées sur le Genre et les cas de corruption devront être portées à la connaissance de la Banque Mondiale le plus tôt possible.

Le règlement des litiges se fait d'abord à l'amiable et est réalisé par des « sages » du Fokontany avec les Responsables de ce dernier et de la Commune qui sont préalablement sensibilisés par l'UGP dans le cadre de ce mécanisme de gestion des plaintes et d'en assurer ainsi la pérennité et son efficacité.

Le tableau suivant résume le processus des doléances reçues et traitées au niveau local.

**Tableau 41.:** Etapes du processus de traitement des doléances reçues.

<b>Etape</b>	<b>Activités</b>	<b>Personnes responsables</b>	<b>Observation</b>	<b>Délai</b>
<b>Etape 0</b>	Réception des plaintes au niveau du Maire ou du	Chef Fokontany, Agent au niveau de la Commune	Consignation des éléments de la plainte	1 jour

Etape	Activités	Personnes responsables	Observation	Délai
	Chef Fokontany, qu'elles soient anonymes ou non		dans le registre déposé à cet effet.	
<b>Etape 1</b>	Médiation par les sages du village ou du Fokontany, le chef Fokontany et des comités de quartier	Sages du Fokontany, Chef Fokontany, président comité de quartier, plaignant(s), un représentant du projet	PV de médiation à établir par le chef Fokontany ou les sages du Fokontany	1 Jour à 1 semaine
<b>Etape 2</b>	Médiation du Maire assisté par le Représentant du Projet	Le Maire ou son représentant, le plaignant(s), un représentant du projet	PV de médiation à établir par la Commune sous l'assistance du représentant du Projet	2 jours à 3 semaines
<b>Etape 3</b>	Arbitrage par le CRL, assisté par l'UGP-CASEF	Le CRL qui peut s'adjoindre toute personne qu'elle juge compétente pour l'aider à la résolution du litige, le plaignant(s), un représentant du projet	PV de médiation à établir par le CRL assisté par du représentant du Projet.	3 jours à 4 semaines
<b>Etape 4</b>	Recours au niveau du tribunal de première instance	Le juge, le plaignant et le représentant du projet	PV à établir par le greffier du tribunal.	Au prorata
<b>Etape commune à toutes les plaintes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Restitution des résultats des traitements aux intéressés</li> <li>• Suivi des résolutions</li> </ul>	CRL (en tant que de besoin)	Une copie des PV ou autres montrant les résolutions adoptées sera donnée aux intéressés	Au plus tard 5 jours après la livraison des résultats des traitements

Dans le cas où les plaintes ne sont pas résolues de cette manière, les dossiers seront traités par les instances supérieures.

Dans la pratique, pour gagner du temps, les étapes 1 et 2 peuvent être combinées.

- **Cas du traitement des plaintes à d'autres niveaux/acteurs du projet.**

Les plaintes collectées et enregistrées directement par d'autres acteurs du Projet (Ministère, Partenaires Techniques et Financiers, Communes, Organisations de Société Civile,...) qui les concernent sont directement traitées par ces acteurs à leur niveau suivant les principes ci-dessus.

Dans le cas où les litiges en question ne les concernent pas, elles seront référées par ses récepteurs aux responsables du traitement.

Tous les transferts de documents ou d'information devraient être enregistrés dans un registre spécial de traitement de plaintes développé par le Projet.

- **Recours au tribunal**

Le recours aux tribunaux ne sera fait qu'après avoir épuisé toutes les tentatives de règlement à l'amiable. Les personnes affectées par le projet (PAPs) ayant fait l'objet de réinstallation involontaire et qui s'avèrent insatisfaites pourront donc introduire leur litige auprès du Tribunal de première instance du lieu d'opération.

Le recours judiciaire se fera selon les modalités suivantes :

- une assistance sera fournie au plaignant afin de leur permettre de pouvoir exercer leur droit de recours.

- la période minimale pour présenter un recours sera de 40 jours calendaire après le refus d'accepter l'offre d'indemnisation ou l'échec de la conciliation, le dernier à survenir s'appliquant;
- un accès sera assuré à un fonds d'appui pour financer les cas de litiges présentés par des personnes affectées illettrées ou considérées vulnérables selon les études socio- économiques de base;
- les instances seront flexibles et ouvertes à diverses formes de preuves.

Au cas où des personnes expropriées s'aviseraient à induire en erreur l'opinion publique à travers des médias, des sessions de discussions seraient organisées et des notes d'information en Français et en Malagasy seraient élaborées en conséquence et distribuées aux médias.

**b. Procédure particulière pour le traitement de cas de plaintes touchant les cadres du projet (Comité de pilotage, UGP,...)**

Les plaintes et doléances collectées et enregistrées touchant en même temps deux ou plusieurs acteurs principaux de mise en œuvre du projet feront l'objet de traitement en arbitrage qui sera dirigé par un Comité Spécial de Traitement des Plaintes mis en place pour l'occasion par le Comité de pilotage du Projet.

**c. Procédure de traitement des plaintes en cas de harcèlement sexuel, violence basée sur le genre et abus sexuel sur les enfants (VBG/ASE) dans le cadre du projet**

Des dispositions particulières seront prises dans le cas d'un harcèlement sexuel, violence basée sur le genre et abus sexuel sur les enfants (VBG/ASE).

En effet, dans le cadre du projet et en complément du mécanisme de gestion des doléances présenté précédemment, il sera également établi un protocole spécifique de prise en charge des violences et abus sexuels envers les femmes et les enfants.

Le projet travaillera en collaboration étroite avec des organismes spécialisés (ex. Cellule d'écoute et de Conseils juridiques auprès du Ministère chargé de la Population, de la Protection Sociale, et de la Promotion de la Femme, Associations ou ONG, plateforme) pour la prise en charge des cas de violence basée sur le genre, entre autres « toutes activités spécifiques de sensibilisation, mobilisation et prise en charge de cas » dans le cadre du projet.

Des conventions de partenariat seront ainsi développées avec ces entités. Toutes les plaintes et dénonciations de cas d'harcèlement sexuel, violence basée sur le genre et abus sexuel sur les enfants enregistrées dans le cadre du projet seront directement transférées et traités par ces entités spécialisées.

**d. Procédure de traitement des plaintes dans le cadre de la passation de marchés**

Tout ce qui a trait à la gestion des contrats avec les partenaires relève du Service de Passation des Marchés (cf. Manuel de Traitement des Plaintes dans le Manuel de Procédures de Passation des Marchés de CASEF). Les cas enregistrés seront toutefois comptabilisés dans ce mécanisme de gestion de plaintes.

**11.5 RÔLE ET RESPONSABILITÉ DANS LA MISE EN ŒUVRE DU MÉCANISME DE GESTION DE PLAINTES DU PROJET**

Pour le cas de l'UGP-CASEF, les plaintes et leurs traitements seront capitalisés au niveau du Responsable de la Sauvegarde Environnementale et Sociale Nationale.

Celles qui peuvent être traitées au niveau local seront prises en charge par les Coordonnateurs Régionaux ou les Chefs d'Antenne.

Ces responsables chapeauteront tous les traitements des plaintes et se chargeront de leurs suivis même dans le cas où elles sont transférées au niveau des organismes concernés.

Le tableau suivant résume une liste non exhaustive représentant les différentes formes de plaintes susceptibles d'être déposées à l'encontre de l'UGP-CASEF et de ses activités, les acteurs impliqués ainsi que leurs responsabilités respectives et ce, outre les autres activités requises dans le cadre du traitement des plaintes et développés dans le présent mécanisme.

Rubrique / Activité	Plainte possible	Acteur(s) impliqué(s)	Rôles / Responsabilités
<b>Composante 1</b>			
Exploitation du cheptel (cas de l'exportation de viande)	Plainte sur la diminution et même de la disparition de la race locale	- Promoteur de l'abattoir - Ministère chargé de l'Elevage	- Vérification de la mise en œuvre effective des mesures préventives (santé animale pour diminuer la mortalité, amélioration génétique pour augmenter la performance de production, traçabilité des animaux, agriculture contractuel avec des éleveurs répertoriés...)  - Prise de mesures correctrices
	Plainte sur la de recrudescence du vol de bœuf	- CASEF	
Exportation de viande	Confusion au niveau de la population des rôles et attributions entre CASEF et le promoteur sur les activités entreprises par le promoteur privé	- Promoteur de l'abattoir - Ministère chargé de l'Elevage - CASEF	- Prise en charge des personnes concernées  - Information et sensibilisation sur le projet et les rôles des différentes parties prenantes
Mise en œuvre des activités	Opérateur / acteur non pris en compte dans la mise en œuvre du projet	- Promoteur - Ministère chargé de l'Elevage - CASEF - Assistant Technique	Prise en charge de la Personne concernée
Choix des bénéficiaires cibles	Procédure de sélection des bénéficiaires floue	- Assistance technique filières - CASEF	- Information sur les critères de Sélection  - Intégration de la personne au processus si nécessaire

Rubrique / Activité	Plainte possible	Acteur(s) impliqué(s)	Rôles / Responsabilités
Entreprises bénéficiaires directes ou indirectes des actions du CASEF	Clientélisme, favoritisme, distorsion de marché lié à des interventions d'appui bénéficiant à des entreprises particulières	- Assistance technique filières - CASEF	Démonstration de la transparence et de la large diffusion d'appels à manifestation d'intérêt
Organisation, structuration des bénéficiaires	Représentativité au sein des différentes instances à mettre en place	- Assistance Technique filières - CASEF	Justification du choix des représentants par des assemblées reconnues
Révision des cadres législatifs et/ou mesures réglementaires	Proposition de modification ou rénovation de mesures légales ou réglementaires portée par des groupes d'intérêt particuliers et ne prenant pas en compte les positions des autres parties prenantes	- Prestataire d'appui - CASEF	- Elaboration d'une méthode adéquate de consultation du public cible en veillant à la prise en considération de toutes les parties concernées - Prise de mesures en conséquence
Formation	Absence de pratiques	Prestataires d'appui	Validation au préalable des plans de formation
Transfert de technologie	Population et zones sélectionnées pour les démonstrations	Assistance technique filières/CASEF	Justification solide du choix
	Inadéquation (technique) des technologies diffusées	Assistance technique filières	Démonstration de la technologie éprouvée et test à petite échelle avant diffusion
Fonds de garantie partielle de portefeuille	Insuffisance (voire absence d'information) sur les modalités d'accès au crédit mobilisable à travers le FGPP	IFP/SOLIDIS/CASEF/Banque Mondiale	Promotion de la culture de crédit
	Retard des réponses aux demandes de financement	IFP	Détermination de la faille et allègement des procédures si nécessaire
<b>Composante 2</b>			
Choix des bénéficiaires	Procédure de sélection des bénéficiaires	- CASEF	Explication des critères de sélection

Rubrique / Activité	Plainte possible	Acteur(s) impliqué(s)	Rôles / Responsabilités
	floue	- Autorités Locales Compétentes	
Accompagnement de l'investissement agricole	Plainte exprimée relative à l'accaparement de terres au profit de certains groupes ou catégories de personnes dont notamment les grandes entreprises	- CASEF - Autorités Locales Compétentes - Collectivités - Ministère Sectoriel	- Clarification de la situation - Information sur les modalités et procédures
Appui aux guichets fonciers et délivrance de certificats fonciers	Conflit foncier	- Autorités Communales (Maire, Conseillers Municipaux) - Agent des Guichets Fonciers - Commission de Reconnaissance Sociale	- Clarification de la situation - Information sur les modalités de mise en œuvre des activités et les procédures y afférentes
<b>Composante 3</b>			
Exploitation des ressources locales	Plaintes relatives aux restrictions d'accès ou exploitations aux ressources locales comme l'eau, et/ ou le sol (impossibilité de pratique de la culture à cause de la déviation de l'eau indispensable pour l'irrigation)	- CASEF - Assistant Technique Filière - Prestataires	Mise en œuvre de mesures correctives / compensatoires
Mise en œuvre des travaux de réhabilitation de pistes	Plaintes relatives aux restrictions à l'usage de la route pendant une certaine période pour cause de déviation de l'accès.	- CASEF - Assistant Technique Filière - Prestataires	- Information / sensibilisation sur le projet - mesures correctives
<b>Sauvegarde Environnementale et Sociale (Transversale)</b>			
Mise en œuvre de mesures environnementales	Plainte relative à l'inefficacité ou à l'inefficience des mesures environnementales prises (ensablement de zones en aval des activités, transfert de technologie, destruction massive de	- CASEF - Assistant Technique Filière - Prestataires	Mise en œuvre de mesures correctives et/ ou mise en œuvre de mesures compensatoires

Rubrique / Activité	Plainte possible	Acteur(s) impliqué(s)	Rôles / Responsabilités
	couvert végétale, perte d'habitats naturels, perte d'espèces animal, pollution de l'eau, pollution de l'air, émanation de poussières, nuisances olfactives, pollution du sol, nuisances sonores, gestion de déchets...) Plainte relative à l'absence de mesures de préservation environnementale		
Mise en œuvre du PAR	Ménage / Personne non pris(e) en compte dans les activités de recensement	Comité Administratif d'évaluation CASEF / Sauvegarde Environnementale et Sociale	Recoupement et évaluation des biens concernés par les activités Intégration de la personne concernée dans le processus
Relation de voisinage	Conflits	Autorités Locales Compétentes	Résolution à l'amiable
Us et coutumes	Non respect des us et coutumes	CASEF, Promoteur, Ministère Sectoriel, Assistant Technique ou Prestataires selon le cas	Mise en œuvre de mesures correctives
Mesures de sauvegarde Sociale	Harcèlement Sexuel, Violence Basée sur le Genre, Abus Sexuel sur les Enfants	CASEF, Ministère chargé de la Population, ONG	Prise en charge de la Personne concernée
<b>Passation de marchés</b>			
Passation de Marchés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Corruption (cf. politique de la Banque – corruption et pratiques frauduleuses)</li> <li>- Non-respect de la confidentialité des informations</li> <li>- Non-respect des procédures de passation de marchés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Equipe CASEF (Coordonnateur, équipes technique et financière, Responsables Passation de Marchés)</li> <li>- Membres du comité technique d'évaluation externe au projet</li> <li>- Membres de la Commission d'Appel d'Offres (CAO)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Démonstration du respect des procédures et des exigences de Passation de Marchés à tous les niveaux (, timing, étapes des procédures, éthique, transparence dans la conclusion des contrats / marchés...)</li> <li>- Recoupement et vérification de la faille</li> </ul>

Rubrique / Activité	Plainte possible	Acteur(s) impliqué(s)	Rôles / Responsabilités
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conflit d'intérêt non identifié avant l'attribution du marché</li> <li>- Non publication des résultats</li> <li>- Résiliation des contrats/marchés sans mise en demeure</li> <li>- Délai important entre la demande des prestataires et la réception effective des travaux/fournitures</li> <li>- Retards de validation de livrables et de paiements</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prestataires de services autres que services de consultants</li> <li>- Consultants – firmes</li> <li>- Responsables Ministériels</li> </ul>	
<b>Gestion financière – Administrative- Logistique</b>			
Finances	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Retard de paiement</li> <li>- Non-paiement dû à la non-conformité des P.J ou au non-respect des procédures...</li> <li>- Erreur due aux opérations bancaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- CASEF /Coordonnateur/équipes technique et financière, équipe PM</li> <li>- Prestataires</li> <li>- Fournisseurs</li> <li>- Partenaires dans le cadre des protocoles</li> <li>- Banques</li> </ul>	Prise de mesures en conséquence
Administratif/logistique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Refus de réception des matériels ou biens livrés</li> <li>- Perte ou détérioration des matériels ou biens remis ou dotés aux partenaires, bénéficiaires...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- CASEF /Coordonnateur/équipes technique et financière, équipe PM</li> <li>- Fournisseurs</li> <li>- Partenaires</li> <li>- Bénéficiaires</li> </ul>	Prise de mesures en conséquence

## **11.6 SURVEILLANCE, SUIVI ET CONSOLIDATION DES DONNEES SUR LES PLAINTES ET LES LITIGES**

Le Projet établira une base de données qui capitalisera l'ensemble des plaintes et doléances reçues et traitées dans le cadre du projet. L'UGP assurera la capitalisation générale et la gestion de la base de données centrale et le suivi global du traitement des plaintes sera aussi assuré par l'UGP sous contrôle du Comité de Pilotage du Projet.

Chaque entité responsable d'activité ou de composante particulier désignera un responsable attribué pour la capitalisation des données à leur niveau suivant les grandes lignes définies en commun par le projet. Ces informations seront communiquées périodiquement à l'UGP.

L'UGP établira des rapports périodiques sur la situation des plaintes relatives au Projet (nombre de plaintes reçus, catégories de plaintes, cas résolus, retours d'information vis-à-vis des plaignants, ...).

## **CONCLUSION GENERALE**

Le présent CGES a été préparé en tenant compte de la nature et la localisation des sous projets du projet. Ces informations ont permis de définir que la mise en œuvre des différents sous-projets auront des impacts modérés et faibles.

Les activités qui pourraient nécessiter la préparation d'étude environnementale relativement sommaire (PGES ou PREE) sont : les travaux de réhabilitation / maintenance des pistes et ouvrages de désenclavement, la construction d'unités de transformation agricoles, la construction de nouvelles infrastructures en appui aux guichets fonciers, la mise en place d'unités de stockage et de conditionnement et l'exploitation des terres dans les Agropole / ZIA par l'agribusiness.

Les enjeux associés à ces différentes activités sont : la dégradation des sols, la perte du couvert végétal, les diverses pollutions et nuisances liées aux travaux, le mauvais usage des pesticides et intrants, les risques d'accidents du fait des travaux ; les risques d'expropriation et de perte de biens etc.

Toutefois, ces impacts resteront globalement, maîtrisables si les mesures et directives préconisées dans le plan de gestion environnementale et sociale sont bien respectées et mise en œuvre de façon adéquate.

## 12. ANNEXES

- Annexe 1 : Formulaire de sélection environnementale et sociale
- Annexe 2 : Liste de contrôle environnemental et social
- Annexe 3 : Liste des mesures d'atténuation
- Annexe 4 : Directives pour les contractants
- Annexe 5 : Directives environnementales et sociales par filières et par activités
- Annexe 6 : Fiche de filtration environnementale et sociale
- Annexe 7 : Fiche environnementale et PGES
- Annexe 8 : TDR Type pour le recrutement d'un expert environnement et Social
- Annexe 9 : Références bibliographiques
- Annexe 10 : Compte rendu des consultations
- Annexe 11 : Procès-verbaux des consultations du public
- Annexe 12 : Galerie photos consultations
- Annexe 13 : Liste des Personnes rencontrées
- Annexe 14 : TDR types pour une EIE pour les infrastructures agricoles
- Annexe 15 : Plan d'aménagement Participatif d'un site de reboisement
- Annexe 16 : TDR de l'ONG chargée de la sensibilisation
- Annexe 17 : Termes de référence de l'étude

## Annexe 1 : Formulaire de sélection environnementale et sociale

Le présent formulaire de sélection a été conçu pour aider dans la sélection initiale des projets des projets P-CASEF et AF-CASEF devant être exécutés sur le terrain. Le formulaire a été conçu pour mettre les informations entre les mains des exécutants et des agences d'exécution afin que les impacts environnementaux et sociaux et les mesures d'atténuation y relatives, s'il y en a, soient identifiés et/ou que les exigences en vue d'une analyse environnementale plus poussée soient déterminées. Le formulaire de sélection contient des informations qui permettront aux structures de mise en œuvre de déterminer les caractéristiques de l'environnement biophysique local et social aux fins d'évaluer les impacts socio-économiques potentiels de l'activité sur lui. Si le formulaire de sélection contient des réponses affirmatives quelconques « Oui », ou celles négatives apparemment injustifiées « Non », la demande du projet devrait expliquer de manière adéquate et démontrer que le sujet a été appréhendé pour éviter les effets/impacts négatifs inacceptables.

Formulaire de sélection environnementale et sociale		
1	Nom de la localité où le projet sera réalisé	
2	Nom de la localité	
3	Nom de la personne à contacter	
4	Nom de l'Autorité qui Approuve	
5	Nom, fonction, et informations sur la personne chargée de remplir le présent formulaire.	
	• Nom:	
	• Fonction :	
	• N° de Téléphone/Email/etc.	
Date:		Signatures:

### PARTIE A : Brève description du projet agricole proposé

- Fournir les informations sur (i) le projet proposé (superficie, terrain nécessaire, taille approximative de la surface totale à occuper) ; (ii) les actions nécessaires pendant la mise en œuvre des activités et l'exploitation du projet.

### Partie B : Brève description de la situation environnementale et identification des impacts environnementaux et sociaux

#### 1. L'environnement naturel

(a) Décrire la formation du sol, la topographie, la végétation de l'endroit/adjacente à la zone d'exécution du projet agricole \_\_\_\_\_

(b) Faire une estimation et indiquer la végétation qui pourrait être dégagée \_\_\_\_\_

(c) Y a-t-il des zones sensibles sur le plan environnemental ou des espèces menacées d'extinction (spécifier ci-dessous) qui pourraient être affectées négativement par le projet éducatif?

- Forêts naturelles intactes Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_
- Forêts riveraines Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_
- Zones humides (lacs, rivières, zones inondées par saison) Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

- A quelle distance se trouvent les zones humides les plus proches (lacs, rivières, zones inondées par saison)? \_\_\_\_\_ km
- Habitats des espèces menacées d'extinction pour lesquelles une protection est requise par les lois nationales et/ou les accords internationaux. Oui\_\_\_\_Non\_\_\_\_\_
- Autres (décrire). Oui\_\_\_\_Non\_\_\_\_\_

## **2. Ecologie des rivières et des lacs**

Y a-t-il une possibilité que, du fait de l'exécution et de l'exploitation du projet, l'écologie des rivières ou des lacs pourra être affectée négativement ? (L'attention devrait être accordée sur la qualité et la quantité de l'eau ; la nature, la productivité et l'utilisation des habitats aquatiques, et leur variation dans le temps).  
Oui\_\_\_\_\_ Non\_\_\_\_\_

## **3. Aires protégées**

La zone se trouvant autour du site du projet se trouve-t-elle à l'intérieur ou est-elle adjacente à des aires protégées quelconques tracées par le gouvernement (parc national, réserve nationale, site d'héritage mondial, etc.)? Oui\_\_\_\_\_ Non\_\_\_\_\_

Si l'exécution/exploitation du projet s'effectuent en dehors d'une aire protégée (ou dans ses environs), sont-elle susceptible d'affecter négativement l'écologie de l'aire protégée (exemple : interférence les routes de migration de mammifères ou d'oiseaux)? Oui\_\_\_\_\_ Non\_\_\_\_\_

## **4. Géologie et sols**

Sur la base de l'inspection visuelle ou de la littérature disponible, y a-t-il des zones de possible instabilité géologique ou du sol (prédisposition à l'érosion, aux glissements de terrains, à l'affaissement)? Oui \_\_\_\_\_ Non\_\_\_\_\_

## **5. Paysage/esthétique**

Y a-t-il possibilité que le projet agricole affecte négativement l'aspect esthétique du paysage local?

Oui\_\_\_\_\_ Non\_\_\_\_\_

## **6. Site historique, archéologique ou d'héritage culturel.**

Sur la base des sources disponibles, des consultations avec les autorités locales, des connaissances et/ou observations locales, le projet pourrait-il altérer des sites historiques, archéologiques ou d'héritage culture ou faudrait-il faire des fouilles tout près ?

Oui\_\_\_\_\_ Non\_\_\_\_\_

## **7. Compensation et ou acquisition des terres**

L'acquisition de terres ou la perte, le déni ou la restriction d'accès au terrain ou aux autres ressources économiques seront-ils le fait du projet concerné? Oui\_\_\_\_\_ Non\_\_\_\_\_

## **8. Perte de récoltes, arbres fruitiers, et infrastructures domestiques**

Le projet concerné provoquera –t-il la perte permanente ou temporaire de récoltes, arbres fruitiers, ou infrastructures domestiques ? Oui\_\_\_\_ Non\_\_\_\_\_

## **9. Pollution par bruit pendant l'exécution et la mise en œuvre du projet**

Le niveau de bruit pendant la mise en œuvre du projet concerné va-t-il dépasser les limites de bruit acceptables? Oui\_\_\_\_ Non\_\_\_\_\_

### 10. Déchets solides ou liquides

L'activité concernée va-t-elle générer des déchets solides ou liquides? Oui\_\_\_\_ Non\_\_\_\_

Si "Oui", le projet dispose-t-il d'un plan pour leur ramassage et leur évacuation? Oui\_\_\_\_ Non\_\_\_\_

### 11. Consultation du public

Lors de la préparation et la mise en œuvre du projet, la consultation et la participation du public ont-elles été recherchées? Oui\_\_\_\_ Non\_\_\_\_

Si "Oui", décrire brièvement les mesures qui ont été prises à cet effet.

### 12. Critères d'inéligibilité

Les microprojets ci-dessous ne seraient pas éligibles au financement du P CASEF :

- micros projets susceptibles d'être mise en œuvre ou situés dans des zones classées habitats naturels (question 3 ci-dessus)
- micros projets susceptibles de porter atteinte aux ressources classées patrimoine culturel national (question 6 ci-dessus)

### Partie C : Mesures d'atténuation

Pour toutes les réponses « Oui », les PFE, en consultation avec les institutions techniques locales, en particulier celles qui sont chargées de l'environnement, devraient décrire brièvement les mesures prises à cet effet.

### Partie D : Classification du projet et travail environnemental

*Projet de type :*    A                       B1                       B2                       C

*Travail environnemental nécessaire :*

- Pas de travail environnemental
- Simples mesures de mitigation
- Etude d'Impact Environnemental

**NOTA :** Quelque soit leur classement, tous les sous-projets sont éligibles dans le cadre du CASEF

## Annexe 2 : Liste de contrôle environnemental et social

Pour chaque activité de construction ou réhabilitation proposée, remplir la section correspondante de la liste de contrôle ; L'Annexe 3 présente plusieurs mesures d'atténuation; celles-ci peuvent être amendées si nécessaire.

Activité P CASEF	Questions auxquelles il faut répondre	OUI	NON	Si OUI,
Construction ou réhabilitation de pistes, d'équipements de stockage, Aménagement de parcelles agricoles	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Y a-t-il des terres cultivées ou non cultivées, des ressources naturelles, des structures ou autres propriétés, utilisées ou non utilisées à des fins quelconques, d'une manière quelconque ?</li> <li>• Y aura-t-il perte de végétation quelconque pendant la réhabilitation ?</li> <li>• Y a-t-il des services adéquats pour l'évacuation des déchets prévus pendant la réhabilitation ?</li> <li>• Le site de construction sera-t-il nettoyé régulièrement, en utilisant de l'eau pour maîtriser la poussière ?</li> <li>• Les déchets générés pendant les activités de construction seront-ils nettoyés ?</li> <li>• Les matières ou installations de secours seront-elles disponibles pendant la réhabilitation ?</li> <li>• Y a-t-il production de déchets de déchets spéciaux?</li> </ul>			S'inspirer des mesures générales d'atténuation (Annexe 3) et des Directives Environnementales pour les Contractants (Annexe 4) se référer également aux directives environnementales et sociales par filières et par infrastructures (Annexe 5)
Fonctionnement des infrastructures et des aménagements agricoles	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Y a-t-il des risques de pollution des eaux souterraines ?</li> <li>• Y a-t-il des zones écologiques sensibles dans les environs de l'infrastructure agricole qui pourraient être impactés négativement ?</li> <li>• Y a-t-il des impacts causés par les polluants par fumée ou par air, des gaz toxiques ou des résidus de cendres provenant des destructions par le feu?</li> <li>• Y a-t-il des impacts sur la santé du public et la santé du personnel des infrastructures éducatives?</li> <li>• Y a-t-il des impacts visuels sur les pratiques de transport, de traitement et d'évacuation des déchets?</li> <li>• Y a-t-il des odeurs provenant de la dégradation des déchets?</li> <li>• Y a-t-il des établissements humains et des usages de la terre (comme l'agriculture, le pâturage, les terrains de récréation) près des infrastructures stockage et de conditionnement, ou des sites d'importance culturelle, religieuse, ou historique?</li> </ul>			se référer au Plan pour les mesures adéquates d'atténuation et de suivi et des Directives Environnementales pour les Contractants (Annexe 4) se référer également aux directives environnementales et sociales par filières et par infrastructures (Annexe 5)

### Annexe 3 : Liste des mesures d'atténuation

#### a. Mesures spécifiques de renforcement des impacts positifs

##### Systèmes agricoles respectueux de l'environnement (agriculture)

Itinéraires techniques	Mesures environnementales et sociales
Défrichage (abattage des arbres et arbustes)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reboisement systématique des aires exploitées pendant la période de jachère</li> <li>• Mise en valeur des bas-fonds inondables par des cultures de riz et de maraichage</li> </ul>
Fertilisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement de système d'élevage amélioré</li> <li>• Formation sur l'utilisation sans risque et sécuritaire des intrants agricoles</li> <li>• Formation sur les techniques de fabrication du compost</li> <li>• Mise en place d'un système de nutrition intégrée</li> <li>• Réduction des pertes et gaspillages</li> <li>• Intégration des cultures à cycle court</li> </ul>
Traitement phytosanitaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promotion de la lutte intégrée</li> <li>• Formation sur l'utilisation sans risque et sécuritaire des pesticides</li> <li>• Application des connaissances disponibles pour obtenir une récolte saine</li> <li>• Adoption de pratiques de la surveillance des insectes utiles et la connaissance du cycle biologique des ennemis des cultures</li> <li>• Recours aux prédateurs naturels et aux caractéristiques écologiques</li> <li>• Pratique de la lutte biologique</li> <li>• Adoption des variétés sélectionnées à cycle court pour la résistance durable aux ennemis</li> <li>• Adoption de techniques de génie génétique pour la résistance des plantes hôtes aux virus</li> </ul>
Systèmes de cultures	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement des systèmes de cultures irriguées et de bas-fonds pour une production toute l'année</li> <li>• Suivi régulier de la qualité de l'eau issue de l'irrigation pour éviter les pollutions</li> <li>• Recyclage les résidus de récolte et les déchets animaux</li> <li>• Utilisation de la traction animale et des brise-vent</li> <li>• Promotion des jardins de case</li> </ul>

##### Systèmes agricoles respectueux de l'environnement (élevage)

Itinéraires techniques	Mesures environnementales et sociales
Bovin	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement de systèmes de pâturages multi-espèces</li> <li>• Promotion de l'association de l'élevage à l'agriculture</li> <li>• Valorisation des résidus de récolte pour l'alimentation des bêtes</li> <li>• Promotion de l'élevage des animaux en enclos</li> <li>• Recours aux aliments concentrés</li> </ul>

## Mesures de bonnes pratiques agricoles environnementales et sociales

### Amélioration de la qualité des semences (techniques de production des semences)

- Valoriser les caractéristiques des semences améliorées
- Organiser la production et la diffusion des semences améliorées
- Diffuser les techniques d'intensification pour améliorer la compétitivité des céréales produites
- Améliorer les opérations de récolte et de post-récolte

### Amélioration des systèmes de production et de la base des ressources naturelles :

- Contrôle de l'érosion hydrique avec des légumineuses
- Amélioration de la fertilité avec la culture en couloir incluant des légumineuses
- Utilisation de plantes de couverture
- Lutte contre la baisse de fertilité des terres agricole par une meilleure intégration de l'élevage
- Suivi de la Fertilité des Sols
- Programme de Recherche sur la Gestion Intégrée des nutriments du sol;
- Programmes de Recherche sur les Systèmes Durables et Améliorés de Production
- Diffusion des techniques de lutte antiérosive

### Développement agricole durable de la production végétale

- Maîtriser l'érosion et l'épuisement rapide de la réserve organique des sols par la restauration de la fertilité des sols et la gestion durable des sols
- Développer la recherche sur les technologies qui optimisent l'utilisation de nouvelles sources de fertilisation organique, accessibles et pérennes
- Minimiser les effets des pratiques mécanisées (choix de matériels agricoles et d'équipements adaptés aux zones agro-écologiques pour le travail du sol ; etc.)

### Développement durable de l'élevage et des systèmes pastoraux

- Promouvoir la production de fourrage et sensibiliser les éleveurs à l'alimentation des animaux
- Former les éleveurs à la conservation des aliments de bétail
- Améliorer la couverture zoo-sanitaire
- Diffuser des géniteurs améliorés
- Améliorer la couverture activités du cheptel (circulation matière organique sur les terroirs).
- Définir l'importance des productions issues des zones pastorales dans l'économie nationale ;
- Analyser les contraintes de production et d'intégration économiques des systèmes pastoraux ;
- Etudier l'impact des systèmes de production et des modes d'appropriation des ressources sur les écosystèmes pastoraux et leur dynamique ;
- Etudier la problématique de l'accès aux ressources dans le contexte de la décentralisation et la reconnaissance du pastoralisme dans la législation foncière ;
- Analyser les processus dynamiques d'utilisation et de valorisation des espaces pastoraux;

### Amélioration de la qualité des produits alimentaires

- Assurer la qualité des denrées alimentaires (conditions hygiéniques ; conditionnement, de transport, de stockage et de transformation ;
- Privilégier la mise en place d'un système d'analyse des risques et de maîtrise des points critiques (système HACCP, *hazard analysis control critical point*)

### *b. Mesures d'atténuation des impacts négatifs*

## Phase de Préparation des sites

Impacts négatifs	Mesures de mitigation
<ul style="list-style-type: none"> <li>Mauvais emplacement du site de construction d'équipements de stockage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Respecter la procédure du choix des sites proposée par le CASEF</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Conflits pour l'acquisition du site d'installation de l'infrastructure</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Développement d'un processus consensuel pour l'acquisition des sites</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Déplacement involontaire de populations ou d'activités économiques (Implantation des classes sur l'emprise des sites d'habitations ou d'activités)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>cf. Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) qui sera mis en œuvre par le Projet CASEF pour servir de Cadre pour le futur car</li> <li>Identification et recensement de tous les propriétaires et locataires de parcelles agricoles ou de bâtiments ou terrains</li> <li>Organisation de séances d'informations sur les futurs travaux, leur durée, etc. afin de leur permettre de s'organiser en temps utile</li> <li>Procéder à leurs indemnités correctes.</li> <li>Relocaliser les déplacés.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Abattage d'arbres</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plantation de compensation</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Poussière et gaz d'échappement des engins de préparation du terrain</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Doter les conducteurs d'engins de masques à poussière et exiger leur port</li> </ul>

## Mesures d'atténuation des impacts dans la production de lait

N°		Nature du risque	Mesure de protection/prévention
1	Entretien du Cheptel	<b>Dangers microbiologiques</b> - Agents infectieux provenant des animaux : zoonose (tuberculose, brucellose) et mammites. - Agents infectieux présents dans l'environnement ou les matières premières	<ul style="list-style-type: none"> <li>Salubrité des lieux</li> <li>Suivi sanitaire du bétail</li> <li>Contrôle et suivi des activités</li> </ul>
		<b>Danger chimique :</b> - Résidus d'intrants vétérinaires, de pesticides, de nitrates dans le lait.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Gestion des résidus de soins vétérinaires</li> </ul>
2	Traite du lait	<b>Dangers microbiologiques</b> - Contamination due au manque ou au non respect des bonnes pratiques d'hygiène pendant la traite	<ul style="list-style-type: none"> <li>Respect des bonnes pratiques d'hygiène pendant la traite</li> <li>Salubrité des lieux</li> </ul>
		<b>Dangers physiques :</b> - Paille, poils dans le lait	
3	Transport du lait	<b>Dangers microbiologiques</b> - Contamination des bactéries provenant de l'environnement ou des contenants. - La température élevée pendant le transport favorise la multiplication des germes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Respect des bonnes pratiques d'hygiène de conditionnement et de transport (récipient et mode de transport appropriés ; etc.)</li> </ul>

#### Annexe 4 : Directives Environnementales et Sociales pour les Contractants

Les directives ci-après seront parties intégrantes des contrats des entreprises
<ul style="list-style-type: none"><li>• Doter la base vie d'équipements sanitaires et des installations appropriées</li><li>• Disposer des autorisations nécessaires en conformité avec les lois et règlements en vigueur.</li><li>• Veiller au respect des mesures d'hygiène et de sécurité des installations de chantiers :</li><li>• Etablir un règlement de chantier (ce que l'on permet et ne permet pas dans les chantiers)</li><li>• Protéger les propriétés avoisinantes du chantier</li><li>• Assurer la permanence du trafic et l'accès des populations riveraines pendant les travaux</li><li>• Installer des conteneurs pour collecter les déchets produits à côté des secteurs d'activité.</li><li>• Ne pas procéder à l'incinération sur site</li><li>• Assurer la collecte et l'élimination des déchets issus des travaux</li><li>• Informer et sensibiliser les populations avant toute activité de dégradation de biens privés.</li><li>• Eliminer convenablement les huiles et les déchets solides</li><li>• Procéder à l'ouverture et la gestion rationnelle des carrières en respect avec la réglementation notamment le code minier</li><li>• Procéder à la réhabilitation des carrières temporaires</li><li>• Effectuer une plantation de compensation après les travaux en cas de déboisement ou d'abattage d'arbres</li><li>• Prévenir les défrichements et mesures de protection sur les essences protégées ou rares, le cas échéant reboiser avec des essences spécifiques</li><li>• Adopter une limitation de vitesse pour les engins et véhicules de chantiers</li><li>• Procéder à la signalisation des travaux :</li><li>• Veiller au respect des règles de sécurité lors des travaux</li><li>• Sensibiliser le personnel de chantier sur les IST/VIH/SIDA, Violence Basé sur le Genre (VBG) et sur les Abus Sexuel et Travail des Enfants</li><li>• Installer des panneaux de signalisation et des ralentisseurs à la traversée des villages</li><li>• Organiser le stockage de matériaux, le stationnement et les déplacements de machines de sorte à éviter toute gêne</li><li>• Respecter des sites culturels</li><li>• Organiser les activités du chantier en prenant en compte les nuisances (bruit, poussière) et la sécurité de la population environnante ;</li><li>• Protégez le sol pendant la construction et procéder au boisement ainsi qu'à la stabilisation des surfaces fragiles;</li><li>• Assurer le drainage approprié lorsque nécessaire;</li><li>• Eviter la stagnation des eaux dans les fosses de construction, les carrières sources de contamination potentielle de la nappe d'eau et de développement des insectes vecteurs de maladie;</li><li>• Eviter tout rejet d'eaux usées, déversement accidentel ou non d'huile usagée et déversement de polluants sur les sols, dans les eaux superficielles ou souterraines, dans les égouts, les fossés de drainage, etc.</li><li>• Eviter au maximum la production de poussière</li><li>• Eviter le lavage des matériels et équipements dans les cours d'eau</li><li>• Employer la main d'œuvre locale en priorité</li><li>• Mettre en place un mécanisme de gestion de plainte interne à l'Entreprise</li><li>• Développer et mettre en œuvre un Code de Bonne Conduite</li></ul>

## **Annexe 5 : Directives environnementales et sociales par type de filière et d'infrastructure**

Les directives suivantes, relatives à la mise en œuvre des activités des projets P-CASEF et AF-CASEF dont les prestataires sont responsables devront être adaptées à chaque type d'infrastructure et selon le milieu physique et conditions locales où l'infrastructure sera implantée.

### **Directives environnementales et sociales pour la filière Fruits et Légumes Semences**

- Valoriser les caractéristiques des semences améliorées
- Organiser la production et la diffusion des semences améliorées
- Organiser l'approvisionnement en intrants spécifiques (engrais, produits de conservation) et la commercialisation de la production
- Diffuser les techniques d'intensification pour améliorer la production
- Améliorer les opérations de récolte et post-récolte.

### **Gestion des intrants et pesticides**

- Contrôle rigoureux des pesticides distribués ;
- Elimination des pesticides obsolètes
- Respect des doses de pesticides prescrites
- Maîtrise des périodes d'application des pesticides
- Promotion de l'usage de la fumure organique
- Formation des acteurs sur l'utilisation des intrants
- Respect scrupuleux des recommandations pour l'usage des engrais et des pesticides
- Lutte biologique
- Utilisation rationnelle d'engrais et pesticides
- Sensibilisation et formation des producteurs sur les risques liés aux pesticides
- Promotion de la culture biologique intensive

### **Mesures de protection**

- Mise à disposition d'équipement de protection des utilisateurs
- Privilégier les produits moins toxiques et la lutte biologique/Lutte intégrée contre les ennemis de cultures
- Formation en gestion intégrée des pesticides
- Respect des conditions d'entreposage des pesticides
- Sensibilisation de la population aux risques d'intoxication alimentaire
- Respect scrupuleux des mesures de protection et des conditions de pulvérisations des pesticides
- Suivi des résidus de pesticides dans les récoltes
- Sensibilisation et formation des producteurs

### **Directives environnementales et sociales pour la Filière Vanille**

#### **Acteurs/Producteurs**

1. Développer des pépinières communautaires

- Maintien des exploitations de culture vivrières ;
- Structuration et respect des cartes planteurs et préparateurs ;
- Respecter les cycles de maturation ;
- Respecter les techniques de collectes
- Initier des activités de reboisement

### **Gestion des intrants et pesticides**

- Contrôle rigoureux des pesticides distribués ;
- Elimination des pesticides obsolètes
- Respect des doses de pesticides prescrites
- Maîtrise des périodes d'application des pesticides
- Promotion de l'usage de la fumure organique
- Formation des acteurs sur l'utilisation des intrants
- Respect scrupuleux des recommandations pour l'usage des engrais et des pesticides
- Lutte biologique
- Utilisation rationnelle d'engrais et pesticides
- Sensibilisation et formation des producteurs sur les risques liés aux pesticides
- Promotion de la culture biologique intensive

### **Mesures de protection**

- Mise à disposition d'équipement de protection des utilisateurs
- Privilégier les produits moins toxiques et la lutte biologique/Lutte intégrée contre les ennemis de cultures
- Formation en gestion intégrée des pesticides
- Respect des conditions d'entreposage des pesticides
- Sensibilisation de la population aux risques d'intoxication alimentaire
- Respect scrupuleux des mesures de protection et des conditions de pulvérisations des pesticides
- Suivi des résidus de pesticides dans les récoltes
- Sensibilisation et formation des producteurs

### **Directives environnementales et sociales pour la Filière Litchi**

#### **Acteurs/Producteurs**

- Développer des pépinières communautaires
- Maintien des exploitations de culture vivrières ;
- Renouvellement du capital productif;
- Respecter les cycles de maturation ;
- Respecter les techniques de collectes
- Participer aux activités de reboisement

### **Gestion des intrants et pesticides**

- Contrôle rigoureux des pesticides distribués ;
- Elimination des pesticides obsolètes
- Respect des doses de pesticides prescrites
- Maîtrise des périodes d'application des pesticides
- Promotion de l'usage de la fumure organique
- Formation des acteurs sur l'utilisation des intrants
- Respect scrupuleux des recommandations pour l'usage des engrais et des pesticides
- Lutte biologique
- Utilisation rationnelle d'engrais et pesticides
- Sensibilisation et formation des producteurs sur les risques liés aux pesticides
- Promotion de la culture biologique intensive

### **Mesures de protection contre les risques liés aux pesticides**

- Mise à disposition d'équipement de protection des utilisateurs
- Privilégier les produits moins toxiques et la lutte biologique/Lutte intégrée contre les ennemis de cultures
- Formation en gestion intégrée des pesticides
- Respect des conditions d'entreposage des pesticides
- Sensibilisation de la population aux risques d'intoxication alimentaire
- Respect scrupuleux des mesures de protection et des conditions de pulvérisations des pesticides
- Suivi des résidus de pesticides dans les récoltes
- Sensibilisation et formation des producteurs

### **Directives environnementales et pour la Filière Epices (Girofle, gingembre, poivre)**

#### **Acteurs/Producteurs**

- Développer des pépinières communautaires;
- Renouvellement du capital productif à travers la plantation et le suivi de nouveaux plants;
- Entretien des anciennes plantations
- Traitement des sujets malades;
- Acquisition d'alambics améliorés;
- Participer au reboisement d'espèces à croissance rapide pour la production d'huile
- Maintien des exploitations de culture vivrières ;
- Respect des techniques de collecte qui préserve les plants;
- Respecter les cycles de maturation ;
- Respecter les techniques de collectes

#### **Gestion des intrants et pesticides**

- Contrôle rigoureux des pesticides distribués ;
- Elimination des pesticides obsolètes
- Respect des doses de pesticides prescrites
- Maîtrise des périodes d'application des pesticides
- Promotion de l'usage de la fumure organique
- Formation des acteurs sur l'utilisation des intrants
- Respect scrupuleux des recommandations pour l'usage des engrais et des pesticides
- Lutte biologique
- Utilisation rationnelle d'engrais et pesticides
- Sensibilisation et formation des producteurs sur les risques liés aux pesticides
- Promotion de la culture biologique intensive

### **Mesures de protection contre les risques liés aux pesticides**

- Mise à disposition d'équipement de protection des utilisateurs
- Privilégier les produits moins toxiques et la lutte biologique/Lutte intégrée contre les ennemis de cultures
- Formation en gestion intégrée des pesticides
- Respect des conditions d'entreposage des pesticides
- Sensibilisation de la population aux risques d'intoxication alimentaire
- Respect scrupuleux des mesures de protection et des conditions de pulvérisations des pesticides
- Suivi des résidus de pesticides dans les récoltes
- Sensibilisation et formation des producteurs

## **Directives environnementales, sanitaires et sécuritaires – Cultures pérennes / Cultures annuelles de l'IFC**

[https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/ef0d4b804c3c5ad9bcb9bed8bd2c3114/English\\_2016\\_Permanial+Crop+Production\\_EHS.pdf?MOD=AJPERES](https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/ef0d4b804c3c5ad9bcb9bed8bd2c3114/English_2016_Permanial+Crop+Production_EHS.pdf?MOD=AJPERES)

[https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/c6f002804c3c4596bb44bfd8bd2c3114/Annual+Crop+Production+EHS+Guidelines\\_2016+FINAL.pdf?MOD=AJPERES](https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/c6f002804c3c4596bb44bfd8bd2c3114/Annual+Crop+Production+EHS+Guidelines_2016+FINAL.pdf?MOD=AJPERES)

- Gestion et conservation de sols
- Gestion des nutriments
- Résidus de culture et gestion des déchets solides
- Gestion de l'eau
- Gestion des parasites
- Utilisation et Gestion des Pesticides
- Engrais
- Biodiversité et écosystèmes
- Organismes Génétiquement Modifiée
- Ressources en énergie
- Qualité de l'air
- Emission de gaz à effet de serre

## **Directives pour la Filière lait et viande**

### **Gestion du cheptel**

1. Promouvoir la production de fourrage et sensibiliser les éleveurs à l'alimentation des animaux
2. Former les éleveurs à la conservation des aliments de bétail
3. Améliorer la couverture zoo-sanitaire (vaccination, traitement et suivi sanitaire)
4. Diffuser des géniteurs améliorés à travers l'insémination artificielle
5. Améliorer la couverture activités du cheptel (circulation matière organique sur les terroirs).
6. Définir l'importance des productions issues des zones pastorales dans l'économie nationale;

### **Production et transformation du lait**

- Salubrité des lieux
- Suivi sanitaire du bétail
- Contrôle et suivi des activités de trait et de conservation
- Gestion des résidus de soins vétérinaires dans les produits laitiers
- Respect des bonnes pratiques d'hygiène pendant la traite
- Respect des bonnes pratiques d'hygiène de conditionnement et de transport (récipient et mode de transport appropriés ; etc.)

## **Directives environnementales, sanitaires et sécuritaires pour le traitement des produits laitiers – IFC**

[https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/7c4f9400488658d1b722f76a6515bb18/003\\_Dairy%2BProcessing.pdf?MOD=AJPERES](https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/7c4f9400488658d1b722f76a6515bb18/003_Dairy%2BProcessing.pdf?MOD=AJPERES)

- Eaux usées
- Déchets solides
- Émissions atmosphériques
- Consommation d'énergie

### **Directives environnementales, sanitaires et sécuritaires pour la production animale (bétail)**

[https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/0105de004885523baaf4fa6a6515bb18/018\\_Mammalian\\_Livestock\\_Production.pdf?MOD=AJPERES](https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/0105de004885523baaf4fa6a6515bb18/018_Mammalian_Livestock_Production.pdf?MOD=AJPERES)

- Gestion des déchets
- Eaux usées
- Émissions atmosphériques
- Gestion des matières dangereuses
- Impacts écologiques
- Maladies animales

### **Directives environnementales et sociales pour la maintenance de pistes et la réhabilitation d'ouvrages de désenclavement ainsi que pour la construction de nouvelles infrastructures en appui aux Guichets Fonciers**

#### **Les Expropriations, déplacement de personnes et activités:**

Eviter dans la mesure du possible le déplacement des habitations, tombeaux ou activités (rizières, cultures, plantations, pâturages) et respecter les rites locaux,

Dans le cas où le déplacement involontaire des habitations, de personne, ... est inévitable, préparer un plan d'actions de réinstallation (PAR) ;

La dégradation du patrimoine : rochers et arbres sacrés, fossés et portails anciens, murailles de terre, maisons traditionnelles, tombes, villages royaux, etc. :

- Ne pas endommager ou détruire les sites culturels, sacrés ou historiques
- Identifier tous les sites en collaboration avec la population locale, dans le cadre de l'étude technique
- Inclure toutes les mesures de protection dans les spécifications techniques

#### **Réouverture / réhabilitation de pistes donnant accès à des habitats naturels :**

- Mettre en œuvre un (des) poste(s) de contrôle du trafic pour limiter les exportations illicites de bois ou autres ressources naturelles.

#### **Déviaton temporaire d'une piste (accident, destruction et perturbation de biens) :**

- Mettre en place des panneaux de signalisation ;
- Limiter de vitesse et de charge ;
- Assurer l'écoulement d'eau ;
- Empêcher le débit solide par la mise en place des fascines et/ou batardeaux ;
- Redressement : Supprimer la déviation ; Enlèvement des remblais ; Remise en état des lieux ; Rétablir la végétation.

#### **Débroussaillages/ terrassement/Remblais :**

Inclure systématiquement les mesures antiérosives appropriées dans les spécifications techniques: Stabilisation / végétalisation de talus, Aménagement des drainages, Les fortes ou longues pentes, Bords / berges de cours d'eau, Proximité du littoral.

- **Remblai /Reprofilage de la piste (poussières/accidents) :**
  - Mettre des masques à poussières ;
  - Mettre en place des panneaux de signalisation ;
  - Arroser la route fréquemment ;

- Procéder rapidement au compactage.
- **Érosion hydraulique** :
  - Mettre en aval des dalots des réducteurs de vitesse et descente d'eau.

**Carrières/emprunts** :

- Minimiser les carrières/emprunts avec la réouverture des emprunts/carrières existants ;
- Mesures de sécurité et d'avertissement du public pour l'utilisation d'explosifs ;
- Inclure systématiquement dans les spécifications techniques (même si les matériaux font partie de l'apport des bénéficiaires) :
  - Délimiter uniquement les terrains indispensables aux emprunts et carrières,
  - le mode d'exploitation ;
- les mesures antiérosives, de stabilisation et de restauration des sites.

**Nettoyage de chantier** :

- Enlever les déchets et les matériaux non utilisés ;
- Mettre en décharge les déchets non recyclables ;
- Nettoyer correctement.

**Directives environnementales et sociales pour infrastructures de stockage et de conditionnement**

- **Vérification de l'appartenance du terrain** (le terrain pour le site d'implantation doit appartenir à la commune ou à un particulier ayant fait une donation avec toutes les pièces justificatives légales requises).
- **Déchets issus des produits de stockage:**
  - Mettre en place des bacs à ordures qui seront régulièrement vidés
  - Mettre en place un dispositif d'évacuation des déchets dans une décharge autorisée
- **Défaillance des drainages**
  - Inclure systématiquement un système de drainage adéquat pour tous les bâtiments (y compris gouttières et évacuations d'eau) ;
  - Assurer un suivi annuel de l'entretien des drainages par les bénéficiaires.
- **Débroussaillages/ terrassement/**
  - Inclure systématiquement les mesures antiérosives appropriées dans les spécifications techniques: Stabilisation / végétalisation de talus, Aménagement des drainages, Accès aux bâtiments stabilisé et matérialisé, Choisir les sites qui minimisent les risques d'érosion et éviter
  - Les fortes ou longues pentes,
  - Bords / berges de cours d'eau,
  - Proximité du littoral.

## Annexe 6 : Fiche de filtration environnementale et sociale

Ce formulaire a été conçu pour servir à l'évaluation préliminaire des sous projets du CASEF liés à la maintenance des pistes de production, réhabilitation/reconstruction des infrastructures de désenclavement, de construction d'unité de stockage (GCV) ou de conditionnement. Le formulaire est conçu pour donner l'information aux équipes du CASEF pour que des mesures d'atténuation, s'il y en a, puissent être identifiées et/ou que des besoins pour une analyse plus approfondie soient déterminés.

Le formulaire contient l'information qui permettra aux agences d'exécutions de déterminer si des espèces menacées ou leur habitat, les aires protégées ou les aires de forêt relativement intactes sont présentes, et si une recherche plus approfondie est nécessaire. Le formulaire identifiera aussi les impacts potentiels socio-économiques qui nécessiteront des mesures d'atténuation et/ou la réinstallation et la compensation.

Il a été amélioré et servira de base de fiche de catégorisation pour les sous-projets CASEF à venir.

Intitulé du micro-projet :

Date de remplissage :

Nom du chargé de projet CASEF :

### Nature et envergure du micro-projet :

- I. Direction Inter Régionale de :
- II. Intitulé du micro-projet: \_\_\_\_\_
- III. Type de micro-projet : \_\_\_\_\_
- IV. Localisation :  
Fokontany (s) \_\_\_\_\_ Commune(s) \_\_\_\_\_ Région(s) : \_\_\_\_\_
- V. Coordonnées géographiques du site d'implantation et/ou de points repères
- VI. Objectif du micro-projet \_\_\_\_\_
- VII. Activités du micro-projet ou principales Interventions envisagées : \_\_\_\_\_
- VIII. Coût estimé du micro-projet : \_\_\_\_\_
- IX. Envergure du micro-projet : (Décrire brièvement les dimensions et les caractéristiques du micro-projet : superficie, longueur, profondeur, volume...)
- X. Ouvrages prévus : (Liste des ouvrages constituant le micro-projet) : \_\_\_\_\_

### 1. Description du micro-projet :

- ✓ Comment le site d'implantation du micro-projet a-t-il été choisi (critères de choix) ? \_\_\_\_\_
- ✓ Superficie totale occupée par le micro-projet : \_\_\_\_\_ Longueur : \_\_\_\_\_
- ✓ Statut du site d'implantation du projet : Propriété de l'état (domanial/communautaire) :  
\_\_\_\_\_ propriété privée : \_\_\_\_\_
- ✓ Description des actions spécifiques nécessaires pendant la mise en œuvre des activités et de l'exploitation du micro-projet : \_\_\_\_\_
- ✓ Nombre de bénéficiaires directs : \_\_\_\_\_ Hommes : \_\_\_\_\_ Femmes : \_\_\_\_\_ Enfants : \_\_\_\_\_
- ✓ Nombre de bénéficiaires indirects : \_\_\_\_\_ Hommes : \_\_\_\_\_ Femmes : \_\_\_\_\_ Enfants : \_\_\_\_\_
- ✓ Situation socioprofessionnelle des bénéficiaires :  
Agriculteurs : \_\_\_\_\_ Eleveurs : \_\_\_\_\_ Pêcheurs \_\_\_\_\_ Autres (A préciser) \_\_\_\_\_
- ✓ Y'a-t-il un acte attestant la nature de la propriété (attestation de donation / titre foncier) ? Oui : \_\_\_ Non : \_\_\_  
Si oui, nature de l'acte \_\_\_\_\_ Valeur juridique \_\_\_\_\_
- ✓ Présenter le milieu humain, le contexte social, culturel et économique de la zone du sous projet :  
\_\_\_\_\_

### 2. Environnement Naturel :

(a) Décrivez la végétation du lieu d'implantation ou de la zone attenante au site du micro-projet : \_\_\_\_\_

(b) Estimez et indiquez les endroits où la végétation devra être enlevée

---

(c) Y a-t-il des zones de sensibilité environnementale ou des espèces menacées qui pourraient être affectées négativement par le sous projet ? (décrire ci-dessous)

(i) Forêt naturelle intacte : Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

(ii) Forêt côtière sur dunes : Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

(iii) Forêt riveraine : Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

(iv) Mangroves : Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

(v) Zones humides (lacs, rivières, zones d'inondation saisonnières) : Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

(vi) Habitats d'espèces menacées nécessitant une protection d'après les lois Malagasy et/ou les conventions internationale : Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

(vii) Autre (décrivez) :

---

(viii) Distance par rapport à une zone sensible à proximité :

---

### 3. Ecologie des rivières et des lacs :

Y a-t-il une possibilité que, suite à l'installation de structures, telles les petits barrages, le système d'adduction d'eau ... etc. pour les projets de micro-hydrologie, que l'écologie de la rivière soit impactée négativement ? Une attention particulière doit être faite à la qualité et la quantité d'eau, le type, la productivité et l'utilisation des habitats écologiques, et leur variation dans le temps.

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

(Décrivez)

---

### 4. Aires protégées :

La zone du micro-projet (ou de ses composantes) comprend-t-elle des aires protégées (parcs nationaux, réserves nationales, forêt protégée, site de patrimoine mondial, etc.) :

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

Si le micro-projet est en dehors, mais à faible distance, des aires protégées, pourrait-il affecter négativement l'écologie dans la zone protégée ? (P.ex. interférence avec les vols d'oiseau, avec les migrations de mammifères) :

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

Distance par rapport à ces dernières si elles existent : \_\_\_\_\_

### 5. Géologie et sols :

Sur base d'inspection visuelle ou des documents disponibles, y a-t-il des zones instables d'un point de vue géologique ou des sols (érosion, glissement de terrain, effondrement) ?

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

Sur base d'inspection visuelle ou des documents disponibles, y a-t-il des zones à risque de salinisation ?

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

#### **6. Paysage / esthétique :**

Ya-t-il une possibilité que l'exécution du micro-projet affecte négativement la valeur esthétique du paysage ?

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

#### **7. Plantes nuisibles envahissantes le long des lignes de distribution :**

Le micro-projet risque-t-il de promouvoir la dispersion de plantes / insectes / autre espèce nuisible envahissante le long de routes de distribution ? Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

#### **8. Sites historiques, archéologiques ou culturels :**

Sur base des sources disponibles, de consultations avec les autorités locales, des connaissances locales et d'autres observations, le micro-projet pourrait-il changer un ou plusieurs sites historique, archéologique, ou culturel, ou nécessiter des excavations ?

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

#### **9. Recasement et/ou acquisition de terrain :**

Est-ce que la mise en œuvre du micro-projet déclencherà-t-elle le recasement involontaire ? Oui \_\_\_\_\_

Non \_\_\_\_\_

Est-ce que la mise en œuvre du micro-projet déclencherà-t-elle la prise involontaire de terrain ?

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

Est-ce que la mise en œuvre du micro-projet déclencherà-t-elle le déménagement ou la perte d'abri ? Oui \_\_\_\_\_

Non \_\_\_\_\_

Est-ce que la mise en œuvre du micro-projet déclencherà-t-elle la perte de l'accès au terrain ?

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

Est-ce que la mise en œuvre du micro-projet déclencherà-t-elle la perte de bien ou d'accès à des biens? Oui \_\_\_\_\_

Non \_\_\_\_\_

Est-ce que la mise en œuvre du micro-projet déclencherà-t-elle la perte de source de revenu ou de moyen de subsistance que les personnes affectées doivent ou non déménagées vers un autre site ? Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

Est-ce que la mise en œuvre du micro-projet déclencherà-t-elle la restriction involontaire d'accès à des parcs ou à des zones protégés légalement désignés causant des impacts défavorables sur les conditions de vie des personnes déplacées Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

#### **10. Perte de cultures, arbres fruitiers et infrastructure domestique :**

Est-ce que le micro-projet déclencherà la perte temporaire ou permanente de cultures, d'arbres fruitiers?

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

Est-ce que le micro-projet déclencherà la perte temporaire ou permanente d'infrastructure domestique (les greniers, les latrines extérieures, les cuisines, citerne etc.) ? Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

### 11. Pollution par le bruit

Est-ce que le niveau de bruit va dépasser le seuil permis pour la zone? Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

### 12. Gestion des déchets

L'activité concernée va-t-elle générer des déchets solides ou liquides? Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

Si "Oui",

- Préciser leurs quantités par types et par unité de temps : \_\_\_\_\_
- le projet dispose-t-il d'un plan pour leur ramassage et leur évacuation? Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

	Indiquez les résultats des réponses aux questions ci-dessus :	A cocher	Action
1	Toutes les réponses sont « non »		<i>Identifier les bonnes pratiques et les mesures d'atténuation appropriées en fonction du type de micro-projet et élaborer le Plan de gestion Environnemental et sociale (PGES)</i>
2	Il y a au moins une réponse « oui » dans les questions 2, 8		<i>Abandonner car le micro-projet est non éligible</i>
3	Il y a au moins une réponse « oui » dans les questions 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10,11		<i>a) Identifier les bonnes pratiques et les mesures d'atténuation appropriées en fonction du type de micro-projet. b) Réaliser une étude plus approfondie sur les composantes environnementales qui risquent d'être affectées par le micro-projet. Elaborer le plan de Gestion Environnemental c) Déclencher la politique de réinstallation s'il y a lieu, Identifier les bonnes pratiques et les mesures d'atténuations appropriées concernant la réinstallation. Elaborer un plan d'action de réinstallation (PAR). d) Si au cours de la mise en œuvre des activités du CASEF, on découvre accidentellement des sites archéologiques, des sites historiques, des restes, et des objets, y compris des cimetières et / ou des tombes individuelles, l'Entrepreneur / CASEF, doit suivre les procédures décrites en annexe 1 du PGES.</i>

### Observations :

### Note et Visa de l'Expert Environnement et Social des projets P-CASEF et AF-CASEF :

### Annexe 7 : Fiche environnementale et PGES

FICHE ENVIRONNEMENTALE DU SOUS PROJET					
Intitulé du micro- projet					
Région :					
District :					
Commune :					
Fokontany :					
Description du sous projet :					
Localisation géographique du micro-projet :					
Les principales composantes environnementales de la zone susceptibles d'être affectées par le sous-projet :					
Principaux problèmes environnementaux liés au sous projets:					
Mesures envisagées pour atténuer, réduire ou supprimer les impacts environnementaux négatifs:					
PGES	Impacts	Mesures	Responsable	Calendrier d'exécution	Coût estimatif (Ar)
	<i>TOTAL COUT</i>				
Observations - Remarques					
Visa					

Canevas d'enquête environnementale

A. Infrastructure de stockage ou de conditionnement

✓ LOCALISATION DE L'ACTIVITE

1.1 Localisation du site

✓ DIR de :	
✓ Région de :	
✓ District de :	
✓ Commune de :	
✓ Fokontany de :	
✓ Site :	

1.2 Description du site d'implantation

--

1.3 Propriété du terrain

Types de propriété	Mode d'acquisition
✓ Terrain privé :	
✓ Terrain communautaire :	
✓ Terrain domanial :	

✓ OBJECTIF DE L'ACTIVITE

--

✓ NATURE DES TRAVAUX

3.1 Liste des ouvrages à réaliser

Cas d'une unité de stockage et de conditionnement

✓ Nombre de chambres de stockage :	
✓ Dimension des chambres de stockage:	
✓ Annexes : (préciser les dimensions et caractéristiques) <ul style="list-style-type: none"><li>○ Abris gardien</li><li>○ Latrines</li><li>○ Point d'eau</li><li>○ Raccordement électrique</li><li>○ Autre à préciser :</li></ul>	
✓ Piste d'accès :	
I. Superficie totale occupée par les ouvrages :	

✓ **IMPACTS**

<b>ACTIVITES</b>	<b>IMPACTS (potentiels ou constatés)</b>	<b>MESURES D'ATTENUATION</b>	<b>RESPONSABLES</b>
<b>I. PHASE DE CONSTRUCTION</b>			

<b>II. PHASE D'EXPLOITATION</b>		
<b>IMPACTS</b>	<b>MESURES D'ATTENUATION</b>	<b>RESPONSABLES</b>
<b>Sur le milieu naturel</b>		
<b>Socio-économiques</b>		
<b>Autres</b>		

✓ **OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS**

<b>Observations:</b>
<b>Recommandations :</b>

<b>Date :</b>	<b>Date :</b>
<b>Etabli par :</b> (Nom(s), titre)	<b>Validé par :</b> (Nom(s) et titre)
<b>Signature :</b>	<b>Signature :</b>

## B. PISTE RURALE ET OUVRAGE DES DESENCLAVEMENT

### LOCALISATION DE LA PISTE ET DE L'OUVRAGE

#### 1.1 Localisation du site

✓ DIR de:	
✓ Région de :	
✓ District de	
✓ Commune de) :	
✓ Fokontany desservis :	- - - -

#### 1.2 Description de la région traversée par la piste ou de l'ouvrage

(Joindre un plan croquis / une carte permettant de visualiser le tracé de la piste)

#### 1.3 Propriété des terrains traversés par la piste ou l'ouvrage

Types de propriété	Mode d'acquisition
✓ Terrain privé :	
✓ Terrain communautaire :	
✓ Terrain domanial :	

### NATURE DES TRAVAUX

#### 2.1 Liste des ouvrages à réaliser


### CARRIERE

- Lieu d'extraction :	
- Type de propriété du sol :	
- Type de matériaux à extraire :	
- Etat de la carrière :	
- Mesures envisagées pour la remise en état du site :	

## IMPACTS

ACTIVITES	IMPACTS (potentiels ou constatés)	MESURES D'ATTENUATION	RESPONSABLES
<b>I. PHASE DE CONSTRUCTION</b>			

<b>II. PHASE D'EXPLOITATION</b>		
IMPACTS	MESURES D'ATTENUATION	RESPONSABLES
Sur le milieu naturel :		
Socio-économiques :		
Autres :		

## OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

<b>Observations:</b>
<b>Recommandations :</b>

<b>Date :</b>	<b>Date :</b>
<b>Etabli par :</b> (Nom(s), titre)	<b>Validé par :</b> (Nom(s) et titre)
<b>Signature :</b>	<b>Signature :</b>

## **Annexe 8 : TDR Type pour le recrutement d'un expert en sauvegarde environnementale et sociale des projets P-CASEF et AF-CASEF**

Proposition de TDR pour le recrutement d'un en sauvegarde environnementale et sociale.

### **Contexte :**

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, le projet CASEF prévoit le recrutement d'un Expert en Sauvegarde Environnementale et Sociale (EES).

### **Attributions :**

L'Expert en environnement et social est chargé, de manière générale, de la supervision de l'intégration des aspects environnementaux et sociaux des activités des projets P-CASEF et AF-CASEF en conformité avec les réglementations nationales, les politiques de sauvegardes de la Banque Mondiale.

Il aura en charge, particulièrement :

- a. de l'appui technique des assistants techniques responsables au niveau des Agences d'exécution régionales pour l'application des textes relatifs aux impacts environnementaux dans tous les sous projets du CASEF.
- b. de l'appui pour l'analyse des rapports d'études d'Impacts Environnementaux (EIE) ou du Programme d'Engagement Environnemental (PREE) selon le cas préparés par les consultants.
- c. du respect et de la mise en œuvre des mesures de sauvegarde environnementales.
- d. Du contrôle de suivi de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales (PGES, CGES, PAR).
- e. De la vérification de l'application des procédures de sauvegarde environnementale et sociale.
- f. De la mise à jour du manuel de procédures et des normes environnementales et sociales
- g. Du développement et recherche relatifs au volet environnemental et social.
- h. De l'élaboration des outils d'intégration environnementale et sociale dans les procédures de passation de marchés et de contrôle des activités.
- i. De l'interface avec les partenaires technique et financier et les acteurs institutionnels dans le domaine de sauvegarde.
- j. De la formation sur les procédures environnementales à Madagascar et les politiques de sauvegardes de la Banque mondiale.

### **Rattachement :**

L'Expert Environnement et Social du CASEF sera sous l'autorité du Coordonnateur National de l'Agence d'exécution du projet. Il devra toutefois collaborer avec les autres assistants techniques du projet à tous les niveaux de la procédure et de l'exécution des activités du projet.

### **Qualifications :**

Le candidat doit disposer d'un diplôme Bac +5 au moins dans les domaines suivants : agronomie, foresterie, Infrastructures, Génie Civil ou compétences similaires.

Il devra disposer d'une solide expérience en évaluation environnementale et sociale notamment sur les procédures malgaches d'EIE et les politiques de sauvegarde de la BM. L'expert doit au moins justifier d'une expérience d'au moins 5 ans minimum dans les expériences précitées.

## ANNEXE 9 : CODE DE BONNE CONDUITE POUR LES OUVRIERS

Les employés de l'entreprise et ceux des sous-traitants sont tenus de respecter le présent Code de conduite visant à assurer :

- Le respect des mœurs et coutumes
- Une bonne hygiène, notamment en termes de prévention et de lutte contre les IST et du VIH/Sida.

### 1) Mesures générales

- Chaque ouvrier immigré doit être enregistré auprès du Fokontany.
- Chaque ouvrier s'engage à ne pas contracter des dettes auprès des marchands locaux.
- Comportement général : chaque employé s'engage à respecter toutes formes de cultures locales et de s'interdire (i) tout dénigrement y affèrent (ii) toute forme d'harcèlement sexuel, atteintes aux mineurs, violences basées sur le genre

### 2) VIH/Sida et Infections sexuellement transmissibles (IST)

Le personnel sera sensibilisé en permanence sur les dangers liés au SIDA et aux maladies sexuellement transmissibles. Au démarrage et pendant la mise en œuvre des travaux, chaque personnel s'engage à participer aux réunions d'information sur les interdits et les coutumes locaux ainsi que sur les IST et le VIH/Sida <sup>2</sup>

### 3) Harcèlement sexuel, Violence Basée sur le Genre, Abus Sexuel sur les enfants.

Le personnel et tous les intervenants du projet seront sensibilisés en permanence sur la prévention et la lutte contre le harcèlement sexuel, la Violence Basée sur le Genre.

### 4) Autres éléments de l'Hygiène

Le Titulaire et ses sous-traitants et les agents s'engagent à :

- A n'offrir aux employés que de l'eau potable
- Faire respecter l'utilisation des blocs sanitaires ou des latrines ainsi dédiés
- Informer les riverains sur les mesures prévues

### 5) Moyens de diffusion du présent Code

Ce Code sera affiché dans les bureaux et au niveau de la base-vie.

Chaque agent est conscient qu'au moins une fois par mois, et/ou durant les réunions de chantier, un bilan de mise en œuvre du présent Code sera fait et toutes irrégularités seront mentionnées dans le Rapport mensuel de chantier et traités par les responsables hiérarchiques.

L'Agent

(Précédé de la transcription Lu et approuvé)

Le Directeur de chantier

---

<sup>2</sup> N.B. L'entreprise (ou le sous-traitant, le cas échéant) mettra à la disposition gratuite des employés des préservatifs à titre gratuit. La Mission de Contrôle / Surveillance (Ingénieur) est chargée de suivre cet aspect. Des contrôles inopinés du Client seront assurés.

## Annexe 10 : Références bibliographiques

1. Cadre de Gestion Environnementale et sociale du projet Pôles intégrés de Croissance 2, rapport provisoire février 2014.
2. Cadre de Gestion environnementale et sociale du projet Filets sociaux de Sécurité, rapport final mars 2015.
3. Direction Générale de la Météorologie. 2008. La changement climatique à Madagascar. Météo Malagasy/ MTPM/ Climate Systems Analysis Group/ The World Bank. 32 pages.
4. Extrait de la note de Banque Mondiale (Andoniaina Ratsimamanga et Sofia Bettencourt. 2011. La gestion des risques naturels : vers une prévention renforcée et coordonnée. 14 pages.
5. INSTAT. 2013. Enquête nationale sur le suivi des objectifs du millénaire pour le développement à Madagascar
6. Mbaye M., FAYE M., Oumar K., Cadre de Gestion Environnementale et Sociale Projet Gouvernance
7. ONE, DGF, FTM & CI (2013). Evolution de la couverture de Forêts naturelles à Madagascar 2005-2010. Antananarivo.
8. INSTAT, (2013), Tableau de bord de l'économie de Madagascar, Numéro 12, 29p
9. Monographie de la Région ANALAMANGA, Février 2013, CREAM, 304 pages.
10. Monographie de la Région ITASY, Février 2013, CREAM, 182 pages.
11. Monographie de la Région VAKINANKARATRA, Février 2013, CREAM, 168 pages.
12. Monographie de la Région ANALANJIROFO, Février 2013, CREAM, 212 pages.
13. Monographie de la Région ATSINANANA, Février 2013, CREAM, 218 pages.

## WEBOGRAPHIE

1. <http://siteresources.worldbank.org/INTMADAGASCARINFRENCH/Resources/GRC.pdf>
2. [http://mg.chm-cbd.net/implementation/Documents\\_nationaux/rapport-sur-l-etat-de-l-environnement/rapport-sur-l-etat-de-l-environnement-2012](http://mg.chm-cbd.net/implementation/Documents_nationaux/rapport-sur-l-etat-de-l-environnement/rapport-sur-l-etat-de-l-environnement-2012)
3. <http://www.fao.org/ag/agp/AGPC/doc/Counprof/Madagascar/madagascarfr.htm>
4. [http://www.instat.mg/index.php?option=com\\_content&view=article&id=33&Itemid=56](http://www.instat.mg/index.php?option=com_content&view=article&id=33&Itemid=56)
5. <http://www.statistiques-mondiales.com/madagascar.htm>, le 22/01/2015
6. <http://siteresources.worldbank.org/OPSMANUAL/Resources>
7. <http://www.mg.undp.org/content/madagascar/fr/home/mdgoverview/overview/mdg1/>

## Annexe 11 : Compte rendu des consultations

### COMPTE RENDU REUNION

**Date :** 27 Octobre 2015

**Heure début :** 09 H02

**Heure fin :** 11 H00

**Lieu :** Salle de réunion MINAGRI

**Objet :** Démarrage des études sauvegarde environnementale des activités envisagées à être conduites dans le cadre du projet CASEF

Acteurs	Points discutés	Perceptions et préoccupations	Suggestions et recommandations
<b>ANCOS</b> (Ministère de l'Agriculture)	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	Introduction de nouvelles variétés de plantes. Où est la place de la FOFIFA.	<ul style="list-style-type: none"> <li>A part la réhabilitation des voies d'accès aux zones de production, considérer aussi dans le projet les autres infrastructures telles : magasins de stockage, les chambres froides etc.</li> <li>Développer un plan de communication durant la mise en œuvre du projet</li> </ul>
<b>Service Appui aux Organisation Paysanne</b> (Ministère de l'Agriculture)	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	L'avenir des organisations paysannes (OP) dans l'approche du Quelle est l'approche du projet.	
<b>ESSAGRO</b>	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	Les risques d'extension des exploitations dans les zones forestières.	Prendre des mesures pour encadrer l'extension agricoles dans zones forestières
<b>ONE</b>	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	A quel niveau se trouve l'élaboration du CGES ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>Envoyer à l'ONE le fiche de projet CASEF.</li> <li>Considérer dans le rapport CGES la participation financière des investisseurs pour les frais d'évaluation environnementale.</li> </ul>
<b>EDBM</b>	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	L'information sur la disponibilité des réserves foncière	<ul style="list-style-type: none"> <li>Communiquer à l'Edbm le nombre, la répartition géographique, et surfaces respectives des Zones d'Investissement Agricole (ZIA)</li> </ul>
<b>DAOMAR</b>	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les productions à grandes échelles impliquent l'utilisation massive de pesticides, quelles précautions à prendre ?</li> <li>Est-ce que la région Amoron'i Mania fait encore partie des zones d'intervention du projet ?</li> <li>Y a-t-il une possibilité d'étendre les interventions dans d'autres filières et dans d'autres zones ?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Capitaliser les expériences du PPRR pour le projet CASEF</li> <li>Voir et considérer les complémentarités des activités du projet avec celles d'autres intervenants dans les zones d'intervention (ONG, projets financés par d'autres bailleurs tels l'UE, le FIDA, l'AFD)</li> <li>Pour la pérennisation des activités après le désengagement du projet, élaborer une stratégie.</li> </ul>

## COMPTE RENDU REUNION

**Date : 27 octobre 2015**

**Heure début : 14h40**

**Heure fin : 16h30**

**Lieu : Salle de réunion MINAGRI**

**Objet : Démarrage des études de sauvegarde**

Acteurs	Points discutés	Perceptions et préoccupations	Suggestions et recommandations
OPF	<p>Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Vieillessement des arbres pour les litchis et girofliers dans l'Est.</li> <li>• Gestion au niveau de la FRDA pour la dotation des intrants et matériels agricoles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prendre en compte dans le cadre du projet le remplacement de ces plants. Considérer aussi les possibilités d'extension des zones de plantations.</li> <li>• Il faut appuyer en même temps les producteurs et les investisseurs.</li> <li>• Proposer aux paysans d'autres alternatives en remplacement de l'utilisation des DDT pour la protection des végétaux.</li> </ul>
SCIF	<p>Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'Etat fait semblant de ne pas connaître la Loi 2005-019 qui reconnaît les mises en valeurs effectués par les occupants des ZIA avant sa délimitation.</li> <li>• Les procédures d'immatriculation des terrains sont très onéreuses et longues.</li> <li>• Importations de semences et de nouvelles variétés de plantes.</li> <li>• Le poids des traditions, les us et coutumes limitent l'accès à la terre aux femmes, ce qui font d'elles des personnes vulnérables. Elles ne peuvent pas hériter des terres mais on leur donne une équivalence en argent pour garder le patrimoine foncier familial.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Considérer les droits des occupants des ZIA, et les traiter bien avant la mise en concession.</li> <li>• Intégrer ces organisations paysannes faitières dans les décisions sur le Projet. Il en est de même pour les Tranobean'ny Tantsaha.</li> <li>• Appuyer les producteurs dans la certification, labellisation à travers des subventions.</li> <li>• Appuyer les paysans dans la certification foncière, ou le titrage de leurs terrains pour qu'ils restent dans la campagne.</li> <li>• Opter plutôt pour l'appui des laboratoires et chercheurs de la FOFIFA .</li> </ul>

## COMPTE RENDU REUNION

**Date :** 28 Octobre 2015

**Heure début :** 16H30

**Heure fin :** 17H45

**Lieu :** Salle de réunion BVPI Miarinarivo Itasy

**Objet :** Rencontre institutionnelle

Acteurs	Points discutés	Perceptions et préoccupations	Suggestions et recommandations
Chambre d'Agriculture (Tranoben'ny Tantsaha)	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pourquoi ne pas intégrer d'autres produits autres que l'ananas et les haricots verts dans le projet ?</li> <li>• Les certificats fonciers délivrés par le Guichet foncier ne sont pas bancables.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il faut plus d'unités de transformation des produits dans la région.</li> </ul>
Service Régional de la Topographie	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le service est rattaché au ministère de l'aménagement du territoire, donc dépendant de lui.</li> <li>• Le service n'a pas les moyens pour exécuter son rôle : sans moyens de locomotion, sans matériels de topographie, insuffisance du personnel, absence de crédit de fonctionnement pour les opérations cadastrales.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer les capacités du service en : matériels, budget, et formation.</li> <li>• Dans le cadre du projet CASEF et, appuyer financièrement le service dans l'opération cadastre de grande envergure qui est plus avantageuse pour les petits exploitants.</li> <li>• L'implantation de nouveaux guichets fonciers dans les communes doit être considérée en fonction des statuts des terres (terrains non titrés, non cadastrés, mais mise en valeurs).</li> </ul>
Le représentant du Chef de la Région	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les filières ananas et haricots verts sont déjà des filières qui marchent. Pourquoi ne pas appuyer la filière pomme de terre alors que la Région a une forte potentialité sur cette spéculation ?</li> <li>• Les pommes de terre sont attaquées par les maladies.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Voir la complémentarité de l'intervention du CASEF avec celle de PROSPERER.</li> <li>• Renforcer les capacités des paysans.</li> <li>• Capitaliser le plan d'action pomme de terre déjà existant pour la relance de la filière.</li> <li>• Trouver une stratégie pour la pérennisation du projet.</li> <li>• Considérer l'aspect gouvernance dans la mise en œuvre du projet.</li> </ul>
DRC (Direction Régionale du Commerce)	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il y a un problème d'offre sur les produits.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer les capacités des paysans en matière de : transformation, conditionnement, et emballages des produits pour améliorer l'offre.</li> </ul>
DREEMF (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Ecologie, de la Mer et Forêts)	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le surdosage en insecticides utilisés dans les cultures maraîchères (tomates) a provoqué une maladie sur l'eucalyptus.</li> <li>• Insuffisance des bois d'énergie.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégrer le reboisement dans le projet CASEF.</li> </ul>

<b>Acteurs</b>	<b>Points discutés</b>	<b>Perceptions et préoccupations</b>	<b>Suggestions et recommandations</b>
DRAE (Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage)	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les pommes de terre sont attaquées par des maladies.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Intégrer les acteurs impliqués dans les recherches pour l'amélioration génétiques tels FIFAMANOR et FOFIFA dans le projet.</li> <li>Appuyer toutes les structures existantes (BIF, Topographie, Domaines) pour accélérer l'acquisition des terrains.</li> </ul>
Service Régional Domaines	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	Absence de moyen pour exécuter correctement notre mission	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une nouvelle lettre de politique foncière est en cours d'élaboration, et il faudra la considérer dans la mise en œuvre du projet.</li> <li>Doter le service des domaines de matériels roulants pour pouvoir travailler.</li> </ul>

## COMPTE RENDU REUNION

**Date :** 30 Octobre 2015

**Heure début :** 8h 15

**Heure fin :** 10 h 30

**Lieu :** Salle de réunion DRAE Vakinankaratra

**Objet :** Consultations des acteurs sectoriels : OPF, transformateurs, ONG d'appui, laboratoires de recherche

Acteurs	Points discutés	Perceptions et préoccupations	Suggestions et recommandations
<p>FIFATA (Fikambanana Fampivoarana ny Tantsaha)</p>	<p>Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'application de cette loi est remise en cause par les autorités actuelles, alors que c'est cette loi qui est la base de l'instauration des Guichet Foncier au niveau des Communes Rurales.</li> <li>• Les terrains pour produire manquent dans la Région.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour un meilleur l'accès à la terre aux petits exploitants, renforcer et aider les Guichet foncier existant</li> <li>• instaurer des Guichets Fonciers dans d'autres Communes Rurales où il n'y en a pas.</li> <li>• Pourquoi ne pas distribuer ces ZIA à des paysans sans terres mais motivés ?</li> <li>• L'agriculture contractuelle comme celle entre LECOFRUIT et les paysans producteurs est à répliquer dans d'autres filières.</li> </ul>
<p>Plateforme haricot (SFMTV) et FOFIFA</p>	<p>Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les pistes d'accès aux zones de production sont très mauvaises.</li> <li>• L'insécurité règne</li> <li>• Les paysans n'ont pas suffisamment de moyens matériels pour produire.</li> <li>• Les catastrophes naturelles détruisent les productions.</li> <li>• Les paysans n'ont pas de sécurités sociales (retraites, assurances maladies)</li> <li>• Les insecticides et pesticides bios sont trop chers, mais les paysans ne peuvent pas s'en passer.</li> <li>• La plateforme est parmi les bénéficiaires des ZIA pour le développement de la filière haricot.</li> <li>• Le FOFIFA est en difficultés pour les recherches sur l'amélioration génétique notamment pour les haricots.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Opter plutôt pour une méthode intégrée pour la lutte contre les ennemis des cultures.</li> <li>• Appuyer les laboratoires de la FOFIFA.</li> <li>• Pour améliorer les productions, les paysans doivent pratiquer les rotations de culture.</li> </ul>

Acteurs	Points discutés	Perceptions et préoccupations	Suggestions et recommandations
Organisation Paysanne, plateforme pomme (fruits)	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les ZIA sont délimitées sur des terrains où il y a déjà des paysans exploitants.</li> <li>• Valeur juridique des certificats fonciers délivrés par les Guichets Fonciers</li> <li>• A cause de l'appauvrissement des paysans producteurs, ces derniers sont obligés de vendre sur pieds leurs productions durant les périodes de soudure (Novembre à mars)</li> <li>• Les paysans n'utilisent pas de pesticide, ils produisent des pommes bios.</li> <li>• La certification ECOCERT est trop chère pour les paysans (1 000 000 Ar).</li> <li>• A cause du réchauffement climatique, extension des zones de production de plus en plus en altitude comme à Sahanivotry, Farihimena, Vinaninony.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer la communication entre les différents acteurs.</li> <li>• Avant la délimitation des ZIA, effectuer d'une manière systématique des consultations publiques.</li> <li>• Il faut plus de sensibilisation des paysans sur le certificat foncier.</li> <li>• Opter plutôt pour le <i>ady gasy</i> (méthode sans utilisation de pesticides) pour lutter contre les attaques des parasites.</li> <li>• Utiliser des engrais organiques (bouses de vaches, compost, etc.)</li> </ul>
ROVA (collecteur de lait)	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dégradation de la production : avant la crise de 2009, la production était de 40 000 litres/jour, actuellement elle n'est qu'entre 12 000 à 16 000 litres/jour.</li> <li>• Sur la totalité du cheptel d'avant la crise, 40% subsistent actuellement.</li> <li>• Les producteurs de lait se sont déplacés aux alentours immédiats de la ville d'Antsirabe pour faciliter l'écoulement des produits, or l'espace manque dans ces zones (une vache a besoin de 1 hectare de terrain pour la production de plantes fourragères).</li> <li>• Le marché est inondé par des vaccins et autres produits importés de Chine, et les paysans doutent de leurs efficacités.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réhabiliter les 125 km de pistes laitières.</li> <li>• Appuyer les laboratoires FIFAMANOR (Fifanampiana Malagasy Norveziana) et PRN (Pies Rouges Norvégiennes) pour l'amélioration de la race bovine (semences) et les inséminations artificielles.</li> <li>• Appuyer les paysans dans la production fourragère à travers l'achat des urées et NPK.</li> <li>• Le ministère de l'élevage doit certifier et donner des autorisations en bonne et dues formes sur ses produits chinois avant qu'on les distribue.</li> </ul>
	Avis sur le projet CASEF ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>• C'est cette spéculation qui fait la réputation de la région Vakinankaratra.</li> <li>• En 2014 la région a produit 670 000 tonnes de pommes de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour lutter contre les maladies, inciter les paysans à pratiquer la rotation des cultures.</li> <li>• Appuyer FIFAMANOR pour : la recherche de terrains (100 ha)</li> </ul>

Acteurs	Points discutés	Perceptions et préoccupations	Suggestions et recommandations
Plateforme pommes de terre	Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	terres dont : 60% pour l'autoconsommation, et 40% pour la commercialisation. <ul style="list-style-type: none"> <li>• A l'exception du mois de décembre, les pommes de terre se cultivent durant le reste de l'année.</li> <li>• La FIFAMANOR qui est l'institution en charge de la production des semences est en difficultés, en conséquence les semences sont trop chères (18 000 Ar/kg) et les paysans ne peuvent pas les acheter.</li> <li>• Les pommes de terre sont attaquées par la maladie <i>mandazo</i> surtout durant le mois de février, et à cause de cette maladie l'exportation des pommes est suspendue.</li> </ul>	non infectés pour la multiplication des semences ; le recrutement de plus d'agent vulgarisateur.
PRN	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• FIFAMANOR n'emploie que 3 inséminateurs actuellement.</li> <li>• FIFAMANOR a besoin d'azote liquide pour la conservation des semences.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer les capacités de FIFAMANOR : augmenter le nombre d'encadreurs et inséminateurs, appuyer financièrement pour l'achat de l'azote liquide.</li> </ul>
Organisation paysanne pisciculture (FIFIPAVA)	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La coopérative FIFIPAVA est opérationnelle dans huit (8) communes du District de Betafo.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il faut appuyer aussi cette filière dans le cadre du Projet.</li> </ul>

## COMPTE RENDU REUNION

**Date :** 29 Octobre 2015

**Heure début :** 14H15

**Heure fin :** 16H00

**Lieu :** Salle de réunion DRAE Vakinankaratra

**Objet :** Rencontre institutionnelle

Acteurs	Points discutés	Perceptions et préoccupations	Suggestions et recommandations
DIREL (Direction Régionale de l'Elevage)	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les pistes d'accès aux zones de production laitière sont dégradées (Vinanony, Soanindrariny, Faratsiho, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Capitaliser les résolutions de l'atelier sur la relance de la filière lait (document fournit par le DIREL)</li> </ul>
FIFAMANOR (FIFAnampiana Malagasy Norveziana)	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le marché est inondé par des produits dérivés du lait et qui risque de rendre les produits locaux moins compétitifs, et de démotiver les producteurs.</li> <li>• Contraintes dans la transformation des produits laitiers</li> <li>• Les pommes de terre sont attaquées par des maladies comme le <i>mandazo</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appuyer cet organisme dans les recherches sur l'amélioration de la race bovine.</li> <li>• Renforcer le nombre d'inséminateurs artificiels, doter les de matériels, et renforcer leurs capacités.</li> <li>• Appuyer le FIFAMANOR dans l'achat d'azote liquide utilisé dans la conservation des semences bovines.</li> <li>• Dans le cadre de ce projet, renforcer les capacités des unités de transformation artisanales (fabrication de fromages, yaourts, beurres)</li> <li>• Appuyer FIFAMANOR dans la multiplication des semences sur d'autres parcelles non infectées.</li> <li>• Capitaliser les documents de projet élaborés par FIFAMANOR pour la relance de cette filière.</li> </ul>
DREA (Direction Régionale de l'Eau et Assainissement.	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'installation des grandes exploitations agricoles et des industries agroalimentaires entraînent une forte exploitation des ressources en eau au détriment de l'eau de consommation humaine (adduction d'eau)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégrer le Ministère de l'eau et assainissement dans le comité de pilotage du projet.</li> <li>• Avant tout investissement, considérer le code de l'eau.</li> <li>• Dans la réhabilitation des pistes laitières, il faut les bitumer pour plus de durabilité.</li> </ul>

<b>Acteurs</b>	<b>Points discutés</b>	<b>Perceptions et préoccupations</b>	<b>Suggestions et recommandations</b>
DRAE (Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Élevage)	Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mauvais état des pistes pour le transport des produits laitiers</li> <li>Les institutions ont besoin d'aide pour pouvoir exercer leurs rôles.</li> <li>Insuffisance des unités de transformations et de conditionnement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les capacités des services déconcentrés impliqués dans le projet CASEF.</li> <li>Appuyer cette filière dans le cadre de ce projet car c'est cette produit qui fait la réputation de la région.</li> </ul>
DRPV (Direction Régionale de la Protection des Végétaux)	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	Faiblesse des moyens de lutte contre les attaques des cultures	<ul style="list-style-type: none"> <li>Penser à l'appui aux renouvellements des plantations.</li> <li>Renforcer les capacités des pépiniéristes.</li> <li>Appuyer les pratiques culturales qui participent à la préservation des sols (SCV, zéro labour, aménagement des bassins versants)</li> </ul>
DRPPS (Direction Régionale de la Population et de la Protection Sociale)	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le projet touchera combien de communes rurales ? Et est-ce que les zones enclavées seront concernées ?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appuyer les paysans producteurs pour l'acquisition des matériels agricoles et les intrants.</li> </ul>

## COMPTE RENDU REUNION

**Date :** 03 novembre 2015

**Heure début :** 10H00

**Heure fin :** 11H00

**Lieux :** bureau du DRDA Atsinanana et locale de Faly Export

**Objet :** Rencontre avec les acteurs

Acteurs	Points discutés	Perceptions et préoccupations	Suggestions et recommandations
Oriental Export	<p>Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dégradation de la qualité des girofles depuis trois ans.</li> <li>• Nouveaux pays de destination des produits : Dubaï, Inde, Arabie Saoudite</li> <li>• Il y a des opérateurs qui achètent les produits à prix plus élevés mais ils ne se soucient pas de la qualité des produits (clous, griffes, brindilles mélangés). Conséquence, les producteurs vendent des girofles non triés, et les exportateurs sont dans l'obligation du personnel supplémentaire à Toamasina pour trier.</li> <li>• Fluctuation des prix très rapide.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Remettre en place la certification sur la qualité des produits.</li> </ul>
Faly Export	<p>Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La société assure la qualité des produits qu'elle exporte en appuyant les producteurs en amont à travers son ONG HARENA SAHAZA (entretien, arrosage, taillage des plantes). L'ONG appui 345 familles de producteurs dans le Fokontany de Sahatakoly à Brickaville.</li> <li>• Respecte la norme global gap et applique le commerce équitable pour la fidélisation des producteurs.</li> <li>• La société exporte des litchis bios, et applique le label HOREB (hygiène, organisation, restauration de l'environnement et biodiversité).</li> <li>• La certification ECOCERT est trop chère pour les paysans.</li> <li>• Dans sa société de soufrage, Faly Export recrute 454 employés temporaires durant la campagne de litchis.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appuyer d'autres filières porteuses rattachées aux litchis (apiculture) dans le cadre du CASEF.</li> </ul>

## COMPTE RENDU REUNION

**Date :** 02 novembre 2015

**Heure début :** 16H30

**Heure fin :** 17H50

**Lieu :** Bureau du directeur de l'élevage Toamasina

**Objet :** Rencontre institutionnelle, région Atsinanana

Acteurs	Points discutés	Perceptions et préoccupations	Suggestions et recommandations
DREL (Direction Régionale de l'Elevage)	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour leurs pollinisations, les litchis ont besoin des abeilles.</li> <li>• L'apiculture est détruite par les varois</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour une meilleure production de litchis, appuyer l'apiculture dans l'Atsinanana.</li> </ul>
DREPRH (Direction Régional de la Pêche et Ressource Halieutique)	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le service de la pêche n'est pas consulté dans le cadre du CASEF, alors que l'Atsinanana a une forte potentialité en ressources halieutique et les activités de pêche méritent d'être appuyées (pêche traditionnelle, pêche artisanale, pêche industrielle)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Considérer la filière pêche dans le projet.</li> </ul>
DRDA (Direction Régionale du Développement Rural)	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La partie sud de la région Atsinanana comme les districts de Brickaville et Mahanoro ont des fortes potentialités en épices (curcuma, poivres, vanille)</li> <li>• Exportation monopolisée par le GEL (groupement des exportateurs de litchis)</li> <li>• Exportation annuelle très limitée et suit un quota, 17 000 tonnes en 2014.</li> <li>• Vieillesse des plants de litchis, il n'y a que la société SODIAT qui a renouvelé ses plantes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appuyer cette filière dans le cadre du CASEF</li> <li>• Attirer des investisseurs pour l'implantation des unités de transformation dans les différents districts de la Région.</li> </ul>
Service des Domaines	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il y a empiétement dans les zones d'intervention des services des domaines et les guichets fonciers. Les agents des guichets fonciers ne peuvent pas intervenir dans des terrains nus sans mise en valeur.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il faut bien distinguer les responsabilités du service des domaines qui est une structure déconcentrée de l'Etat central, et les guichets fonciers qui sont des structures décentralisées.</li> </ul>

<b>Acteurs</b>	<b>Points discutés</b>	<b>Perceptions et préoccupations</b>	<b>Suggestions et recommandations</b>
Service Topographie	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Actuellement, 10 communes de la région Atsinanana bénéficient de l'appui de FORMAPROD pour l'acquisition des PLOF</li> <li>• Le service topographie manque de matériels : ordinateur, scanner, appareils topo, etc.</li> <li>• Le service topographie manque de personnel.</li> <li>• L'ignorance des paysans entraîne des conflits sur le foncier.</li> <li>• Les plans au niveau du service sont vieux et dégradés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer le service régional de la topographie en : matériel, personnel, et en capacités.</li> <li>• Clarifier les statuts des terrains et réaliser des recensements parcellaires dans le cadre du CASEF.</li> <li>• Renouveler les plans.</li> </ul>
SRPV (Service Régional de la Protection des Végétaux)	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Baisse de la motivation des producteurs à cause de l'absence de débouchés</li> <li>• Il n'y a pas de régulation du marché</li> <li>• Domination des opérateurs privés</li> <li>• Les bananes sont attaquées par la maladie de panama, et les vanilles et girofles par des insectes.</li> <li>• La distillerie des feuilles de girofles est un grave problème car elle détruit les plantes (vols des feuilles de girofles).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sortir un arrêté régional pour régulariser les prix.</li> <li>• Encourager et développer les agricultures contractuelles.</li> <li>• Appuyer les collaborations tripartites : producteurs, exportateurs, services déconcentrés.</li> </ul>
Service Conditionnement et Métrologie légale.	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'ignorance des paysans sur la norme global gap</li> <li>• La quarantaine végétale n'est pas bien suivie lors de l'introduction de nouvelles variétés</li> <li>• Le laboratoire du service est limité en moyens et capacités.</li> <li>• Note de service émanant du ministère de commerce qui suspend temporairement la délivrance des certificats de qualité sur les produits à exporter.</li> <li>• Dégradation des voies d'accès dans les zones de production.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réhabiliter le laboratoire et équiper le.</li> <li>• Sensibiliser les producteurs sur les bonnes pratiques agricoles en utilisant des produits phytosanitaires moins nuisibles à l'environnement et à la certification de leurs produits.</li> </ul>
DREEMF (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Ecologie, de la Mer et Forêts)	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les forêts naturelles et aires protégées subissent de fortes pressions s'il y aura extension des plantations dans ces zones.</li> <li>• La direction craint que les paysans qui vont faire de la vanille dans les forêts s'ils y sont autorisés et vont étendre leurs installations en pratiquant les cultures sur brûlis.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Encourager l'agroforesterie, l'aménagement des bassins versants, et le reboisement dans le cadre du CASEF.</li> <li>• Le code des forêts est en cours d'élaboration actuellement, il faut le considérer dans la mise en œuvre du projet.</li> </ul>

<b>Acteurs</b>	<b>Points discutés</b>	<b>Perceptions et préoccupations</b>	<b>Suggestions et recommandations</b>
Office National de l'Environnement (ONE)	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'ONE notifie les investisseurs selon le décret MECIE (EIES, PREE, rien)</li> <li>• L'ONE organise des séances de mise à niveau des membres du CTE (comité technique d'évaluation)</li> <li>• Le développement de l'agriculture contribue à l'amélioration de l'environnement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lire le guide qui est disponible au niveau de l'ONE</li> <li>• Renforcer les capacités des membres du CTE ainsi que les autorités locales sur le décret MECIE.</li> </ul>

## COMPTE RENDU REUNION

Date : 04 Novembre 2015

Heure début : 15H20

Heure fin : 17H40

Lieu :

Objet : Rencontres avec les acteurs sectoriels de l'Analanjirofo : OPF, Guichet Foncier, association des collecteurs, autres projets, société civile

Acteurs	Points discutés	Perceptions et préoccupations	Suggestions et recommandations
ONN	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tous les terrains sont titrés ou occupés</li> <li>• Au niveau de certaines communes les guichets fonciers servent plutôt à collecter les impôts au lieu de privilégier la délivrance de certificats fonciers.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bien informer les paysans sur les changements sur les lois concernant le foncier.</li> </ul>
Expert en foncier	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sur les 19 guichets fonciers implantés dans l'Analanjirofo, fautes de moyens financiers pour payer les agents guichet foncier (AGF), certaines ont été mise en veilleuses.</li> <li>• Le CRIF (Centre de Ressources et Informations Foncières) de l'Analanjirofo a disparu.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Redynamiser le CRIF et les guichets fonciers en veilleuses.</li> <li>• Doter les guichets fonciers de matériels : images satellitaires à jours, GPS, ordinateurs, moyens de locomotion.</li> <li>• Renforcer les capacités des AGF, mais aussi des maires nouvellement élus.</li> <li>• Dans le cadre du projet, appuyer les collectivités dans l'élaboration de leurs documents de planification (SAC, SRAT, PRD, etc.) ou on peut faire l'inventaire des réserves foncières.</li> </ul>
Agent Guichet Foncier Fénéric Est.	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Problèmes avec le PLOF car même les routes goudronnées font partie des terrains titrés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer la cartographie des PLOF ;</li> <li>• Renforcer les moyens humains et logistiques des GF ;</li> <li>• Rétablir l'assistance technique des GF ;</li> <li>• Appliquer les recommandations issues des activités de suivi des GF.</li> </ul>
Coopérative Taratra	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les paysans ont des doutes sur les valeurs juridiques des certificats fonciers délivrés par les guichets fonciers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégrer et renforcer la sensibilisation des paysans sur les certificats fonciers dans le CASEF</li> </ul>

Acteurs	Points discutés	Perceptions et préoccupations	Suggestions et recommandations
Association des collecteurs	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les paysans ont peurs d'aller dans les bureaux des services des domaines et topographiques pour entamer les procédures d'immatriculation foncière. D'autant plus que c'est trop onéreux et dure plus longtemps.</li> <li>• Insécurité. Les opérateurs sont obligés de payer des éléments des forces de l'ordre pour leurs sécurités durant les campagnes (entre 5 millions à 10 millions de francs par mois)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les guichets fonciers sont plus proches des paysans, donc il faut les renforcer à travers des formations, dotation de matériels, et intégration des employés.</li> <li>• Sensibiliser les paysans pour se rapprocher des guichets fonciers.</li> <li>• Trouver une stratégie pour lutter contre l'insécurité.</li> </ul>
PROSPERER	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pérennisation des guichets fonciers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibilisation des paysans en continue.</li> </ul>
Tranoben'ny et Tantsaha Coopérative Tsarafaniry (extraction d'huiles essentielles)	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il n'y a plus de technicien pour encadrer les paysans dans la plantation et l'entretien des plantes.</li> <li>• Il y trop d'acheteurs de produits (même des simples épiciers), et ça a un impact sur la qualité des produits.</li> <li>• Baisse du quota de litchis destiné à l'exportation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer la capacité des paysans par le recrutement ou mobilisation de techniciens compétents.</li> <li>• Mobiliser les paysans leaders qui ont déjà bénéficié de renforcement de capacités dans le cadre du PPRR, et les utiliser comme personnes ressources dans le renforcement de capacités des paysans.</li> <li>• Mettre en place un service de conditionnement au niveau de la DRDA Analanjirofo.</li> <li>• Mobiliser et sensibiliser les communautés locales pour surveiller les ventes des produits.</li> <li>• Mettre en place des unités de transformation des produits au moins dans chaque Chef-lieu de district.</li> </ul>

<b>Acteurs</b>	<b>Points discutés</b>	<b>Perceptions et préoccupations</b>	<b>Suggestions et recommandations</b>
CSA (Centre de Service Agricole)	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Structure déjà existante mais sans moyens.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer cette structure en matériels roulants.</li> <li>• Donner un budget pour son fonctionnement.</li> <li>• Désigner et appuyer des techniciens locaux.</li> <li>• Redynamiser les autres structures déjà existantes mais mise en veilleuse et les appuyer : CROA (Comité Régional d'Orientation et Allocation), le FRDA (Fond Régional de Développement Agricole)</li> <li>• Création de pépinières au niveau de chaque Commune.</li> </ul>
DRDA	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'information agricole n'est pas très développée ;</li> <li>• Les données qui existent ne sont pas actualisées de façon régulière</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer les capacités du Chambre des Commerces pour la fiabilité et fluidité des informations sur les filières.</li> <li>• Renforcer les bases de données (statistiques agricoles)</li> </ul>
Coopérative Tsarafaniry	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• C'est une activité qui consomme beaucoup de bois de chauffe (entre 0,5 à 2 m3 de bois pour 150 kg de feuilles)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer des activités de reboisement et création de pépinières.</li> </ul>

## COMPTE RENDU REUNION

**Date : 04 novembre 2015**

**Heure début : 09H11**

**Heure fin : 12H00**

**Lieu : Salle de réunions DRDA Analanjirofo**

**Objet : Elaboration des documents de sauvegarde environnemental et social de projet (rencontres institutionnelles)**

Acteurs	Points discutés	Perceptions et préoccupations	Suggestions et recommandations
Préfet du district	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Souvent il n'est pas informé à temps, et il n'est invité que lors des réceptions ou inaugurations des infrastructures.</li> <li>• C'est une bonne initiative d'avoir impliquer tous les acteurs institutionnels dès la conception du projet.</li> <li>• Il n'y a même pas de tribunal de première instance dans le Chef-lieu de la Région Analanjirofo.</li> <li>• Disfonctionnement au niveau des guichets fonciers, les conseillers communaux ne sont même pas impliqués dans les procédures.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il faut établir une communication permanente entre le projet et les autorités locales.</li> <li>• Laisser les services techniques déconcentrés jouer leurs rôles régaliens.</li> <li>• Transmettre les cahiers des charges des investisseurs aux autorités pour qu'ils puissent faire le suivi et le contrôle.</li> <li>• Installer un tribunal de première instance à Fénériver Est.</li> <li>• Harmoniser les interventions du CASEF avec celles d'autres projets intervenants dans la sécurisation foncière.</li> </ul>
DRGAT (Direction Régionale de l'Aménagement du Territoire)	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 10 000 certificats fonciers distribués à Madagascar.</li> <li>• Dans la proposition de nouvelle politique foncière, les pouvoirs des maires seront réduits.</li> <li>• Les Régions en tant que collectivités sont habilitées à vendre des terrains de moins de 50 ha.</li> <li>• Empiètement sur les interventions des services des domaines et les guichets fonciers.</li> <li>• Les paysans ne savent pas lire les verdicts et décisions sortis par les juges.</li> <li>• Les durées de traitement des dossiers au niveau des services des domaines et topographie ne sont pas bien déterminées.</li> <li>• Les prix exacts à payer pour le traitement des dossiers au niveau des services des domaines et topographie ne sont pas transparents.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibiliser et informer les paysans sur les textes sur le foncier.</li> <li>• Quand le tribunal rend son verdict ou sort des décisions il faut qu'on les traduise en langue malagasy.</li> </ul>

<b>Acteurs</b>	<b>Points discutés</b>	<b>Perceptions et préoccupations</b>	<b>Suggestions et recommandations</b>
Spécialiste en génie rural du DRDA		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Problèmes d'accès dans les zones de production.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une liste pré établie des pistes à réhabiliter est fournie par le SGR.</li> </ul>
Centre fiscal	<p>Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Souvent les maires ne connaissent pas et ne maîtrisent pas ces lois.</li> <li>• Les conflits fonciers ne profitent qu'à ceux qui ont de l'argent.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer les capacités des maires.</li> <li>• Impliquer les députés ou leurs assistants dans les discussions sur le projet.</li> </ul>
DRDA (Direction Régionale du Développement Agricole)	<p>Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cette industrie minière serra à l'origine de la prolifération des mouches de fruits, maladie des abeilles, prolifération des guêpes...</li> <li>• 50% des plants de girofliers sont attaqués par des maladies (pourrissement des branches, développement des plantes parasites sur les plants)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire un suivi environnemental rapproché des impacts des activités d'Ambatovy dans les régions Atsinanana et Analanjirofo.</li> <li>• Appuyer les collectivités décentralisées et les services déconcentrés pour faire l'inventaire des terrains domaniaux.</li> <li>• Renforcer les capacités des guichets fonciers, services des domaines et topographie pour l'actualisation des bases de données, et le rangement des dossiers (utiliser des supports qui résistent plus long temps.</li> <li>• Une fois réhabilitées, il faut responsabiliser les services et autorités locales pour l'entretien de ces pistes.</li> <li>• Impliquer le FORMAPROD dans le renforcement de capacités des paysans car cette institution a déjà de l'expérience pour lutter contre ces maladies.</li> </ul>
		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insectes qui attaquent les fruits.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Doter les paysans de moyens pour lutter contre ces insectes</li> <li>• Doter le DRDA de laboratoires.</li> <li>• Opter plutôt pour l'utilisation des insecticides biologiques</li> <li>• Collaboration avec FOFIFA pour mettre en place un centre de multiplication des jeunes plants.</li> </ul>

Acteurs	Points discutés	Perceptions et préoccupations	Suggestions et recommandations
DREEMF (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Ecologie, de la Mer et Forêts)	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les agents guichet foncier ne sont pas payés, cette situation implique leurs démissions ou ils ne font pas bien leur travail entraînant le dysfonctionnement de ces guichets fonciers.</li> <li>• Vieillesse des plants.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réaliser des enquêtes socio-organisationnelles sur le foncier avant la mise en œuvre des activités rentrant dans le cadre du projet.</li> </ul>
DREL (Direction Régionale de l'Elevage)	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Est-ce que de telles zones sont déjà délimitées dans la Région Analanjirifo ?</li> <li>• On a besoin des abeilles pour la pollinisation des litchis.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appuyer l'apiculture dans le cadre du projet pour améliorer la production de litchis.</li> <li>• Les demandes sont plutôt orientées vers les produits bios, donc éviter l'utilisation des pesticides et autres intrants chimiques.</li> </ul>
(DRJS) Direction Régionale de la Jeunesse et Sports	Avis sur le projet CASEF ; Préoccupations, craintes Appui aux filières ciblées par le projet ; Contraintes dans les activités agricoles ; Sécurisation foncière Suggestions et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les jeunes originaires de la Région sont souvent marginalisés lors des recrutements.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• A compétences égales, privilégier les jeunes locaux pour le recrutement.</li> </ul>

**Annexe 11 : Procès verbaux de consultation**

**PROCES VERBAL DE CONSULTATION PUBLIQUE**

Région : Itasy

Département : .....

Commune : Amalantony

Quartier ou village de : .....

L'an deux mille quinze et le 23 Octobre 2011 s'est tenue une consultation publique celle de réhabilitation commune Amalantony

La rencontre était présidée par le : par. m. d. J. J. / Amalantony

Etaient présents (voir liste en annexe)

**1. Points discutés:**

- Manana amin'ny fanavahana tany, olana
- amman'ny fanavahana
- ny fanavahana, ny fanavahana
- ny fanavahana, ny fanavahana
- .....

**2. Questions posées**

- Manana na fampiasana ny kaofita?
- Ny mandray ve amin'ny fanavahana?
- .....
- .....
- .....

**3. Réponses apportées**

- Kaofita: senaka, perihan'ny, ar-pe) = shly
- ny mandray amin'ny fanavahana

4. Perceptions du projet

- ...
- ...
- ...
- ...
- ...
- ...
- ...

5. Préoccupations et craintes

- ...
- ...
- ...
- ...
- ...
- ...
- ...

6. Suggestions et Recommandations

- ...
- ...
- ...
- ...
- ...
- ...
- ...

7. Conclusion

...

Commencé à 14h00, la séance a pris fin à 15h30 ont signé :

Le secrétaire de séance

le Président de séance



Chief de File Amicale

RACOTONOELY Philippon

Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) et Cadre de Politique de Réinstallation  
(CPR) du Projet de Croissance Agricole et de Sécurisation Foncière (P CASEF)

Acteurs : Radiokan  
Lieu : Sakelaha, uny, Commune Analavay  
Date : 25.08.2015

Liste de présence

N°	Prénom Nom	Fonction/Institutions	Contacts téléphone	Emargement
01	RAKOTONDRASTONA Roger	Tantsaha .	03461130400	
02	Raharimanana	Tantsaha - Fegime	0336419042	
03	Ravelomanantso Jean Louis	Vontania, tongolo, Haniot vent.	0330225075	
04	Rakotonirina R. Angelot.	Vontania, tongolo tsaramaso	0331906634	
05	RANDRIAMANANA Jean Dini	Vontania, tongolo, aricovon (TANTSANANA) tsaramaso, Colombe	0331931434	
06	ANDRIAMAROSHO JAMES	TANTSANANA	033.2818277	
07	Ragafimanana Fotinao	TANTSANANA tsaramaso Haniot vent.		
08	RAKOTONDROELY Philippe	chef de FUJ Hpanoboly	0339084672	
09	RAMPARONY Sté	Conseiller	034 2360305	
10	RAMANAMANANA Niny	DRDA	034 0561055	

PROCES VERBAL DE CONSULTATION PUBLIQUE

Région : Valikavakava

Département : .....

Commune : Ambano

Quartier ou village de : Antandilobe, Ambano

L'an deux mille quinze et le 30 octobre 2015, s'est tenue une consultation publique pour le projet CAJEEF

La rencontre était présidée par le : Président de la Commune

Etaient présents (voir liste en annexe)

1. Points discutés:

- Olana ara pitaovana
- Lalana, vidim-bato mora
- lalana / lalana
- Ny lalana mpanjaha ny
- Ny lalana ny fampianina mpanjaha
- Ny lalana ny rano, ny fahitana, ny fahitana

2. Questions posées

- Taha fampianina ny fahitana ny fahitana
- ara-pitaovana
- Taha fampianina ny fahitana

3. Réponses apportées

- Efa miasa ny fahitana fampianina
- Lalana ny fahitana
- Fampianina ny fahitana
- Ny fampianina fahitana ny fahitana

4. Perceptions du projet

- Raha ny fanitana azy dia aroby
- ny fahitana fono
- .....
- .....
- .....
- .....
- .....

5. Préoccupations et craintes

- Ny fahitana ny fanitana azy dia aroby

6. Suggestions et Recommendations

- Mifanaraka amin'ny fahitana azy dia aroby
- Antsaha ny fahitana azy dia aroby

7. Conclusion

Antsaha ny fahitana azy dia aroby  
 Antsaha ny fahitana azy dia aroby  
 Antsaha ny fahitana azy dia aroby

Commencé à 14h 30, la séance a pris fin à 17h00 ont signé :

Le secrétaire de séance

*Patrials*



Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) et Cadre de Politique de Réinstallation  
(CPR) du Projet de Croissance Agricole et de Sécurisation Foncière (P CASEF)

Acteurs : Producteurs de légumes  
Lieu : Saliti Commune Rural Ambano  
Date : 30 oct 2015

Liste de présence

N°	Prénom Nom	Fonction/Institutions	Contacts téléphone	Emargement
01	RADIRALISON Grami	Consultant CGES	0260508519	<i>[Signature]</i>
02	RAKOTOMAZATA Piene Pascal	Maire de la Commune Ambano	0347113131	<i>[Signature]</i>
03	RAMPARANY Serge	Consultant PAPP	034 2860305	<i>[Signature]</i>
04	ANDRIMIRAZINA Jessé	C. Ecole bce	0346733143	<i>[Signature]</i>
05	Barijaona Harivolamanitra	Productrice		<i>[Signature]</i>
06	Ranonyonyony Intanahy	Productrice		<i>[Signature]</i>
07	Rasorimivo Lina H.	Filoha Fikambanana TomTely	0340678573	<i>[Signature]</i>
08	Solominine	Mpikambanana Fivato		<i>[Signature]</i>
09	RAKOTISOELY Faniniaina Kadiamatala	Mpikambanana ao amin'ny FI.TAMIA At Filoha Fikambanana	0349068864	<i>[Signature]</i>
10	Rahotianjira Oliva	RENY		<i>[Signature]</i>
11	Rahavololana. Noelisoa	RENY		<i>[Signature]</i>
12	Ravelochano	Filoha Fikambanana AVANA		<i>[Signature]</i>
13	RAFANOHEZANISOA Felaniana Hemingana- many Abestine	Mpitam - bela ny fikambanana FI.TAMIA	0348739672	<i>[Signature]</i>



Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) et Cadre de Politique de Réinstallation  
(CPR) du Projet de Croissance Agricole et de Sécurisation Foncière (P CASEF)

Acteurs : Producteurs délégués  
Lieu : Sala, Commune Rural, AMBANO  
Date : 30 octobre 2015

Liste de présence

N°	Prénom Nom	Fonction/Institutions	Contacts téléphone	Emargement
14	HOELSON Daniel	Fila hary BINSO Rekabonang MOTOA		Dault
15	Rakotomantsoa	tatsoa tsotra		
16	Rahainivonandana	trouvère VINA		Alfa
17	Ranivoarisoane Rantonia Vokilana	FILOAN. NY VINA		emlyf.
18	RANARSON Andrianajohy David	Mpikarakara Vokilana	03406686 37	Andrianajohy.
19	Razafimanantsoa	Mpan'olomben'i Ben'ian		Jany
20	RALITSONA Jean	chef Fita' Ambo		Jy
21	Razafimanantsoa	chef de fokontany		X
22	Razafimanantsoa	Filohany ny Tambanjo buko		JK
23	RANWISON Harimaina Richard	CSA LONA Antsoaka II	0320969854	Jusua
24	Ranivoarisoa	Tantaha tsotra		Ranivoarisoa
25	Ravololontsoa Lucienne Vokilana	Tantaha tsotra		Rats
26	Ravohangirizina Eliza	Tantaha tsotra		Eliza



N°	NOM ET PRENOMS		Fonction/ Institution	Contact Telephone	SIGNATURE
			SERVICE	FONCTION	
27	Rasamirina	Falck			<i>Uary</i>
28	Rakotonirainy		FILHA	0330712470	<i>Rakotonirainy</i>
29	RAKOTONIRAINY	A.			<i>Rakotonirainy</i>
30	Rasoanajason	Honoriro			<i>Rasoanajason</i>
31	Randriamanantsoa Tomanalona				<i>Randriamanantsoa</i>
32	Ranivosoa Z				<i>Ranivosoa</i>
33	Randriamialo Julien				<i>Randriamialo</i>
34	RAKOTONDRAVELO Andriamparany		SATV/DRDAVER	0344333149	<i>Andriamparany</i>
27	Ranaviviana Madaminivo Elyse		C.D.R	034419077J	<i>Elyse</i>
28					
29					
30					
31					
32					
33					
34					



PROCES VERBAL DE CONSULTATION PUBLIQUE

Région : Analamanga

Département : Antananarivo

Commune : Ampassimbe Stanatsehane

Quartier ou village de :

L'an deux mille quinze et le 05 No Vambou s'est tenue une consultation publique. par le CAEEF

La rencontre était présidée par le : Adjoint au maire

Etaient présents (voir liste en annexe)

1. Points discutés:

- Fancran-kany
- Ny vidim ny parte sy ny vokatse hafa
- Ny kalain'ny fampianana hita sy karaka
- 
- 

2. Questions posées

- Inona no maha samihafa ny karan-kany
- anen'ny R.I.F. sy ny fitaonin'ny sampana
- doharan'ny fampianana?
- Naha hita ny mpianan'ny fampianana
- ny an'ny maha fampianana ny karan-kany hita hita
- an'ny fampianana ny fampianana
- 
- 

3. Réponses apportées

- Ny karan-kany dia maha ny maha ny
- hita ny R.I.F. dia maha fampianana hita hita
- ny fampianana na izany aza dia fampianana
- hita hita ny fampianana hita hita ny fampianana
- na izany
- Ny fampianana dia maha maha hita hita
- an'ny fampianana hita hita maha hita hita
- maha hita hita izany
- 
-



Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) et Cadre de Politique de Réinstallation  
(CPR) du Projet de Croissance Agricole et de Sécurisation Foncière (P CASEF)

Acteurs : Producteurs Commun AMPASIMBE - MANATSATRANSA / ANALAJIROFO  
Lieu : Salle de lecture  
Date : 05/11/15

Liste de présence

N°	Prénom Nom	Fonction/Institutions	Contacts téléphone	Emargement
01	ANGRIAMANTJ SICS Jean Marius	BABA - Analajirofo	034.05.610.81 034.41.354.55	
02	RAKOTONANDRASANA Jose	Adjoint au Maire	0331821387	
03	TOTO HENNETTE	Ampoisimbe - M. Mpamboly	03341.00611	
04	HATOKA Melon Inyomal	Mpamboly	0344038828	
05	JESTA Marcelin	- Mpamboly.	0343607571	
06	DELHARDY Thoné	Mpamboly Subodibonara	0340490972	
07	Baka Raymond	Karoponana Pamboly		
08	RAHANANTONINA	Adjoint chef FKT Marovoay		
09	Ragafinkocharana Odile	Presidente Coop Felanjirofo Ampasimbe	0330766799 odileragafinko charana@yahoo.com	
10	ANDRIAMBOLANAINA Fumozantoa fern jacques	Mpitandiana F.J.K.H	0332568820 0340812020.	
11	RAZOKY Bruno	chef Fokontany Ampasimbe - 01	0363962221	
12	VENANCE	Mpamboly	0337634100	
13	LEMENA Richard	Mpamboly		



Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) et Cadre de Politique de Réinstallation  
(CPR) du Projet de Croissance Agricole et de Sécurisation Foncière (P CASEF)

Acteurs : Producteurs Commun ANP SINTRE - MANANTSA RAJA/ANALAJIRO FO  
Lieu : Salle de lecture  
Date : 05/11/15

Liste de présence

N°	Prénom Nom	Fonction/Institutions	Contacts téléphone	Emargement
14	Sepp Armand	Mpamboly		
15	Robin Etienne	ambatoandrona		
16	Rakotonirainy Emilson	chef commune 0290	0340561121	
17	Genevieve Leonette	Mpamboly		
18	Esaraha Eleonore	Mpamboly	0334018500	
19	DALISONINA Joseline	Mpamboly		
20	Bodatti	Mpamboly		
21	Skalomena Gertrude	Mpamboly	0334370124	
22	Rozaeli uoro Monique	Mpamboly		Monique
23	Makavita Auct	Mpamboly	0336256938	
24	Genest	Mpamboly		
25	Victon Jacob	Josere auste	see file Mr	
26	RASOANDRAZANA Sylvette	Membre Felanjirofo	0339331600	



## Annexe 12 : Galerie Photos des rencontres et consultations publiques



Rencontre institutionnelle avec les directions de l'administration centrale à la salle de réunion



Rencontre avec les organisations de la société civile et la chambre de commerce à Antananarivo



Rencontre avec les acteurs institutionnels régionaux d'Itasy



Consultation avec les organisations de producteurs de légumes (haricots) Commune Analavory, Région Itasy



Consultation avec les producteurs de fruits village Abatomainty région Itasy



Rencontre avec les acteurs institutionnels régionaux Vakinankaratra



Rencontre avec les OP (filiale lait, fruits et légumes), les ONG, la société civile à Vakinankaratra



consultation avec les acteurs producteurs filière légumes et lait commune rurale Ambano région Vakinankaratra



Rencontre avec les acteurs institutionnels régionaux à Atsinanana



rencontre avec les acteurs exportateur de litchi et girofle de la région d'Atsinanana



Rencontre avec les acteurs institutionnels de la région d'Analanjifo



Rencontre avec les OP, les ONG, les collecteurs des filières girofle, vanille, épices région d'Analanjifo



Consultation avec les populations acteurs producteurs de Litchi, girofle de la Commune Rurale d'Ampasimbe Manampatrana



Consultation avec les populations acteurs producteurs de litchie et girofle commune rurale de Mahambo

## Annexe 13 : Liste des personnes rencontrées

### Acteurs institutionnels au niveau Central

NOM PRENOM	FONCTION
Mr Sesy Soja	Coordinateur P CASEF
Mme Rasolofoarifara Lydia Nicole	DAOMAR
Mr RAJAOMANANA Hery	Chef d'unité EIE ONE
Mr Ranamana	DAOMAR
Mr Ramaherisoa Maurice	chargé d'appui CSA/FDA
Mme Razafimanantsoa Vola	DGT/Minagri
Mme Raolinirina Harisoa	DAOMAR
Mr Rabemananjara Zo	ESSA-forêts
Mme Raharisoa Georgette	DIRAGRI
Mme Razanarisoa Annick	DAOMAR
Mr Razafindrakotohary Tiana	CCRF/MEPATE
Mr Andrianaivo Barnabés	DAOMAR
Mme Ramarokoto Ketamalala	D/ANCOS
MmeRakotomanga Lantoharisoa	EDBM
Mme Andriamisandratsoa Nancy	SCP/DAGFD/GDSF/MEPATE
Mme Andriantsoa Baholy	SENV/MINGARI
Mme Razafindrasoa Hélène	vice présidente FVTM
Mr Andrianjafimahatratra	Chambre de Commerce
Mme Ravoniarisoa H.Lilie	Membre FVTM

### Acteurs institutionnels Région Itasy

NOM PRENOM	FONCTION
Mr Tsirinirina Michael	DREAU
Mr Rajofiarison Jemisa	DREEF
Mr Zafilahy Nicolas	SR Domaines
Mr Rakotonoely Edmond	SR Topographie
Mme Ravaonorolala Voahangy	CAT/Région
Mr Rakotomalala Jean Marie	Tranoben'ny Tantsaha
Mr Rasolofomandimby Richard	cellule environnement DRDA
Mme Randriamanana Niry	DRDA

### Région Vakinankaratra

NOM PRENOM	FONCTION
MrRakotondravelo Andriamparany	SAPV/DRDA
Mr Ranaivojaona Miadanarivo Elysée	CDR
Mme Rakotoharisoa Hanitra	Chef de service régional de la production animale
Mme Raharijaona Murielle Perlinah	DIREL
Mr Razafimahatratra Délphin	Tranoben'ny Tantsaha
Ranoasy Andriamparany	FIFATA
Randriamandresiaivona Jean Antoine	VFTV
Mme Razanadravao Marceline	VFTV
Mr Raberson Fenotia	Association MAMI
Mr Rabarijoela Jean	Paysan FIFATA
Mr Andriamizaka Francis	coordinateur union des cooperatives Rononon'I Vakinankaratra
Mme Ralisoa Noroseheno	Chef section diffusion agriculture FIFAMANOR
Mr Raveloson Anjara Samuel	Chef département recherche et développement/DRDA
Mr Andrianaivomihajamanana Heritiana	Chef de service technique

Mme Rabekoto Baholy	Chef de service suivie évaluation, DREP
Mme Raheison Lalanirina	direction régional population
Mme Raharijaona Murielle Perlinah	DIREL
Mr Rakotomalala Lovaniaina	Section diffusion élevage/FIFAMANOR
Mme Razafimpamoia Lucile	Chef département élevage
Mr Hoelson Daniel	Président coopérative Tsinjo Avotra
Mme Ranivoarijaona Lantoniaina Noëline	Présidente association VINA
Mme Raholiarisoa Oliva	Présidente association RENY

#### Acteurs institutionnels Région Atsinanana

NOM PRENOM	FONCTION
Mr Rakotobe Nirhy	DRDA
Mr Joelson Herinjakanirina Andrianarivo	Collaborateur technique DRDA
Mme Rajosefa Andriatahiana Haja	DIREL
Mr Raveloson Hasinarivo	DRRHP
Mme Rakoto Lalaoniaina Yvette Jacqueline	CSR Domaines
Mme Ravelomanantsoa Malalasiatraka Diana	CC Topographie
Mr Solo Noé René	chef de service agriculture et protection des végétaux
Mme Razafimanatsoa Erica	Chef service conditionnement et de la métrologie légale
Mr Rakotonanahary Tovoniaina	SRC/DREEMF
Mr Razafimandimby Jacques	ONE
Mr Abdallah Salim	Exportateur de girofle
Mme Raholijaona Aina	Exportatrice de litchis

#### Région Analanjirofo

NOM PRENOM	FONCTION
Mr BELAHY Théophile	Préfet du District de Fénérive Est
Mr LALAHY Andriatsiory François	Médecin Inspecteur Fénérive Est
Mr RATSIMBAZAFY Vezon	Mr RATSIMBAZAFY Vezon
Mr RATSIMBAZAFY Vezon	CT/CARE international
Mr Jean Richard	CT/CARE international
Mr Maminiaina Samuel	Circonscription Service Topographique
Mr RAKOTONDRAIBE Emilson	Chef SOMRFAR/DRDA
Mme TOBA Monique	Secrétaire DRDA
Mr RABENANDRASANA Lalao	Comptable DRRHP
Mr KAMI CHAMME	SAPV/DRDA
Mr RABEZANAHARY Andrianiaina Séraphin	INSTAT
Mme FENO Marie Christiane	DREP
Mr BIJO Antonio	Chef secteur JIRAMA
Mr ANDRIAMAINTY Fils Jean Marius	DRDA
Mr RAZAFIMAHARAVO	DREEMF
Fidson Alexandre	DREEMF
Mr RAMAROLAHY Richard	Centre Fiscal
Mr RAHERIMANANA José Christian	Service Régional Forêts
Mme RAZANANIRINA Prisca Georges	DRJS
Mme BEANDALANA Annita	Maison des jeunes
Mme ANDRIANANDRAINAINA Aldine	DRFPTS
Mr TSARAMANDIMBY Honoré	DAGT
Mme RAZAFINTSOHARANA Odile	Présidente coopérative Felanjirofo
Mr MISERE Ambroise	RTR-PROSPERER
Mme Rakotondramaro Tatiana	Vétérinaire Sanitaire
Mr Rakotoarivelo Nary	AT CSA Fénérive Est

Mr Dona Donatien,	Vice Président FTMV
Mr Razafimaharitra Clarck	consultant en foncier
Mme Velo Isabelle	agent guichet foncier
Mr Ranaivomanana Vola Patrick	DRDA
Mr Andrianirina	DRDA
Mr Intsola Désiré	Collecteur litchis

## **LISTE DES PERSONNES RENCONTREES EN DECEMBRE 2017 LORS DE LA MISSION DE FORMULATION DU PROJET AF-CASEF**

### **MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE EN CHARGE DES PROJETS PRESIDENTIELS, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'EQUIPEMENT**

Rado Andrianary Rajoelison, Secrétaire Général  
Jean Ousmane Camara, Coordonnateur - Cellule de Coordination de la Réforme Foncière  
Léa Ranoavinoroosa, Chef de division - Direction des Domaines et des Réformes Foncières  
Willy Rakotondravao, Chef de service - Direction des Services Topographiques  
Danielle Haingonavalona, Chef de service d'appui aux guichets fonciers – DAGFD  
Niry Sariaka Rabary, Chef de division appui et formation – DAGFD  
Zafy Hasina Rasamoelina, Responsable Communication et Diffusion des informations – OF  
Tiana Razafindrakotohaty, Responsable de Conception – CCRF

### **MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE EN CHARGE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE**

Harson Randriarimanana, Ministre  
Pierrot Randrianaritiana, Secrétaire Général  
Lucien Ranarivelo, Directeur Général de l'Agriculture  
Voahangy Arijaona, Directeur du Partenariat et de la Promotion des Investissements  
Jean Marie Simon Rakotoarison, Conseiller technique MPAE

#### **Régions Itasy**

Tolojanahary Michel RANDRIAMAMPIONONA, Maire de la commune rurale d'Ambatomirahavavy  
Lanto Tahiry RASOLONJATOVO, Président du conseil communal  
Norbert RAZAFINDRAMADY, Adjoint au maire en charge du développement  
Jean Michel RAHERINJATOVO, Agent du guichet foncier Ambatomirahavavy  
Harisoa Mélanie RAHARINORO, Agent du guichet foncier Ambatomirahavavy

#### **Région Vakinankaratra**

William Rakotonarivo, Chef de Région Vakinankaratra  
Andrianjafy Ramarijaona, Chef de Cabinet Région Vakinankaratra  
Rivo Herindray Rakotoarivelo, Directeur du Développement Régional Vakinankaratra  
Gervais Bonnier Ranarimanana, Chef de Service des Affaires Economiques Vakinankaratra  
Nicolas Fanantenana, Chef de Service Patrimoine, Foncier et Développement Vakinankaratra  
Jaona, Conseiller technique Région Vakinankaratra  
Fidy, Chef de service informatique KAREN-CAREN Région Vakinankaratra  
Lovaso Claudia Rakoarison, Chef service régional des domaines  
Hantanirina Sylvie Ratsimbazafy, Chef service régional de la topographie  
Armand Rajaonarison, chef service circonscription topographique Antsirabe  
Maximin Yves Rabearisoa, Senior crédit rural – Accès banque Antsirabe  
Heritiana, Directeur d'agence OTIV Antsirabe  
Andrianorovelo Ravomalala, Secrétaire générale commune Ibity  
Rindra Julia Ramamonjisoa, AGF – BIF Ibity

Viviane Ravoniaina, AGF temporaire – BIF Ibity  
Donald Fidelis Ramanantenasoa, AGF temporaire – BIF Ibity  
Hubert Ramamonjisoa, AGF temporaire – BIF Ibity  
Roger Angelot Rakotoniaina, AGF temporaire – BIF Ibity  
Sitrakiniaina Ratovohery, Agent numérisateur – BIF Ibity  
Jean Guy Rakotonirina, Agent numérisateur – BIF Ibity  
Aimé Adrien Rakotondrina, Agent numérisateur – BIF Ibity  
Ernest Tombozafy, Responsable technique – ONG Sarobidy  
Andoniaina Ramerininirina, Animatrice rurale – ONG Sarobidy  
Raymond Rakotonirina, Maire – Commune Sahanivotry  
Tovondriaka Raherimanantsoa, Adjoint au maire – Commune Sahanivotry  
Jean Raymond Rakotosolofa, Président du conseil communal – Commune Sahanivotry  
Razafindrakoto, Secrétaire général – Commune Sahanivotry  
Basile Razafindrainibe, Conseiller communale – Commune Sahanivotry  
Bruno Rakotoniaina, Secrétaire d'état civil – Commune Sahanivotry  
Miandra Rakotondrabe, AGF – BIF Sahanivotry  
Lucienne Miarivola Razanamalala, AGF temporaire – BIF Sahanivotry  
Lalao Jacqueline Hanitriniaina, AGF temporaire – BIF Sahanivotry  
Vololoniaina Rasolofomiantsoa, AGF temporaire – BIF Sahanivotry  
Simon Pierre Andriamboavonjy, AGF temporaire – BIF Sahanivotry  
Jean Philémon Andrianjakasoa, AGF temporaire – BIF Sahanivotry  
Fanja Marie Annà Nirinasoa, Opérateur de saisie – BIF Sahanivotry  
Mampiandriarivony Rakotondrabe, Opérateur de saisie – BIF Sahanivotry  
Stéphanie Rakotomalala, Agent CRIF – Commune Vinaninkarena  
Rindravola Rakotondravao, Agent CRIF – Commune Vinaninkarena  
Falimamonjy Rabenjamina, AGF – BIF Vinaninkarena

#### **INDDL**

Sandra Ratsiazo, chef de service étude et formation  
Narisoa Ranaivoson, Responsable foncier  
Lalasoa Andrianaivo, Assistant foncier

#### **SIF**

Haingoarison Randrianomenjanahary, Président du conseil d'administration  
Haja Andrianavalona, Vice-président

#### **ECOLE SUPERIEUR POLYTECHNIQUE**

Rabetsiahiny, Responsable de la mention IGAT

#### **UGP CASEF**

Voahangy Arijaona, Coordonnateur national  
Sesy Soja, Coordonnateur National Adjoint  
Davida Toky RAMAHARONATREHINA, Expert en Infrastructure  
Zo Ravelomanantsoa, Spécialiste Sécurisation Foncière  
Fortunat Randriaminahisoa, Spécialiste Agribusiness  
Haja Ramiandrazafy, Expert en Elevage

Bakoly Rakotondratsimba, Spécialiste en Sauvegarde  
Andry Lalaina Ramiaramanana, Binôme Suivi et Evaluation  
Andrianony Ramahazo Harimisa, Spécialiste en Suivi et Evaluation  
Norohasina Randrianasolo, Responsable Passation des Marchés  
Ando Nirina Nomenjanahary, Spécialiste en Passation des Marchés  
Lalao Robline, Responsable administratif et financier  
Sariaka Razafimahefa, Expert Foncier Itasy - Analamanga

**CER VAKINANKARATRA**

Pascal Ranaivosoa, Coordonnateur régional  
Fenotanjona Raheriharivony, Expert Agribusiness  
Rivoarivony Ravahatra, Expert foncier  
Rindra Rakotomanga, Comptable

**LISTE DES PERSONNES RENCONTREES EN MARS 2018 LORS DE LA  
PREPARATION DU FINANCEMENT ADDITIONNEL (PROJET AF-CASEF)**

<b>Nom</b>	<b>Titre</b>	<b>Organisation</b>	<b>E-mail Téléphone</b>
Rajoelison Rado	Secrétaire Général	M2PATE	<a href="mailto:sg@mepate.gov.mg">sg@mepate.gov.mg</a> 0340557557
Rakotobe Tovondriaka	Secrétaire Général	MPAE	<a href="mailto:t.rakotobe@hotmail.com">t.rakotobe@hotmail.com</a> 0340562339
Sesy Soja	Coordonnateur National Adjoint	CASEF	<a href="mailto:coordonnateur@casef.mg">coordonnateur@casef.mg</a> 0341431054
Jean Antonin	Directeur des Services Topographiques	M2PATE	<a href="mailto:jean_antonin@moov.mg">jean_antonin@moov.mg</a> 0348552245
Fanomezantsoa Herilala Axel	CNA	CCRF	<a href="mailto:iaxxelli@gmail.com">iaxxelli@gmail.com</a> 0340555103
Rust Jenny	Chargée de Projet P&PFR	GIZ	<a href="mailto:jenni.rust@giz.de">jenni.rust@giz.de</a> 0320542536
Rousseau ClaireIsabelle	Chargée de Projets	AFD	<a href="mailto:rousseau.ci@afd.fr">rousseau.ci@afd.fr</a> 0320700547
Rasetaharimalala Omega	DDPF	M2PATE	<a href="mailto:omega.raseta@yahoo.fr">omega.raseta@yahoo.fr</a> 0340552731
Andrianirina Ratsialonana Rivo	Spécialiste foncier	Banque mondiale	<a href="mailto:randrianirina@worldbank.org">randrianirina@worldbank.org</a> 0331534886
Raomba Jérôme	Coordonnateur	ARSF	<a href="mailto:jerome@geosystems.mg">jerome@geosystems.mg</a> 0331461746
Ranjatson Sylvia	Chargée du Suivi des Projets	MFB/DDP/SSP Service du Suivi des Projets	<a href="mailto:sylviaranjatson@hotmail.com">sylviaranjatson@hotmail.com</a> 0345889918
Raharo Laza	DirecteurOF	M2PATE	<a href="mailto:dagfd@mepate.gov.mg">dagfd@mepate.gov.mg</a> 0340554850
Camara	Coordonnateur National	CCRF	<a href="mailto:camarapnf@moov.mg">camarapnf@moov.mg</a> 0340553473
Razafindrakotohary Tiana	Responsable de conception	CCRF	<a href="mailto:tianapnf@moov.mg">tianapnf@moov.mg</a> 0340553474
Andriamisandratoa Nancy	Chef de Service	SCP/DAGFD	<a href="mailto:scp@mepate.gov.mg">scp@mepate.gov.mg</a> 0340552279

Danielle Haingonavalona	Chef de Service	SAGF/DAGFD	<a href="mailto:sagf@mepate.gov.mg">sagf@mepate.gov.mg</a> <a href="mailto:dhaingonavalona@gmail.com">dhaingonavalona@gmail.com</a> 0340552255
Rakotozafimahatratra Fanomezana	Suivi-Evaluation	CCRF	<a href="mailto:fanomahatratra@gmail.com">fanomahatratra@gmail.com</a> 0340532471
Ravelomanantsoa Zo	Spécialiste foncier	CASEF	<a href="mailto:spfoncier@casef.mg">spfoncier@casef.mg</a> 0344931058
Daniel Roberge	Consultant	Banque mondiale	<a href="mailto:roberge_d@hotmail.com">roberge_d@hotmail.com</a>
Razanajatovo Lanto	Chef de Division Etudes et Conception	DAGFD	<a href="mailto:lanto.razanajatovo@gmail.com">lanto.razanajatovo@gmail.com</a> 0340552428
Rasolondrainibe Ando	Technicien PLOF	DAGFD	<a href="mailto:Andoniaina2000x@gmail.com">Andoniaina2000x@gmail.com</a> 0340757879
Tongazara Eddie Jean Aimé	Chef de Région	Région DIANA	<a href="mailto:tongazara.eddie@gmail.com">tongazara.eddie@gmail.com</a> 0340220102
Be Tatienne	DDR	Région DIANA	0340220193
Jafimanjo	DAGT/Région	Région DIANA	0340220193
Ravaoarisoa Emma	Directeur	M2PATE	0340554886
Rasolomampionona R.	CCDF Diégo II	Domaines Diégo	0340554876
Ramasimbamalaza José	Chef CIRTOPO Diégo	Topo Diégo	0340554938
Andriamandratosoa A.	Chef CIRDOMA Diégo	Domaines Diégo	0340554853
Bezandry Felix	CMCD/Région	Région DIANA	<a href="mailto:felixbezandry@free.fr">felixbezandry@free.fr</a> 0348220189
Tsarafaly A. Virginia	R.SIG/Région	Région DIANA	<a href="mailto:tsarafaly@gmail.com">tsarafaly@gmail.com</a> 0348220172
Raharijaona Jimmy	BS TOPO Diégo	Topo Diégo	<a href="mailto:Jimmy201@gmail.com">Jimmy201@gmail.com</a> 0340757844
Avotry Noël Fiastrilydias	BS Domaine Diégo	Domaines Diégo	<a href="mailto:anofiastrily@yahoo.fr">anofiastrily@yahoo.fr</a> 0340757845

## **Annexe 14 : TDR types pour une EIE pour les infrastructures agricoles**

### ***I. Introduction et contexte***

Cette partie sera complétée au moment opportun et devra donner les informations nécessaires relatives au contexte et aux approches méthodologiques à entreprendre.

### ***II. Objectifs de l'étude***

Cette section montrera (i) les objectifs et les activités du projet prévus dans le cadre des projets P-CASEF et AF-CASEF, et (ii) indiquera les activités pouvant avoir des impacts environnementaux et sociaux et qui nécessitent des mesures d'atténuation appropriées.

### ***III. Le Mandat du Consultant***

Le consultant aura pour mandat de :

- Mener une description des caractéristiques biophysiques de l'environnement dans lequel les activités du Projet CSEF auront lieu, et mettre en évidence les contraintes majeures qui nécessitent d'être prises en compte au moment de la préparation du terrain, de la construction ainsi que durant l'installation des équipements, au moment de l'exploitation.
- Evaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels dus aux activités du projet et recommander des mesures d'atténuation appropriées y compris les estimations de coûts.
- Evaluer les besoins de collectes des déchets solides et liquides, leur élimination ainsi que leur gestion dans les infrastructures, et faire des recommandations.
- Mener une revue des politiques, législations, et les cadres administratifs et institutionnels en matière d'environnement ; identifier toutes les lacunes qui pourraient exister et faire des recommandations pour les combler dans le contexte des activités des projets P-CASEF et AF-CASEF.
- Examiner les conventions et protocoles dont la république de Madagascar est signataire en rapport avec les activités du CASEF
- Identifier les responsabilités et acteurs pour mettre en œuvre les mesures de mitigation proposées
- Evaluer la capacité disponible à mettre en œuvre les mesures d'atténuation proposées, et faire des recommandations appropriées, y compris les besoins en formation et en renforcement des capacités ainsi que leurs coûts ;
- Préparer un Plan de Gestion Environnementale (PGE) pour le projet. Le PGE doit indiquer (a) les impacts environnementaux et sociaux potentiels résultant des activités du projet en tenant compte des mesures d'atténuation contenues dans le checklist des mesures d'atténuation du CGES; (b) les mesures d'atténuation proposées ; ( c) les responsabilités institutionnelles pour l'exécution des mesures d'atténuation ; (d) les indicateurs de suivi ; (e) les responsabilités institutionnelles pour le suivi de l'application des mesures d'atténuation ; (f) l'estimation des coûts pour toutes ces activités ; et (g) le calendrier pour l'exécution du PGE.
- Consultations du public. Les résultats de l'évaluation d'impact environnemental ainsi que les mesures d'atténuation proposées seront partagés avec la population, les ONG, l'administration locale et le secteur privé œuvrant dans le milieu où l'activité sera réalisée. Le procès verbal de cette consultation devra faire partie intégrante du rapport.

### ***IV. Plan du rapport***

- page de garde
- table des matières
- liste des abréviations
- résumé analytique (si nécessaire en anglais et en français)
- introduction
- description des activités du projet proposé dans le cadre des projets P-CASEF et AF-CASEF
- description de l'environnement de la zone de réalisation du projet

- description du cadre politique, institutionnel et réglementaire
- Méthodes et techniques utilisées dans l'évaluation et analyse des impacts du projet proposé.
- Description des impacts environnementaux et sociaux des diverses composantes du projet proposé
- Analyse des options alternatives, y compris l'option « sans projet »
- Plan de Gestion Environnementale (PGE) du projet comprenant les mesures de mitigation des impacts négatifs et de bonification des impacts positifs du projet proposé, les acteurs de mis en œuvre, le suivi ainsi que les indicateurs de suivi et les différents acteurs à impliquer
- Recommandations
- Références
- Liste des individus/ institutions contactées
- Tableau de résumé du Plan d'Atténuation Environnementale

#### ***V. Profil du consultant***

Le Consultant doit disposer d'une forte expérience en évaluation environnementale de projets et bonne maîtrise des procédures d'EIE à Madagascar.

#### ***VI. Durée du travail et spécialisation***

La durée de l'étude sera déterminée en fonction du type de projet.

## **Annexe 15 : PLAN D'AMENAGEMENT PARTICIPATIF D'UN SITE DE REBOISEMENT**

### **1. INTRODUCTION**

- Contexte et justification
- Objectifs du plan d'aménagement
- Méthodologie (information, sensibilisation, diagnostic participatif du terroir)
- Clarification des limites du terroir avec les villages avoisinants

### **2. ETAT DES LIEUX ET SITUATION ACTUELLE DU SITE**

- Milieu physique
  - o Les unités topographiques du site (élaboration transect ; et donner l'état de dégradation et les risques pour chaque topo séquence)
  - o L'hydrographie
  - o Couvertures végétales
  - o Occupation des sols (pour chaque type, donner : superficie, description, utilisation, statut juridique des terrains, etc.)
- Milieu humain
  - o La population (profil sociodémographique de la population qui exploite le sous bassin ou qui y vit)
  - o Activités économiques (surtout les activités qui ont des impacts sur le sous bassin)
  - o Le caractère sacré du site (si c'est le cas) et le lien avec la population
- Structure organisationnelle existante
  - o L'AUE, les communautés de base (à titre d'exemple)
  - o Les autres acteurs qui interviennent dans l'aménagement du site (si existants)

### **3. ELABORATION PARTICIPATIVE DU PLAN D'AMENAGEMENT**

- Dessiner un arbre à problèmes vus du côté des utilisateurs du site (éleveurs, cultivateurs sur tanety, charbonniers, forestiers, *etc.*)
- Dessiner un arbre à solutions proposées du côté des utilisateurs du site (éleveurs, cultivateurs sur tanety, charbonniers, forestiers, *etc.*)
- Le plan d'aménagement concerté
- o Zonage d'affectation des sols (occupation des sols projetée dans le plan d'aménagement)
- o Programmation des activités ((Objectif, sous activités, résultats, IOV, responsables)
- o Lutte contre l'érosion et activités connexe
- Les principales techniques d'aménagement proposées selon la topo séquence
  - Aménagement des plateaux
  - Reboisement (Avec PV d'acceptation des bénéficiaires)
    - Présentation technique (choix des espèces, vocation, techniques culturales, etc.)
    - Plan d'exécution (sous activités, objectifs, responsables, coût, calendrier)
    - Plan d'entretien [sous activités (élagage, recepage), valorisation ou élimination des produits d'entretien, avec calendrier et responsables]
    - Plan d'utilisation et exploitation des produits
    - Effets agro-écologiques et/ou socio-économiques
  - Pare feux (à titre d'exemple)
    - Présentation technique
    - Plan d'exécution (sous activités, objectifs, responsables, coût, calendrier)
    - Plan d'entretien
    - Effets agro-écologiques et/ou socio-économiques
  - Aménagement des pentes
  - Stabilisation *lavaka* (zones érodées)
    - Présentation technique
    - Plan d'exécution (sous activités, objectifs, responsables, coût, calendrier)
    - Plan d'entretien
    - Effets agro-écologiques et/ou socio-économiques
  - Aménagement des glacis
- Arboriculture
- Présentation technique (choix des espèces, vocation, techniques culturales, etc.)

- Plan d'exécution (sous activités, objectifs, responsables, coût, calendrier)
- Plan d'entretien [sous activités (élagage, recepage), valorisation ou élimination des produits d'entretien, avec calendrier et responsables]
- Plan d'utilisation et exploitation des produits
- Effets agro-écologiques et/ou socio-économiques

#### **4. MISE EN ŒUVRE DU PLAN**

- Arrangement institutionnel pour la mise en œuvre du plan d'aménagement
  - Autorités locales
  - Le comité de suivi
  - Les OP
  - Organismes partenaires
- Calendrier prévisionnel indicatif et coût estimatif
- Appui à la mise en œuvre des aménagements
  - Appui du PUPIRV B1 pour l'exécution
  - Appuis d'autres partenaires pour la poursuite des activités [matérialisés par des conventions ou protocoles (exemples : avec DRDA pour l'arboriculture et SCV, avec DREEMF pour le reboisement, *etc.*)
- Conventions locales pour la gestion des terres aménagées (*Dina*, contrat sociale, *etc.*)
- Suivi et évaluation

#### **ANNEXES**

- PV divers avec fiches de présence
- Détails des prix
- Les conventions avec d'autres partenaires
- Cartes, *etc.*

## **Annexe 16 : TDR de l'ONG chargée de la sensibilisation**

L'ONG devra capitaliser une expérience d'au moins cinq ans dans le travail communautaire et la sensibilisation des populations dans les zones ciblées par le projet.

Les objectifs spécifiques de cette prestation sont de préparer la population à bien mener et gérer les activités agricoles.

### ***Tâche et mandat***

L'ONG veillera à :

- sensibiliser les femmes à l'action de terrain et les soutenir dans le processus de reconnaissance de leurs droits;
- sensibiliser la population sur les aspects d'hygiène - assainissement/santé ;
- sensibiliser les agents techniques et les producteurs agricoles concernés pour la gestion des infrastructures rurales;
- assurer le suivi et l'accompagnement des solutions mises en place ;
- assurer l'interface entre les différents acteurs du projet (population, associations, collectivités locales, producteurs, services techniques) et gérer les conflits;
- organiser des séances d'information et d'animation dans chaque site ciblé;
- organiser des assemblées populaires dans chaque site ;
- sensibiliser les populations par les biais des animateurs locaux préalablement formés...

La sensibilisation va aussi porter sur l'élimination d'autres facteurs de vulnérabilité des activités agricoles tels que le VIH/SIDA, l'usage des pesticides et leurs risques.

### **Durée de la mission**

La durée d'intervention des activités est estimée à 6 mois

## Annexe 17 : Terme de référence de l'étude

Projet de Croissance Agricole et de Sécurisation Foncière - PCASEF (P151469)

Préparation du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) et du Cadre de Politique de Réinstallation (CPR)

TDR du Consultant International

31 Août 2015

**I. Objectifs et approche proposés** *Objectifs du projet* – Les objectifs sont clairement orientés dans une perspective de lutte contre la pauvreté et d'une contribution des secteurs agricole et foncier à la croissance agricole. Ils portent sur une contribution équitable entre le privé et le public à la relance de l'économie du pays au lendemain de la crise politique, pour une augmentation des emplois tant en milieu rural qu'en milieu urbain. Ils visent (i) une augmentation des revenus des ménages ruraux, (ii) une augmentation de la productivité agricole et (iii) une meilleure valorisation de la production agricole.

1. **Bénéficiaires** – Ce sont en premier lieu les populations rurales, par la mise en place de nouveaux services, d'activités complémentaires et l'injection de nouveaux revenus, mais également les populations urbaines, par la création d'emplois et par un meilleur approvisionnement en denrées alimentaires. Le Gouvernement de Madagascar compte parmi les bénéficiaires, par une aide à la mise en œuvre de sa stratégie de développement, par une augmentation des ressources fiscales et par une contribution à l'apaisement du climat social grâce à des investissements fonciers au bénéfice du plus grand nombre. Les entreprises privées du secteur verront leur développement indirectement appuyé par les investissements du projet.

2. **Approche du projet** – L'approche du projet confirmée par la mission repose sur le développement de dynamiques existantes et sur l'ouverture de nouvelles opportunités. Elle porte sur trois axes :

(x) *Renforcer et développer les filières agro-industrielles existantes.* L'idée est de se baser sur les expériences positives du secteur privé et d'aider à lever les contraintes rencontrées pour améliorer les performances en visant des impacts à court terme. Cette orientation filière est centrée sur des "hubs" agro-industriels définis comme des centres urbains où se concentrent des entreprises et des marchés agricoles connectés à des bassins d'approvisionnement.

(xi) *Inciter de nouveaux investissements privés* en fonction des intérêts de l'agro-industrie pour différentes zones à haut potentiel, par la réalisation d'infrastructures stratégiques qui rendent plus facilement accessibles des zones enclavées, par des mesures d'accompagnement structurées (accès à la terre, mise en relation avec des communautés rurales dont les droits auront été clarifiés au préalable) pour faciliter des projets inclusifs et durables.

(xii) *Créer un environnement favorable à des investissements agro-industriels responsables.* Il s'agit d'appuis au niveau central et local visant à (i) activer et pérenniser la reconnaissance des droits fonciers existants ; (ii) promouvoir un marché foncier transparent et documenté pour fiabiliser les transactions foncières ; (iii) concevoir et mettre en œuvre des accords qui garantissent un bénéfice mutuel aux investisseurs privés et aux communautés rurales, et enfin, (iv) développer la formation de ressources nationales compétentes en sauvegarde sociale et environnementale.

3. **Le projet est conçu comme un appui au secteur public malgache pour lever les blocages au développement de filières agricoles structurées au sein de bassins d'approvisionnement** – Les actions du projet s'inscrivent en réponse à des contraintes identifiées par le secteur privé comme étant des obstacles majeurs à la connexion des exploitations agricoles aux marchés et à un élargissement des bassins d'approvisionnement. Ces contraintes sont (i) le manque de personnel qualifié. Les opérateurs notent une relation étroite entre d'une part, le niveau de compétence de leurs agents et des producteurs et d'autre part, les rendements et la qualité des productions. Une meilleure capacité des producteurs facilite l'introduction d'améliorations technologiques sur les variétés, les races animales, les intrants ou les procédés de transformation ; (ii) la faible maintenance des pistes rurales et la dégradation d'ouvrages critiques qui limitent l'extension géographique des filières ; (iii) l'accès difficile et incertain à la terre, même pour de petites surfaces ; (iv) le manque de dispositifs de stockage et de certification. Une capacité de certification de la qualité des productions végétales et animales et de mise au point d'innovation technologique (certification phytosanitaire et contrôle

vétérinaires) est indispensable au développement des filières notamment à l'exportation et (v) des politiques publiques, des normes et des mesures fiscales parfois défavorables aux initiatives privées et au secteur formel.

4. ***Des pistes d'action se dégagent pour développer les filières et faciliter l'inclusion de dizaines de milliers de nouveaux agriculteurs*** – Les opérateurs privés attendent du secteur public, pour des filières et des bassins spécifiques, des appuis pour : (i) réparer des pistes et des ouvrages d'art à l'abandon, notamment pour développer des initiatives dans des zones à haut potentiel mais aujourd'hui enclavées, et mettre au point des systèmes de maintenance régulière ; (ii) faciliter l'accès à la terre pour de nouveaux investissements ; (iii) appuyer la structuration et la formation des producteurs, notamment pour répondre à des standards internationaux de plus en plus exigeants et pour promouvoir des améliorations technologiques au niveau des producteurs et des transformateurs ; (iv) lever certaines contraintes institutionnelles et des régulations discutables. Certains opérateurs privés prennent déjà à leur charge ses services publics (maintenance des pistes rurales avec la participation des producteurs, centres de formation professionnelle agricole en régie ou en contrat avec des écoles existantes), ce qui confirme les voies à suivre et donne des garanties à la durabilité des activités et des investissements du projet.
5. ***Zones d'intervention*** – Le projet va concentrer ses investissements sur des « plateforme agro-industriels » existants, c'est-à-dire des bassins d'approvisionnement structurés par un centre urbain où se concentrent plusieurs entreprises agro-industrielles. Les zones d'Antananarivo / Antsirabe et de Toamasina / Fénérive-Est s'imposent comme des espaces répondant à ces critères. Par ailleurs, le projet entend valoriser des synergies avec des projets soutenus par la Banque Mondiale, notamment avec le PIC dans les régions de Fort-Dauphin (filière fruits et élevage bovin) et de la Diana en liaison avec la Sofia, une région qui semble attirer des investissements conséquents dans le secteur agricole.

#### **Composantes proposées pour un projet de « Croissance Agricole et de Sécurisation Foncière »**

6. **Composante 1 - Appui aux filières d'agriculture commerciale** – Cette composante repose sur quatre activités principales : (i) Formation, (ii) Améliorations technologiques, (iii) Renforcement de services publics et (iv) Financement.
  - ***Sous-composante 1.1 : Formation*** – Il s'agit de développer des modules de formation en partenariat avec le secteur privé pour le personnel technique et les producteurs et en complémentarité avec le projet FORMAPROD. Les structures de formation à appuyer seront FIFATA/CEFFEL à Antsirabe, un centre de formation d'excellence utilisé et recommandé par le secteur privé et le CTHT à Toamasina, un prestataire de services renommé dans le secteur fruitier et des épices.
  - ***Sous-composante 1.2 : Améliorations technologiques*** – Cette sous-composante vise une meilleure performance des procédés de production et de transformation tant au niveau des entreprises que des exploitations agricoles. A titre d'exemple pour la filière girofle, il s'agit d'améliorer le capital productif (remplacement des girofliers), d'améliorer la qualité et la productivité de l'huile tout en limitant l'impact environnemental par un perfectionnement des alambics et de mieux coordonner la filière. Pour d'autres filières, il s'agit d'aider à la diffusion de variétés améliorées de riz, de développer un programme de sélection génétique pour les filières lait et viande bovine ou de promouvoir l'utilisation des TIC dans les filières (appui conseil, banque mobile).
  - ***Sous-composante 1.3 : Renforcement de services publics*** – Cette sous-composante va renforcer les capacités des services publics susceptibles d'attirer les investissements et de valoriser la production agricole, notamment pour l'exportation. Il s'agit d'aider l'EDBM et les ministères compétents pour la promotion de l'investissement agro-industriel, de renforcer les services de santé animale (formation de vétérinaires de terrain, mise en place de laboratoires pour une meilleure certification et traçabilité), d'appuyer le département de la protection des végétaux (laboratoires, certification SPS) et les services de certification complémentaires et de renforcer les structures de coordination des filières agro-industrielles.
  - ***Sous-composante 1.4 : Financement des filières*** – cette activité favorisera les garanties-crédit pour faciliter le développement des entreprises agro-industrielles et des appuis au warrantage à la fois au niveau des producteurs (appui au système de warrantage à travers des institutions de microfinance, pour le développement des Greniers Communs Villageois (GCV), appui à des systèmes innovants de financement des intrants) et au niveau des collecteurs.
7. **Composante 2 - Appui à la gestion foncière et promotion des investissements agricoles**
  - ***Sous-composante 2.1 : Appui à la sécurisation foncière des exploitations familiales*** – Cette sous-composante va soutenir l'effort du Gouvernement pour la mise en œuvre de sa réforme foncière. Il s'agira (i) d'un

appui à la consolidation et à l'extension de la certification foncière, notamment par le développement des opérations combinées de recensement des terres et de certification ; (ii) d'un appui aux communes pour le renforcement, la réactivation ou la création de guichets foncier et (iii) d'un appui aux circonscriptions foncières et topographiques pour la finalisation et l'amélioration des Plans Locaux d'Occupation Foncière (PLOF).

- **Sous-composante 2.2 : Appui à des transactions foncières inclusives et transparentes** – il s'agit (i) de faciliter la mise en relation entre investisseurs privés, autorités locales et communautés rurales pour disposer d'une offre en terrains susceptibles d'investissements agricoles et (ii) d'aider le Gouvernement et les autorités régionales à promouvoir des transactions foncières fiables et équitables qui rassurent les investisseurs et garantissent des retombées économiques en faveur des communautés rurales. Les actions prévues portent sur un appui à des inventaires des terrains domaniaux et à leur reclassification, en perspective d'une offre en terre pour l'investissement agricole ; (ii) la mise au point de méthodes pour des transactions équitables entre communautés rurales et investisseurs, après analyse du processus actuel de relances des Zones d'Investissement Agricole (ZIA) et sous forme d'opérations pilotes et (iii) un appui à la réalisation de Schémas d'Aménagement Communaux.
  - **Sous-composante 2.3 : Appui à la politique foncière et à la promotion des investissements** – cette sous-composante intervient au niveau national pour (i) un appui à la Direction Générale des Services Fonciers (DGSF) et à la Cellule de Coordination de la Réforme Foncière (CCRF) afin de coordonner les deux sous-composantes précédentes et de contribuer à la mise en œuvre de la nouvelle Lettre de Politique Foncière et de ses orientations en faveur de l'investissement agricole ; et (ii) un appui à l'EDBM pour un meilleur guidage des investisseurs dans le secteur foncier.
  - **Sous-composante 2.4 : Appui au renforcement de la capacité en sauvegardes sociales et environnementale et inclusion du Genre** : Cette sous-composante intervient dans le Développement de la capacité de mise en œuvre des sauvegardes. Le projet vise à établir une vision socialement et environnementalement sensible qui permettra de s'assurer que tous les risques et impacts sont anticipés et adéquatement pris en compte. La mise en œuvre des activités du projet n'est pas prévue de créer des contraintes sur la manière dont les aspects sociaux et environnementaux sont pris en considération ; mais tout au plus de contribuer pleinement dans leur appréhension et bonne mise en œuvre durant tout le cycle de vie du projet. Ainsi, le projet va appuyer le renforcement des capacités des agences gouvernementales au niveau central et local, du secteur privé, et des paysans. Un partenariat sera établi avec le milieu universitaire, avec le développement de centre d'excellence en sauvegardes sociales et environnementales, précisément avec l'Université de Madagascar ou toute autre institution scolaire étatique jugée idoine pour accueillir et accompagner ce processus.
8. **Composante 3 - Réhabilitation et maintenance d'infrastructures** – Cette composante correspond à des activités centrées sur le désenclavement, en accordant une attention particulière à la question de la maintenance des pistes rurales, et au stockage.
- **Sous-composante 3.1 : maintenance des pistes rurales** – Il s'agit de développer la mise en œuvre de systèmes locaux d'entretien de pistes rurales inspirés de modèles mis au point par le secteur privé. Cette activité sera mise en relation des programmes de protection sociale pour la maintenance des pistes (FID) avec les communautés rurales et les entreprises agro-industrielles et des programmes d'appui aux communes pour le développement de leurs services de cantonnement et de voierie rurale.
  - **Sous-composante 3.2 : réhabilitation d'infrastructures de désenclavement** – Cette activité envisage la réhabilitation d'ouvrages critiques pour le désenclavement de communautés rurales et leur connexion aux marchés, le plus souvent des ouvrages de franchissement, dont l'identification est en cours.
  - **Sous-composante 3.3 : Dispositifs de stockage** – Cette activité porte sur (i) un appui à la réhabilitation ou à la création à la demande d'entrepôts pour de nouveaux GCV (dont les coûts seront partagés entre IMF et organisation de producteurs) ou pour du crédit-stockage en PPP et (ii) sur des équipements en chambres froides pour les filières export, notamment à Toamasina et selon des formules en PPP à développer.
9. **Composante 4 - Fonds de contingence** – cette composante à zéro budget permet de prévoir une mobilisation de fonds si un état d'urgence déclaré en raison de cyclones, d'inondations ou d'infestation de criquets.
10. **Composante 5 - Coordination de projet, guidage des investissements agricoles et appui aux politiques publiques**

- **Sous composante 5.1 : Analyse des politiques publiques, mise en débat et évaluation d'impacts** – Cette sous-composante entend apporter une contribution au débat national sur les politiques publiques en faveur de l'agriculture commerciale en dotant le Ministère chargé de l'Agriculture d'un outil d'analyse et d'évaluation. Il s'agira de piloter des travaux analytiques sur les filières et d'animer sur cette base des débats nationaux sur les politiques agricole et foncière. Cet appui à une revue du secteur (type CAADP) pourra intégrer une plateforme publique-privée.
- **Sous composante 5.2 : Renforcement des institutions chargées de la promotion des investissements agricoles** – Cette sous-composante doit renforcer les capacités du Ministère chargé de l'Agriculture et de l'EDBM dans la perspective de faciliter les investissements dans le secteur agricole et de s'assurer de leur caractère inclusif et respectueux des normes nationales et internationales en la matière.
- **Sous composante 5.3 : Gestion de projet** – la mission a engagé la réflexion sur les modalités optimales de gestion et de coordination du projet en se basant sur deux principes préliminaires :
  - i. *bénéficier de la présence d'agences d'exécution déjà opérationnelles* : l'expérience à Madagascar et à l'international montre que la création d'une nouvelle agence d'exécution nécessite des délais assez longs pour monter une équipe et la rendre opérationnelle (recrutement et test du personnel, aménagement de locaux, équipement, formation). Il convient dans la mesure du possible de profiter de la présence d'une agence d'exécution existante pour permettre une mise en œuvre opérationnelle du projet dans les délais les plus brefs ;
  - ii. *renforcer la nature multisectorielle du projet* : les solutions à mettre en œuvre avec l'appui du projet relèvent de différents ministères publics (Agriculture, Projets Présidentiels, Aménagement du Territoire et Equipement, Elevage, Industrie et Développement du Secteur Privé, Commerce). La coordination et la gestion du projet doivent tenir compte de la configuration institutionnelle particulière d'un projet multisectoriel qui nécessite l'implication de ces cinq ministères.

Compte tenu de ces principes, la mission a retenu l'idée de la création d'un comité de pilotage spécifique, regroupant ces différents ministères et ouvert à la société civile, à des groupements professionnels et à l'EDBM. Elle a également examiné plusieurs options pour identifier la meilleure localisation de l'agence d'exécution :

- i. la création d'une nouvelle agence d'exécution insérée au sein du Ministère chargé de l'Agriculture et orientée sur les questions d'agribusiness – cette option a l'avantage d'une appropriation par ce Ministère d'orientations nouvelles en phase avec le PSAEP. Elle a l'inconvénient d'un ancrage centré sur un seul ministère et amène à la création, coûteuse en temps et en moyens, d'une nouvelle entité ;
- ii. un renforcement des agences d'exécution existantes avec davantage de compétence en agriculture commerciale et un nouveau Comité de Pilotage présidé par le Ministère chargé de l'Agriculture.

Au regard des activités susceptibles d'être financées par le projet principalement la réhabilitation des pistes rurales, la promotion des filières agricoles commerciales, la promotion des investisseurs agricoles ainsi que la sécurisation foncière, la législation nationale et des politiques de sauvegarde de la Banque, cette initiative sera soumise à une étude minutieuse aux plans social et environnemental afin que les investissements prévus causent le moins de dommages possible et apportent le maximum d'avantages à l'Environnement et, surtout, aux populations vivant dans les zones cibles.

Les présents Termes de Référence (TdR) décrivent les grandes lignes des études sociales et environnementales à entreprendre et détaillent les rapports à présenter.

#### **Cadre législatif environnemental national et Politiques de sauvegarde de la Banque.**

La loi 2004/015 et la loi 97.012 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi 90.033 portant Charte de l'Environnement, le décret 2004/167 modifiant certaines dispositions du décret 99.954 portant MECIE<sup>3</sup> ainsi que l'Arrêté interministériel 6830/2001 sur la participation du public dans l'évaluation environnementale seront à la base des études.

A cela s'ajouteront les textes sectoriels : code de l'Eau, textes sur les produits phytosanitaires et pharmaceutiques, textes sur l'acquisition de terrains pour cause d'utilité publique (Ordonnance 62.023 et ses textes d'application). Les travaux de *scoping* ont permis d'identifier que les Politiques de sauvegarde sociale et environnementale suivantes seront déclenchées par les activités prévues :

PO/PB 4.01: Evaluation Environnementale : Elle s'applique à tous les projets susceptibles de porter atteinte à l'environnement biophysique et/ou humain.

---

<sup>3</sup> MECIE : Mise en compatibilité des investissements avec l'Environnement.

PO/PB 4.12 : Réinstallation Involontaire : Cette politique est déclenchée chaque fois qu'un élément de l'actif d'un ménage donné est affecté par certaines activités du Projet.

PO 4.09 : Lutte antiparasitaire : Cette politique s'applique même si les fonds ne financent pas l'achat de pesticides mais de fait gère la profération de l'utilisation de pesticides dans la promotion des filières et l'augmentation des productivités agricoles.

PO/PB 4.36 : Forêt : Cette politique s'applique pour le cas des zones promotions des investisseurs agricoles visées, il n'est pas exclu que certaines activités prévues puissent impacter des forêts ou conduire des reboisements comme ils sont définis dans la PO 4.36.

PO/PB 4.11 : Patrimoine culturel : Pour les cas des sites de développement des investisseurs agricoles ou de l'ouverture de carrières et de gites dans la construction des pistes, il peut s'avérer possible de rencontrer des vestiges écologiques ou des sites culturels. Le CGES développera alors les dispositions à retenir pour son application subséquente dans les EIES à venir.

Mises à part ces deux politiques, tous les travaux d'infrastructure feront référence à la directive "General Environmental, Health and Safety Guidelines (Avril 2007)" de la Banque. Et, d'une façon générale, tous les sous-projets respecteront les exigences de la Politique de diffusion de l'information mise à jour le 1<sup>er</sup> Juillet 2010.

Conformément à la Loi Malgache la charte de l'environnement portant loi-cadre relative à la Gestion de l'Environnement en République Malgache, et à la Politique opérationnelle 4.01 de la Banque Mondiale, le Projet-CASEF doit faire l'objet d'une évaluation environnementale et sociale, et prévoir la préparation des instruments de sauvegardes appropriés liés à la nature des interventions. Etant entendu que autant les caractéristiques physiques des sites des investissements et les détails des réalisations (nature, type et envergure) ne sont pas précisés à ce stade de préparation du projet et ce avant l'évaluation du projet, deux documents de sauvegardes individuels à savoir : un Cadre de Gestion Environnementale et sociale (CGES) et un Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPR) seront à préparer par le Gouvernement Malgache afin d'appréhender, de façon stratégique, les problèmes environnementaux et sociaux ainsi que la manière d'inclure d'exécution du projet les dimensions environnementales et sociales que pourraient induire la mise en œuvre du Projet-CASEF, et de préconiser des solutions durables. Ces documents sont nécessaires afin de mettre le projet en conformité à la fois avec les réglementations environnementales de la République de Madagascar et avec les politiques de sauvegardes environnementales et sociales de la Banque mondiale.

## **A - Elaboration d'un Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES)**

### **A - I. Objectif de l'étude**

L'objectif de la présente consultation est de contribuer à l'évaluation environnementale et sociale du Projet-Croissance Agricole et Sécurisation Foncière (CASEF) et de préparer son Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES). Il s'agira d'identifier les risques et impacts négatifs potentiels induits par les activités du projet, et de proposer des mesures d'atténuation durables, tout en bonifiant/maximisant les risques et impacts positifs.

L'objectif du CGES est de déterminer un processus de sélection environnementale et sociale qui permettra aux structures chargées de la mise en œuvre du projet de disposer d'un cadre pour pouvoir identifier, évaluer et atténuer les impacts environnementaux et sociaux potentiels des activités prévues au stade de planification. Le CGES est conçu comme étant un mécanisme de tri pour les impacts environnementaux et sociaux des investissements et activités inconnues avant l'évaluation du projet. Il définira les principes et les dispositions retenues pour assurer l'intégration des dimensions environnementales et sociales dans le cycle du projet ainsi que la conformité du projet aux politiques opérationnelles de la Banque Mondiale et des cadres légaux pouvant être déclenchés. En outre le CGES définit le cadre de gestion des impacts environnementaux et sociaux ainsi que les arrangements institutionnels de mise en œuvre, de surveillance et de suivi. Le CGES sera un instrument stratégique de gestion des impacts environnementaux et sociaux du Projet-CASEF et des investissements y afférents. Il se présente donc comme un instrument qui fixe les principes et les procédures nécessaires pour trier, évaluer, mettre en œuvre et faire le suivi des mesures d'atténuation des impacts environnementaux et sociaux potentiels du Projet. Le CGES doit aussi inclure le cadre de suivi et de surveillance de ces mesures, ainsi que les dispositifs institutionnels à mettre en place pendant la réalisation du Projet, autant que les besoins de renforcement des structures concernées en matière de gestion environnementale et sociale.

Le CGES décrira un mécanisme de tri/présélection pour les impacts environnementaux et sociaux des investissements et activités qui ne sont pas encore connues de manière précise à ce stade de préparation du Projet-CASEF. Le CGES provisoire doit être soumis à une procédure de consultation et participation publique. Les observations pertinentes recueillies auprès des différents acteurs, ainsi qu'une synthèse de ces consultations et participation publiques (avec les procès-verbaux correspondants) devront être inclus dans le rapport final du CGES et soumis pour approbation à la Banque Mondiale et diffusé publiquement autant dans le pays que dans le site infoShop de la Banque Mondiale.

Le CGES fournira de façon plus précise les éléments suivants :

1. Un Cadre de Gestion Sociale et Environnementale (CGES) qui évaluera les impacts globaux de chaque investissement lié aux divers sous-projets, fournira les directives pour l'élaboration des PGE des sous-projets envisagés et énoncera les principes de programmation en vue de la planification coordonnée du développement régional dans chaque Corridor de croissance.
2. Le CGES examinera les impacts globaux des activités du projet proposé, évaluera la justesse du travail déjà à disposition, et proposera un processus de planification régionale afin de coordonner les différents investissements.
3. L'analyse des impacts cumulatifs est, également, à renforcer dans la mesure où il faudra tenir compte des dimensions spatiales dans les zones d'intervention du projet.
4. Les procédures et approches méthodologiques explicites pour la prise en considération des aspects environnementaux et sociaux, les mesures type d'atténuation des impacts et les outils nécessaires pour l'identification des impacts et des mesures d'atténuation y afférentes ;
5. Les procédures de consultation et participation publiques, avec prise en compte des points de vue des populations bénéficiaires dans le design et la mise en œuvre des activités des projets ;
6. Les rôles et responsabilités des différentes structures impliquées dans la mise en œuvre et le suivi du Projet-CASEF.
7. Les besoins en formation, renforcement des capacités et autres besoins d'assistance technique nécessaires pour la mise en œuvre du dispositif du CGES.
8. Une estimation du budget prévisionnel nécessaire pour réaliser les activités du CGES (qui sera par la suite incluse dans le budget du Projet et des investissements correspondants)

Le CGES devra être en conformité avec les Politiques de Sauvegarde de la Banque mondiale applicables au Projet-CASEF, et avec la législation environnementale de Madagascar. Le projet doit aussi être en conformité avec les directives générales du Groupe de la Banque mondiale sur l'environnement, la santé et la sécurité.

## **A-II. Contenu du CGES**

Les tâches proposées au Consultant pour l'élaboration du CGES seront notamment les suivantes :

### *Tâche 1 : Informations générales sur le projet : activités et composantes*

Une analyse de la documentation disponible concernant le projet, ses composantes et son calendrier d'exécution. Il sera présenté les différentes activités prévues dans le cadre du projet et identifiera les composantes qui risquent d'avoir des impacts environnementaux et sociaux positifs et/ou négatifs, au regard des sensibilités et des enjeux environnementaux et sociaux notamment dans les zones ciblées par le projet.

### *Tâche 2 : Caractéristiques biophysiques et socio-économiques de l'environnement*

L'étude présentera et analysera les données de base d'ordre environnemental et social des zones d'influence du projet dans la région Antsinanana et Région de Vakin'Ankaratra retenue, (notamment les zones ciblées par le projet), et fera une synthèse des documents récents disponibles pour présenter une brève description et analyse des principaux problèmes environnementaux rencontrés ainsi que les causes de ces problèmes et les réponses apportées à ces causes. A cet effet, Il sera donné un aperçu du contexte écologique et social dans lequel le projet va fonctionner en milieu urbain et rural, en somme un état des lieux exhaustif avec les interrelations des processus écologiques et sociaux. Il sera caractérisé dans l'étude le profil écologique, socio-économique des zones potentiellement affectées par le projet. L'étude comportera une section sur une collecte et une gamme de données de base sur les caractéristiques biophysiques et socio-économiques des zones couvertes par le projet. Sur le milieu biophysique, particulièrement dans les zones ciblées par le projet, Elle rassemblera et synthétisera l'information sur le climat, les ressources en eau de surface et souterraines, la géologie, la topographie, les sols et le processus érosion. Une section fera le point sur la flore, la faune, les habitats sensibles (parcs nationaux, forêts classées, réserves avec les espèces protégées, rares, endémiques ou menacées de disparition), les zones humides, les sites naturels significatifs, des eaux de surface. Il fera une attention particulière sur les sensibilités et les valeurs écologiques du milieu. L'étude présentera également le milieu humain dans la zone du projet (démographie, santé ; activités primaires, secondaire et tertiaires avec un accent particulier sur les interrelations avec l'environnement et les secteurs concernés par le projet dans les deux corridors sélectionnés, mais aussi les questions foncières, l'occupation du sol ; les sites historiques et archéologiques;... etc.).

### *Tâche 3 : Analyse du cadre politique, légal, réglementaire et administratif*

L'étude présentera une synthèse de la politique nationale de protection de l'environnement de manière générale et sectoriel sur les domaines concernés par le projet. Il caractérisera aussi les principaux textes législatifs, réglementaires et administratifs de la République de Madagascar se rapportant à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles et

aux procédures d'études d'impact environnemental et social, mais aussi au foncier, aux procédures d'expropriation, de réinstallation et de dédommagement (compensation) et les analysera en rapport avec les politiques de sauvegarde de la Banque mondiale. Il sera synthétisé les cadres réglementaires et juridiques nationaux et internationaux retenus pour la gestion de l'environnement et sociale du projet proposé. Il sera analysé les politiques de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque Mondiale qui sont déclenchées dans le cadre du projet et développé la démarche retenue pour la conformité des activités du projet avec ces politiques et les cadres nationaux relatifs au projet. Après examen, le II sera donné des recommandations, si nécessaires, des mesures appropriées pour renforcer le cadre politique, légal, et réglementaire, surtout les procédures d'études d'impact et les procédures de réinstallation, pour mieux garantir l'efficacité de la mise en œuvre du CGES.

*Tâche 4 : Identification et évaluation des impacts positifs et négatifs majeurs et mineurs du projet*

Il sera évalué les impacts positifs et négatifs majeurs des composantes et des investissements- types éligibles du projet et en mettant un accent particulier sur l'identification et évaluation des changements positifs et négatifs provoqués par le projet par rapport aux situations de base (milieu physique, biologique humain, socioculturel, activités économiques, opportunités d'emploi, etc.) notamment en milieu urbain et rural aussi bien dans les différents secteurs concernés par les activités du projet. Il sera mis en évidence tout impact cumulatif éventuel en considérant les infrastructures existantes avec la composante et les activités du projet. En phase de construction/réhabilitation comme lors de l'exploitation, une attention particulière sera portée sur les impacts environnementaux et sociaux suivants : pertes d'habitat naturel et de végétation ; perturbation des systèmes de drainages et de cultures ; effets des traversées de cours d'eau ; atteinte des sites culturels et archéologiques, déplacement et pertes de terres ; bruit; perturbation sociale; risques liés au VIH/SIDA, etc.

*Tâche 5 : Des check-lists de Mesures d'atténuation et de bonification*

Elles comporteront une description de chaque mesure d'atténuation, par type d'activités et pour chaque secteur en indiquant notamment le type de nuisance auquel elle remédie et les conditions dans lesquelles elle est nécessaire ; une description de chaque mesure de bonification apte à renforcer les impacts positifs des activités du projet.

*Tâche 6 : Processus de consultation*

Pour la réalisation du CGES, des séries de consultations seront organisées avec l'ensemble des acteurs, dans le cadre d'une large démarche participative. Il devrait être identifié l'ensemble des intervenants au niveau national et local qui seront consultés et entraînés dans une dynamique de participation à l'élaboration du CGES : Ministère chargé de l'Agricultures, de l'environnement, mais aussi des Collectivités locales, des Organisations et Associations locales, des ONG et tous autres services et projets impliqués dans les questions d'impact social et environnemental. Il devrait être analysé les mécanismes et les processus participatifs (au niveau national et local) et la participation des bénéficiaires (société civile, institutions publiques, secteur privé) dans la mise en œuvre des actions du projet. Des recommandations seront formulées, au besoin, des mesures appropriées pour renforcer les processus de consultation.

*Tâche 7 : Définition de procédures et des responsabilités de Gestion Environnementale et Sociale*

Le CGES définira les procédures et les responsabilités de gestion des préoccupations environnementales et sociales afin de s'assurer que le projet est conforme aux politiques et règlements de la République de Madagascar et aux politiques de sauvegarde de la Banque mondiale. Ce procédures définiront les mesures techniques et institutionnelles, faisables et économiques, et susceptibles de ramener les effets potentiellement très néfastes sur l'environnement à des niveaux acceptables et de renforcer les impacts positifs du projet afin d'en accroître la performance environnementale. La préparation d'un tel processus inclura au moins les sous - tâches suivantes :

(i) Méthodologie de tri environnemental et social et de sélection des activités du projet

Le processus de sélection environnementale et sociale ou « screening » complète la procédure nationale en matière d'évaluation environnementale, notamment en ce qui concerne le tri et la classification des projets. La détermination des catégories environnementales et sociales des activités sera déterminée par le résultat du « screening » environnemental et social. Ce processus de sélection vise à : (i) déterminer les activités du Projet qui sont susceptibles d'avoir des impacts négatifs au niveau environnemental et social; (ii) déterminer les mesures d'atténuation appropriées pour les activités ayant des impacts préjudiciables; (iii) identifier les activités nécessitant des EIES (Etudes d'Impact Environnemental et Social) séparées; (iv) décrire les responsabilités institutionnelles pour l'analyse et l'approbation des résultats de la sélection, la mise en œuvre des mesures d'atténuation proposées, et la préparation des rapports EIES séparés ; (v) assurer le suivi environnemental et social au cours de la mise en œuvre des activités et de l'exploitation des infrastructures.

En considérant le caractère multisectoriel et pluridisciplinaire du projet et le fait que la nature de tous les investissements ainsi que les zones d'exécution ne sont pas encore exactement connus à l'heure actuelle pour permettre d'identifier et d'apprécier leurs impacts environnementaux et sociaux, un processus d'évaluation, de revue, d'approbation et de suivi environnemental et social sera élaboré pour une mise en opération au niveau du projet. A cet effet le CGES devra :

- développer un canevas de tri environnemental et social (mécanisme de tri) pour aider à la détermination des impacts négatifs environnementaux potentiels durant la mise en œuvre du projet ;

- développer une check-list générique des effets environnementaux et sociaux directs et indirects qui doit servir de guide pour l'évaluation environnementale des activités spécifiques du projet par secteur et par zone d'intervention en tenant en compte des acteurs et des spécificités de la région.

Ce mécanisme de sélection permettra de spécifier le processus d'évaluation environnementale, conformément aux procédures existantes pour les études d'impact du projet et d'identifier les rôles et les responsabilités des institutions gouvernementales et des autres organisations impliquées (au niveau central et décentralisé). Le CGES comprendra une fiche environnementale qui identifiera les impacts potentiels du projet ainsi qu'une matrice des impacts négatifs prévisibles pour des activités types du projet, assortie de recommandations pour les bonnes pratiques, les actions de prévention, et les mesures d'atténuation appropriées

(ii) Plan de renforcement des capacités institutionnelles

Le CGES débouchera à une description de la structure institutionnelle du programme (au niveau sectoriel, national, régional, communal et local) établie pour la gestion des aspects environnementaux et sociaux et en particulier pour la conduite des études d'impact ; gestion du foncier et de la réinstallation. Les capacités environnementales et sociales de l'Unité de Gestion du Projet seront analysées notamment dans ses aspects de prises en compte des aspects environnementaux et sociaux. Il sera évalué aussi les capacités des cadres techniques d'intervention des acteurs, à chaque niveau institutionnel pour exercer ses fonctions de gestion, suivi et évaluation environnementale et sociale, et identifiera les besoins de renforcement des capacités institutionnelles dans la gestion environnementale du projet (identification des formations pertinentes et si possible préparation des modules de formation, préparation des Termes de Référence pour les études d'impacts, cahiers des charges à l'attention des contractants). Le Consultant recommandera, au besoin, des mesures appropriées pour renforcer le cadre institutionnel de sauvegarde environnementale et sociale. Aussi, le CGES précisera les arrangements institutionnels appropriés à instaurer entre les acteurs concernés par le projet pour mettre en application le CGES.

(iii) Programme/Plan de suivi environnemental et social

Le CGES développera un programme de suivi environnemental et social qui comportera : une description précise, assortie de détails techniques, des mesures de surveillance et de suivi ; des procédures de surveillance et de suivi et d'établissement de rapports. L'objectif du programme est : (i) de faire en sorte de déceler rapidement les conditions qui nécessitent des mesures d'atténuation particulières, et (ii) de fournir des renseignements sur les progrès réalisés et sur les résultats obtenus dans le cadre de ces mesures et de définir des indicateurs objectivement vérifiables, qui peuvent servir à la fois à une bonne connaissance de la situation de départ, pendant la mise en œuvre et à la fin du projet. Ce plan de suivi s'intégrera dans le système de suivi et évaluation du projet. Le Consultant identifiera plusieurs indicateurs clés environnementaux et sociaux qui pourront être utilisés pour évaluer les impacts du projet. Le CGES devrait inclure un calendrier d'exécution des mesures à prendre, indiquant leur échelonnement et leur coordination avec les plans d'exécution d'ensemble du projet. Il sera défini une estimation des coûts de la mise en œuvre du CGES pour le projet, précisément les coûts additionnels du processus d'évaluation environnementale des sous projets à développer par secteur d'activités proposé, ainsi que les coûts du programme de renforcement des capacités institutionnelles et du processus de suivi et évaluation des impacts environnementaux et sociaux du projet.

Le canevas du rapport du CGES est présenté ci-dessous, tandis que des explications plus détaillées de son contenu sont disponibles en Annexe 1.

1. Résumé exécutif
2. *Executive summary*
3. Brève description du Projet, des types d'investissements éligibles, et des sites potentiels.
4. Situation environnementale et sociale dans la zone d'intervention du Projet (base de données)
5. Cadre politique, administratif et juridique en matière d'environnement
6. Identification et évaluation des impacts environnementaux et sociaux potentiels et de leurs mesures d'atténuation
7. Analyse des alternatives
8. Méthodologie pour la préparation, l'approbation et l'exécution des sous-projets ou activités (y inclus l'analyse des impacts cumulatifs, le cas échéant)
9. Plan de Gestion Environnementale et Sociale incluant
  - a. Cadre de Résultat des Mesures d'Atténuation et de Suivi Environnemental et Social
  - b. Dispositif institutionnel de mise en œuvre du PGES
  - c. L'évaluation des besoins en renforcement de capacités institutionnelles
  - d. Plan de suivi et évaluation
  - e. Mécanismes et procédures participatifs de consultation
  - f. Mécanismes de Gestion des Grievs (MGG)
  - f. Budget de mise en œuvre du CGES

### **C. Produits attendus**

Le consultant fournira un rapport détaillé en français avec un résumé exécutif et sa traduction en anglais. Le CGES et le CPR seront deux documents séparés indépendants. Ils devront être validés par l'ONE (Office National de l'Environnement) à travers un atelier national de validation et soumis à la Banque Mondiale pour analyse et validation. Les frais d'organisation de l'atelier national de validation seront à la charge du projet.

Les Consultations et la participation publique seront organisées par le Projet-CASEF pour présenter le CGES et le CPR avec notamment les risques et impacts potentiels, les mesures d'atténuation proposées, et les dispositions prises par le Projet-CASEF (y compris la conception et l'exécution des sous-projets). Le Consultant prendra en compte les commentaires émis par les évaluateurs du CGES et du CPR dans les documents finaux qui seront diffusés dans le pays, en particulier dans les zones d'intervention du Projet-CASEF et sur le site InfoShop de la Banque mondiale.

#### **D. Profil du Consultant**

Le Projet recrutera un consultant international pour la préparation du CGES et du CPR. Le consultant devra :

- Etre un Expert en gestion et évaluation environnementale et sociale, avec un niveau Bac+10, jouissant d'une expérience avérée d'au moins 12 années dans ce domaine et ayant conduit au moins dix (10) études similaires en Afrique et dans le monde;
- Etre familiarisé avec les politiques de sauvegarde de la Banque mondiale et s'assurer que le travail est effectué conformément à toutes les dispositions indiquées dans ces documents, notamment la Politique Opérationnelle PO 4.01 sur l'Evaluation Environnementale et PO 4.12 portant réinstallation involontaire des populations déplacées/affectées et une connaissance des réglementations Malgaches en matière d'évaluation environnementale et sociale.

#### **E. Durée**

La durée de ce recrutement sera de six (06) semaines, y compris l'atelier national de validation du CGES. Le consultant proposera un planning de l'exécution de l'étude. Il tiendra compte du délai de revue du rapport provisoire par la partie malgache et par la Banque mondiale (cette période de revue ne fait pas partie des six (06) semaines du contrat). Le rapport final doit être déposé au plus tard deux (2) semaines après la réception des derniers commentaires

#### **F. Calendrier Prévisionnel**

En principe la finalisation du CGES et du CPR avec leur diffusion à Madagascar et dans le système d'information de la Banque mondiale (InfoShop) doivent être terminées avant l'évaluation du projet fin Décembre 2015.